



Le Monde

Le Monde des livres

Ecrivains islandais en Normandie

Un cahier de 10 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16113 - 7 F -

VENDREDI 15 NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un nouveau médicament pour prévenir les maladies cardio-vasculaires

LA MULTINATIONALE pharmaceutique française Sanofi a annoncé, mercredi 13 novembre, la commercialisation, en principe à partir de 1998, d'une nouvelle molécule, permettant de prévenir chez les personnes à risque certaines affections vasculaires comme les infarctus du myocarde et les accidents vasculaires cérébraux. Cette substance agit au niveau des plaquettes sanguines dont elle diminue la faculté de s'agréger.

Une étude internationale conduite en collaboration avec le groupe Bristol-Myers Squibb a démontré que cette molécule - dénommée clopidogrel - est d'une efficacité préventive supérieure à celle de l'aspirine, médicament habituellement utilisé dans la prévention de ces affections.

Lire page 32

M. Juppé suspend la privatisation du CIC et M. Chirac envisage d'alléger l'ISF

L'anniversaire de la réforme de la Sécurité sociale marqué par des manifestations

LA PRIVATISATION du Crédit industriel et commercial (CIC), filiale du groupe public d'assurances GAN, est retardée, a annoncé, jeudi 14 novembre, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Cette décision, prise sous l'autorité d'Alain Juppé, résulte des difficultés à trouver un repreneur et des protestations des élus, là où est implanté ce réseau. Les personnels des banques font grève vendredi contre les réductions d'effectifs.

Le gouvernement ménage les gros contribuables en refusant de taxer les dirigeants d'entreprise sur leurs indemnités de licenciement pour financer la Sécurité sociale. M. Juppé accepte d'imposer davantage les stock-options. L'Élysée encourage un adoucissement de l'impôt sur la fortune. L'anniversaire de la réforme de la Sécurité sociale est marqué par des actions de la CGT et de FO, dont des manifestations le 16 novembre.

Lire pages 7, 8, 9, 19 et 32 et notre éditorial page 16



L'humanitaire au cœur de l'intervention au Zaïre

Washington envoie de 4 000 à 5 000 hommes

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ de l'ONU devait voter, vendredi 15 novembre, une résolution autorisant l'envoi d'une force multinationale au Zaïre. L'annonce, mercredi soir, par la Maison Blanche d'une importante participation américaine à cette opération a levé les derniers obstacles à sa mise en route.

Après qu'Africains et Européens - notamment Français - les aient ardemment sollicités, les États-Unis ont indiqué qu'ils dépêcheraient entre 4 000 et 5 000 hommes pour venir en aide aux centaines de milliers de réfugiés rwandais livrés à eux-mêmes dans la province du Kivu, à l'Est du Zaïre. Les modalités de cette intervention - que Le Monde avait annoncées dès mardi (nos éditions du 13 novembre) - restent à fixer entre les principaux participants : Canadiens, qui assureront le commandement de la force, Britanniques, Espagnols et Français notamment. Les responsables militaires des pays concernés pourraient se réunir avant la fin de la semaine à Ottawa pour fixer les

derniers détails opérationnels. Avant même le vote du Conseil de sécurité qui donnera sa légitimité internationale à l'intervention, la Maison Blanche, en annonçant sa décision, en a fixé les limites. Pour l'essentiel, le contingent américain assurera la logistique des transports. Seuls 1 000 GI's devraient être postés au Zaïre même, pour assurer le contrôle de l'aéroport de Goma. Il ne s'agira que d'une intervention courte, de quatre à six mois, exclusivement consacrée à l'acheminement de l'aide aux réfugiés. En aucun cas, la force n'aura pour objet de s'interposer dans les combats en cours et encore moins de désarmer des miliciens hutus - auteurs du génocide contre les Tutsis du Rwanda en 1994 - qui se cachent dans les camps de réfugiés de l'Est zaïrois.

La France s'est félicitée de la décision de la Maison Blanche et a émis le souhait que la force puisse se déployer au plus vite.

Lire pages 2 et 3

La faim et l'espoir

Une analyse sur la sécurité alimentaire mondiale et le texte de la déclaration de la FAO adoptée à Rome. p. 3 et 16

La paix en Bosnie

La conférence de suivi du processus de paix en Bosnie s'est ouverte jeudi à Paris. p. 4

Le Guatemala vers la démocratie

Le pays s'engage sur la voie de la démocratie après trente-cinq ans de conflit. p. 6

La fin des décharges

Les 7 000 dépôts d'ordures du territoire devront avoir disparu d'ici 2002. Le département du Haut-Rhin montre l'exemple. p. 14

Les voyants vous écoutent

Comment certains professionnels des prédictions se débrouillent des boules de cristal pour devenir psychothérapeutes. p. 15

Bouleversements de l'euro

Les entreprises découvrent à quel point l'euro impose des changements informatiques et comptables. p. 18

L'ADN revisité

Progressivement, les chercheurs découvrent le rôle des 910⁶ de l'ADN qui paraissent inutiles. p. 23

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 25 B ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 D ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 20 Dir ; Norvège, 140 Kr ; Pays-Bas, 3 f ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 1 F ; Thaïlande, 10 Baht ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2 \$; USA (Alaska), 3 \$.

M 0147 - 1115 - 7,00 F



Les télégrammes cachés du génocide

C'EST SANS DOUTE l'un des documents les plus anciens concernant la destruction des juifs d'Europe pendant la seconde guerre mondiale. Il vient d'être retrouvé dans la masse des télégrammes allemands interceptés par les services secrets britanniques entre juillet et septembre 1941, quelques semaines après l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, le 21 juin 1941. On doit cette découverte, révélée par le Washington Post, à l'historien américain Richard Breitman, qui a travaillé dans des archives récemment déclassifiées de la National Security Agency (NSA). Le volume des rapports allemands remis par les Britanniques à la NSA américaine s'élèverait à 1,3 million de pages.

L'un de ces messages, décryptés à l'époque dans le cadre d'une opération de décodage, connue sous le nom d'« Ultra Intercepts », a été envoyé le 18 juillet 1941 à Berlin par le général de division von dem Bach-Zelewski, chef suprême des SS et de la police de Russie centrale, que Raul Hilberg, dans *La Destruction des juifs d'Europe*, décrit comme l'un des lieutenants favoris de Himmler. On peut y lire : « Hier, dans une action de nettoyage à Slonim [Bélorussie] effectuée par un régiment

de la police d'ordre du centre, 1 153 pillards juifs ont été exécutés. » A l'intérêt évident de ces transcriptions, qui montrent notamment que la police et non les seuls SS était impliquée dans les assassinats de juifs, s'ajoute une confirmation plus troublante encore : les Britanniques auraient été informés pratiquement en temps réel du génocide. Un délai de trois jours suffisait parfois pour que les Anglais puissent prendre connaissance du contenu des messages qui leur parvenaient.

En dépit du caractère fragmentaire de ces informations, il leur était parfaitement possible d'en conclure qu'un massacre à grande échelle et d'un caractère inouï était en cours sur les territoires soviétiques conquis par l'armée allemande. Ainsi, un câble du même Bach-Zelewski, envoyé le 7 août 1941, et déchiffré une semaine plus tard par les Anglais, signalait-il que « le nombre total d'exécutions sur le territoire qui relève de [ma] juridiction dépasse maintenant les trente mille ».

La question « qui savait quoi ? » ne cesse de tarauder les spécialistes de la Shoah. A cette question, des historiens américains, Walter Laqueur dans *Le Terrible Secret* et David Wyman dans son *Abandon des juifs*,

ont apporté un début de réponse en situant au commencement de l'année 1942 la prise de conscience par les Alliés du caractère systématique du génocide des juifs. Au vu des documents qui viennent d'apparaître, l'information aurait donc été, au moins en partie, disponible près d'un an plus tôt.

Quant à la France, une universitaire, Catherine Nicault, dans un article qui vient de paraître dans *Les Cahiers de la Shoah* (Liana Levi), a établi à partir des archives diplomatiques du Quai d'Orsay que l'ambassadeur en Roumanie, Jacques Truelle, avait envoyé à Vichy, dès le 28 août 1941, un courrier évoquant les déportations des juifs de Bessarabie et de Bukovine. La Roumanie participait aux côtés de l'Allemagne à l'invasion de l'URSS et les déportations visaient, selon le diplomate, à l'« extermination complète des israélites ». Un an plus tard, l'ambassadeur français en Suède, Vaux de Saint-Cyr, faisait parvenir un courrier daté du 6 juillet à Pierre Laval, chef du gouvernement. Il y décrivait minutieusement le massacre des juifs par les troupes allemandes en Estonie.

Nicolas Weill

POINT DE VUE

L'histoire à l'estomac

par Alexandre Adler

KAREL BARTOSEK, dans son livre intitulé *L'Aveu des archives*, prétend révolutionner doublement la science historique. Comme le proclame le titre même de son ouvrage, il aurait fait « avouer » les archives, en l'occurrence celles du Parti communiste de Tchécoslovaquie à Prague. Sur la base de ces aveux, il aurait apporté sa pierre à une nouvelle école historique qui entend réinterpréter radicalement l'expérience communiste.

L'idée selon laquelle l'archive parle d'elle-même, sans que l'historien l'ait analysée dans son contexte, dans les intentions de celui qui l'a écrite et dans sa fiabilité essentielle, est tout à fait singulière. Très vite, Bartosek se trouve d'ailleurs amené à quelques bêtises de taille : ainsi d'une lettre, citée intégralement par l'auteur, du 14 janvier 1953, expédiée par Jacques Duclos (1896-1975), faisant alors fonction de numéro un du PCF, à son homologue tchèque, Klement Gottwald (1896-1953), pour lui communiquer des précisions sur un « réseau de renseignement » qu'aurait créé en France Arur London (1915-1986) - alors incarcéré - et son épouse, Lise

- encore très fortement menacée à cette date.

A l'évidence, l'expression, dans une correspondance à caractère officiel entre deux partis, fait référence au réseau de renseignement « trotskiste-tchéco-stoniste » dont Arthur London était censé faire partie, et non à une conspiration des services secrets tchèques que Gottwald ne saurait ignorer par définition, ni Duclos avoir l'impertinence de qualifier aussi crûment d'activité de renseignement dans une lettre portant en-tête du comité central du PCF. Pour Bartosek, il s'agit au contraire d'un « aveu » capital des archives : London était un espion tchèque.

Encore deux exemples frappants des erreurs auxquelles conduit pareille méthodologie : les jugements portés sur l'écrivain Jean-Paul Sartre (1905-1980) et sur le héros de la Résistance Raymond Aubrac. Dans le cas de Sartre, c'est le point de vue du scripteur de l'archive qui est épousé, sans recul ni malice.

Lire la suite page 17

Alexandre Adler est historien et journaliste.

Une éducation en dents de scie

POUR la première fois depuis cinquante ans, le budget 1997 de l'éducation nationale, dont la discussion a débuté, jeudi 14 novembre, à l'Assemblée nationale, prévoit la suppression de près de 5 000 postes d'enseignants dans le primaire et le secondaire.

Après les embauches massives du début des années 90, l'heure est aux économies budgétaires. Les instituts universitaires de formation des maîtres instaurent des critères de sélection de plus en plus sévères. Faute d'avoir pu mettre en place une programmation pluriannuelle de ses embauches, le ministère de l'éducation mène depuis vingt ans une politique de recrutement en dents de scie. Au grand dam des candidats au métier d'enseignant.

Lire page 11

Le triomphe de Zingaro



BARTABAS

CHIMÈRE, le spectacle du Théâtre Zingaro qui vient de s'achever à New York, a rassemblé plus de 400 000 spectateurs depuis sa création en 1994. Bartabas, à la tête de sa troupe (26 chevaux, 46 artistes et techniciens), est entré, comme Piaf, Montand ou Aznavour, au panthéon des Français ayant séduit le public new-yorkais.

Lire page 27

International	2	Aujourd'hui	23
France	7	Abonnements	26
Société	11	Agenda	26
Régions	14	Météorologie	26
Horaires	15	Mots croisés	26
Entreprises	18	Culture	27
Finances/marchés	28	Communication	30
Cartes	22	Radio-télévision	31

Geneviève Brisac
Week-end de chasse à la mère

Prix Femina

Editions de l'Olivier

ZAÏRE La France s'est félicitée de la décision des Etats-Unis, annoncée mercredi 13 novembre, de participer à une force multinationale pour venir en aide à plus d'un mil-

lion de réfugiés rwandais dans l'est du Zaïre. **● EN DONNANT** son feu vert à une participation américaine - la cinquième depuis décembre 1992 sur le continent africain -, la

Maison Blanche a indiqué que l'opération, sous commandement canadien, devait être de nature strictement humanitaire. Elle n'aurait pas pour objet de désarmer les

parties en conflit ou de s'interposer entre elles mais d'assurer l'acheminement de l'aide médicale et alimentaire. **● LE CONTINGENT AMÉRICAIN**, qui devrait être de 4 000 à

5 000 hommes, sera accompagné de soldats britanniques, canadiens, français, de quelques autres participants européens et africains. Il sera notamment déployé à Goma.

Les Etats-Unis confirment leur accord pour intervenir au Kivu

En annonçant sa décision de participer à une force multinationale pour secourir les réfugiés rwandais et zaïrois, la Maison Blanche a souligné qu'il s'agissait d'une mission d'assistance et non d'interposition dans le conflit en cours

WASHINGTON

Avec une extrême réticence, les Etats-Unis se sont finalement déclarés prêts « en principe, à participer d'une façon limitée » à la force multinationale humanitaire qui devrait être dépêchée au Zaïre. La Maison Blanche en a fait l'annonce, mercredi 13 novembre, en insistant sur les conditions qui s'attachent à cette décision, notamment le fait que les quelque 4 000 soldats mobilisés resteront « en toutes circonstances » sous commandement américain. « Il y a près d'un million de personnes qui sont en péril et des milliers d'autres qui sont en train de mourir, a indiqué Michael McCurry, le porte-parole de la présidence, ce qui explique que nous voulons agir de façon relativement urgente. »

On souligne à Washington que si, malgré la pression internationale et les images télévisées dramatiques de réfugiés fuyant les combats, l'administration s'est prononcée si tardivement, cela est dû à la nécessité de définir avec précision l'objectif et le cadre d'une mission potentiellement dangereuse, car devant se dérouler dans un environnement qualifié par certains diplomates de « volatil », voire hostile. Toute idée d'intervention militaire en Afrique réveille ici le souvenir de l'humiliant fiasco somalien : le 3 octobre 1993, dix-huit soldats américains avaient été tués à Mogadiscio par les éléments du gé-

ral Mohamed Farah Aidid, conduisant Bill Clinton à ordonner le départ des troupes américaines, en mars 1994.

Les Etats-Unis, a souligné M. McCurry, ne tiennent pas à tomber dans les mêmes « pièges » que par le passé. Au moment, d'autre part, où il essaie d'instaurer avec les républicains, majoritaires au Congrès, une cohabitation plus harmonieuse que lors de son premier mandat, Bill Clinton tient à éviter une levée de boucliers de la part du Grand Old Party, a priori opposé à l'envoi d'un contingent américain en Afrique. En fonction de ce double impératif, la Maison Blanche a assorti son « feu vert » de conditions extrêmement strictes concernant la

mission et les règles d'engagement des soldats américains.

Environ un millier d'entre eux seront déployés au Zaïre, essentiellement pour assurer la protection de l'aéroport de Goma (à l'est

seront stationnés dans des pays de la région, mais leur rôle devrait se limiter à assurer un soutien logistique et à permettre l'acheminement aérien d'une partie de la force multinationale. Pour Was-

conditionnera le maintien éventuel des troupes américaines, Washington insistant pour que le relais soit pris par des soldats de pays africains. Le contingent dépêché à Goma, bien que placé sous l'autorité du général canadien Maurice Baril (qui devrait commander l'ensemble de l'opération), obtiendra exclusivement aux officiers américains, et ses règles d'engagement seront « très robustes », à l'image de celles régissant la participation des soldats américains en Bosnie.

Il ne s'agit en aucune façon d'une opération type « casques bleus », souligne-t-on à Washington, les soldats américains n'ayant pas la mission de s'interposer entre factions rivales, de désarmer

celles-ci, ou de procéder à des opérations de police à l'intérieur ou à l'extérieur des camps de réfugiés. Les Etats-Unis indiquent enfin que le coût de cette intervention multinationale devra être supporté par l'ensemble des pays qui vont y participer. Avant tout déploiement, l'administration veut bénéficier du rapport de l'équipe d'évaluation militaire de 40 hommes qui a été dépêchée mardi à Kigali. Celle-ci doit notamment apporter des informations sur la « menace environnante » et l'accord des pays concernés.

Insistant sur les motivations purement humanitaires de leur intervention, les Américains sont soucieux de ne pas réveiller la polémique franco-américaine qui s'est récemment manifestée à propos d'une rivalité entre les deux pays en Afrique. Washington souhaite également ne pas ébranler ses relations, déjà franchement mauvaises, avec le régime du président Mobutu, lequel reste frappé d'une quasi-interdiction de séjour en Amérique. Le fait que la presse de Kinshasa accuse les Etats-Unis de « complot », afin d'accroître leur influence dans la région, inquiète moins l'administration que la totale désorganisation du Zaïre, dont la partie est du territoire est livrée à des milices et à des chefs de guerre incontrôlables.

Laurent Zecchini

La cinquième opération américaine en Afrique sous la présidence de Bill Clinton

L'armée américaine est déjà intervenue à quatre reprises sur le continent africain depuis le début de la présidence Clinton en janvier 1993 :

● **Somalie** : Bill Clinton hérite de l'opération militaire en Somalie déclenchée par son prédécesseur, George Bush, en décembre 1992, pour fournir une assistance sur le terrain aux organisations humanitaires qui tentent d'enrayer la famine. Après le transfert de l'opération sous commandement de l'ONU, les forces américaines subissent

une humiliante défaite face à l'une des factions rivales somaliennes, celle de Mohammed Farah Aidid. Les troupes américaines, qui déploient 30 tués, se retirent en mars 1994. A Washington, cette expérience alimente l'opposition à un placement sous commandement onusien des troupes américaines.

● **Rwanda** : en juillet 1994, soit quatre mois après le génocide perpétré par les Hutus contre les Tutsis au Rwanda, quelque 3 000 soldats américains fournissent un soutien

logistique aux organisations humanitaires venues en aide aux réfugiés. Les troupes américaines assurent la sécurité des aéroports de Goma, au Zaïre, et de Kigali, au Rwanda, ainsi que la purification et la distribution de l'eau à Goma. Les militaires passent le relais aux civils en septembre 1994.

● **Somalie** : quelque 1 600 soldats américains et un contingent italien reprennent pied à Mogadiscio en février 1995 afin de couvrir le retrait des 8 000 « casques bleus » encore sur place. Plus de vingt

navires de guerre et des milliers d'hommes de sept pays différents participent à cette opération.

● **Liberia** : en avril 1996, quelque 800 « marines » américains, appuyés par plusieurs navires de guerre, sont acheminés par hélicoptère dans la capitale Monrovia pour évacuer les ressortissants américains et étrangers alors que les combats font rage entre factions rivales libériennes. A la mi-mai, plus de 2 500 personnes ont été évacuées vers Freetown, au Sierra-Leone.

Londres pourrait envoyer 4 000 hommes, mais demande des précisions

LONDRES

« Les paras au Zaïre » a été, jeudi 14 novembre, le *Daily Express*. Un communiqué des services du premier ministre a en effet annoncé, mercredi dans la soirée, que la Grande-Bretagne est prête à participer à la force multinationale chargée de venir d'urgence au secours des réfugiés de l'est du Zaïre si un mandat satisfaisant est défini. La décision a été prise par le premier ministre, John Major, à l'issue d'un conseil interministériel de défense tenu dans l'après-midi. Selon le *10 Downing Street*, « les ministres ont discuté de la réponse que peut apporter le Royaume-Uni à cette crise humanitaire et sont tombés d'accord pour se préparer à contribuer à la réponse de la communauté internationale, y compris à une force multinationale, à condition qu'un plan satisfaisant puisse être élaboré ».

Concrètement, cela signifie qu'une brigade « légère » qui pourrait aller jusqu'à 3 500 ou

4 000 soldats d'élite pourrait partir pour le Zaïre, avec le soutien logistique d'avions de transport. Ils seraient fournis par le 45^e Commando de Royal Marines et le 1^{er} Bataillon du régiment parachutiste et placés sous le commandement de la 5^e Brigade aéroportée. Ce sont des unités ayant l'expérience d'opérations outre-mer. En particulier, les Marines ont participé à l'acheminement d'aide aux populations kurdes du nord de l'Irak après la guerre du Golfe.

GARANTIES

Un gros bataillon d'un millier d'hommes serait déployé sur le terrain, les autres servant à l'appui logistique dans une zone dangereuse et difficile d'accès. Une source militaire citée par l'agence PA a qualifié cette opération de « terriblement difficile » sur le terrain. On ne se fait d'autant moins d'illusions à Londres sur les problèmes posés par une telle intervention que des soldats britanniques avaient déjà participé à

l'opération humanitaire lancée dans la région il y a deux ans.

C'est pourquoi John Major, relayé par le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, veut au préalable un accord sur l'étendue, la durée et la nature de la « réponse » à apporter à la crise - stabilisation de la situation sur place, distribution d'aide d'urgence aux réfugiés, engagement du processus de rapatriement vers le Rwanda - ainsi que sur les garanties de sécurité pour les soldats sur place. Les questions sur la nature de l'intervention devaient être évoquées, jeudi 14 novembre, à New York, avec les partenaires de l'ONU intéressés et à Paris où M. Rifkind et ses homologues américain, canadien et français sont réunis pour une conférence sur la Bosnie. Il est clair que c'est la décision des Etats-Unis d'intervenir qui a finalement convaincu un gouvernement britannique longtemps hésitant.

Patrice de Beer

Paris se félicite de la décision de Washington

Une réunion des responsables militaires pourrait se tenir à Ottawa avant la fin de la semaine

LA FRANCE s'est félicitée, mercredi 13 novembre, de la décision américaine de participer à la force multinationale qui sera déployée en Afrique dans la région des Grands Lacs. L'accord de Washington « va permettre, maintenant sans délai, la mise sur pied de cette force et, par conséquent, la reprise de l'acheminement de l'aide vers les populations en détresse. Il convient désormais que le Conseil de sécurité des Nations unies autorise dans les heures qui viennent la mise en œuvre de cette force », a déclaré le ministre des affaires étrangères. Après un premier entretien en tête à tête entre le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, et son collègue américain, Warren Christopher, présent à Paris à l'occasion de la conférence internationale sur la Bosnie, on insistait au Quai d'Orsay sur l'entente régnant entre la France et les Etats-Unis à propos du Zaïre. Depuis quelques jours déjà, les deux parties s'étaient gardées de toute polémique afin de ne pas gêner la création d'une force internationale dans laquelle la participation des Américains apparaissait indispensable.

Au cours du conseil des ministres, Jacques Chirac avait, mer-

credi, estimé que « la période des interventions unilatérales en Afrique est close ». Parlant du Zaïre, il a estimé que « cette intervention humanitaire ne pouvait se faire que dans le cadre d'un accord de la communauté des pays africains à travers l'OUA et de l'ensemble de la communauté interna-

tionale à travers l'ONU ». Cette intervention doit être « politiquement neutre », a ajouté le président de la République, selon Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement. A plus long terme, le problème de la stabilité politique dans la région doit être traité « par les Etats concernés » sous l'égide de l'OUA et de l'ONU.

Pour Jacques Chirac, « la période des interventions unilatérales en Afrique est close. Cette intervention humanitaire ne pouvait se faire que dans le cadre d'un accord des pays africains et de la communauté internationale »

Le commandement Sud à un Européen se heurte toujours à l'opposition de Washington - ou la loi Helms-Burton, qui menace de sanctions les sociétés étrangères commerçant avec Cuba. Les Canadiens comme les Européens ont protesté contre cette législation américaine.

Pour accélérer les préparatifs de la force d'intervention au Zaïre, une réunion des responsables militaires était envisagée à Ottawa avant la fin de la semaine. Une mission d'évaluation américaine a été dépêchée en Afrique centrale ; elle comprend plusieurs Français, un officier supérieur et trois spécialistes de l'action humanitaire. La composition de la force sera arrêtée en fonction du mandat de l'ONU et des possibilités des pays participants. La France avait à l'origine proposé un effectif global de 4 000 à 5 000 hommes, mais le Canada, qui devrait en assurer le commandement, parle de 10 000 à 15 000 hommes.

La planification en cours actuellement à Paris porte sur l'envoi de 1 500 à 2 000 soldats français. Il n'y a d'unités en état d'alerte renforcée ni en France ni en Afrique, dit-on au ministère de la défense, mais il y a, comme en temps normal, 600 hommes en alerte dite « Guépard », c'est-à-dire prêts à partir dans les vingt-quatre heures. Un deuxième détachement de 600 hommes peut suivre dans le même délai. Le premier détachement, composé de professionnels, appartiendrait au 8^e RPI-M (régiment parachutiste d'infanterie de marine), basé à Castres.

Pour celles et ceux qui ont raté la «Portugaise», voici la version rattrapante. Quelle Chance.

Réf. 3712 La «Portugaise» Chrono-Rattrapante à remontage manuel avec une aiguille supplémentaire, dite rattrapante pour mesurer des temps intermédiaires ou un deuxième temps, acier FRF 47'900.-, or rose FRF 79'200.- ou platine FRF 155'600.-



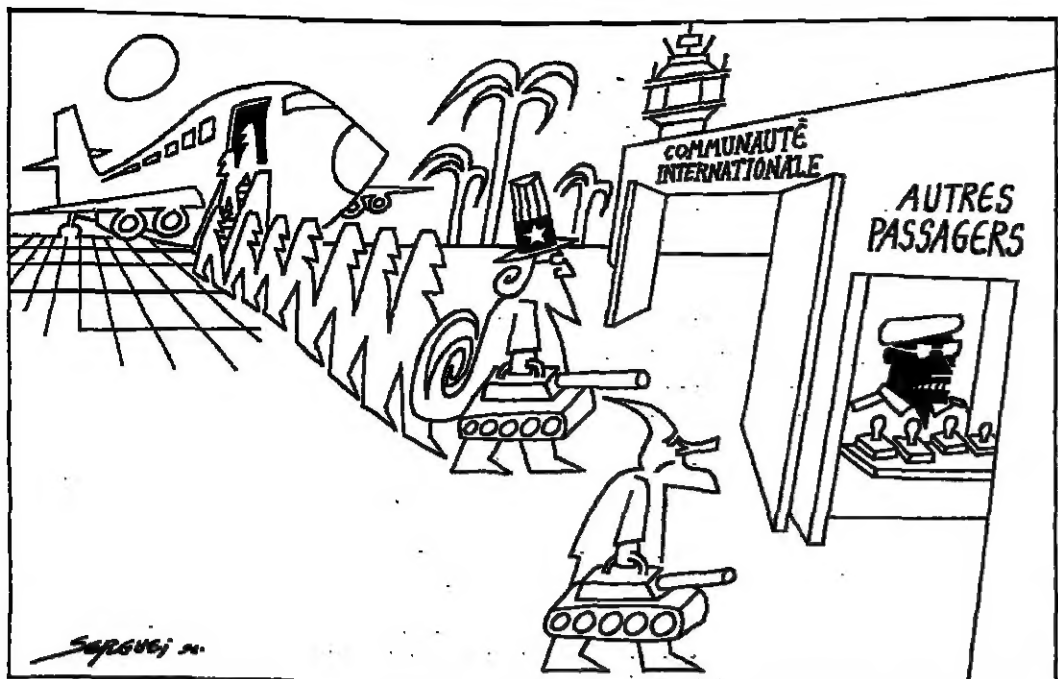
IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland Since 1868

LES MONTRES

1 RUE DE LA CHAUSSEE D'ANTWERP 1050 BRUXELLES TEL. 02 735 11 11

1 RUE DE LA CHAUSSEE D'ANTWERP 1050 BRUXELLES TEL. 02 735 11 11



L'acheminement des secours paraît plus facile par le Rwanda que par le Zaïre

UN MOIS APRÈS le début de la crise, la décision américaine ne résout pas tous les problèmes qui se posent avant que ne soit atteint l'objectif premier de la mobilisation internationale, qui a tant tardé : porter secours aux centaines de milliers de réfugiés et de Zaïrois déplacés par les combats depuis le 13 octobre.

La décision de Washington rend désormais possible le feu vert de l'ONU, c'est-à-dire l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant l'intervention. Les grandes lignes du texte ont déjà été rédigées par le Canada, et le vote, estimé-t-on à New York, pourrait intervenir vendredi 15 novembre. L'émissaire des Nations unies dans la région des Grands Lacs, Raymond Chrétien, a affirmé, mercredi soir, que les premiers éléments de la force multinationale pourraient arriver très vite sur le terrain, une fois la résolution votée. « Le déploiement du premier contingent est une affaire de 48 à 72 heures », a-t-il dit.

Le diplomate canadien a, d'autre part, indiqué que les divergences opposant deux des principaux acteurs de la crise, Kinshasa et Kigali, étaient en grande partie surmontées. Il a déclaré, à l'issue d'entretiens avec le gouvernement zaïrois, que les dirigeants du Zaïre et du Rwanda « ont accepté d'aider les réfugiés rwandais, burundais et (les déplacés) zaïrois sur le territoire zaïrois ». Il a ajouté que les deux gouvernements « sont aussi convenus que la force (multinationale) crée les conditions d'un rapatriement volontaire de réfugiés dans leur pays d'origine ».

Malheureusement la question est de savoir de quelle manière la communauté internationale procèdera pour acheminer l'aide vers les réfu-

giés. Deux couloirs sont envisageables : la « route ouest », dont la ville zaïroise de Kisangani servirait de base opérationnelle, et la « route est », qui permettrait d'accéder aux réfugiés depuis le Rwanda.

« Nous avons déjà tout organisé dans la région orientale du Zaïre. Les routes sont en bon état. Nous pourrions nous y déployer avec de grandes quantités de ravitaillement dans les soixante-douze heures »

Michelle Quintaglie, du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, estime que l'acheminement de l'aide à partir de Kisangani, à 500 kilomètres de Goma et du lac Kivu, à travers un terrain difficile, constituerait un « cauchemar logistique », alors que la « route de l'est » est de loin la moins difficile. « Nous avons déjà tout organisé dans la région orientale du Zaïre. Les routes sont en bon état. Nous pourrions nous y déployer avec de grandes quantités de ravitaillement dans les soixante-douze heures, a-t-elle déclaré à Nairobi. Mais il nous est impossible d'envisager d'organiser une énorme opération de

l'ONU pour nourrir ces gens à partir de Kisangani ».

Mais cette seconde solution passe par un accord avec les rebelles qui contrôlent la région du Kivu. Or, Kinshasa s'oppose à ces négociations qui sont à ses yeux une violation de la souveraineté du Zaïre. Mercredi soir, Raymond Chrétien se disait incapable de préciser si la mission internationale opérerait depuis l'est (Rwanda) ou l'ouest (Kisangani). Par ailleurs, le président rwandais a prévenu que les rebelles zaïrois Banyamulenge devaient être consultés. « S'ils ne négocient pas avec les rebelles, ce sera la guerre et le chaos », a affirmé Pascal Bizimungu.

Une autre inconnue pèse enfin sur l'intervention : l'attitude des extrémistes hutus issus des ex-forces armées rwandaises (FAR, Hutus) et des milices hutues interahamwe, les auteurs du génocide de 1994 contre la communauté tutsie au Rwanda. « Nous ignorons la force potentielle des ex-FAR et des interahamwe », a dit M. Chrétien. Nous ignorons s'ils accepteraient d'être séparés de leurs boucliers humains », les réfugiés parmi lesquels ils se dissimulent.

D'autre part, allant à l'encontre de l'avis le plus répandu, le groupe de défense de droits de l'homme Africa Rights a accusé, mercredi, certaines organisations humanitaires d'avoir quelque peu exagéré l'ampleur de la crise en vue de récolter un maximum de fonds. « L'idée qu'un million de personnes vont mourir en quelques semaines est absurde », affirme Alex de Waal, porte-parole de ce groupe, dont le siège est à Londres. Il fait valoir que, même aux pires moments, les famines en Éthiopie et en Somalie n'ont pas fait autant de victimes.

Les pays disposés à contribuer à la force multinationale

Voici la liste des pays qui se sont déclarés prêts à contribuer à une force internationale mandatée par les Nations unies sous commandement canadien dans la région africaine des Grands Lacs, après l'accord, mercredi 13 novembre, des États-Unis.

- France : Paris avait préconisé dès le 4 novembre une force internationale pour « sécuriser » l'est du Zaïre. La France a présenté le 7 novembre au Conseil de sécurité de l'ONU son propre projet de résolution en vue du déploiement d'une force neutre de 5 000 hommes, dans laquelle Paris est disposé à envoyer un millier d'hommes.
- Canada : le Canada est prêt à prendre le commandement d'une force multinationale et pourrait y contribuer avec des troupes. Le général canadien Maurice Baril est pressenti pour diriger la force d'intervention.
- États-Unis : les États-Unis sont d'accord pour participer à une opération militaire et humanitaire internationale sous commandement canadien. Le contingent américain s'élèvera sur place à « plusieurs milliers » de militaires. Les forces américaines seront notamment chargées de la sécurité de l'aéroport de Goma (Zaïre). La plupart des soldats américains ne seront pas déployés au Zaïre, mais dans les pays voisins, a indiqué la Maison Blanche.
- Grande-Bretagne : la Grande-Bretagne est prête à « contribuer de façon

constructive » à une force multinationale au Zaïre, si un mandat satisfaisant est défini quant à la nature de l'intervention, ont annoncé les services du premier ministre. « Le Royaume-Uni est prêt à jouer son rôle », compris à apporter une contribution militaire, afin d'aider à la livraison d'une aide humanitaire aux réfugiés », a déclaré le secrétaire au Foreign Office.

- Espagne : L'Espagne s'est déclarée prête à « contribuer » à une opération que déciderait le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle proposera quelque 300 soldats.
- Italie : l'Italie est disposée à envoyer des soldats dans la région des Grands Lacs dans le cadre d'une force des Nations unies.
- Hongrie : la Hongrie est prête à participer à une opération multinationale en vue d'intervenir au Zaïre pour régler la situation des réfugiés.
- Pays africains : le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim, a annoncé mercredi que l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Congo, le Cameroun, le Sénégal et le Mali se sont dits prêts à envoyer des troupes. Deux autres pays africains, le Botswana et le Tchad, se sont déclarés prêts à contribuer à la force internationale.
- Les pays nordiques (Finlande, Danemark, Norvège, Islande et Suède) n'envoieront pas de soldats au Zaïre, mais concentreront leurs efforts sur l'aide humanitaire.

- L'Allemagne n'envoiera pas de soldats au Zaïre pour participer à une intervention multinationale et limitera son action à une aide humanitaire.
- La Belgique a proposé d'assurer l'entraînement de troupes de pays africains prêts à participer à une force internationale neutre dans l'est du Zaïre. - (AFP)

En Afrique de l'Ouest, la rage et l'impuissance

Tout en affirmant leur désir de prendre en charge le règlement du conflit des Grands Lacs, les capitales africaines reconnaissent qu'elles n'en ont pas les moyens

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

« Ce sont des pays francophones : ce qui les touche nous touche aussi. Mais on est pris de rage face à cette situation, à cause de notre impuissance », cette récente déclaration au Monde du président ivoirien, Henri Konan Bédié, résume le sentiment de nombre de dirigeants d'Afrique de l'Ouest, face à la crise des Grands Lacs. M. Bédié a aussi évoqué le projet d'une force interafricaine, mise en place sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, pour souligner qu'il était impossible à réaliser, faute de moyens matériels. Et la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OUA, à Nairobi, mardi 12 novembre, a débouché sur le même constat : tout en affirmant leur désir de voir les Africains prendre en charge le règlement du conflit, les participants ont admis que les moyens leur manquaient.

FAIBLE MOBILISATION
En Afrique de l'Ouest, cet aveu d'impuissance est tempéré par la volonté exprimée par deux États de la région, le Mali et le Sénégal,

de participer à un contingent international, quel que soit le commandement sous lequel celui-ci serait placé. Au Sénégal, le porte-parole du gouvernement, Serigne Diop, a affirmé que son pays était prêt à « apporter son appui à toute intervention militaire dans l'est du Zaïre, en vue de ramener la paix ». Des troupes sénégalaises avaient participé à l'opération Turquoise, sous commandement français en 1994.

La priorité accordée au règlement du conflit libérien explique également la faible mobilisation de l'Afrique de l'Ouest face à la crise des Grands Lacs. Les ressources diplomatiques et militaires de la région sont utilisées à soutenir un processus de paix toujours incertain au Libéria, qu'il s'agisse de renforcer les effectifs de la Force d'interposition ouest-africaine, ou de faire pression sur les belligères de fonds pour qu'ils financent son équipement.

La seule initiative diplomatique en direction des Grands Lacs est venue du président togolais, Gnassingbé Eyadéma. Mais sa proposition de cessez-le-feu en quatre points qui prévoit,

entre autres, le « retrait au-delà des frontières reconnues du Zaïre, des forces rebelles qui se sont infiltrées sur le territoire zaïrois », apparaît surtout comme une manifestation de solidarité avec le maréchal Mobutu, arrivé au pouvoir deux ans avant M. Eyadéma, en 1965.

OPINIONS INDIFFÉRENTES
De toute façon les opinions ouest-africaines restent très largement indifférentes à un drame qu'elle ne perçoit que très confusément. La presse audiovisuelle ou écrite dépend, faute de moyens, des médias occidentaux - agences de presse ou chaînes de télévision - pour informer son public de la crise des Grands Lacs.

Lorsqu'elle est évoquée, cette crise sert tantôt d'épouvantail pour repousser le spectre de la division ethnique, et tantôt comme un nouveau signe de l'abandon de l'Afrique par le reste du monde. Ainsi, le quotidien ivoirien indépendant, *Le Jour*, évoque-t-il la « cacophonie diplomatique » suscitée par la guerre dans l'est du Zaïre.

Thomas Sotinel

Un appel solennel de M. Boutros-Ghali au Sommet mondial de l'alimentation

AU PREMIER JOUR du Sommet mondial de l'alimentation, qui se tient à Rome jusqu'au 17 novembre, sous les auspices des Nations unies, les représentants des quelque 190 pays participants ont adopté une déclaration solennelle sur la maîtrise de la faim dans le monde, tandis que le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a appelé « solennellement » la communauté internationale à venir à l'aide des réfugiés dans l'est du Zaïre. Le secrétaire général a « lancé un appel solennel aux peuples et aux États pour qu'ils participent tous à l'action collective que nous allons mener dans la région des Grands Lacs ».

L'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) a prié « instamment » les pays présents au Sommet d'« agir rapidement et avec force » pour soutenir les agences de l'ONU qui cherchent à aider les réfugiés de l'est du Zaïre. Carol Bellamy, directrice générale de l'Unicef, a souligné la nécessité pour ces organisations d'avoir rapidement accès aux réfugiés : « L'accès aux enfants est encore plus difficile et plus complexe », que lors des événements de 1994 au Rwanda.

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, a pour sa part insisté pour que les pays riches orientent leur assistance vers des actions « préventives » afin de li-

miter la gestion des crises coléteuses », comme c'est le cas actuellement dans la région des Grands Lacs.

La rencontre de Rome est la première grande initiative internationale contre la faim depuis la conférence ministérielle de 1974, qui visait à vaincre la malnutrition en une dizaine d'années. La déclaration adoptée le 13 novembre juge « intolérable que plus de 800 millions de personnes dans le monde, en particulier dans les pays en développement, n'aient pas assez de vivres pour répondre à leurs besoins alimentaires élémentaires. Cette situation est inacceptable ».

OBJECTIF IMMÉDIAT
Les États se fixent donc un « objectif immédiat de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées au plus tard d'ici à 2015 ». La déclaration rappelle que « chaque être humain a le droit d'avoir accès à une nourriture saine et que l'alimentation ne doit pas être utilisée comme instrument de pression politique et économique ».

La déclaration stipule que la pauvreté, mais aussi « les conflits, le terrorisme, la corruption et la dégradation de l'environnement contribuent de manière importante à l'insécurité alimentaire ». Elle exige la « suppression des modèles insoutenables de consommation et de production, en particulier dans les pays industrialisés ».

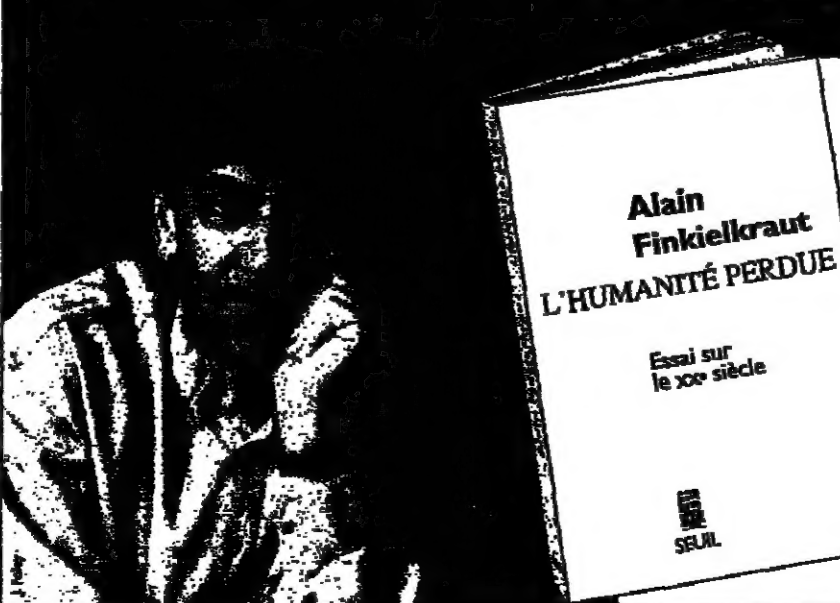
Inaugurant la rencontre, le pape Jean Paul II a invité toutes les nations à « rechercher toutes les possibilités de partager plus équitablement les ressources, qui ne manquent pas, et les biens de consommation », en menant des politiques « fondées non seulement sur le profit, mais sur le partage solidaire ».

Il a en revanche rejeté tout lien entre la faim et la population, estimant que « les considérations démographiques ne sauraient, à elles seules, expliquer la distribution déficiente des ressources alimentaires », et qu'« il faut renoncer au sophisme qui consiste à affirmer qu'être nombreux, c'est se condamner à être pauvres ». Il serait donc « illusoire de croire qu'une stabilisation arbitraire de la population mondiale, ou même sa diminution, pourrait résoudre directement le problème de la faim », a-t-il ajouté.

Le président du conseil italien, Romano Prodi, a été élu mercredi président du Sommet. Le dirigeant cubain, Fidel Castro, est son vice-président pour l'Amérique latine, et devait arriver dans la capitale italienne en fin de semaine. Le président camerounais, Paul Biya, doit assurer la vice-présidence pour l'Afrique. Plusieurs dizaines de chefs d'État et de gouvernement doivent prendre la parole au cours de la rencontre. - (AFP Reuters.)

Lire aussi notre analyse page 16

ALAIN FINKIELKRAUT



De notre siècle, Alain Finkelkraut éprouve les idées, les sentiments et les folklores. Il paraît en vivre avant de les juger, toujours sensible, jamais étranger à ce dont il traite. Inquiet des erreurs comme s'il en était responsable, il se demande si le 20^e siècle n'a pas été « un siècle pour rien ».

François Sureau/Le Figaro Magazine

Une incontestable liberté intellectuelle qui devrait déplaire, comme d'habitude, aux abonnés de la belle cause.

M. Crépeau, J. F. Bouthors/Le Croix

Superbement écrit. Luc Ferry/Le Point

Editions du Seuil

La Pochothèque

Le LIVRE de POCHÉ

CLASSIQUES MODERNES

CLASSIQUES MODERNES
STEFAN ZWEIG
ROMANS NOUVELLES ET THÉÂTRE

CLASSIQUES MODERNES
FRANÇOIS MAURIAC
ŒUVRES ROMANESQUES

CLASSIQUES MODERNES
DANTE
ŒUVRES COMPLÈTES

CLASSIQUES MODERNES
J-E-A-N COCTEAU
ROMANS POÉSIES ŒUVRES DIVERSES

CLASSIQUES MODERNES
BORIS VIAN
ROMANS NOUVELLES ŒUVRES DIVERSES

CLASSIQUES MODERNES
VIRGINIA WOOLF
ROMANS ET NOUVELLES

CLASSIQUES MODERNES
CHRISTIAN DE TROYES / DURRELL
GIONO / GIRAUDOUX / P. D. JAMES
LA FONTAINE / LAWRENCE
MALCOLM LOWRY / McCOLLERS
MAHFOUZ / THOMAS MANN
PIRANDELLO / RABELAIS / SCHNITZLER
TCHÉKOV / VOLTAIRE / ZWEIG...

La conférence de Paris sur la Bosnie-Herzégovine prépare une « période de consolidation » de la paix

Des incidents violents se sont produits entre réfugiés musulmans et policiers serbes

La conférence de Paris sur la Bosnie-Herzégovine, qui doit fixer les lignes directrices du processus de paix pour les années 1997-1998, s'est

ouverte, jeudi 14 novembre, dans le tumulte des derniers événements bosniaques, avec de violents incidents entre réfugiés musulmans et po-

liciers serbes, la rébellion de l'armée serbe contre le pouvoir civil et la paralysie des institutions communes.

SARAJEVO
de notre correspondant

La Bosnie, loin d'être sur le chemin de la guérison, paraît se diriger chaque jour un peu plus vers la division ethnique. La population rêve de paix, mais ses souhaits se heurtent à l'intransigeance des chefs de guerre. Les pays du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, France, Allemagne et Royaume-Uni) veulent parvenir à un « double engagement » pour cette « période de consolidation » de la paix, selon leur haut représentant Carl Bildt. Les ex-belligérants « doivent s'engager à respecter complètement les dispositions de l'accord de Dayton », et la communauté internationale « continuera à aider à sa mise en œuvre », par une présence militaire et une aide économique. La présidence collégiale bosniaque (le musulman Alija Izetbegovic, le Serbe Momcilo Krajisnik et le Croate Kresimir Zubak), issue des élections du 14 septembre, est à Paris afin de signer une déclaration solennelle.

Il est toutefois peu probable qu'un engagement écrit, le « contrat moral » évoqué par Hervé de Charette, suffise à remettre le processus de paix sur des rails dont il s'est considérablement écarté. En un an, il y eut un seul véritable succès : le respect du cessez-le-feu, dès l'arrivée des troupes de l'OTAN en Bosnie. D'un point de vue politique, en revanche, aucun chapitre de l'accord de Dayton n'a été respecté par les signataires. Et le point fort de cette première année d'après-guerre - les élections gé-

rales - a offert une nouvelle légitimité aux faiseurs de guerre, dans un climat de confusion et de manipulations.

AUCUNE VOLONTÉ DE COMPROMIS
Les institutions communes ont ainsi les pires difficultés à fonctionner. Les trois ennemis d'hier, réunis au sein de la présidence collégiale, ne sont pas encore parvenus à nommer un gouvernement. A chaque réunion, il est évident qu'il n'existe aucune volonté de compromis. Le second problème majeur demeure la question non

résolue des « criminels de guerre » qui continuent d'influencer, dans l'ombre, la vie politique du pays. Tel est le cas de Radovan Karadzic, l'ancien « président » des séparatistes serbes. Cette semaine, le général Ratko Mladic, inculpé de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre », a refusé d'être limogé de son poste de commandant militaire. Il devrait finalement s'incliner, mais paraît être loin d'aller répondre de ses crimes à la barre du Tribunal pénal international (TPI).

Le troisième problème, qui sera au centre des pourparlers à Paris, est le retour des réfugiés dans leurs foyers, jusqu'à présent, aucun Bosnien n'a pu rentrer dans la maison d'où il avait été expulsé. Les 200 000 réfugiés à être revenus en Bosnie sont arrivés de pays européens, et se sont installés dans leur territoire « ethnique ». Les secteurs serbe et croate (« République serbe » et « République d'Herzégovine ») se refusent toujours à accueillir le moindre non-Serbe ou non-Croate. Or la persistance du déracinement de la population contribue à alimenter l'intransigeance des partis au pouvoir. Les organisations occidentales, et en premier lieu les troupes de l'OTAN, se sont employées à freiner un éventuel retour des réfugiés, désireux d'éviter des incidents armés.

Le pouvoir bosniaque, en envoyant des réfugiés reconquérir le village de Gajevi, il y a trois jours, a eu beau jeu de démontrer l'absolue fermeté des Serbes sur le caractère « ethniquement pur » de leur terri-

toire. L'arrivée de Musulmans armés à Gajevi ressemblait fort à un coup monté, et l'OTAN a dénoncé une « provocation bosniaque », probablement destinée à créer de nouvelles tensions avant la conférence de Paris.

Du côté occidental, il devrait y avoir un engagement à soutenir la croissance économique et des projets humanitaires. Les aides promises pour la reconstruction ont tardé à arriver, alors que 60 % des habitations sont détruites ou gravement endommagées. De plus, aucun pays ne paraît privilégier les projets réconciliateurs, qui refusent les Serbes. Ainsi les Bosniaques ne peuvent-ils toujours pas communiquer par téléphone, un an après Dayton. La communauté internationale s'apprête à financer des projets de reconstruction en République serbe, alors que Pale poursuit sa politique séparatiste, et que les leaders politiques sont régulièrement considérés comme des chefs mafieux par la population serbe elle-même.

« Si la communauté internationale n'engage pas une action immédiate et résolue, l'accord de Dayton pourrait entrer dans l'histoire comme étant un des collets cesses-le-feu, et non pas un fondement pour une paix durable », souligne le processus de paix en Bosnie-Herzégovine. « Si l'on a une erreur dans Dayton, ce fut de croire que tout serait réglé en un an », rétorque Carl Bildt.

Rémy Ourdan

Le Parlement espagnol doit se prononcer en faveur de l'intégration à la structure militaire de l'OTAN

MADRID
de notre correspondant

Le débat qui a commencé, mercredi 13 novembre, au Congrès des députés à Madrid, sur la nécessité ou non, de demander la pleine intégration de l'Espagne à la structure militaire de l'OTAN, ne devrait a priori pas réserver de surprise. Et lors du vote, prévu pour jeudi, le chef du gouvernement, le conservateur José María Aznar, fervent promoteur de l'intégration de son pays, devrait recevoir le mandat favorable du Parlement pour négocier, lors de la réunion du conseil atlantique, le 11 décembre, la demande d'adhésion espagnole. Jusqu'ici, en effet, l'Espagne qui appartient à l'Alliance depuis 1982, et s'y est maintenue, conformément au référendum qui s'est tenu à ce propos en 1986, ne faisait pas partie des structures militaires.

Un large consensus politique s'est dégagé ces derniers mois. La résolution commune du Parti po-

pulaire (conservateur) au pouvoir, de ses alliés nationalistes catalans et basques, ainsi que du principal parti d'opposition, le Parti socialiste de Felipe Gonzalez, devrait donc être votée à une large majorité. Les seuls, ou presque, à s'opposer à ce projet, sont les vingt et un députés de la gauche communiste de Izquierda Unida (IU), qui préconisent la tenue d'un nouveau référendum populaire. Quant aux nationalistes canariens, particulièrement nerveux sur l'avenir des structures militaires de l'Alliance, ils n'ont pas hésité à faire savoir qu'ils se prononceraient en faveur de l'autodétermination, si l'archipel canarien était sous commandement portugais et non espagnol.

Sur quels points l'Espagne insistera-t-elle pour négocier son adhésion ? Le texte de la résolution commune rédigée par le gouvernement et les socialistes se fonde essentiellement, explique-t-on à Madrid, sur la réaffirmation que l'Espagne n'est pas un pays mi-

claire et sur son désir d'obtenir une représentation « proportionnelle à son importance et à sa contribution militaire ».

L'EXPERIENCE BOSNIAQUE

Revendication qui s'explique, entre autres, par l'enseignement tiré de la guerre en Bosnie, où l'Espagne a fourni un gros contingent de troupes, sans obtenir pour autant de responsabilités au sein de l'IFOR. Les Espagnols insisteront également en faveur d'une structure « plus légère de l'OTAN » et, lors de son élargissement, sur une « sérieuse prise en compte des problèmes de sécurité des pays de l'Europe de l'Est ».

Reste un point sensible mais qui ne devrait pas poser de problème insurmontable : l'Espagne demandera la disparition du commandement militaire intégré de l'OTAN sur le rocher de Gibraltar, cette enclave britannique en territoire espagnol que Madrid ne cesse de revendiquer. Quant au concept

d'« identité européenne de défense », en théorie le gouvernement de José María Aznar appuie la France, lorsque celle-ci insiste sur un commandement-Sud qui serait européen ; dans la pratique, le gouvernement nettement plus attentif aux contrariétés et réactions américaines à ce propos, que son prédécesseur socialiste, reste prudemment en retrait.

Ce nouvel « alignement » supposé sur Washington du gouvernement, vient d'ailleurs d'être l'objet d'une polémique concernant les anciennes bases américaines en Espagne. Certains journaux avaient, en effet, publié des informations selon lesquelles les Américains négociaient en sous-main une possible réutilisation, avec renvoi de troupes, de deux des bases qu'ils ont quittées en 1992. Le gouvernement a démenti, qualifiant de « délirantes » pareilles suppositions.

Marie-Claude Decamps

Bruxelles propose un programme de recherche sur la maladie de la « vache folle »

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Nullement découragé par la rebuffade que lui avait infligée le Conseil des ministres des Quinze le 7 octobre (Le Monde du 11 octobre), la Commission de Bruxelles propose à nouveau de lancer, au niveau européen, un ensemble coordonné de recherches sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », ainsi que sur les autres maladies à prions. Elle

propose d'y affecter pour les deux ans à venir un budget de 50 millions d'euros soit environ 320 millions de francs. Les ministres de la recherche de l'Union européenne devront se prononcer sur ces propositions, lors de leur prochaine réunion, le 5 décembre.

Sur ces 50 millions d'euros, 15 millions seraient prélevés sur les programmes de recherche existants et 35 millions devraient être approuvés par l'autorité budgétaire (le Conseil des ministres et le Parle-

ment européen), en complément au 4^e programme-cadre européen de recherche. Début octobre, les ministres de la recherche - auxquels Edith Cresson, le commissaire responsable, avait soumis une première proposition informelle dans ce sens - avaient contesté la nécessité d'adopter un budget complémentaire, estimant que les crédits nécessaires pourraient être redéployés à partir des programmes « Biomédecine et santé », « Biotechnologie », et « FAIR » (santé animale).

CONTROVERSE

Il s'en était suivi une vive controverse entre M^{me} Cresson et M. d'Aubert, le secrétaire d'Etat français à la recherche : pour des raisons budgétaires, le Conseil avait-il oui ou non bloqué un effort de recherche dont, par ailleurs, personne ne nie l'urgence, vu les risques que l'ESB peut faire peser sur la santé humaine ? La proposition présentée maintenant par la Commission, confirmant la position exprimée alors par M^{me} Cresson, indique que, compte tenu des dispositions régissant la

recherche communautaire, les crédits éventuellement disponibles ne dépassent pas 15 millions d'euros (environ 100 millions de francs). La querelle peut paraître disproportionnée, quand on sait que ce sont environ 3 milliards d'euros, soit près de 20 milliards de francs, que les ministres de l'agriculture ont dégagé, depuis le déclenchement de la crise au début de l'année, sans coup férir, pour financer le soutien des marchés, les plans d'abatage ou l'aide au revenu des éleveurs !

Le plan d'action proposé par la Commission, qui retient les priorités identifiées dans le rapport du groupe présidé par le professeur Charles Weissmann de l'université de Zurich, se concentrerait sur les cinq thèmes suivants : la recherche clinique et épidémiologique sur les encéphalopathies spongiformes humaines ; l'agent infectieux et ses mécanismes de transmission ; le diagnostic des encéphalopathies spongiformes ; l'évaluation du risque de contracter les encéphalopathies spongiformes.

Philippe Lemaître

Méthodes de management à l'usage des cadres de l'administration

En vente en librairie 145 F. 192 pages

LES EDITIONS D'ORGANISATION

Polémique après la collision aérienne en Inde

La vétusté de l'équipement de l'aéroport de New Delhi et l'amateurisme des nouvelles compagnies d'Asie centrale sont mis en cause

NEW DELHI
de notre correspondant
« Toutes les conditions étaient réalisées depuis longtemps pour une catastrophe », selon ce pilote étranger, qui connaît bien les procédures d'approche sur l'aéroport international de New Delhi, la collision en plein ciel de mardi soir (350 victimes) entre un Boeing saoudien et un Ilyouchine était quasiment prévisible, notamment en raison du caractère obsolète de l'équipement dont dispose l'aérodrome de la capitale indienne.

Le radar de l'aéroport Indira Gandhi, installé dans les années 70, indique en effet seulement la distance et la direction de l'avion en approche, mais pas son altitude. Il y a six ans, un contrat avait été signé avec le consortium américain Raytheon pour moderniser le radar dans les aéroports de Delhi et de Bombay. Mais l'équipement n'a pas encore été installé... Si, comme certains le supposent, la catastrophe aurait pu être la résultante de l'utilisation d'un altimètre réglé sur le système métrique par l'avion kazakh (alors que la tour de contrôle de Delhi compte en pieds), le vieux radar de l'aéroport n'était pas en mesure de corriger à temps l'erreur.

MAUVAISE RÉPUTATION

Avant l'atterrissage et après le décollage, les avions ne disposent en outre que d'un seul couloir aérien en approche de New Delhi, ce qui réduit considérablement leur marge de manœuvre. L'« Air Force » indienne refuserait apparemment d'attribuer certains des ses couloirs aux avions commerciaux, en dépit des pressions des lignes aériennes internationales et des autorités de l'aéroport.

L'accroissement du trafic aérien en Inde est aussi en cause: la centaine d'atolliers du ciel de l'aéroport de New Delhi est souvent « débordée, incapable de faire face efficacement à la densité du trafic », ajoute le pilote étranger. Cent cinquante avions décollaient et atterrissaient chaque jour à Delhi, il y a

quatre ans, contre deux cent quatre-vingt-dix aujourd'hui.

Le directeur général de l'aviation civile (DGCA) a cependant nié, mercredi, toute responsabilité de la tour de contrôle. Les contrôleurs auraient prévenu les pilotes des deux avions qu'ils volaient à un millier de pieds l'un de l'autre et ces derniers auraient répondu avoir pris connaissance du message. De nombreuses compagnies des Républiques de l'Asie centrale ex-soviétiques assurent des liaisons fréquentes avec Delhi depuis l'écroulement de l'URSS. Vieux avions, équipages ne s'exprimant pas toujours bien en anglais, ces lignes ouzbèkes, kazakhes ou turkmènes ont bien mauvaise réputation.

La DGCA en veut pour preuve que des appareils de telles compagnies ont été presque toujours responsables de la dizaine d'incidents récents. En 1994, un Tupolev ouzbek manque la piste de l'aéroport de Delhi à l'atterrissage. L'avion fait un tête-à-queue sur le tarmac et se retourne. Miraculeusement, tous les passagers sont indemnes. La même année, un autre Tupolev de la même compagnie, prêt à se poser à Bombay, se trompe d'aéroport: il atterrit sur celui de Juhu et non sur celui de Sahar, le principal aéroport de la capitale économique indienne. Plus tard, un autre appareil du même type se posera sur une base militaire qu'il a confondue avec l'aéroport de Colimatore, dans le sud de l'Inde.

Un porte-parole des lignes kazakhes a cependant indiqué que l'Ilyouchine 76 était en bon état et que le pilote parlait correctement l'anglais. La compagnie était pourtant en quasi-faillite en début d'année. L'Allemagne, Israël et la Grèce ont refusé de lui accorder les droits de trafic parce que Kazakhstan Airlines n'a pas les moyens de payer l'assurance de ses appareils, pour la plupart des avions vétustes hérités d'Aeroflot.

Bruno Philip

Le roi Hussein de Jordanie veut effacer les séquelles des émeutes de l'été

AMMAN
de notre correspondant au Proche-Orient

A quarante-huit heures de son soixante et unième anniversaire, jour férié en Jordanie, le roi Hussein a voulu effacer les causes et les conséquences des émeutes d'août, les plus graves en Jordanie depuis celles de 1989. Il a ordonné, mardi 12 novembre, l'arrêt des poursuites contre toutes les personnes impliquées dans ces émeutes et demandé au gouvernement de revoir à la baisse le prix du pain, dont la hausse de 250 % en août avait été à l'origine des troubles qui avaient secoué plusieurs villes du sud du pays. Selon des sources judiciaires, 253 personnes, dont 29 en fuite, sont poursuivies pour leur implication dans les émeutes du pain.

Dans une lettre à son premier ministre, Abdel Karim Kabariti, le roi demande aussi que « tout prisonnier dont la libération ne menace pas la sécurité du pays » soit amnistié. Ces gestes interviennent quatre jours après la libération, elle aussi ordonnée par le souverain, du plus célèbre prisonnier politique du pays, le président du Syndicat des ingénieurs, M. Leith Choubellat. Islamiste indépendant, hostile à la paix avec Israël, M. Choubellat, emprisonné en décembre dernier, avait été condamné en mars à trois ans de prison, pour crimes de lèse-majesté. Il avait sévèrement critiqué, dans des conférences, l'attitude de compassion du roi et de la reine lors des obsèques à Jérusalem du premier ministre israélien Itzhak Rabin, assassiné le 4 novembre 1995 par un extrémiste juif.

Ces consignes du roi marquent un revirement total par rapport au passé récent. Lors des émeutes, le monarque et le gouvernement

avaient directement mis en cause le régime irakien, accusé de vouloir déstabiliser la Jordanie, ce qui n'a pas été démontré. Le fait que le roi ordonne aujourd'hui l'arrêt des poursuites semble indiquer que la thèse du complot, mise en doute dès l'origine par la quasi-totalité de l'opinion publique, a fait long feu.

DÉSTABILISER L'OPPOSITION

D'autre part, le gouvernement avait justifié l'augmentation du prix du pain par les contraintes du programme d'ajustements structurels mis au point avec le Fonds monétaire international. Aujourd'hui, le roi demande de revoir le prix du pain à la baisse, pour répondre à la baisse des cours du blé sur le marché international, au moment où le déficit prévu pour 1997 se monte à 200 millions de dollars. Certes, la baisse envisagée sera moins importante que la hausse du mois d'août, mais certains économistes s'interrogent sur la logique de cette décision, dans la mesure où, le pain étant une denrée extrêmement sensible, la fluctuation de son prix est difficilement envisageable.

Ces directives du roi, annoncées une semaine avant la rentrée parlementaire, qui sera la dernière avant les élections prévues à l'automne 1997, pourraient désamorcer les critiques d'une opposition qui avait, lors des émeutes, demandé avec insistance la démission du gouvernement. Sans désavouer celui-ci, le souverain lui demande tout de même de faire le contraire de ce qu'il avait entrepris, une manière de réaffirmer qu'en Jordanie, démocratie ou non, il n'y a qu'un chef qui décide: lui-même.

Françoise Châpauz

Les autorités de Hongkong demandent à l'Europe de s'intéresser de près au territoire après 1997

En visite à Paris, le gouverneur Chris Patten s'inquiète de la future menace pesant sur les libertés locales

De passage à Paris, mardi 12 novembre, le gouverneur britannique de Hongkong, Chris Patten, a demandé au gouvernement français de suivre très

étroitement l'évolution de la situation dans le territoire au lendemain de sa rétrocession à Pékin, le 1^{er} juillet 1997. Il a expliqué que la France pourrait

contribuer à rassurer la population locale en faisant preuve de compréhension dans l'attribution des visas demandés par les Hongkongais en 1997.

PLUS DE SEPT MOIS avant la rétrocession de Hongkong à la Chine communiste, les autorités de la colonie britannique s'efforcent de convaincre les Européens de faire preuve d'une grande vigilance quant au destin que connaîtra le territoire au lendemain de la date fatidique du 1^{er} juillet 1997. De passage à Paris, mardi 12 novembre, sur le chemin de Bonn, le gouverneur du territoire, Chris Patten, a exhorté les Français à « surveiller de près la situation » de la future Région administrative spéciale (RAS) - statut de Hongkong sous souveraineté chinoise - afin de s'assurer que « les promesses faites devant le monde seront honorées » et que « les libertés fondamentales seront respectées ».

Lors d'un entretien avec le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, M. Patten a expliqué que Paris contribuerait à sa manière à apaiser les inquiétudes locales en s'engageant à faire preuve de compréhension dans le traitement des demandes de visa émanant des futurs titulaires du passeport de la RAS. « Continuer à accorder un accès aisé à la France et à l'Europe après 1997 constituerait un geste amical qui ne serait pas oublié », a déclaré le gouverneur britannique, lors d'une conférence organisée par l'Institut français des relations internationales (IFRI).

« PROFONDE INQUIÉTUDE »

M. Patten a loué les qualités d'une population hongkongaise « sophistiquée » et ne représentant aucune « menace en matière d'immigration ». Soucieux de dissiper toute confusion, il a précisé que le passeport de la RAS délivré par les futures autorités locales serait foncièrement distinct du passeport de la République populaire de Chine octroyé par Pékin. A l'heure où la perspective de la rétrocession incite au départ mille personnes par semaine, le débat sur le franchissement des frontières après 1997 est d'une extrême sensibilité à Hongkong. M. Patten a été « poliment éconduit » au Quai d'Orsay, mais il n'a obtenu aucun engagement immé-

diat de la part du gouvernement français.

Le bouillant gouverneur de la colonie - dont les réformes démocratiques introduites en 1992 avaient déclenché une violente polémique entre Londres et Pékin -, a aussi tenu à exprimer toute l'inquiétude que lui inspirent les comportements de Pékin, notamment les propos récemment tenus au *Wall Street Journal* par le ministre des affaires étrangères Qian Qichen sur la future interdiction à Hongkong d'activités politiques « interférant directement dans les affaires de la Chine continentale ».

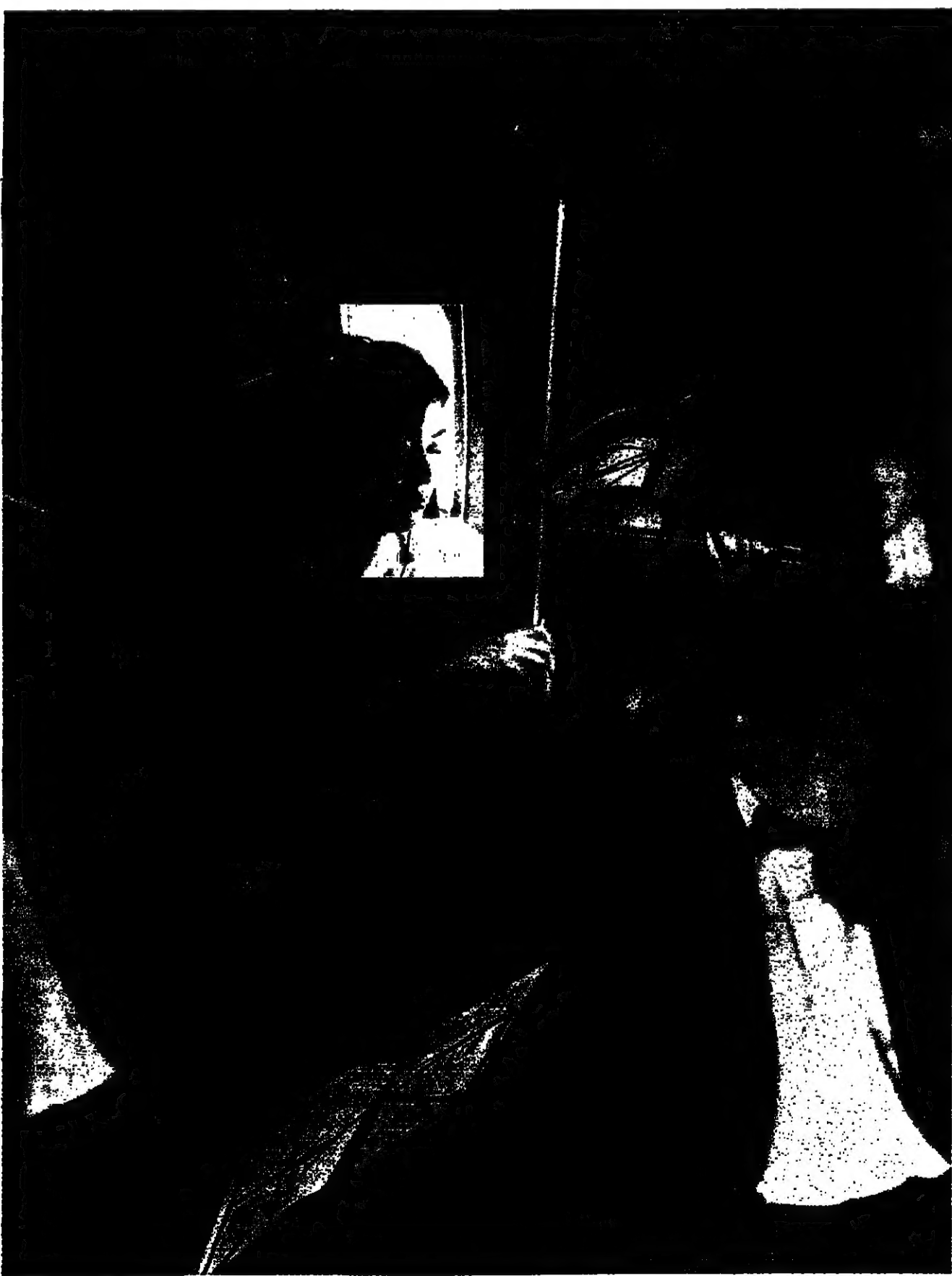
M. Patten a expliqué lors d'un point de presse qu'une telle attitude « soulève une profonde inquiétude sur la compréhension [par Pékin] de la notion d'Etat de droit ». Il a souhaité que les autorités chinoises soient « plus détendues » dans leur attitude à l'égard de la population locale. Selon lui, la prospérité de Hongkong ne pourra être maintenue après 1997 que si Pékin respecte le système juridique et l'autonomie de la future RAS et réussit à préserver

celle-ci « des pressions politiques et commerciales de la Chine continentale ». En d'autres termes, tout manquement à ce code de bonne conduite risquerait de précipiter le déclin de la cité.

Enfin, le gouverneur britannique a laissé entendre qu'un nouveau conflit pourrait surgir avec Pékin à propos de la venue d'un détachement de l'Armée populaire de libération (APL) avant les cérémonies du 1^{er} juillet 1997. S'il reconnaît la nécessité de « préparer les garnisons » avant la rétrocession, M. Patten ne souhaite pas que ces unités chinoises entrent à Hongkong « trop longtemps à l'avance », soient « nombreuses » - les chiffres oscillent entre 100 et 300 soldats - et qu'elles soient « armées ». « S'il n'y pas d'accord sur le sujet, il ne se passera rien », a averti le gouverneur, bien décidé à faire respecter la souveraineté de la Grande-Bretagne jusqu'aux dernières secondes de sa présence coloniale.

Frédéric Bobin

A chaque instant, les espoirs, rêves et aspirations de 15.000 personnes voyagent avec nous.



BRITISH AIRWAYS

La compagnie qui le monde préfère

<http://www.british-airways.com>

Après l'accord de paix avec la guérilla le Guatemala doit entreprendre sa modernisation

Le conflit qui a duré plus de trente-cinq ans a bloqué tout projet de développement économique

L'accord de paix entre le gouvernement du Guatemala et la guérilla, annoncé lundi 11 novembre, devrait se concrétiser le 29 décembre.

Avec la fin de ce conflit le pays s'engage résolument sur la voie de la démocratie et se prépare à affronter de nouveaux défis : le combat contre

la pauvreté, la modernisation des infrastructures, la lutte contre la corruption et la hausse préoccupante de la délinquance.

GUATEMALA
de notre envoyé spécial

Certes le pays a ses bidonvilles surpeuplés, ses enfants des rues le nez en permanence collé sur un chiffon imbibé de solvant, ses voleurs malchanceux parfois victimes de la loi de Lynch et ses Indiens pauvres et marginalisés. Mais au moins, si se réalise la bonne nouvelle annoncée lundi 11 novembre, le Guatemala sera bientôt en paix. Après trente-cinq ans de combats, qui ont fait quelque 100 000 morts et plusieurs dizaines de milliers de disparus.

Les premières négociations entre la guérilla de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et le gouvernement, en vue de mettre fin à une guerre commencée en 1960, datent de 1991. Elles avaient suivi un rythme inégal sans évier, parfois, l'enlèvement. Lundi 11 novembre à Santiago, sous les applaudissements des délégués du VI^e sommet ibéro-américain, les parties ont publiquement annoncé s'être mises d'accord pour signer une paix définitive, le 29 décembre 1996 (*Le Monde* du 14 novembre). Entre-temps plusieurs accords partiels auront été paraphés en Norvège, en Suède et en Espagne.

Depuis janvier 1996, date de l'élection d'Alvaro Arzu à la présidence de la République, le processus de paix a connu une accélération sensible, bousculant les prudentes réactions des partisans du statu quo. La négociation a avancé par paliers : les discussions avaient déjà abouti à plusieurs accords partiels, notamment sur les droits de l'homme, la situation agraire et le rôle de l'armée dans la société (*Le Monde* du 21 septembre). Restait cependant à régler un point jugé particulièrement épineux : la réinsertion des combattants dans la vie civile, problème lui-même lié à la délicate question de l'amnistie.

Au souci des « anciens » combattants de ne pas tomber victimes de commandos de la mort, comme cela s'était produit au Salvador après la fin de la lutte armée, répondait l'inquiétude des militaires menacés de poursuites.

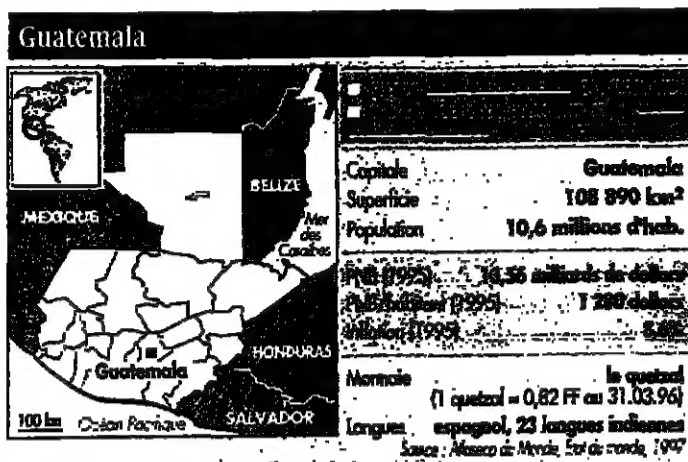
Durant près de trente ans, dans un contexte politique fait de coups d'Etat militaires successifs, l'armée guatémaltèque et ses supplétifs des escadrons de la mort devaient livrer une guerre particulièrement féroce contre toutes les forces d'opposition, réelles ou supposées. En 1987, la guérilla avait proposé l'ouverture de négociations qui débutèrent concrètement en 1991 et s'accéléraient depuis le début de l'année 1996. Le nombre des victimes de la guerre est estimé à plus de 100 000 morts et 40 000 disparus.

Les services culturels français financent une « opération Folio », qui permet aux Marocains d'avoir accès pour moins cher à certains titres de cette collection de poche des éditions Gallimard. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils avaient très officiellement invité l'éditeur à diverses manifestations organisées dans le cadre du Salon du livre de Casablanca. Les autorités marocaines en avaient bien sûr été informées.

Arrivé dimanche 10 novembre à Casablanca, Antoine Gallimard devait notamment, le lendemain, participer avec Pierre Vallaud (éditeur de Pluriel-Hachette) à une rencontre avec l'Association marocaine des professionnels du livre, à un déjeuner auquel étaient conviées une centaine de personnes et, le soir, à un dîner chez l'ambassadeur de France.

Il a été interpellé par des policiers marocains alors qu'il visitait le Salon du livre, dimanche après-midi, et emmené à l'aéroport, où on lui a fait savoir qu'il était sous le coup d'une « procédure judiciaire » et allait être expulsé. Il y est resté, totalement isolé, de 16 heures à 2 heures du matin, a-t-il rapporté à son retour. Faute sans doute de place disponible dans les avions ce soir-là, il a été conduit à l'hôtel Sheraton. Le lendemain matin, Antoine Gallimard est empêché de quitter l'hôtel, alors qu'il demande à se rendre à la résidence de l'ambassadeur de France à Rabat.

L'éditeur et son directeur commercial, Ambroise Pujebert, en-



pour les exactions et crimes commis durant la guerre. C'est, semble-t-il, ce dernier point qui reste à surmonter. Bien que les modalités du règlement paraissent en bonne voie.

Quasi unanimement, tous les observateurs en créditent le président Arzu. Si personne n'en attendait de miracle lorsque, candidat au nom du Parti pour l'avancement national (PAN), il fut élu président, aucune louange ne lui est aujourd'hui épargnée. « Pour la première fois depuis longtemps, il y a une authentique volonté gouvernementale de changer le cours des choses », estime Gerald Plantegenest, directeur adjoint de la Mimgua, mission des Nations unies chargée de vérifier l'accord sur les droits de l'homme, conclu en mars 1994, est bien appliqué. « Arzu est un homme de volonté qui ira jusqu'au bout, ce qui n'est pas si fréquent au Guatemala », ajoute un diplomate particulièrement engagé au fait dossier des négociations. Quant à Ricardo Stein, très proche conseiller du président Arzu, il ne peut que renchérir : « J'ai quarante-huit ans, mais c'est la première fois que le mot espoir fait partie de mon vocabulaire ».

Apparemment la personnalité du président a également vaincu les réticences des chefs de la guérilla qui, très régulièrement, à Mexico, rencontrent leurs interlocuteurs du gouvernement. A en croire de proches collaborateurs

d'Alvaro Arzu, les réunions n'opposent déjà plus des ennemis négociant un compromis, mais des partenaires qui discutent de l'avenir du pays. Et de fait, sur le terrain, aucun incident sérieux n'est venu entamer le climat de confiance ambiant.

C'est désormais de certains milieux d'affaires que pourrait venir la menace

Si, parfois, les patrouilles armées des deux camps se croisent dans la montagne, chacune d'elles prend soin d'éviter l'incident. Il y a quelques semaines, une unité de l'URNG qui, sans coup férir, avait investi un poste de police et en était repartie en emportant les armes, les a ensuite discrètement restitués. « La saisie des armes était une initiative incontrôlée », assurent l'un des intermédiaires qui a aidé à minimiser les conséquences de l'accroc, le responsable de cette action s'est fait sérieusement taper sur les doigts par ses chefs ».

Une nouvelle action spectaculaire de la guérilla a pourtant eu lieu, le 20 octobre, dans la capitale. Ce jour-là, profitant d'une manifestation en souvenir de la révolution de 1944 écrasée avec l'appui des Etats-Unis, une trentaine de guérilleros masqués ont hissé leur emblème sur le grand mat où flotte le drapeau guatémaltèque, à quelques dizaines de mètres du Palais national où siège le gouvernement. Nouvelle « initiative incontrôlée » ou démonstration de force délibérée ? Quoi qu'il en soit, les unités spéciales de la police disposées autour de la place ne sont pas intervenues, alors qu'il n'y a pas si longtemps elles n'auraient pas hésité à tirer.

La marche résolue à la paix ne paraît plus heurter les forces armées, qui, au dire des officiels gouvernementaux, ont été neutra-

lisées par la mise à l'écart ou les changements d'affectation. Depuis le début de l'année, quelque deux cents officiers ont été ainsi démis de leurs fonctions. La réduction prévue d'un tiers des effectifs, le démantèlement en cours des patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) et même l'annonce, symboliquement lourde, que l'Etat s'apprête à vendre une partie des biens de l'armée, renforcent encore la passivité d'un corps qui gouvernera si longtemps le pays.

C'est désormais de certains milieux économiques que pourrait venir la menace. Car la politique de paix va de pair avec la volonté de moderniser l'Etat, de lutter contre la corruption et de débarrasser le pays des derniers oripeaux de république bananière légués par le coup d'Etat de 1954. Tout un milieu où baignent, de conserve, hommes d'affaires, requins de monopoles, officiers généraux et hauts fonctionnaires qui viennent de l'apprendre à leurs dépens, encore sonnés par l'arrestation d'Alfredo Moreno.

Collaborateur civil des armées, puis des douanes, Alfredo Moreno était jusqu'ici intouchable. Homme mythique dont on ne prononçait le nom qu'avec respect, il était parvenu au fil des ans à construire un empire financier aux contours imprécis mais aux complications nombreuses parmi le haut et le moins haut personnel des services secrets, des banques et de l'administration des douanes.

Poursuivi, entre autres, pour contrebande, il a été interpellé le 17 septembre, tandis qu'une dizaine de mandats d'arrêt étaient lancés contre ses complices présumés. Le lendemain, les vice-ministres de la défense et de l'intérieur étaient démissionnaires et plusieurs hauts fonctionnaires des douanes et de la police étaient remerciés ou interpellés. Aujourd'hui, quelque deux cents enquêteurs continuent à travailler sur un dossier qui s'annonce comme la plus importante affaire de corruption jamais mise à jour dans le pays. « Plus nous avançons dans le tunnel, plus nous découvrons les boyaux secondaires », affirme un officiel qui suit l'enquête de très près. C'est une affaire de contrebande, qui touche aussi à l'immobilier, à la banque, à la drogue. Cela n'a pu fleurir que sur une tradition d'impunité qui était devenue une vraie culture ».

Avec inquiétude ou intérêt, chacun observe désormais ce que sera la réaction des joueurs d'en face. Des rumeurs d'attentat circulent ; des menaces diverses sont proférées ; pour le moment il ne s'agit que de paroles. Rien n'indique cependant que ceux qui les propagent sont encore en mesure de les mettre en œuvre.

Georges Marion

Antoine Gallimard et la vengeance du roi

L'éditeur du livre de Gilles Perrault proteste contre son expulsion du Maroc

Antoine Gallimard a bel et bien été expulsé du Maroc, lundi 11 novembre, sur ordre des plus hautes autorités du pays. Qualifiant l'incident de « scandaleux », l'éditeur a démenté lui-même à son retour à Paris la version édulcorée de ses mésaventures qu'avait donnée l'ambassade de France à Rabat, manifestement désireuse d'éviter que l'affaire ne fasse trop de vagues.

Les services culturels français financent une « opération Folio », qui permet aux Marocains d'avoir accès pour moins cher à certains titres de cette collection de poche des éditions Gallimard. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils avaient très officiellement invité l'éditeur à diverses manifestations organisées dans le cadre du Salon du livre de Casablanca. Les autorités marocaines en avaient bien sûr été informées.

Arrivé dimanche 10 novembre à Casablanca, Antoine Gallimard devait notamment, le lendemain, participer avec Pierre Vallaud (éditeur de Pluriel-Hachette) à une rencontre avec l'Association marocaine des professionnels du livre, à un déjeuner auquel étaient conviées une centaine de personnes et, le soir, à un dîner chez l'ambassadeur de France.

Il a été interpellé par des policiers marocains alors qu'il visitait le Salon du livre, dimanche après-midi, et emmené à l'aéroport, où on lui a fait savoir qu'il était sous le coup d'une « procédure judiciaire » et allait être expulsé. Il y est resté, totalement isolé, de 16 heures à 2 heures du matin, a-t-il rapporté à son retour. Faute sans doute de place disponible dans les avions ce soir-là, il a été conduit à l'hôtel Sheraton. Le lendemain matin, Antoine Gallimard est empêché de quitter l'hôtel, alors qu'il demande à se rendre à la résidence de l'ambassadeur de France à Rabat.

L'éditeur et son directeur commercial, Ambroise Pujebert, en-

treprennent alors de mobiliser par téléphone les autorités françaises, jusqu'aux services de Matignon et de l'Elysée. En fin de matinée, l'ambassadeur de France à Rabat se manifeste. Peu après, les policiers font savoir à M. Gallimard qu'il a une place dans un avion de l'après-midi pour Paris et qu'il peut, dans l'intervalle, se rendre à la résidence de France.

Par solidarité, le représentant de Hachette, Pierre Vallaud, avait renoncé à s'exprimer devant les professionnels marocains du livre, mais les cent invités du déjeuner n'eurent droit à aucune explication sur l'absence des deux convives-védettes.

Les services diplomatiques français se sont efforcés par la suite de démentir qu'il y ait eu expulsion, et ont attribué l'incident à une sorte de dysfonctionnement bureaucratique : les Marocains auraient « ou-

blié » de biffer le nom d'Antoine Gallimard d'une vieille liste des personnes jugées indésirables dans leur pays. Ce n'est pourtant ni de sa propre volonté ni en raison d'une regrettable bavure qu'Antoine Gallimard a dû quitter le Maroc. « On m'a laissé venir pour ensuite mieux m'humilier. C'est un acte de vengeance », déclarait-il à son retour à nos confrères de *Libération*. Les autorités marocaines n'ont fourni aucune explication à leur comportement. Mais, selon les propos tenus par l'ambassadeur de France à Antoine Gallimard, elles voulaient clairement lui faire payer la publication, en septembre 1990, du livre de Gilles Perrault sur le régime d'Hasan II. Notre ami le Roi. « Pendant ces dix-huit heures, j'ai touché du doigt l'arbitraire. Il y a toujours deux Maroc : l'un qui veut se libéraliser, l'occidentale, et l'autre qui reste féodal et bloqué », a conclu l'éditeur.

Alain Frachon

Le Danemark fait amende honorable vis-à-vis de Salman Rushdie

COPENHAGUE. « Mieux vaut trop tôt que jamais... » Salman Rushdie a célébré par cette boutade un incident dont se serait bien passé le gouvernement danois. « Trop tôt », puisque l'écrivain britannique, auteur des *Versets sataniques*, devait initialement recevoir le prix de littérature Aristotele de l'Union européenne jeudi 14 novembre à Copenhague, et non la veille. « Jamais » parce que les autorités danoises avaient subitement décidé, fin octobre, d'annuler la cérémonie de remise du prix pour « raisons de sécurité ». Et si celle-ci a finalement eu lieu mercredi dans des conditions de sécurité exceptionnelles, ce fut au prix d'une volte-face du gouvernement dont le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, risque tôt ou tard de faire les frais. Selon M. Rasmussen, une « menace directe » pesait le 14 novembre sur la sécurité de Rushdie, condamné à mort pour blasphème, en 1989, par l'imam Khomeiny, fondateur de la République islamique d'Iran. Le Danemark est revenu sur sa décision à cause du tollé de réactions et critiques provoqué par cette mesure. M. Rushdie, qui est récompensé pour son ouvrage *The Moor's Last Sigh* (*Le Dernier Souffle du Maure*), a affirmé avoir une « opinion du niveau de menace différente » de celle des Danois. (Corresp.)

La condamnation de Bettino Craxi a été confirmée

ROME. La Cour de cassation a confirmé, mardi 12 novembre, la condamnation à cinq ans et six mois de prison de l'ancien président du conseil socialiste Bettino Craxi, ainsi que celle de huit autres coaccusés dans une affaire de corruption, sur un contrat entre les employés de l'ENI et une société d'assurances, la SAL. Il s'agit de la première condamnation définitive de Bettino Craxi, réfugié depuis trois ans à Hammamet, en Tunisie. Le ministère de la justice a décidé de mettre immédiatement en œuvre la procédure d'extradition de l'ancien dirigeant. Lors d'un entretien avec la première chaîne de la RAI, mercredi, Bettino Craxi a une nouvelle fois clamé son innocence, et annoncé qu'il allait faire appel aux tribunaux internationaux. Sous le coup de quatre mandats d'arrêt pour corruption et financement illégal du Parti socialiste, l'ancien leader de cette formation a déjà été condamné à un total de vingt-six ans d'emprisonnement. (Corresp.)

Nouvelle tentative d'adoption du budget de la Russie pour 1997

MOSCOU. Alors qu'une délégation du FMI se trouve à Moscou pour étudier la poursuite de l'accord de confirmation (stand by) octroyé en mars à la Russie, les grandes lignes du projet de budget pour 1997 ont été approuvées, mercredi 13 novembre, par une commission de conciliation du Parlement et du gouvernement. Ce projet retient une hypothèse de déficit limité à 3,5 % du PIB l'an prochain, sur la base de recettes s'élevant à 401,9 milliards de roubles (400 millions de francs environ), d'une inflation contenue à 11,8 %. Ce texte doit maintenant être approuvé par l'ensemble du Parlement, qui avait rejeté en octobre un premier projet. Plusieurs parlementaires ont d'ores et déjà estimé qu'un nouveau rejet était probable. (AFP)

Le Canada affichera une forte croissance en 1997, selon l'OCDE

PARIS. Le Canada devrait retrouver en 1997 une croissance soutenue de son PIB, de 3,3 % contre 1,6 % cette année, selon l'analyse annuelle de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), publiée mercredi 13 novembre. L'inflation devrait être contenue à 1,5 %. Les comptes courants devraient être excédentaires de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), après avoir enregistré pendant des années des déficits considérables. Quant au déficit budgétaire, il continuera à être sensiblement réduit, estime l'OCDE. Le chômage devrait continuer à baisser, touchant 9,2 % de la population active l'an prochain, contre 9,5 % en 1996. Les performances canadiennes « ont accru la confiance des marchés financiers et fourni un cadre favorable à une reprise économique soutenue », ajoute l'organisation internationale. (AFP)

Le premier ministre israélien a ajourné son voyage aux Etats-Unis

JÉRUSALEM. Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a ajourné au dernier moment un voyage aux Etats-Unis qu'il devait commencer jeudi 14 novembre, après avoir rencontré plusieurs responsables palestiniens, notamment Mahmoud Mazen, bras droit de Yasser Arafat. « Les négociations [sur le redéploiement de l'armée israélienne à Hébron] ont atteint un stade délicat et M. Nétanyahou souhaite aller à des progrès en demeurant en Israël », a déclaré un porte-parole de M. Nétanyahou. Le premier ministre a aussi rencontré mercredi soir les dirigeants du Parti national religieux, membre de sa coalition gouvernementale. Ceux-ci se sont déclarés « déçus » par le projet d'accord sur Hébron, qui leur a été présenté. (AFP)

DÉPÊCHES

■ **BIÉLORUSSIE** : le président Alexandre Loukachenko a appelé, mercredi 13 novembre, dans un discours prononcé devant la Douma russe, à une relance du processus d'intégration entre son pays et la Russie. Il a par ailleurs menacé de geler le retrait des derniers missiles nucléaires biélorusses, tant que l'OTAN ne s'engagerait pas à ne déployer aucune arme nucléaire dans les pays de l'Est, candidats à une adhésion à l'Alliance. (AFP)

■ **TCHÉCHÉNIE** : le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Ivan Rybkine, a proposé, mercredi 13 novembre, la signature d'un accord politique intérimaire entre la Russie et la Tchétchénie, en attendant les élections prévues le 27 janvier dans la République indépendante. Le texte stipulerait que la Russie et la Tchétchénie « se trouvent dans un espace juridique unique », a indiqué M. Rybkine.

■ **BULGARIE** : le ministre bulgare des affaires étrangères, Georgi Pirinski, ouvertement critique à l'égard de la politique du premier ministre Jan Videnov, a présenté sa démission mercredi 13 novembre. Son départ intervient au lendemain du « vote de confiance » accordé à M. Videnov par les organes dirigeants du Parti socialiste au pouvoir. (Reuters, AFP)

■ **CROATIE** : le président Franjo Tudjman a pris, à partir du mercredi 13 novembre, une période de « repos » pour faire « un bilan de santé de routine », sur l'avis de ses médecins, a annoncé la présidence croate. (AFP)

■ **ITALIE** : Alessandra Mussolini, petite-fille du « Duce », a annoncé, mercredi 13 novembre, sa démission du groupe parlementaire de l'Alliance nationale de Gianfranco Fini pour « raisons strictement politiques ». Elle s'était plainte par le passé de l'absence de débat au sein de cette formation néo-fasciste. (Reuters)

FISCALITÉ Le projet de loi de finances pour 1997 donne lieu à des initiatives politiques diverses. Au Palais du Luxembourg, le rapporteur général, Alain Lambert, centriste, agissant

en concertation avec l'Elysée, a annoncé, mercredi 13 novembre, le dépôt d'amendements visant à réformer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en abaissant son « pla-

fond » et en modifiant son assiette. **● JACQUES CHIRAC** s'était prononcé, début octobre, en faveur d'une révision de l'ISF dans le projet de budget 1997. Le ministre délégué au budget,

Alain Lamassoure, s'était montré « personnellement » réservé sur cette idée. **● LES BALLADURIENS** DU RPR ont échoué, de leur côté, derrière Nicolas Sarkozy, à obtenir, en commis-

sion des finances, une accélération du programme de baisse de l'impôt sur le revenu. M. Sarkozy a été reçu à déjeuner, en tête à tête, par Alain Juppé. (Lire aussi notre éditorial page 16)

L'Elysée encourage le Sénat à adoucir l'impôt sur la fortune

Rapporteur général du budget au Palais du Luxembourg, Alain Lambert, centriste, a indiqué qu'il travaille, en liaison avec la présidence de la République, à des amendements touchant l'assiette et le montant de la taxation des plus hauts patrimoines

LORS de sa première réunion consacrée à l'examen du projet de budget pour 1997, mercredi 13 novembre, la commission des finances du Sénat a soigneusement évité d'évoquer le sujet qui est pourtant le plus explosif : l'aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Mais ce n'est que partie remise. Elle devrait y consacrer une bonne part de ses travaux lors de sa prochaine séance, le 20 novembre.

Début octobre, dans un entretien à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (daté 5 octobre), Jacques Chirac avait donné son « feu vert » à une initiative parlementaire en ce sens (*Le Monde* du 5 octobre). Le ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, avait déclaré ensuite, dans un entretien publié par *Le Monde* du 15 octobre, que « personnellement », il ne souhaitait pas que les modalités de l'ISF soient examinées à l'occasion du débat budgétaire.

Alain Lambert (Un. centr.), rapporteur général du budget au Sénat, a décidé, lui, de plancher sur la question, après avoir consulté l'Elysée sur les vœux de M. Chirac. Tout en rappelant son hostilité au déplaçonnement de l'ISF, « erreur » votée à l'initiative de l'actuel gouvernement lors de l'examen de la loi de finances pour 1996, M. Lambert a souligné à plusieurs reprises, lors d'une rencontre avec la presse, mercredi 13, que l'ISF « doit être apprécié du point de vue de l'économie et de l'emploi ».

Il a clairement indiqué qu'il envisage de s'attaquer aussi à l'assiette de cet impôt. Evoquant le cas de l'assujettissement à l'ISF des biens professionnels détenus par des chefs d'entreprise partant en retraite, le sénateur centriste a affirmé qu'il peut en résulter des « arbitrages patrimoniaux défavorables à l'emploi », comme la vente de certaines entreprises.

M. Lambert, qui a le sentiment

que l'ISF « est vécu comme une punition par les redevables », a indiqué qu'il avait cherché, auprès de l'Elysée, à connaître plus précisément la position du chef de l'Etat. « J'ai compris que le président de la République souhaite que ce mal-vivre des redevables de l'ISF soit pris en compte », a-t-il affirmé.

Interrogé sur le risque politique que ferait courir à la majorité une telle réforme, M. Lambert a affirmé qu'il n'en voit « aucun » pour lui-même. Cette apparente sérénité serait, selon le rapporteur général, partagée par le chef de l'Etat : « Compte tenu des déclarations de Jacques Chirac, a-t-il dit, je pense que ça ne l'inquiète pas particulièrement ».

QUESTIONS ÉPINEUSES

Quant à la majorité, elle est invitée à considérer que « le patrimoine est honorable lorsqu'il est mis au service de l'économie et de l'emploi » et à « expliquer à la nation les vrais enjeux ». Il a affirmé que le Sénat est « ouvert à cette idée » et qu'il est lui-même « en train de travailler à différentes hypothèses ». « Nous verrons, lorsque le débat s'ouvrira, si ces hypothèses sont viables ou non », a-t-il ajouté.

En attendant, la commission a adopté, outre différentes mesures techniques en faveur des PME, du logement ancien ou des collectivités locales, plusieurs amendements sur des questions relatives épineuses.

Le plus sensible porte sur les déductions fiscales dont bénéficient les contribuables qui investissent dans les sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (Sofica), qui avaient donné lieu à d'âpres discussions à l'Assemblée nationale.

La commission des finances du Sénat propose de maintenir le statu quo pour l'année 1996 et, pour l'avenir, de porter à 200 000 francs le plafonnement de la déduction, que les députés

avaient fixé à 50 000 francs. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'est montré particulièrement actif pour « corriger » cette disposition adoptée par les députés. Un collaborateur de la commission confiait que, pour la première fois depuis qu'il

exerce cette fonction, il s'était vu contacté directement par le ministre.

De son côté, la commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi, plusieurs amendements au projet du budget pour 1997. La première modi-

fication, présentée par les députés RPR balladuriens et par ceux de l'UDF, maintient la déductibilité des intérêts d'emprunt dans l'immobilier pour les logements anciens. C'est une mesure destinée, selon ses auteurs, à ne pas aggraver les déséquilibres du marché immobilier.

La commission des finances a également voté un amendement imposant les indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail, mais, précisent ses auteurs, « bien entendu, les prestations et les rentes versées à ces personnes, ainsi que les indemnités versées en cas de maladie grave, restent exonérées d'impôt ».

SUPPRESSION DES « NICHES »

Les commissaires se sont longuement penchés sur l'article 61 du projet de loi de finances, qui vise à supprimer progressivement les « niches » fiscales, ces déduc-

tions forfaitaires supplémentaires pour frais dont bénéficient soixante-dix à quatre-vingts professions.

La commission a maintenu la suppression de ces avantages fiscaux, parmi lesquels ceux concernant les journalistes. Le rapporteur général du budget, Philippe Auberger (RPR), a affirmé que le ministère des finances lui avait assuré que le gouvernement allait « compenser » la perte de revenus par « une aide supplémentaire à la presse ».

La commission a adopté un amendement tendant à réduire encore le taux de la TVA (2,1 %) acquittée par les entreprises de presse. Les députés socialistes et communistes ont vainement tenté de maintenir les avantages des journalistes.

Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy

M. Sarkozy tente d'amender le budget et rencontre Alain Juppé en tête-à-tête

VISIBLEMENT, les temps changent : entre balladuriens et chiraquiens, l'heure n'est plus à la guerre ouverte. Et si ce n'est pas encore le duo d'amour, c'est, à tout le moins, le moment des conciliabules et des tractations en coulisse.

L'ancien ministre du budget, Nicolas Sarkozy, qui a réintégré la vie interne du RPR depuis la fin du mois de septembre et qui, depuis, s'est gardé d'exprimer la moindre réserve à l'encontre du gouvernement, a été reçu à déjeuner, mercredi 13 novembre, à l'hôtel Matignon par Alain Juppé. C'est la deuxième fois en deux mois que les deux hommes se retrouvent de la sorte. Rien n'a filtré de ce tête-à-tête, mais on affirme que la rencontre s'est déroulée dans les meilleures conditions du monde.

Quelle carte joue donc M. Sarkozy, lui qui, jusqu'au printemps, n'a cessé de harceler le gouvernement ? La question prend d'autant plus de relief que, quelques heures auparavant, la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale a révélé des clivages inattendus. L'ancien porte-parole d'Edouard Balladur a en effet profité de la circonstance pour défendre deux amendements au projet de loi de finances pour 1997. Le premier a été adopté : il vise à maintenir la déductibilité des intérêts d'emprunt dans l'immobilier pour les logements anciens.

Le second amendement, lui, a été rejeté de justesse par les commissaires centristes, socialistes et communistes, avec l'appui de deux RPR juppéistes : il visait à accélérer la baisse de l'impôt sur le revenu prévue par le gouvernement. Alors que le projet de loi de finances pour 1997 prévoit de réduire de 25 milliards de francs l'impôt sur le revenu en 1997,

puis de 12,5 milliards de francs les quatre années suivantes, M. Sarkozy a suggéré que le niveau de 25 milliards de francs soit retenu non seulement pour 1997, mais aussi pour 1998.

Cette proposition a tourné court, mais elle mérite qu'on s'y arrête. D'abord, le président de l'UDF, François Léotard, n'a pas jugé utile de faire partie des signataires de ce dernier amendement.

DISSONANCES

De son côté, le président de la commission des finances, Pierre Méhaignerie (UDF-FD), est l'un de ceux qui ont pris position contre l'amendement de l'ancien ministre du budget, estimant que si l'Etat dispose un jour de marges de manœuvre budgétaires grâce à la croissance, il vaudra mieux les utiliser différemment.

Ces dissonances dans le camp des balladuriens recouvraient-elles des différences d'appréciation sur la stratégie à suivre vis-à-vis du premier ministre et dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement ? Dans un entretien publié jeudi 14 novembre par *Var-Matin* , M. Balladur ne lève pas le mystère. Tout juste convie-t-il la majorité à « conserver sa sérénité » et à ne pas « faire la part trop belle aux socialistes » en critiquant le gouvernement. « Laissons M. Chirac choisir son moment (de reprendre l'initiative politique), comme c'est son rôle », affirme-t-il.

Dans le camp balladurien, les grandes manœuvres n'en semblent pas moins avoir commencé. Avec, en arrière-fond, la grande question que soulèverait un renouveau du gouvernement au début de 1997 : en être ou ne pas en être ?

Laurent Mauduit



NOUS NE VOUS EMMENONS PAS SEULEMENT EN AMÉRIQUE, NOUS VOUS ACCUEILLONS CHEZ NOUS.

Chez American non seulement nous vous emmenons vers 200 destinations en Amérique, mais en plus nous le faisons dans d'excellentes conditions de confort. Quoi de plus normal puisque nous considérons nos passagers comme de véritables invités. L'hospitalité américaine prend chez nous tout son sens. C'est pourquoi, lorsque vos affaires vous attendent en Amérique, laissez-nous vous y emmener. Nous vous donnerons toujours le meilleur de nous-mêmes pour vous satisfaire. Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Île de France) ou 0 800 23 00 35 (Province). 3615 American Airlines (2.23 F/mn).

American Airlines

Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional. American Airlines et American Eagle sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. © 1996 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

Les assureurs privés espèrent une autre réforme de la Sécurité sociale

Le bilan d'une année d'application du plan Juppé montre qu'après ses reculs de l'automne dernier, Alain Juppé a plus tenu que cédé. Jacques Barrot a rejeté la proposition de Claude Bébéar de mettre l'assurance-maladie en concurrence avec « des sécurités sociales privées »

La proposition du patron du nouvel ensemble UAP-AXA de permettre la création de « sécurités sociales privées » a soulevé une vague de protestations. Le ministre des affaires sociales a fermement rejeté

cette idée. Il a rappelé, au contraire, que le gouvernement voulait mettre en place une « assurance-maladie universelle » reposant sur la solidarité nationale. Les mutuelles, concurrentes des assurances privées sur le

marché de la santé, ont estimé que M. Bébéar voulait « tuer la Sécurité sociale ». Les adversaires du « plan Juppé » de réforme de la « Sécu » voient dans cette demande du premier assureur français la preuve que

les projets gouvernementaux conduisent à une privatisation de la protection sociale. L'anniversaire de l'annonce par le premier ministre, le 15 novembre 1995, à l'Assemblée nationale, de son plan est ainsi mar-

qué par une nouvelle polémique. Si la réforme présentée il y a un an est loin d'être entièrement mise en œuvre, beaucoup de chemin a été parcouru. Mais le déficit de la Sécurité sociale reste important.

CLAUDE BÉBÉAR a fêté, à sa manière, le premier anniversaire de la réforme de la Sécurité sociale, présentée le 15 novembre 1995 par Alain Juppé. En marge de l'annonce de la fusion d'AXA, le groupe qu'il a créé, avec l'UAR, mardi 12 novembre, le futur président du directoire du deuxième assureur mondial a lancé l'idée de créer, « à côté d'une Sécurité sociale publique, une des sécurités sociales privées ». Par conviction, et parce que la force de frappe de la nouvelle entité l'autorise sans doute à nourrir les projets les plus ambitieux, M. Bébéar a ni plus ni moins demandé au gouvernement de renoncer au monopole actuel de la « Sécu », inscrit dans la législation française et dont la validité a été confirmée encore récemment par la Cour européenne de justice.

Pour le gouvernement, qui a du mal à expliquer à l'opinion la persistance du déficit des régimes sociaux (50 milliards de francs en 1996) un an après l'annonce du plan Juppé et la hausse des prélèvements sociaux, ces propositions tombent au plus mauvais moment. Elle confortent ceux qui, comme le

secrétaire général de FO, Marc Blondel, ou le président de la Fédération des mutuelles de France (proche de la CGT), Daniel Le Scornet, voient dans le plan Juppé le « cheval de Troie » des intérêts privés. Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a donc été obligé de répliquer, point par point, aux propositions de M. Bébéar.

VIVES RÉACTIONS

« La réforme en cours n'a rien à voir avec l'instauration de sécurités sociales concurrentes », a précisé M. Barrot, mercredi, dans un entretien à l'AFP. Le projet du gouvernement, c'est l'assurance-maladie universelle, c'est-à-dire une expression de la solidarité de tous au sein de la nation. « Au président d'AXA, qui juge qu'il appartient au gouvernement de définir ce que doit être la Sécurité sociale », M. Barrot a répondu que « ce n'est pas au gouvernement de définir ce qu'est la Sécurité sociale, mais au Parlement ». Avant d'ajouter : « Nous sommes dans un état de droit où la loi demeure notre guide, sans oublier qu'il y a dans notre Constitution les prin-



clips fondamentaux de la Sécurité sociale.

« Les déclarations du président d'AXA ont également déclenché de vives réactions dans les centrales syndicales, le mouvement mutualiste et la classe politique. Le président (CFDT) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés a déclaré à l'AFP que « le débat a déjà été tranché à l'automne 1995 », quand MM. Chirac et Juppé ont arrêté la réforme de l'assurance-maladie. « Il y a eu un débat de fond pour savoir si l'on devait séparer l'assurance de la solidarité », précise Jean-Marie Spaeth. Le président de la République et le Parlement ont tranché : la Sécurité sociale reste fondée sur la solidarité nationale, et l'idée d'une Sécurité sociale à deux

vitesse a été rejetée. » Comme la CFDT, la Mutualité française craint la sélection des risques que les assureurs opéreraient en fonction de l'âge et des revenus. Son président, Jean-Pierre Davant, a accusé M. Bébéar de vouloir « tuer la Sécurité sociale pour augmenter les profits de son groupe et faire du fric sur le dos des Français », soulignant que ce dernier « joue l'échec de la réforme de la Sécurité sociale » et que son projet « joue contre la cohésion sociale ». François Hollande, porte-parole du PS, a jugé que son parti ne pouvait accepter une telle perspective, tandis que M. Blondel affirmait que les déclarations du premier assureur de France s'inscrivent « dans la contre-réforme Juppé ». Celle-ci conduit, selon le

dirigeant de FO, « après une première phase de contrôle par l'État, au développement de la privatisation ».

Le mouvement mutualiste a tout de redouter de la concurrence d'assureurs puissants, qui ne prennent actuellement en charge que 3,1 % des dépenses de santé (contre 6,8 % pour les mutuelles). Les médecins libéraux également. En essayant de torpiller le plan Juppé, la Confédération des syndicats médicaux français joue contre l'intérêt des praticiens, les compagnies d'assurances étant, comme on le voit aux États-Unis, des partenaires autrement plus exigeants que la Sécurité sociale dans le domaine de la maîtrise des dépenses de santé.

« FILIÈRES DE SOINS »

La création de « filières de soins », prévue par le plan Juppé, intéresse les assureurs. Ils espèrent que cela aboutira à un système plus décentralisé leur permettant de passer, à terme, des accords locaux avec des professionnels accroissant ainsi leur part dans le marché de la santé, pour l'heure limitée à la part non remboursée par l'assurance-maladie. Ainsi, dans un entretien au *Quotidien du médecin* du 15 octobre, Jean-Claude Seys, président du groupe MAAF-Assurances, annonçait que « la santé est devenue un objectif stratégique » pour son entreprise, car il s'agit d'un « marché qui croît très rapidement et va croître encore ». Il représentait déjà, selon lui, 80 milliards de francs par an.

Les « filières » ne prévoient pas, comme dans les « health maintenance organisation » américaines,

qui couvrent plus de cinquante millions d'assurés, un véritable système intégré où consommateurs, prescripteurs et assureurs doivent arbitrer entre les dépenses au sein d'une enveloppe fermée. C'est dans cette voie que, visible-

1 point de CSG déductible

Le gouvernement a déposé, mercredi 13 novembre, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, un article additionnel au projet de budget 1997, rendant déductible du revenu le point de CSG supplémentaire qui financera l'assurance-maladie à compter du début 1997. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, voté par les députés, a élargi l'assiette de la CSG, majoré son taux de 1 point (le portant ainsi à 3,4 %) et affecté le produit aux régimes obligatoires d'assurance-maladie. Pour rendre ce point de CSG déductible, comme l'avait promis Alain Juppé, le gouvernement devait introduire une disposition spécifique dans le projet de loi de finances.

Les deux premières CSG - « Rocard » (1,1 %) et « Balladur » (1,3 %) - restent, elles, non déductibles du revenu imposable.

ment, M. Bébéar veut s'engager. Il est vrai que, même si elle ne veut pas ouvrir la porte aux assureurs privés, la Sécurité sociale va être obligée de définir rapidement ce qui est médicalement utile, et donc justifiable d'un remboursement.

J.-M. B.

Les Français favorables au contrôle des prescriptions

Près de deux Français sur trois sont favorables à un contrôle des prescriptions délivrées par les médecins, assorti de sanctions financières en cas d'abus. C'est ce qu'indique un sondage BVA publié le 12 novembre. Réalisé pour la radio BFM entre le 7 et le 9 novembre, il révèle que 63 % des 990 personnes interrogées se disent favorables à ce système de contrôle par les caisses d'assurance-maladie, alors qu'un tiers des personnes interrogées (33 %) se sont déclarées hostiles à de tels contrôles. Trois syndicats de praticiens libéraux (CSMF, FMR, SML) s'opposent à de telles sanctions, prévues dans le cadre de la réforme de la Sécurité sociale. En octobre et en novembre, ils ont lancé deux appels à la grève.

Partisans

et adversaires du plan

Le plan Juppé a ses partisans et ses adversaires, qui se sont déterminés dès le départ.

● **Partisans.** La CFDT et la Mutualité française ont été les soutiens les plus actifs de cette réforme, où elles ont retrouvé nombre de leurs propositions : rôle accru du Parlement ; extension à tous les revenus du financement de l'assurance-maladie, couverture universelle, etc. La CGC, l'Unioyss (établissements sanitaires et sociaux) et la Fédération des accidentés du travail (Fnath) ont aussi soutenu le plan. Ces cinq organisations se sont regroupées dans un « comité de vigilance » chargé de suivre l'application de la réforme et d'aiguillonner le gouvernement.

● **Partis politiques.** Le RPR et l'UDF soutiennent le gouvernement. A l'Assemblée nationale, cependant, lors du débat sur le projet de loi de financement de la « Sécu », l'aille la plus libérale de la majorité a jugé que ce texte ne garantissait pas un retour rapide à l'équilibre des comptes sociaux. Le PS reste embarrassé : certaines mesures du plan Juppé figurent dans son document d'orientation économique, et il concentre plutôt ses attaques sur le retard pris par la réforme, accusant le gouvernement de céder aux lobbies de la santé. Le PCF est contre la réforme, tandis que le Front national défend les éléments du corps médical les plus véhéments contre le plan Juppé.

LES BOÎTES À LETTRES des quelque cent quinze mille médecins sont bien remplies. Ils reçoivent chaque matin, le plus souvent gracieusement, une nombreuse documentation : prospectus, publicités, revues, journaux. Deux quotidiens leur sont consacrés : *Le Quotidien du médecin*, de Marie-Claude Tesson-Millet, et *Impact médecin* quotidien (groupe Bertelsmann). La presse médicale n'a pas toujours bonne réputation. On lui reproche sa complaisance et sa dépendance vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique. Les débats sur la réforme de la Sécurité sociale montrent qu'elle a une vraie influence.

Pour Denis Jacquat, député (UDF) de Moselle, la presse médicale a joué « un rôle moteur » : « Ils sont très vite montés au créneau, ils étaient assez portaux », estime-t-il. Richard Bouton, le président du syndi-

cat MG-France, majoritaire chez les généralistes et favorable à la réforme de la Sécurité sociale, est plus virulent. « La presse médicale, dit-il, est la principale source d'information des médecins, et quasiment tous les journaux ont été contre la réforme. C'est un véritable problème. »

Le plus vif par les critiques est *Le Quotidien du médecin*, qui a le moins ménagé le gouvernement, dont il est pourtant proche. Philippe et Marie-Claude Tesson ne sont pas hostiles à la majorité, et le secrétaire général du groupe, Robert Toubon, est le frère du ministre de la Justice. De quoi irriter davantage encore le gouvernement ! A l'annonce du plan Juppé, le journal titrait : « Le choc » et commentait : « Toutes ces dispositions font bon marché de la liberté d'entreprendre et de la vocation médicale. On ne voit plus dans le médecin

l'homme ou la femme qui soigne et guérit le malade, on voit quelqu'un qui coûte trop cher à la collectivité, comme s'il commettait un crime en gagnant sa vie. » Le ton était donné. Le quotidien consacra quatre pages par jour à la question, en donnant la parole aux partisans comme aux opposants, mais avec un net avantage à ces derniers.

En mars, le journal constatait, après les vives réactions des médecins lors d'un débat avec Jacques Barrot : « Le Quotidien, loin d'attiser le feu comme parfois on lui en fait le reproche dans l'entourage du ministre, ne fait que refléter les sentiments de la plupart des praticiens. » « Le débat est chaud, les prises de position violentes, entre les médecins, entre les syndicats, estime M^{me} Tesson. On est le champ de bataille plus que le porte-drapeau. »

Le directeur d'*Impact médecin*, Jean de Charron, refuse l'amalgame fait sur l'ensemble de la presse médicale. « Le plan Juppé, dit-il, est une chance pour les médecins, la presse médicale, les pouvoirs publics et le système de protection sociale. » Il estime que les sanctions financières contre les médecins sont discutables, mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas une raison pour être des pousse-au-crime ».

La presse médicale réunie voit d'un bon œil, en revanche, l'obligation pour les médecins de faire de la formation médicale continue. L'abonnement à certains journaux devrait permettre d'obtenir des points de formation continue et pourra ainsi devenir payant. Pour cette presse, donc, la réforme a aussi des vertus.

Alain Salles

La presse médicale au cœur des batailles

La dernière chance d'éviter la privatisation de l'assurance-maladie

ALAIN JUPPÉ n'est pas prêt d'oublier ce moment de bonheur, rare dans la vie d'un premier ministre, plus rare encore au cours des dix-huit mois qu'il a passés à Matignon. Le 15 novembre 1995, tous les députés de la majorité applaudissaient, debout, la réforme du système de protection sociale qu'il venait de leur dévoiler. « Sa » réforme ! Etomés de son ampleur, ils eurent le sentiment que le premier ministre ouvrait l'un des grands chantiers du septennat.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les parlementaires ne tarisaient pas d'éloges sur la volonté réformatrice du gouvernement. Tout aussi étonnés, les experts ne reconnaissaient, pour s'en féliciter ou s'en plaindre, que le premier ministre avait engagé un bouleversement sans précédent depuis la création de la « Sécu » par l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Un an après, le plan Juppé, délesté de sa charge la plus explosive (la remise à plat des régimes spéciaux de retraite) après les grèves de décembre, est au milieu du gué. A l'endroit « où le courant est le plus fort », constatent récemment Jacques Chirac, tout en invitant le

premier ministre à poursuivre une réforme menacée par le corporatisme de certaines organisations de médecins. L'opposition de syndicats qui n'ont pas désarmé (CGT, FO) et une majorité RPR-UDF très divisée sur la maîtrise des dépenses de santé. A l'approche des élections législatives de 1998, elle est surtout menacée par le temps, qui risque d'éroder la bonne volonté et l'enthousiasme des plus chauds de ses partisans.

Dès le départ, M. Juppé a commis des erreurs qu'il paie maintenant au prix fort. Il s'est obstiné à mener de front la réforme de l'assurance-maladie et celle des régimes spéciaux de retraite (fonctionnaires, EDF, GDF, SNCF, etc.), alors que les meilleurs experts lui avaient conseillé d'ouvrir le dossier au préalable, en confiant à une commission le soin de « déminer » le terrain. Il a commis l'erreur, aussi, d'annoncer le retour des excédents des 1997. A l'automne 1995, aucun expert ne croyait à un redressement si rapide, mais le ministre des finances réclamait un affichage volontariste, assure un ministre, qui regrette que M. Chirac ne soit pas parvenu à briser la « dictature » de Bercy.

Cette promesse intenable - et non tenue - d'un retour à l'équilibre (reporté à 1999) fait maintenant douter du bien-fondé de la réforme. Enfin, le premier ministre a

sous-estimé la lourdeur des procédures, le poids des structures, l'importance du choix des hommes, l'opposition des lobbies, juge un expert qui a été étroitement associé à l'élaboration du plan. A sa décharge, M. Juppé pouvait-il imaginer que le corps médical, clientèle électorale traditionnelle de la droite, s'opposerait à cet agissement avec tant d'acharnement et de constance ?

DÉFICITS AMYGALES

Toutes ces erreurs ont jeté une ombre au tableau de la réforme et pèsent encore sur son exécution, sans que ses adversaires aient d'autres arguments à avancer que la persistance de déficits abyssaux (80 milliards de francs en 1996-1997). Plus grave, sans doute : les Français n'en ont eu aucune retombe dans leur vie quotidienne. Que pèse la création d'un carnet de santé à côté de mesures aussi impopulaires que l'instauration du RDS (remboursement de la dette sociale), le gel des prestations familiales ou l'augmentation de la cotisation-maladie des retraités ?

De fait, le plan Juppé ne s'est traduit que par des changements institutionnels. Certains, comme la révision de la Constitution destinée à donner aux députés et aux sénateurs un pouvoir de contrôle et de décision sur les dépenses sociales et la politique de santé, n'ont

même pas été concluants : à l'Assemblée, le débat sur le premier projet de loi de financement (1 700 milliards de francs) a tourné à une bataille de « cognaciers » et de patrons de casinos. Les députés se sont même payé le luxe d'élaborer de 700 millions de francs le déficit 1997 pour défendre quelques intérêts particuliers. Finalement, ils n'ont dû que cent soixante-dix-huit (sur cinq cent soixante-dix-sept) à prendre part au vote, eux qui revendiquaient depuis des lustres le contrôle du système social. Le débat n'est guère plus élevé au Sénat (lire page 9).

Aucune réforme n'est définitive. La « Sécu », soumise plus que toute autre institution aux aléas de la conjoncture économique, aura besoin d'ajustements permanents. Le plan Juppé donne un cadre, rigide et assez étalé, qui n'interdit pas des expérimentations. Le succès de la réforme va se jouer, à moyen terme, sur l'évolution des formes de distribution de soins et les relations qu'elle permettra de nouer entre les payeurs (assurances-maladie, mutuelles, assurances), les consommateurs (assurés) et les ordonnateurs des dépenses (médecins). Tout reste à faire sur ce plan.

Les mois qui viennent s'annoncent difficiles. Les syndicats médicaux conservateurs ne désarment pas et entretiennent dans

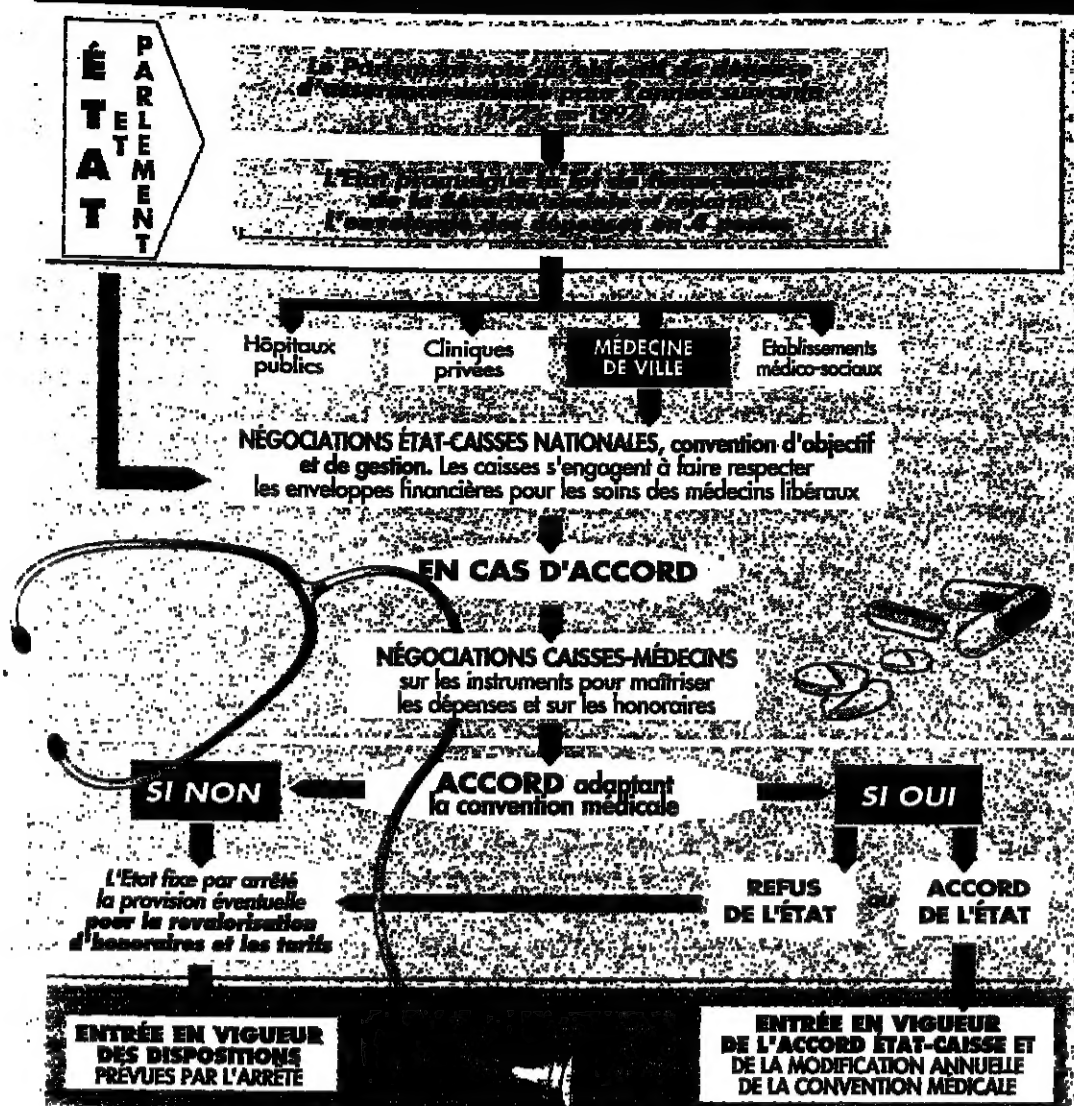
l'opinion l'idée que l'on va « rationner » les soins. Peut-on agiter un tel épouvantail dans un pays où la consommation médicale est l'une des plus élevées du monde (11 988 francs par habitant en 1995) ? La réforme, qui relève sur bien des points d'une inspiration « de gauche », suscite également des réactions de plus en plus critiques au sein de la majorité, où certains réclament une approche plus libérale, notamment à l'UDF.

Si elle échoue, c'est la porte ouverte à la privatisation de l'assurance-maladie, affirmant de nombreux observateurs de droite comme de gauche. Certains assureurs parient-ils sur cet échec ? Depuis quelques semaines, ils donnent de la voix pour réclamer plus de concurrence dans le domaine de la santé. Après Jean-Claude Seys, président de MAAF-Assurances, c'est l'un des plus puissants patrons français, Claude Bébéar, président du groupe AXA, qui demande au gouvernement de laisser se créer, à côté du système actuel, des « sécurités sociales privées ». Ces propos rejoignent ceux d'Alain Madelin, proche de M. Bébéar, sur la nécessité de créer une véritable concurrence public-privé dans le secteur de la santé. Pour certains, l'après-plan Juppé a déjà commencé.

Jean-Michel Bezzat

صلى الله عليه وسلم

Les pouvoirs de l'Etat et du Parlement sur l'assurance-maladie



Les décisions prises par l'Etat, le Parlement, les caisses et les médecins doivent entrer en application 65 jours au plus tard après la promulgation de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Les revenus des stock-options seront soumis à la CSG

Revirement de la majorité sur le financement de la Sécurité sociale

LES STOCK-OPTIONS vont, finalement, participer au financement de la Sécurité sociale. Dans la matinée, jeudi 14 novembre, après d'âpres discussions au sein de la majorité et avec le gouvernement, la commission des affaires sociales du Sénat a adopté, à l'unanimité, gauche et droite confondues, un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale soumettant les revenus des stock-options à la nouvelle CSG ainsi qu'aux cotisations sociales traditionnelles. L'affaire a été bouclée mercredi soir à Matignon, lors d'un entretien entre le premier ministre Alain Juppé et les présidents des groupes de la majorité au Sénat.

Il s'agit d'un vrai revirement. La majorité sénatoriale était jusqu'alors très hostile à cette proposition, déjà formulée il y a quelques jours, par le président de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Fourcade (UDF, Hauts-de-Seine), après avoir été sensibilisée par l'AFEP, l'association patronale présidée par Ambroise Roux (*Le Monde* du 14 novembre) dont le forcing, aux dires des intéressés, a été intense. Ainsi, les sénateurs de la majorité, pour la plupart, s'étaient employés à enterrer toute mise à contribution sur ce terrain. Les stock-options sont des actions vendues à des conditions extrême-

ment privilégiées par une entreprise à ses hauts cadres et qui leur assurent généralement un très substantiel complément de rémunération lors de la revente.

Mercrdis, pour respecter le subtil donnant-donnant sociologique imaginé par M. Fourcade - un exercice consistant à faire un geste envers les médecins tout en mettant davantage à contribution les cadres dirigeants d'entreprise -, la commission des affaires sociales avait, avec l'appui du conseiller social de Matignon, négocié un amendement de compromis. Celui-ci prévoyait de soumettre à l'ensemble des cotisations les indemnités de licenciement pour la part au-delà de six fois le plafond de la Sécurité sociale (soit au-delà de 80 000 francs environ).

BAROUD D'HONNEUR

Avec l'accord de Jacques Barrot, les sénateurs adoptaient, dans l'après-midi, une disposition du rapporteur Charles Descours (RPR, Isère) provisionnant 300 millions de francs pour une réserve destinée à financer les dépenses éventuellement entraînées par des mesures de santé publique imprévues ou par des campagnes de prévention, décidées par les pouvoirs publics. Cette réserve devait être financée par les recettes supplémentaires obtenues grâce à la taxation des indemnités de licenciement. Toutefois, au fur et à mesure de la séance, la majorité sénatoriale se divisait. Par deux fois, en début et en milieu de soirée, l'examen de l'amendement « indemnités licenciement » était réservé.

« Les sénateurs craignent que cette disposition ne touche des cadres qui n'abusent pas. Finalement, entre ceux qui gagnent de l'argent parce que leur contrat de travail est rompu et ceux qui en

gagnent sur des opérations spéculatives, la majorité a fini par basculer en faveur des premiers », explique-t-on à la commission des affaires sociales.

Quant aux turfistes, brasseurs et casinois, leurs défenseurs se sont livrés, mercredi soir, à un ultime baroud d'honneur. Le PMU a ouvert la donne, par la voix d'Ambroise Dupont (R, Calvados). Alors que les députés avaient abaissé de 35 % à 28 % des sommes engagées sur les paris le prélèvement opéré sur les courses de chevaux, M. Dupont a proposé de le réduire encore à 20 %. « Il ne faudrait pas que la taxe asphyxie l'activité », a-t-il plaidé, en soulignant que « le PMU n'est pas un jeu comme les autres ». Peine perdue. M. Barrot a renvoyé ce débat à la loi de finances. La main est, alors, revenue aux casinos. Rapporteur de la commission des finances, Jacques Oudin (RPR, Vendée) a défendu un amendement visant à baisser de 10 % à 8 % le taux de la contribution instituée à partir de 10 000 francs de gains. Rien n'y a fait. Le ministre a simplement promis de reconsidérer « la situation de tel ou tel petit établissement ».

Restaient les alcools. Sans doute las à l'idée de devoir affronter cet éternel morceau de bravoure au Sénat, M. Barrot s'est éclipse, laissant officier Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la Santé. Joliment introduite par Ivan Renard, sénateur communiste du Nord - « La meilleure des bières, c'est celle qu'on boit à la pression » -, la discussion a donné lieu à un affrontement entre les défenseurs des brasseurs et un porte-parole du monde viticole, Roland Courteau (PS, Aude). Mais la bataille a tourné court.

Caroline Mornot et Jean-Baptiste de Montvalon

De la révision de la Constitution à l'introduction du carnet de santé

Une réforme largement engagée, mais dont la mise en œuvre est loin d'être achevée

LA DESCRIPTION du plan Juppé ressemble à un inventaire à la Prévert. Qu'y a-t-il de commun entre la réforme de la Constitution et la création du carnet de santé ? Responsabiliser l'ensemble des acteurs du système de santé, depuis les politiques jusqu'aux consommateurs de soins, répond le gouvernement. Le plan Juppé s'est traduit par une loi constitutionnelle, une loi organique, cinq ordonnances et une soixantaine de décrets, dont une quarantaine ont été ou seront prochainement publiés au *Journal officiel*.

● **INSTITUTIONS** : la Constitution a été réformée, en février 1996, pour conférer au Parlement le pouvoir de définir la politique de santé et de fixer l'enveloppe financière qui lui est consacrée (600 milliards de francs en 1997). Cinq ordonnances ont été prises. L'une a créé, le 24 janvier 1996, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et le RDS destiné à l'alimenter (0,5 % sur tous les revenus), tandis qu'une autre instaure des mesures financières d'urgence pour limiter le déficit. Trois autres ont été adoptées, le 24 avril : la première modifie en profondeur la composition des conseils d'administration des caisses ; la deuxième renforce les mécanismes de maîtrise des dépenses de médecine de ville ; la troisième transfère à des agences régionales la tutelle que les préfets exerçaient jusqu'à présent sur les hôpitaux.

● **FINANCEMENT** : le RDS a été prélevé à partir de février 1996 pour rembourser, sur treize ans, les 230 milliards de francs de la dette sociale accumulée entre 1992 et 1996. A partir du 1^{er} janvier 1997, les salariés vont payer 1,3 point de cotisation-maladie en moins (6,80 % actuellement) et, en contrepartie, 1 point de CSG supplémentaire. Le gouvernement estime que cette opération se traduira par un gain de pouvoir d'achat de 0,45 % pour les salariés.

Portée à 3,4 %, la CSG nouvelle sera prélevée sur presque tous les revenus (hors minima sociaux et livrets d'épargne populaire). Une partie de la CSG financera des dépenses de santé, mais il ne s'agit pas, à proprement parler, de la « cotisation maladie universelle » annoncée par Alain Juppé. En revanche, contrairement à son engagement, il n'a pas modifié l'assiette des cotisations des entreprises pour qu'elles ne reposent plus sur la seule masse salariale : un groupe de travail planche sur le sujet.

Dès 1996, la cotisation-maladie des retraités imposables et des chômeurs indemnisés au-dessus du Smic a été relevée de 1,2 %. Elle augmentera de 0,2 % le 1^{er} janvier 1997,

et non de 1,2 % comme il était initialement prévu. Les retraités vont devoir payer un point de CSG supplémentaire alors que leur cotisation maladie, moins élevée que celle des actifs, ne diminuera pas.

● **GESTION DES CAISSSES** : le gouvernement a renforcé la place du patronat dans les conseils d'administration des caisses (maladie, retraite, famille, Urssaf), qui ont été renouvelés entre juillet et novembre. Il a désormais autant de sièges que les syndicats. Les représentants des salariés ne seront plus élus, mais désignés par les syndicats. Le nombre de personnalités qualifiées nommées par l'Etat a été accru. Créé auprès de chaque caisse nationale et présidé par un parlementaire, un conseil de surveillance s'assurera que le « contrat de gestion » passé chaque année entre l'Etat et les caisses est bien respecté.

● **ASSURANCE-MALADIE** : le cœur de la réforme est loin d'être achevé. Un projet de loi instituant une « assurance-maladie universelle » - plusieurs centaines de milliers de personnes n'ont aucune couverture - sera soumis au Parlement début 1997, a récemment confirmé M. Juppé. Une « conférence nationale de santé », composée de professionnels doit définir chaque année les priorités sanitaires du pays avant le vote de la loi

de financement par le Parlement. La Cour des comptes est désormais chargée d'établir chaque année un rapport sur la situation financière des régimes.

● **MÉDECINE DE VILLE** : c'est le point le plus sensible de la réforme, qui prévoit un dispositif de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie. D'ici la fin de l'année, les assurés sociaux de plus de 16 ans recevront un carnet de santé. Il permettra d'assurer un meilleur suivi des patients tout en évitant consultations et examens inutiles. L'assuré pourra refuser que les médecins y inscrivent certaines données. En 1999, une carte à puce remplacera la carte d'assuré social et le carnet de santé en papier.

Les médecins devront respecter un taux d'évolution des dépenses d'assurance-maladie fixé par l'Etat (1,3 % en 1997 ; 2,1 % en 1996). En cas de dérapage, ils reverseront tout ou partie du dépassement. Le principe de ces pénalités financières va être fixé par décret, les caisses et les syndicats médicaux devant en définir les modalités pratiques avant le 28 novembre. Les praticiens devront obligatoirement informatiser leurs cabinets d'ici la fin 1998.

La formation médicale continue devient obligatoire, mais cette réforme n'est pas encore mise au point. Pour inciter 6 000 médecins à

cesser leur activité à partir de 56 ans, gouvernement et caisses vont mettre au point un dispositif de préretraite. Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, attend des partenaires sociaux (médecins, caisses, mutuelles, assurances...) des projets de « filières de soins » dans lesquelles le patient, inscrit chez un généraliste de son choix, sera suivi de manière plus systématique mais n'aura plus d'accès direct aux spécialistes.

● **MÉDICAMENT** : le gouvernement veut encourager la prescription des génériques, médicaments vendus moins cher car leur brevet est tombé dans le domaine public. Un décret a été pris, qui permet la comparaison des molécules. L'Agence du médicament va établir la liste de tous les génériques disponibles en France. Un groupe de travail (Etat, caisses, pharmaciens) étudie le droit pour les pharmaciens de substituer à un produit prescrit par le médecin un équivalent moins coûteux.

● **HÔPITAL** : vingt-quatre « agences de l'hospitalisation » (une par région) seront chargées de répartir l'enveloppe régionale de crédits octroyée par l'Etat entre les structures publiques et privées. Elles passeront des contrats avec les établissements et auront la mission de fermer ou de reconstruire des lits, des services, voire des hôpitaux. Les directeurs des agences ont été nommés fin août en conseil des ministres. Ces structures ne seront pas opérationnelles avant plusieurs mois.

Des représentants des usagers vont faire leur entrée dans les conseils d'administration des hôpitaux. Contrairement à ce que M. Juppé envisageait à l'origine, le maire reste, de droit, président du conseil d'administration. Une « Agence nationale d'évaluation et d'accréditation en santé » sera prochainement créée pour élaborer des « références médicales opposables » destinées aux médecins de ville et aux hospitaliers, évaluer les services et, à terme, les accréditer (ou non) sur la base de critères de qualité et de coût.

● **RETRAITE** : M. Juppé avait annoncé, le 15 novembre 1995, la création d'un système d'épargne-retraite facultatif. Le gouvernement a repris une proposition de loi UDF, qui doit être débattue en première lecture à l'Assemblée nationale le 21 septembre. Ce texte prévoit, pour les 14 millions de salariés du privé, la possibilité de souscrire à des « plans d'épargne-retraite » qui leur permettraient, au moment de la retraite, de toucher une rente viagère.

Deux échecs : la politique familiale et les régimes spéciaux de retraites

DEUX RÉFORMES repoussées sine die illustrent les difficultés auxquelles s'est heurté Alain Juppé dans l'application de son plan : les retraites et la politique en faveur de la famille.

« Au nom de la justice, nous engagerons la réforme des régimes spéciaux de retraite », avait annoncé le premier ministre le 15 novembre 1995 devant les députés, ignorant que ce serait le principal détonateur de l'explosion sociale. De réplis en recules, le gouvernement a abandonné ce projet. Le premier ministre voulait aligner les régimes des fonctionnaires et des agents des entreprises publiques sur celui des salariés du privé, en portant de 37,5 ans à 40 ans la durée de cotisation et en créant une caisse de retraite pour les agents de l'Etat.

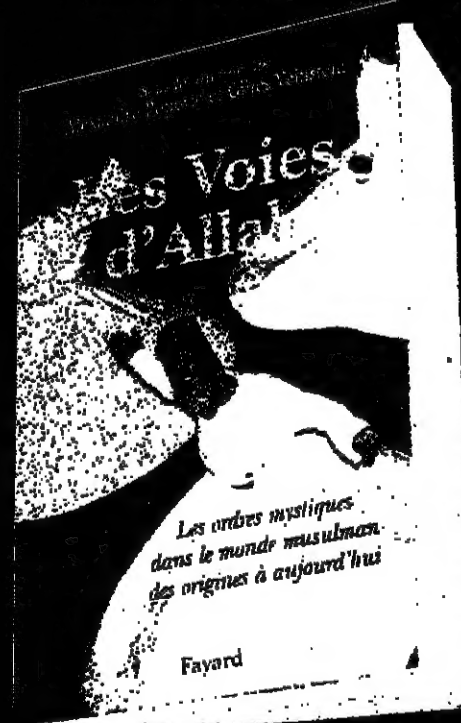
Un expert proche du gouvernement raconte qu'il avait « conseillé de constituer d'abord une commission », sans définir d'orientations trop précises. En vain. A contrecoeur de ce projet, l'Etat patron et des entreprises comme la RATP,

EDF ou GDF signent aujourd'hui des accords pour inciter leurs agents à partir en préretraite dès qu'ils ont 37,5 années de cotisation. M. Juppé s'est également heurté aux associations dès qu'il a annoncé sa décision de « soumettre à l'impôt sur le revenu » les allocations familiales. Il précisait pourtant que cette réforme devait s'accompagner d'une révision du barème de l'impôt sur le revenu, de mesures spécifiques pour les familles modestes ou nombreuses et de l'affectation du produit de la fiscalisation (6 milliards) à la branche famille. Le 6 mai, lors de la réunion de la conférence nationale de la famille, il précisait qu'« il ne s'agit pas d'imposer, mais de proposer ». Un nouveau sommet sur la famille doit se tenir fin 1996 ou début 1997 : il est peu probable, face aux objections de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et de la CFTC, qu'il remette cette réforme à l'ordre du jour.

J.-M. B.

J.-M. B.

Les chemins d'un « autre islam »



726 p.
250 F

Le monde musulman reste pluriel... Une véritable somme sur cette tradition toujours bien vivante des « voies » dans la recherche d'Allah.

Marc Semo, *Libération*

A la multitude des Voies de l'islam confrérique correspond la multiplicité des approches de l'ouvrage... Contre la pensée unique, il était temps de donner la parole aux tenants divers de l'« autre islam »...

Gilles Kepel, *Le Monde*

L'Histoire
chez
FAYARD

Quatre textes soumis au vote des militants du PS

LIONEL JOSPIN s'engage sur le projet économique du Parti socialiste, soumis au vote des adhérents, en adressant une lettre aux militants publiée dans *Vendredi* du 15 novembre. Les militants socialistes auront à se prononcer entre quatre textes : celui adopté par le conseil national du 9 novembre, et trois textes qualifiés par M. Jospin de « contradictoires » : un de la Gauche socialiste, un de Partages et un de Changer. Le premier secrétaire du PS souligne qu'il tenait à cette « cohérence » de la démarche. « Il ne sera donc pas possible de voter une chose et son contraire », écrit-il.

Mercredi 13 novembre, le bureau national du PS a ratifié la procédure de vote. Il y a eu deux votes contre émanant de la Gauche socialiste et trois abstentions (Henri Emmanuelli, Jean Clavary et Jean-Pierre Masseret). Les amendements de Michel Rocard sur le temps de travail, de M. Emmanuelli sur « le réalisme monétaire » et de Partages sur le contrat individuel de société seront publiés « pour information » dans *Vendredi*.

La gauche tente de reprendre la mairie de Fleury-les-Aubrais

LES HABITANTS de Fleury-les-Aubrais (Loiret) retournent aux urnes le 17 novembre, à la suite de l'annulation des élections municipales des 11 et 18 juin 1995 par le Conseil d'Etat. La liste de droite conduite par Pierre Bauchet (UDF-CDS) l'avait alors emporté avec un écart de seize voix sur la liste sortante menée par Alain Romero (PCF) et sur une liste divers gauche, mais le Conseil d'Etat a estimé qu'un tract diffusé hors délais par la droite a pu fausser les résultats.

Trois listes iront à la bataille. Le Front national est absent du scrutin. A la tête d'une liste d'union de la gauche, le PCF va tenter de reprendre un de ses bastions. Le succès de Pierre Bauchet en 1995 avait été facilité par le maintien au second tour d'une deuxième liste de gauche et écologiste, conduite par Gilles Orselly. M. Orselly a aujourd'hui intégré la liste d'union de la gauche. Une liste conduite par Alain Lambert, adjoint sous une ancienne municipalité communiste, risque de compliquer la reconquête de la gauche.

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : le ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, a réagi, mercredi 13 novembre, aux critiques suscitées, notamment dans les rangs du patronat local, par le projet de zone franche adopté le jour-même par le conseil des ministres (*Le Monde* du 14 novembre). « L'Assemblée corse et les forces syndicales et patronales corse demandent beaucoup plus, et le Conseil d'Etat nous met en garde de ne pas en faire trop pour ne pas créer un déséquilibre par rapport aux autres régions françaises », a-t-il ajouté en référence à l'avis négatif émis par ce dernier.

■ **DÉMÉNAGEMENT** : le Parti socialiste va quitter pendant cinq mois, de décembre à avril, son siège de la rue de Solferino pour s'installer au 73, rue de Vaugirard, dans le VI^e arrondissement de Paris. Durant cette période, il va effectuer des travaux d'aménagement de son siège pour un coût de 20 millions de francs, dont il autofinancera 15 millions.

■ **ANNULATION** : l'élection municipale du Barcarès (Pyrénées-Orientales), dont le maire est Alain Ferrand (RPR), a été annulée, mercredi 13 novembre, par le Conseil d'Etat. De nouvelles élections seront organisées dans un délai de deux mois. L'ancien premier magistrat de la ville, Claude Got (div. g.), avait contesté l'élection des 11 et 18 juin 1995, acquise avec dix-neuf voix d'écart. Son adversaire reprochait à M. Ferrand l'organisation d'une paella géante qui avait constitué, selon lui, une « pression électorale ».

■ **PARIS** : le commissaire du gouvernement a conclu, le 13 novembre, devant le Conseil d'Etat, à l'annulation du jugement du tribunal administratif de Paris qui avait prononcé en décembre 1995 l'invalidation et l'ineligibilité de Pierre-Christian Taittinger, maire RPR du XVI^e arrondissement. Il a estimé qu'un don illégal de 26 000 francs en provenance d'une personne morale n'était pas de nature à entraîner l'ineligibilité de M. Taittinger dont la liste avait obtenu 16 000 voix de plus que la suivante.

■ **RÉFORME DE L'ETAT** : le premier ministre a publié une circulaire « relative au paiement rapide des sommes dues par l'Etat et certains de ses établissements publics, au titre des achats publics », au *Journal officiel* du 8 novembre. Ce texte instaure une procédure d'urgence pour que l'administration paie rapidement les sommes dues aux entreprises.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75

VENTE VOLONTAIRE
DATE MODIFIÉE :
MERCREDI 11 DECEMBRE 1996 à 14H30
en la Chambre des Notaires
12, avenue Victoria à PARIS (1er)
FONDS DE COMMERCE
RODIN
sis 36, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
à PARIS (8ème)
(autres activités autorisées au bail, à négocier)
Surface utile totale : 1727 m² sur 5 niveaux
dont 560 m² au rez-de-chaussée
(ce magasin occupe la totalité de l'immeuble)

MISE A PRIX : 70.000.000 de Frs
ne pouvant être baissée.

Cahier des charges à consulter :
Maitre Marc ALLEZ, Notaire à PARIS (75008),
25, avenue George V. - Tél : 01.47.23.61.67
VISITE des locaux sur rendez-vous : Tél : 01.43.59.58.82.

75

Vente au Palais de Justice de Paris, Jeudi 5 Décembre 1996 à 14h30
APPARTEMENT à PARIS 8ème
21, rue Tronchet
au 3ème étage, comprenant : entrée, 2 pièces, cuisine, wc
couloir, 3 chambres dont une avec salle d'eau, salle de bains

MISE A PRIX : 1.100.000 Frs

S'adresser à Me HOCQUARD, Avocat au Barreau de Paris
7, rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS - Tél : 01.45.61.04.70
Sur les lieux pour visiter le Jeudi 28 Novembre 1996 de 9h30 à 10h30

Le RPR et le PR ont été largement déficitaires, contrairement au FN, en 1995

Les comptes des partis confirment leurs difficultés à se passer des aides des entreprises

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a publié, mercredi 13 novembre, au *Journal officiel*, les

comptes des partis pour 1995. La Constitution prévoyant que les partis « se forment et exercent leur activité librement », cette commis-

sion ne dispose pas de pouvoirs d'investigation sur les documents qui lui sont fournis. Ils doivent, toutefois, respecter un plan comptable.

L'INTERDICTION du financement des partis politiques et des campagnes électorales par les entreprises ont eu des répercussions très variables sur les comptes des formations politiques pour 1995, tels qu'ils sont publiés au *Journal officiel* daté 11, 12, et 13 novembre, par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP).

Parmi les 161 partis répertoriés (contre 138 en 1994), certains arborent des déficits records, comme le RPR (47,1 millions de francs) et le Parti républicain (33,7 millions), d'autres de confortables excédents, en tête desquels le Front national (13,3 millions).

Depuis 1991, la loi impose aux partis politiques qui bénéficient d'une aide de l'Etat, ou qui recueillent des dons par l'intermédiaire d'un mandataire financier, de déposer leurs comptes, certifiés, auprès de cette commission.

Sur les 161 partis astreints cette année à cette obligation, 130 l'ont fait dans les délais, et 128 ont été jugés conformes. La commission ne dispose que de pouvoirs restreints, puisqu'elle n'est pas habilitée à conduire des investigations ou à exercer un contrôle sur les « opérations retracées dans les documents comptables » qui lui sont remis. Comme, en outre, les comptes des partis font l'objet d'une simple « publication sommaire », il est parfois difficile d'en faire une lecture très éclairante.

Les comptes de 1995 présentent cependant un intérêt particulier : à compter du 22 janvier, et pour la première année, les partis n'avaient plus le droit de recueillir

des fonds auprès des entreprises. Même si l'aide de l'Etat était déjà, et de loin, la première ressource des formations qui en bénéficient, les financements d'entreprises constituaient, en 1994, une part très importante de leurs ressources.

RÉPERCUSSIONS INÉGALES

Le RPR déclarait 46 millions de dons d'entreprises (15,7 % de ses recettes), suivi par le PS (39 millions), le PR (22 millions) et le PC (15 millions). A l'inverse, le Front national affichait moins de 400 000 francs de dons.

La suppression de cette manne a eu des répercussions inégales. Le RPR en a d'autant plus pâti qu'il n'a pas réduit ses dépenses (308 millions). Pour limiter à 34,5 millions l'augmentation de ses pertes, le parti chiraquien, confronté par ailleurs à une baisse des cotisations (-5 millions) et des dons des particuliers

(-6 millions) a bénéficié d'une hausse de 17 millions de sa ligne « autres produits ». Par ailleurs aux prises avec la justice pour son financement passé, le Parti républicain est la seconde victime de l'interdiction des dons des entreprises : son déficit (33,7 millions) dépasse la moitié de ses ressources.

Face à la disparition de 38 millions de dons d'entreprises, le PS a choisi de suivre une cure drastique. Il affiche des dépenses en baisse de près de 52 millions (-21 %), performance obtenue grâce à la disparition de 78 millions des postes « autres charges externes » et « autres charges d'exploitation ». Et si les « autres produits » et les « produits d'exploitation » diminuent de 18 millions, le parti de Lionel Jospin a pu compter sur une augmentation des cotisations des élus, des dons des particuliers et du produit des manifestations et colloques. Il

réussit à finir l'exercice en excédent d'un million de francs.

Le PCF, qui était pourtant un consommateur non négligeable de dons de personnes morales, parvient à maintenir un budget élevé (120 millions) et en équilibre. L'augmentation de la ligne « produits exceptionnels » et l'apparition de « reprises sur provisions et amortissements » de 10 millions le lui permettent.

La bonne santé électorale du Front national se retrouve dans ses comptes : peu tributaire des dons d'entreprises en 1994, il augmente, en 1995 ses dépenses (+8,6 millions), et son excédent (13,3 millions), bien que ses cotisations de ses adhérents de 2 millions et de la contribution de ses élus de plus de 4 millions.

Les comptes réservent parfois des surprises. On apprend ainsi que, loin de se résumer à un parti d'élus, le Centre national des indépendants et paysans (CNI) dispose d'adhérents nombreux et fidèles, dont les cotisations (4,4 millions) financent plus de la moitié des dépenses.

On notera également que le Mouvement pour la France, de Philippe de Villiers, affiche des dons de particuliers d'un montant de plus de 10 millions de francs, soit deux fois plus que le PS, autant que le FN, et près de la moitié du RPR, champion de cette catégorie. Précisons enfin que, parmi les cinq comptes jugés non conformes par la CCFP, figure celui de Chasse, pêche, nature et traditions.

Cécile Chambrault

Nouvelle nuit de troubles à Cayenne

TREIZE PERSONNES ont été interpellées, jeudi 14 novembre, à la suite d'une nouvelle nuit de trouble à Cayenne. Ces incidents sont intervenus après les déclarations de Jacques Chirac, mercredi 13. Au conseil des ministres, le chef de l'Etat, cité par le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouze, a insisté pour qu'une attention particulière soit apportée par le gouvernement à la solution du problème qui avait été le détonateur de cette crise, et qui étaient les revendications des lycéens de Cayenne.

M. Chirac a demandé à François Bayrou, ministre de l'éducation, et à Jean-Jacques de Peretti, ministre de l'outre-mer, « qui vont se rendre prochainement à Cayenne, de veiller à ce que ces revendications soient satisfaites ».

Mercredi, Cayenne a vécu au ralenti, pour cause de grève générale. Les commerces du centre-ville sont restés fermés, comme la majorité

des administrations, parfois par crainte d'éventuels débordements de la manifestation de soutien aux lycéens en grève, organisée, le même jour, par l'Union des travailleurs guyanais.

En fin de soirée, selon notre correspondant en Guyane, le préfet ne disposait d'aucun chiffre de participation à la grève générale. A Paris, le ministre de l'outre-mer semblait regretter que plusieurs ministres de pays arabes aient dû renoncer à assister au lancement de la fusée Ariane, en raison du blocage de l'aéroport de Cayenne-Rochambeau et de la suspension des vols d'Air France.

Les lycéens, à l'origine de la crise, ont annoncé que, suite aux déclarations de M. Chirac, ils allaient faire le point, jeudi 14, avec leurs parents. Mercredi soir, le préfet a annoncé qu'un inspecteur général de l'éducation nationale se rendrait en Guyane, dès la semaine prochaine, pour préparer la visite, début décembre, des ministres de l'éducation nationale et de l'outre-mer.

« Je suis confiant dans le retour au calme, mais reste à accomplir un travail colossal en matière de développement économique », a déclaré au *Monde* Jean-Jacques de Peretti. Après l'attaque d'une ammunition et les scènes de violence qui ont vu, notamment, deux gendarmes blessés par balles, le ministre délégué à l'outre-mer met en cause des « casseurs » qui ont profité du mouvement de protestation des lycéens ainsi que la mouvance indépendantiste, jusqu'ici peu active. A mots

couverts, M. de Peretti juge sévèrement la classe politique locale, dont plusieurs représentants sont compromis dans des affaires de trafic d'influence.

Ce sentiment est partagé par Christiane Taubira-Delanon, députée (RL) de Guyane et parlementaire européen, actuellement en métropole, qui dénonce « l'incapacité à entretenir les élèves et les autorités ». Sensible, dans sa jeunesse, aux thèses indépendantistes, M^{me} Taubira-Delanon estime que certains médias locaux relevant de cette mouvance ont une responsabilité dans la dérive des manifestations.

J.-L. S.

M. Jospin appelle la gauche à « ne pas disperser » ses voix à Dreux

DREUX
de notre envoyée spéciale
Moment symbolique, mercredi 13 novembre, pour les socialistes de Dreux (Eure-et-Loir) : Lionel Jospin traverse la Grande-Rue, artère principale de la ville, pour aller serrer la main du patron de la Brasserie des fontaines, Jacques Duval, qui avait été exclu du PS en 1989.

Avant que celui-ci refuse pour motif personnel, les socialistes avaient envisagé, dans un esprit de réconciliation, en faire leur tête de liste. Venu soutenir la liste « Dreux, rassemblée avec la gauche », menée par le socialiste Maurice Ravanne, le premier secrétaire du PS a insisté, lors d'une conférence de presse, sur la nécessité de cette union pour « être un des deux premiers au premier tour ».

« Il ne faut pas disperser les voix de gauche », a souligné M. Jospin, en regrettant la présence de deux listes d'extrême gauche. C'est « le droit de ces mouvements », mais ce n'était « pas opportun », a-t-il déclaré, avant d'inviter les Drouais à

« une vote utile dès le premier tour ». Pour M. Jospin, cette élection doit être l'occasion de « sanctionner le gouvernement », en votant contre Gérard Hamel, maire sortant et député RPR.

Interrogé sur l'attitude du PS au second tour, en cas d'absence de la gauche, et la possibilité d'un « front républicain », M. Jospin n'a retenu que le cas de figure où le PS serait dans les deux premiers, devant la liste de M. Hamel. Ce sera alors, a-t-il ajouté, « l'occasion de tester l'esprit républicain » de M. Hamel.

Au même moment, à l'Assemblée nationale, Eric Raoult, ministre délégué à la ville, affirmait qu'il y avait un « défi républicain à relever » le 17 novembre à Dreux. « Dimanche, nous serons tous Drouais, et nous souhaitons à Dreux le sourire de Marianne et le rictus de Marie-France », a-t-il ajouté, en faisant allusion à Marie-France Stirbolis qui mène la liste d'extrême droite.

Christiane Chambrault

Retrouvez le
Supplément
Multimédia
dans
le nouvel
Observateur
le 14 novembre

et gagnez 100 exemplaires* de

L'ATLAS HACHETTE
MULTIMÉDIA

* C.D. ROM PC ou Macintosh

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 15 NOVEMBRE 1996

ÉDUCATION L'Assemblée nationale a entamé, jeudi 14 novembre, la discussion du projet de budget de l'éducation nationale, premier budget de l'Etat. Pour la

première fois depuis cinquante ans, il prévoit la suppression de près de 5 000 postes dans le primaire et le secondaire, justifiées par la diminution du nombre d'élèves. Ce bud-

get marque un nouveau virage dans la politique d'embauche du ministère de l'éducation nationale. Après la crise de recrutement du milieu des années 1980, des milliers de postes

ont été créés au début des années 1990. Cet âge d'or semble désormais terminé. Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) font face à un afflux de can-

didats : leur nombre a pratiquement triplé en cinq ans. En réponse, les directeurs d'IUFM mettent progressivement en place des critères de sélection de plus en plus sévères.

L'âge d'or du recrutement des enseignants est bel et bien terminé

Le budget 1997 de l'éducation nationale, examiné par les députés jeudi 14 novembre, prévoit la suppression de 5 000 postes dans le primaire et le secondaire. Après les embauches massives du début des années 90, un nouveau tournant s'amorce sous le signe de la rigueur

FRANÇOIS BAYROU défend pour la quatrième fois le budget de l'éducation nationale, dont l'examen a commencé, jeudi 14 novembre, à l'Assemblée nationale. Au fil des ans, l'exercice a peut-être gagné en familiarité pour le ministre, mais il n'a pas perdu en difficulté. En 1997, pour la première fois depuis cinquante ans, la loi de finances affichera des suppressions de postes d'enseignants. La rue de Grenelle les justifie par la diminution du nombre d'élèves et fait valoir dans le même temps son effort pour l'enseignement supérieur, soit 2 700 créations de postes.

L'effet n'en demeure pas moins fort. L'an prochain, l'école aura perdu 4 965 emplois. Dans le premier degré, ces suppressions portent sur 1 700 emplois de professeurs des écoles stagiaires,

nombre de bénéficiaires de l'allocation d'IUFM, dont le montant est passé de 70 000 francs par an à 60 000 francs l'an dernier, se réduit comme une peau de chagrin ; les allocations de prérecrutement disparaissent en 1997 ; l'indemnité de première affectation sera bientôt un souvenir. Cette politique a des conséquences à long terme. Pour ceux qui douteraient encore que l'éducation nationale reforme brutalement les bras qu'elle avait grands ouverts, il suffira d'examiner le nombre de postes mis aux concours. En augmentation constante depuis la fin des années 80, puis stabilisés à 33 000 de 1993 à 1995, ils ont diminué de 7,1 % en 1996.

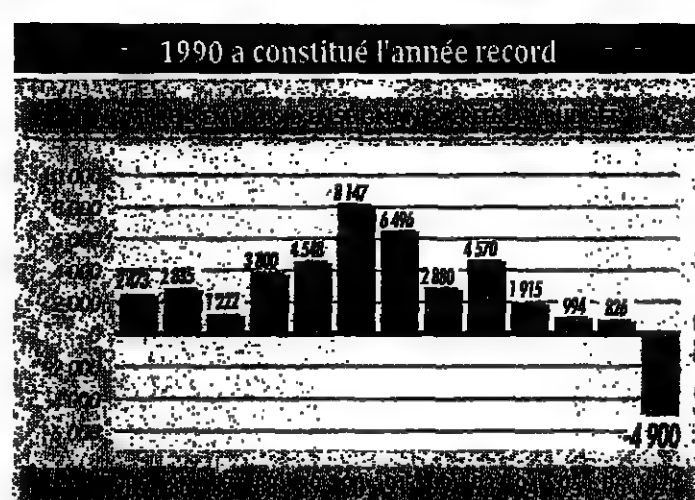
L'affaire des listes complémentaires, survenue à la fin du mois d'août, a, plus que tout, marqué les esprits. Sans crier gare, le

ministère a engagé des formations en ayant « le souci d'éviter les effets d'accrochage connus par le passé ». C'est bien là que le bât blesse. Pressé par Bercy, le ministère de l'éducation nationale multiplie les efforts pour diminuer le nombre de fonctionnaires.

LE TEMPS DU « SANG NEUF »

L'époque où les campagnes de recrutement rivalisaient de séduction pour attirer l'étudiant - joliment qualifié de « sang neuf », par opposition aux auxiliaires qui passaient les concours internes - n'est pourtant pas si loin. Celle de 1992, « pensée » par une agence de communication, reposait sur une importante campagne d'affiches, où l'on voyait « une femme à la quarantaine sereine et trois jeunes gens » qui proposaient de parler du « plaisir d'enseigner ». On disait : « Profession, professeur, un beau métier, un grand métier ».

C'était au temps de la crise du recrutement. Une fois diagnostiquée, car peu d'experts virent venir la formidable demande sociale d'éducation accrochée au slogan de « 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat », les ministres mirent les bouchées doubles : début de prévisions dignes de ce nom sous René Monory ; revalorisation des salaires ; créations de primes ; recrutement au niveau de la licence pour tous les enseignants ; mise en place des IUFM sous Lo-



nel Jospin. Mais aussi embauche massive de travailleurs précaires comme les maîtres-auxiliaires pour faire face à la demande.

En moins de dix ans, le retour à la situation est total. Les « maîtres-aux », dont le nombre a considérablement diminué, sont au chômage ou titularisés (1 000 allocations de première année d'IUFM sont maintenues pour les « MA » qui préparent un concours), tandis que les condi-

tions de travail des enseignants débutants se sont « précairisées ». Le nombre de titulaires académiques, qui ne disposent pas d'un poste fixe, a explosé. De jeunes profs attendent chez eux que le rectorat les appelle, ou acceptent de ne pas enseigner dans leur discipline, voire prennent un poste de documentation. Les académies et les disciplines déficitaires deviennent l'exception.

En raison du veto du ministère

des finances, qui répuge à s'engager sur la durée, le ministère de l'éducation nationale n'est jamais parvenu à publier un plan pluri-annuel de recrutement, qui aurait permis d'éviter les à-coups dans sa politique d'embauche. La loi de programmation, votée en 1995, n'a pas pu en tenir lieu, battue en brèche par le principe de l'annualité budgétaire. Seul le document de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) intitulé *Projection du système éducatif, ralentissements ?* (Education et Formations, n° 47, octobre 1996), qui paraît cette année pour la cinquième fois, permet de se faire une idée de l'avenir.

Dans le premier degré, en raison de la pyramide des âges, les départs à la retraite vont s'accroître dans quelques années : de 1998 à 2005, il faudra remplacer environ 16 250 enseignants par an. Dans le second degré, pour la même période, il en faudra 12 150 par an, avec des besoins plus marqués en sciences et en langues vivantes. « On peut estimer à 38 % la proportion des titulaires en activité en 1994-1995 qui partiront d'ici 2005 », écrit la DEP. Même si la baisse des effectifs d'élèves se poursuit, comme cela semble devoir être le cas, ces données n'annoncent-elles pas un nouveau « coup d'accordéon » ?

Béatrice Gurrey

Le supérieur échappe à la diète

En regard des 4 900 suppressions de postes dans le secteur scolaire, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, fait valoir les 2 700 créations obtenues en faveur de l'enseignement supérieur. Même si les syndicats estiment ce chiffre nettement insuffisant, cette augmentation accompagne le plan d'urgence et de rattrapage en faveur des universités adopté en décembre 1995. Au total, il est prévu de recruter 910 enseignants-chercheurs, dont 206 professeurs d'université, 438 professeurs agrégés du second degré (PRAG), 100 professeurs certifiés, 40 professeurs associés à mi-temps (PAST) et 12 emplois d'enseignants provenant des Ecoles normales supérieures. S'y ajoutent 1 000 emplois de personnels non enseignants (ATOSS) et 200 postes dans les bibliothèques. Le recrutement dans le supérieur n'a cessé de croître depuis le début des années 90. Après une augmentation de 3 010 postes en 1991, 2 700 en 1992 et 3 679 en 1993, ce mouvement avait été freiné en 1994 et en 1995 avec 1 050 et 1 150 créations.

700 d'instituteurs et 380 d'élèves préparant le concours de recrutement en IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres). Dans le second degré, 200 emplois d'agrégés, 200 de certifiés, 715 de stagiaires, 60 de professeurs de lycées professionnels et 1 010 emplois d'assistants étrangers seront supprimés. Davantage qu'un discours, ces chiffres devraient parler aux étudiants, qui se pressent en rangs touffus plus serrés aux portes des IUFM, ou des universités, pour passer les concours de recrutement d'enseignants.

L'HEURE DU NEUF

Ces candidats auront remarqué un autre signal. La suppression progressive des aides « créées pour inciter les jeunes à embrasser la carrière d'enseignant », comme le note le rapport de la commission des finances de l'Assemblée, montre assez bien que l'heure est au repli. Le

ministère a refusé aux candidats inscrits sur ces listes leur admission définitive aux concours lorsque des candidats de la liste principale se désistent. Cette pratique était pourtant si bien ancrée dans les mœurs, que les statistiques officielles font état depuis dix ans du nombre d'inscrits sur listes complémentaires et du nombre de candidats finalement retenus. L'an dernier, ces chiffres s'élevaient respectivement à 4 958 et 2 360. L'affaire s'est conclue le 31 octobre par l'admission des candidats, mais il aura tout de même fallu une forte pression syndicale, politique - et le début d'une grève de la faim pour quatre d'entre eux.

Le message est limpide. Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne), le souligne : « Il est clair que cette baisse des recrutements devra être poursuivie », écrit le rapporteur du budget. Il ajoute néanmoins qu'il faudra « tenir compte du fait que les

« Chers M. Jusquin, j'ai présenté loup dans l'âme. Je me sens méchamment chien ces jours-ci. Fonctionnaire en laisse, attaché à R. Affreux niche ! Contrairement à celui de la fable [Le Chien et le Loup, de La Fontaine, NDRL], je méprise une évasion. Revenir dès l'année prochaine dans l'académie de Grenoble, comme titulaire académique (TA) ou titulaire remplaçant (TR) à Romans ou à Saint-Jean de Maurienne et, de là, repartir à zéro point [de barème] et attendre encore plus longtemps pour me rapprocher de Grenoble ? Non, et j'espère ne pas devoir regretter le choix que j'ai fait : rester TR dans ce chien d'endroit, le temps d'accumuler assez de points pour rentrer à Grenoble. Car six mois écoulés me semblent une éternité et il va falloir tenir deux, trois, voire quatre ans. Pas ça ! Pas quatre ans ! Ayant répondu « c'est plus prudent (plus chien) ! » - à postuler dans les bacheliers privés de Grenoble, je me demande si je ne vais pas finalement demander à être TA, c'est-à-dire titulaire d'un poste n'importe où dans l'académie. »

Jeune professeur de lettres nommé pour son premier poste dans les Ardennes, alors qu'il avait demandé l'académie de Besançon,

Lettres d'un premier poste dans les Ardennes

Pierre écrit à tout le monde pour conjurer l'enlèvement. A ses amis parisiens, à son ancien formateur, à Grenoble (Isère). Stagiaire dans cette académie pendant la deuxième année d'IUFM, il n'a « même pas tenté d'y demander un poste », sûr qu'il était de ne pas l'obtenir. Pierre y avait connu des « conditions idéales d'enseignement, dans un bachelier génial avec le plus grand CDI [Centre d'information et de documentation] de France, deux salles informatiques, une salle de danse, des collègues stimulants avec lesquels on apprenait sans cesse ».

Quand un Parisien - ce qu'il fut pendant vingt-quatre ans - se met à almer la montagne, il n'y renonce pas de sitôt. Les petits calculs se font très vite : titulaire stable d'un poste « normal », on gagne dix points par an au barème ; titulaire académique avec un poste quelque part dans l'académie et les frais de déplacement à sa charge, c'est vingt points ; titulaire remplaçant, nommé n'importe où et condamné au nomadisme, c'est trente points.

Le changement perpétuel, voilà l'aubaine, quand on est célibataire et plutôt exigeant.

« J'aime changer. Il n'y a rien de plus chiant qu'une salle des profs quand personne n'a vraiment envie de travailler en équipe », déclare Pierre. Ce que sa lettre ne dit pas, c'est l'enlèvement d'un bourg en lisière de Belgique. L'élève de cinquième désespérée qui, à quinze ans, veut « se jeter par la fenêtre ». Les éclairs de bonheur quand la classe aime la littérature. Les profs qui donnent les mêmes cours depuis trente ans.

Pourtant, après quelques mois, Pierre raconte qu'il « n'est plus le même ». « C'est pour ces enfants-là, qui connaissent une grande misère affective, matérielle, intellectuelle, que j'ai envie de me battre », s'enflamme-t-il. Une antienne l'exaspère : « Il ne faut pas retarder les bons en occupant des mauvais ». « Justement, ce sont eux - qu'on dit mauvais - dont j'ai envie de faire mon cheval de bataille. Si je continue à faire ce boulot, c'est pour cela », se convainc-t-il. Ce ne devait pas être un moment de doute, comme il en connaît quelquefois, dans ce pays où il y a « incroyablement plus de brouillard qu'ailleurs ».

B. G.

Victimes de leur succès, les IUFM soumettent leur recrutement à une sélection de plus en plus sévère

LA SUPPRESSION des allocations attribuées aux étudiants des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) marque-t-elle, à sa façon, la fin de l'âge d'or du recrutement des enseignants ? Créées pour attirer les meilleurs d'entre eux au professorat, particulièrement dans les zones déficitaires du nord de la Loire, ces incitations financières ont incontestablement produit leur effet. Leur existence n'explique pas totalement le renversement de tendance intervenu à la fin des années 1980 à l'égard d'une profession qui était alors en perte de vitesse. Le ministère de l'éducation peinait à trouver des candidats pour occuper les postes disponibles. Il lui faut aujourd'hui gérer la situation inverse, celle d'une pléthore de demandes.

Depuis leur création, le nombre d'inscrits dans les IUFM a doublé, tandis que celui des candidatures a triplé, malgré l'élévation du niveau de recrutement après la licence. En 1991, 27 609 places étaient proposées en première année pour 70 078 candidats. Trois ans plus tard, les établissements ont enregistré 193 603 demandes (25 650 de plus qu'en 1994) pour 58 663 places. Selon les premières estima-

tions de la rentrée, ce phénomène de croissance exceptionnel aurait tendance à se stabiliser, avec, comme le note Alain Bouvier, président de la conférence des directeurs d'IUFM, une meilleure répartition sur l'ensemble du territoire et un équilibre plus harmonieux dans les différents concours du professorat des écoles, des collèges et des lycées.

Le ministère a choisi l'arme financière comme instrument de dissuasion. Certes, les étudiants d'IUFM, comme les autres, pourront toujours bénéficier de bourses dont le nombre et le montant n'ont toutefois guère été réduits. « La suppression de ces allocations va empêcher un grand nombre d'étudiants de se consacrer entièrement à la préparation des concours. C'est leur faire prendre un risque majeur », s'inquiète Maryvonne Baron, du SGEN-CFDT. De son côté, le SNES se souvient que « la suppression des IPES à la fin des années 70 a conduit à la grave crise de recrutement des années 80 ».

Appliquée depuis l'an dernier, la diminution des allocations pour les étudiants de première année aurait déjà commencé à produire des effets négatifs. Grâce aux do-

ntations accordées dans une académie réputée difficile et déficitaire, l'IUFM de Créteil pouvait espérer attirer des étudiants parisiens. Depuis cette rentrée, certaines filières n'ont pas, de beaucoup, rempli leurs capacités d'accueil.

Cette exception liée à la région parisienne est loin d'être la règle. Dans un rapport d'expertise publié en décembre 1995, la mission scientifique et technique du ministère posait explicitement la question de la « régulation des flux ». Faut-il continuer à laisser s'engager dans des filières universitaires à débouché unique un nombre disproportionné d'étudiants par rapport aux possibilités de recrutement, s'interrogeaient les « experts » ?

Dans leur majorité, les directeurs d'IUFM ont tranché. Ils ont choisi de renforcer la sélection, sur la base de critères « souvent mal définis », reconnaît M. Bouvier. Pour lui, « les IUFM ont été créés pour recruter et former les meilleurs étudiants selon les besoins de recrutement de l'éducation nationale. Il n'est pas anormal que, pour remplir cette mission, ils aient le souci de l'excellence et de la qualité ». Les étudiants ne refusent pas les tests, ajoute-t-il. Au contraire, ils sou-

haitent que la règle du jeu respecte des critères d'équité et de transparence. « Ce principe a récemment été remis en cause par deux tribunaux administratifs saisis par Graziella Peludero, quarante-quatre ans. Mère de famille de trois enfants, cadre d'entreprise en voie de reconversion, son inscription à la préparation au concours de Capes de sciences économiques avait été

fondée sur l'absence des IUFM dans la liste des établissements autorisés par la loi Savary de 1984 à pratiquer la sélection « en fonction des capacités d'accueil ».

Cette « jurisprudence » ne semble guère inquiéter les directeurs d'IUFM. A la différence des responsables des sections d'activités physiques et sportives, ils ne sont pas encore submergés de re-

« La suppression des allocations va empêcher un grand nombre d'étudiants de se consacrer entièrement à la préparation des concours. C'est leur faire prendre un risque majeur »

refusée par les IUFM de Paris et de Versailles. Dans un arrêt rendu le 15 novembre 1995, les magistrats de Paris ont jugé « contraires au principe d'égalité d'accès aux fonctions publiques » les critères réservés l'inscription aux seuls étudiants de Paris-I ayant passé leur diplôme depuis moins de trois ans. Dans un arrêt rendu le 28 mai 1996, ceux de Versailles se sont

concentrés sur l'absence des IUFM dans la liste des établissements autorisés par la loi Savary de 1984 à pratiquer la sélection « en fonction des capacités d'accueil ».

Dans les universités, certains présidents s'impatientent. « Il n'est pas normal que les IUFM s'attribuent les meilleurs candidats avec

les meilleures chances de succès aux concours alors que les universités doivent subir la charge de gérer la masse des étudiants », s'insurge Anne-Marie Cocula, présidente de l'université littéraire de Bordeaux-MIII. Certes, la préparation des concours de professeurs des lycées et collèges, jusqu'à présent la « spécialité » des universités, reste ouverte à l'ensemble des étudiants. Mais les taux de réussite restent faibles en comparaison de ceux des IUFM, qui s'attribuent « 65 % de parts de marché ».

Victimes de leur succès, les IUFM sont en situation d'équilibre fragile. Aucune voix ne s'élève plus pour contester les formations didactiques et la préparation professionnelle « en situation au métier », bien que cet enseignement soit contesté par des étudiants soumis à la pression de concours centrés sur la discipline et le savoir. Au moment où les établissements s'apprentent à signer leurs contrats quadriennaux de développement, Alain Bouvier s'interroge encore : « Il serait sans doute nécessaire que, par le biais du concours de recrutement, le ministère précise ce qu'il attend de ses futurs enseignants. »

Michel Delberghe

Alain Juppé a installé un Observatoire chargé de renforcer la surveillance des sectes

Des personnalités mettent en garde contre le risque de « chasse aux sorcières »

Alain Juppé a installé, mercredi 13 novembre, un Observatoire interministériel chargé de renforcer la lutte contre les sectes. La création de cet

organisme, comprenant une trentaine de personnalités, à l'exclusion des associations de défense, était la principale proposition du rapport

de la commission d'enquête parlementaire sur les sectes. Selon le premier ministre, un nouvel arsenal juridique n'est pas nécessaire.

LA CRÉATION d'un Observatoire interministériel sur les sectes, installé mercredi 13 novembre par Alain Juppé, est l'application jusqu'ici la plus spectaculaire du rapport de la commission d'enquête parlementaire publié le 10 janvier 1994, soit quelques jours après le deuxième massacre de l'Ordre du Temple solaire (OTS). L'installation de cet organisme traduit une prise de conscience sans précédent en France, au niveau politique et administratif, de la gravité de la situation.

Le rapport parlementaire évaluait à cent soixante-douze le nombre de groupes dangereux qualifiés de « sectes » et à 250 000 celui des « adeptes » plus ou moins occasionnels et sympathisants. Pourtant, il avait conclu à la nécessité non pas d'un renforcement de l'arsenal réglementaire et législatif, estimé suffisant, mais d'une rigueur plus grande dans son application. En l'absence, de définition juridique de la « secte », Alain Juppé a rappelé, mercredi soir, son opposition à la création d'un dispositif de lutte spécifique : « Il n'est pas question, a-t-il dit, de revenir à ce que je ne sais quelle inquisition. »

DOUBLE FONCTION

La fonction de cet Observatoire sera double : analyser l'évolution des phénomènes sectaires et faire des propositions au gouvernement en vue d'améliorer les moyens de lutte dans le domaine pénal, fiscal

ou policier (atteintes à l'ordre public). Chaque année, un rapport sera remis au premier ministre, puis transmis au Parlement. Cet organisme est composé d'une trentaine de personnalités, représentant les ministères concernés (Justice, Éducation, Intérieur, etc.), l'Assemblée nationale - dont Alain Gest, président de la commission d'enquête, et Jacques Guyard, rapporteur - et le Sénat, ainsi que des responsables associatifs, à l'exclusion des associations de défense contre les sectes.

Si tout le monde est d'accord sur l'urgence qu'il y a à identifier les sectes « dangereuses » et à les mettre hors d'état de nuire, le débat prend toutefois de l'ampleur en France sur les risques de chasse aux sorcières. Des questions posées sur les limites de la lutte antisection - au regard des libertés de conscience, d'association ou de religion - sont soulevées par des sociologues (Le Monde du 9 février), des avocats ou des responsables religieux.

Ceux-ci s'étaient déjà élevés contre les méthodes de la commission d'enquête parlementaire, accusée d'avoir ignoré les travaux universitaires et scientifiques pour ne retenir que les informations policières ou les plaintes d'associations militantes. Des polémiques ont suivi - autour de l'Arbre du milieu ou de l'Office culturel de Cluny -, qui ont pu faire croire à des dérapages. A présent, ils mettent en doute la neutralité de

certaines membres du nouvel Observatoire, considérées comme des « activistes » de la lutte antisection, notamment le psychiatre Jean-Marie Abgrail ou le général Jean-Pierre Morin, auteur de livres favorables à une législation réprimant le « viol psychologique ».

UN CENTRE PRIVÉ

Une résistance s'organise donc contre le mouvement « anti-sectes », notamment composé des Associations de défense de la famille et de l'individu (ADFI) ou du Centre de contrôle des manipulations mentales (CCMM), qui obtiennent, auprès des pouvoirs publics et des médias, des cautions grandissantes.

Ainsi, des avocats spécialisés dans les affaires de sectes, comme Jean-Marc Florand ou Olivier-Louis Seguy, ont-ils décidé de créer un observatoire privé d'étude des sectes (Le Monde du 27 avril). De même vient de s'implanter en France un laboratoire du Centre d'information sur les nouvelles religions (Cesnur), fondé en 1988, en Italie, par Massimo Introvigne et regroupant des universitaires spécialisés dans les groupes religieux minoritaires.

Cesur-France vient de publier un ouvrage, *Pour en finir avec les sectes*, sous la direction de Massimo Introvigne et de l'Américain Gordon Melton et avec la caution de sociologues français comme Jean Baubérot et Emile Poulat, qui est une sorte de contre-rapport

parlementaire. Au cours d'un récent colloque à la Sorbonne, ces scientifiques ont exprimé la crainte que, comme aux États-Unis, la lutte contre les sectes ne justifie, en France, les pires abus.

D'abord spécialisés dans la lutte contre les grandes sectes (Moon, Scientologie, Dévôts de Krishna), la mouvance « anti-sectes » française, comme outre-Atlantique, aurait, disent-ils, dérivé en cherchant à « étendre ses cibles » à partir de concepts de « lavage de cerveau » et de « déstabilisation mentale ». Comme aux États-Unis, des psychiatres - comme Jean-Marie Abgrail - ou des prêtres - comme Jacques Trouslard, dont l'action n'est pas reconnue par la hiérarchie catholique - font de plus en plus figure, dans la classe politique ou médiatique, d'experts qualifiés.

Le débat est ouvert mais paraît difficile. Ceux qui défendent des positions de prudence sont souvent soupçonnés soit de naïveté, soit de complicité avec des sectes. C'est le cas, par exemple, d'avocats qui ont eu à défendre des Témoins de Jéhovah ou de sociologues qui travaillent sur les groupes religieux minoritaires. Dans un domaine où se mêlent rumeurs et accusations fondées, le nouvel observatoire sur les sectes atteindrait pour partie son objectif s'il introduisait un peu plus de transparence.

Henri Tincq

La Semidep devra indemniser son ancien directeur financier

LA SEMIDEP (Société économique interdépartementale de la région parisienne), dont la Ville de Paris détient 52,5 % du capital, a été condamnée, mardi 12 novembre par le conseil des prud'hommes de Paris, à verser 258 000 francs d'indemnités de licenciement pour « causes réelles et sérieuses » à son ancien directeur financier, Danielle Sorrean-Rambaut, licenciée en mars 1993 pour « insuffisance professionnelle et déni du directeur général ».

La Semidep, qui gère 6 450 logements en région parisienne, fait par ailleurs l'objet d'une enquête de la chambre régionale des comptes (DCFR), et d'une enquête de la direction de la concurrence et de la répression des fraudes. Son ancien président, Alain-Michel Grand (UDF, adjoint au maire de Paris), qui menait grand train de vie, avait démissionné en mars pour être remplacé par Michel Bulté (RPR), alors maire du 19^e arrondissement (Le Monde du 15 mai). La Semidep, qui gère un chiffre d'affaires de 187 millions de francs, a enregistré une perte de 3,8 millions de francs en 1995.

L'incendie qui a détruit le palais de justice de Roanne pourrait être d'origine criminelle

APRÈS l'incendie qui a partiellement détruit le palais de justice de Roanne (Loire), mercredi 13 novembre, le procureur de la République de la ville, Jacques Dallest, a évoqué la possibilité d'un acte de représailles de la part de jeunes qui font actuellement l'objet de poursuites judiciaires. Des traces d'effraction ont été relevées sur l'une des portes d'accès au rez-de-chaussée de ce bâtiment très vétuste, un ancien couvent reconstruit en prison puis en tribunal.

Le maire (PS) de Roanne, Jean Auroux, avait déploré à plusieurs reprises l'absence de système d'alarme et de dispositif anti-incendie, plaçant auprès du ministre de la Justice pour une réhabilitation du bâtiment. Dans un courrier du 21 juin 1995, le garde des sceaux, Jacques Toubon, lui avait répondu que « les contraintes pesant sur le budget d'équipement judiciaire ne permettent pas de programmer à court terme [cet] investissement ». - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ENSEIGNEMENT** : la création d'une université thématique à Agen (Lot-et-Garonne), prévue dans la loi d'aménagement du territoire, provoque de vives critiques de la part de la Conférence des présidents d'université (CPU). Le premier vice-président, Jean-Marc Montheil, a rappelé dans un communiqué son opposition résolue à ce projet, qui ne répond « à aucune logique stricte de formation et de recherche ». Pour la CPU, le besoin démographique d'Agen ne justifie pas une telle création dans une région qui compte déjà huit universités.

■ **CHÔMAGE** : le conseil accordé à l'association « Coupe de main du cœur » par le tribunal de grande instance de Paris en juin 1994, 51 équivalents-temps plein chaque mois, a été suspendu, mardi 13 novembre, faute de subventions supplémentaires, l'association, qui a déposé son bilan à la suite du retrait d'un de ses mécènes, devant être mise en liquidation. Les « Coupes de main du cœur », destinées aux chômeurs de longue durée, ont été créées, depuis leur création, en janvier 1994, 51 équivalents-temps plein chaque mois.

■ **NATALITÉ** : le taux des naissances prématurées (des enfants nés avant trente-sept semaines) est passé de 5,6 % en 1985 à 5,9 % en 1990, selon une étude du service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) du ministère des affaires sociales. Ce chiffre s'explique par une augmentation des déclassements de naissances d'enfants menacés *in utero* au cours de cette période, 42 % des enfants de moins de trente-cinq semaines et de moins de 2 kilos sont nés à la suite d'une décision médicale.

■ **AVORTEMENT** : la cour d'appel d'Angers a confirmé, mardi 12 novembre, les peines de quatre mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende infligées en février aux docteurs Xavier Dor et Luc Perrel par le tribunal correctionnel du Mans pour leur participation à un commando anti-avortement. Les médecins, accompagnés d'une vingtaine de personnes, avaient occupé le centre IVG du CHU du Mans, en février 1995.

■ **AMIANTE** : le maire (RPR) de Nice, Jacques Peyrat, a annoncé, mardi 12 novembre, la fermeture de l'école municipale d'ars plastiques en raison d'un taux d'amiante supérieur à la normale. La villa Thiole, qui abrite l'école, présente un taux de 38 fibres d'amiante par litre d'air alors que la norme admise est de 25 fibres/litre, selon le résultat d'un audit réalisé à la demande de la mairie sur l'ensemble des bâtiments scolaires de la ville.

Ubu-maire de Coucouron interdit aux enfants de manger

LYON

de notre correspondant régional

Alfred Jarry aurait peut-être apprécié l'arrêt municipal pris par le premier magistrat de Coucouron. En quelques lignes, monsieur le maire, Jacques Genest, a marché dans les pas d'Ubu puisqu'il vient d'interdire aux enfants de ce village d'Ardèche de « manger au domicile de leurs parents et de la cantine de l'école publique ». C'est sa manière de dénoncer ce qu'il désigne sous l'appellation de « suradministration ».

Haut perché sur les plateaux, à la limite des Cévennes, Coucouron compte sept cents habitants, une école privée et une école publique, la seule de tout le canton. Ramassés par car, les enfants de la laïque ne peuvent rentrer chez eux pour déjeuner. Il y a deux ans encore, c'était une dame qui, comme à la maison, leur mijotait des plats sur une cuisinière. Virent les services vétérinaires du département, qui constatèrent quelques libertés

avec la réglementation. Le maire passa alors un contrat avec la cuisine d'un centre d'accueil voisin qui livre depuis des repas agréés. « Les seuls conteneurs pour transporter les repas ont coûté 40 000 francs à la commune », explique Jacques Genest.

RÈGLEMENTATIONS TAILLONNES

Il y a juste un an, les services vétérinaires adressaient une lettre au maire pour lui formuler quatre observations sur les locaux de la cantine scolaire publique : absence de zone de réception de conteneurs ; absence de zone de plongée isolée ; absence de lave-mains à commande manuelle ; superficie des locaux insuffisante. Jacques Genest classait le courrier.

Le 23 octobre, ces mêmes services relevaient les mêmes « points de non-conformité », présentant des « risques d'intoxication alimentaire pour les enfants ». Pour le maire, c'en était trop. Sa cantine scolaire n'offre pas

suffisamment de garanties d'hygiène ? Ce n'est pas pire que les cuisines des particuliers, estime-t-il. D'où cet arrêt, révisé dimanche 10 novembre : « l'il traitait l'absurde par absurde », se justifie-t-il.

Jacques Genest assure : il n'a rien contre les fonctionnaires. D'ailleurs, il est inspecteur du Trésor. Mais, « nous, les maires des zones rurales, évoluons sous les réglementations taillonnes ». « Cherche-t-on à faire disparaître le service public des campagnes ? », se demande le maire de Coucouron, par ailleurs vice-président (RPR) du conseil général de l'Ardèche et président de l'association des maires ruraux du département.

Pour le sous-préfet de Largentière, qui attendait d'en recevoir la copie, cet arrêt, du point de vue du droit, est inapplicable. Mais, assurait le représentant de l'État, tout devrait rapidement s'arranger.

Bruno Caussé

Les Archives de France publient à La Documentation française



Archives d'architectes
Etat des fonds
XIX^e - XX^e siècles
Institut français
d'architecture
Direction des Archives
de France
200 F

Pompidou



Georges Pompidou
250 F

Droit des archives

Herve Bastien
130 F

documentation française



Une perquisition a été menée au conseil général de l'Essonne

Les policiers ont découvert des documents relatifs aux « affaires »

La police judiciaire de Versailles a effectué, mercredi 13 novembre, une perquisition dans les locaux du conseil général de l'Essonne, à la suite de l'ouverture de deux informations judiciaires visant des élus RPR. Des documents, contrats et bulletins de salaire, relatifs aux « affaires » du département ont été saisis.

« IL SE PASSE TOUJOURS quelque chose au conseil général de l'Essonne », brosse un élu, pendant que la séance plénière suit son cours normal. A quelques centaines de mètres de là, les hommes de la police judiciaire de Versailles perquisitionnent dans les locaux de l'hôtel du département. La semaine précédente, le procureur adjoint, Hubert Du Jardin, avait obtenu deux informations judiciaires visant des élus RPR pendant que le procureur, Laurent Davennes, escadrait les sommets népalais (*Le Monde* du 3 et 14 novembre). Mercredi 13 novembre, les policiers fouillaient consciencieusement les bureaux du cabinet du président du conseil général, au 5^e étage, et entendaient les fonctionnaires qui ne sont pas en séance.

La perquisition du 13 novembre a été accomplie à la demande des trois juges d'instruction chargés des « affaires » concernant le département et sur la base de commissions rogatoires qu'ils avaient lancées en fin de semaine dernière. Chantal Salaro, doyenne des juges d'instruction, est chargée du dossier du salaire éventuellement actif que M^{me} Duguin, épouse du président du conseil général, a touché pendant trois ans au conseil général. En tandem avec son collègue Dominique Pauthie, le juge Salaro travaille également sur le versement de 200 000 francs à Xavier Tiberi, épouse du maire de Paris, pour un rapport sommaire remis au conseil général de l'Essonne. Enfin, Jean

Marie d'Huy instruit la dernière affaire ayant donné lieu à une ouverture d'information judiciaire, celle du « manuel de corruption » découvert chez Alain Josse, ancien vice-président du conseil général, et établi à l'usage des élus RPR dans l'Essonne (*Le Monde* du 14 novembre).

GARDE À VUE
Entre autres documents, les hommes de la PJ de Versailles auraient emporté des contrats d'embauche et des bulletins de salaire, notamment des documents originaux dont des copies avaient déjà été recueillies par les enquêteurs. La perquisition, commencée en début de matinée, s'est poursuivie jusque dans la soirée. Une secrétaire aurait été mise en garde à vue à propos de documents antédats, pendant que plusieurs de ses collègues étaient entendus sur procès-verbal. M. Dugoin a quitté l'Assemblée pendant la pause du déjeuner pour se rendre à son cabinet, avant de revenir présider la séance comme si de rien n'était. Assailli par les journalistes, une fois la séance terminée, M. Dugoin s'est refusé à toute déclaration et a quitté les lieux pour se rendre au Parc des Princes assister à la rencontre PSG-Lille.

Au palais de justice d'Evry, le procureur Laurent Devenas a repris ses fonctions mardi. Bronzé, apparemment détendu, il doit gérer le suivi des informations judiciaires ouvertes en son absence. Agacé d'être soupçonné d'être un fossyeur d'affaires,

faire, M. Davenas répète que « toutes les affaires sont ouvertes et sont traitées de la même façon par le parquet, qu'elles soient médiatiques ou pas ». Mercredi soir, le procureur espérait que son adjoint avait une bonne raison pour ne pas suivre le plan d'action convenu avant son départ, mais il ne l'avait pas encore rencontré pour des « raisons techniques ».

« Au conseil général, mercredi, lorsque la rumeur évoquant la perquisition est arrivée aux oreilles des élus du département, ceux appartenant aux partis de la majorité n'étaient visiblement guère enclins aux confidences. L'un d'eux expliquait : « Ce matin, on peut déplorer de la majorité, on s'est fait remonter les bretelles par Dugoin et Pelichai. Ils trouvent qu'on parle trop aux RG et aux journalistes. » A gauche non plus, on ne tient pas à faire trop de bruit : « Si on nous enlève Dugoin avant 1998, je lance une pétition, c'est notre meilleur atout pour les élections », plaisante un socialiste.

Sylvia Maric

M. Cambadélis a été mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux »

**Le secrétaire national aux relations extérieures du PS
est soupçonné d'avoir perçu des salaires injustifiés
d'une association gérant des foyers pour travailleurs immigrés**

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS, secrétaire national du PS aux relations extérieures, a été mis en examen, vendredi 8 novembre, pour « recel d'abus de biens sociaux » par le juge d'instruction parisien Patrick Flévet. Il est soupçonné d'avoir perçu, entre 1993 et 1995, des salaires injustifiés de l'AGOS, un organisme assurant la gestion de foyers pour les travailleurs immigrés dont le président, Yves Laisné, avait lui-même été mis en examen en juin 1995, pour « abus de confiance, abus de biens sociaux » et « détournement de biens inexistants ». La justice s'interroge sur la réalité des prestations effectuées par l'ancien député du 19^e arrondissement de Paris, recruté au lendemain de sa défaite aux élections législatives de mars 1993.

L'AGOS, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Agence des foyers et résidences hôtelières privées (AFRP), ne se porte alors pas au mieux. A leur tête, Yves Laisné vient d'échouer dans sa tentative de prise de contrôle de sociétés propriétaires d'appartements gérés par le

1 % logement. L'AFRP a largement financé ce raid. Mais elle n'a reçu aucune compensation après l'échec de l'opération financière. D'importantes sommes d'argent semblent au contraire s'être évaporées dans la société montée pour l'occasion par Yves Laisné, la Cofino. Ces faits vaudront à ce dernier un rapport de l'inspection générale des finances et l'ouverture, en 1995, d'une information judiciaire.

ANCIEN DIRIGEANT DU FN
Début 1993, il tente de se relancer. Il fait appel à Jean-Christophe Cambadélis. Pendant deux ans et demi, M. Cambadélis reçoit un salaire mensuel de 14 000 francs. Chargé de mission à mi-temps, il aurait participé au montage de plusieurs projets de l'AGOS. Il assure également avoir conseillé Yves Laine sur l'avenir des foyers d'immigrés. Pour les spécialistes de l'extrême droite, cette alliance a de quoi faire sourire. Pendant les années 70, Yves Laine a été membre du Front national. En 1975, il a même siégé au comité central du

parti de Jean-Marie Le Pen, y incarnant la tendance ultralibérale, avant de le quitter en 1977. Et le voilà qui embauche le fondateur du Manifeste contre le Front national.

Jean-Christophe Cambadélis a toujours assuré avoir ignoré les détails de la vie politique d'Yves Lenoir. Il souligne que, dans son entourage, se trouvaient des militants de gauche peu suspects de sympathies antifranchistes. Reste que M. Lenoir ne justifiait pas ses activités financières et que le juge d'instruction s'enorgueillit sur la réalité des « conseils » prodigués par M. Cambadélis à l'un an, le 10 novembre 1995. Le juge précisait disposer de notes et rapports mais voulait « les réserver à la justice » (*Le Monde* du 23 novembre 1995). Contacté, jeudi 14 novembre, l'ancien député n'a pas souhaité fournir davantage d'explications. « Je suis serein, je ferai la preuve que les soupçons ne sont pas fondés », a-t-il indiqué, mercredi 13, dans un communiqué.

Nathaniel Herzberg

Coffret Itineris Fnac

En avant première, le premier téléphone mobile GSM prêt-à-offrir.

Aussitôt offert,
aussitôt utilisé.



« Je n'ai pas de problèmes de santé », dit-il, en levant les yeux au ciel. « Mais, si, en première fois, vous pouvez venir lui expliquer tout ça, avec son amour-propre, avec ses enfants... » Il se met à rire et se compose l'air d'un homme qui se défend.



don **4**Sous réserve de la charge de la batterie.

Quinze mois de prison ferme sont requis contre Marc Braillon

GRENOBLE
de notre correspondant régional
« Si vous voulez vous en sortir, re-
cherchez un prince arabe, m'a sug-
géré l'un de mes banquiers. Malheur-



procès **temporaire**
RMO, Marc Braddon, au président du tribunal correctionnel de Grenoble. Ce dernier tente d'expliquer les raisons pour lesquelles l'entrepreneur patron gribouillis, mis en examen pour « banqueroute par détournement d'actifs et abus de biens sociaux », s'engagea dans une « rocambolesque et chimérique aventure » avec de prétendus financiers du Moyen-Orient, opérant depuis la Belgique, pour tenter de sauver du naufrage sa société (*Le Monde* du 14 novembre). Celle-ci employait alors douze mille intérimaires et plus de dix cents permanents.

Depuis neuf mois, RMO était en état de cessation de paiements et la date fatidique du 30 juin 1992 se rapprochait dangereusement. Les membres du pool bancaire qui avaient, jusqu'en août d'octobre 1991, soutenu le PDG, exigeaient un refinancement de sa société à hauteur de 200 millions de francs. Si M. Brallion ne parvenait pas à leur présenter cette somme avant l'échéance impérative, la garantie financière de 140 millions de francs, obligatoire pour poursuivre son activité de services, lui serait retirée. L'entrepreneur, qui menait alors de front la direction de sa société et la conduite de son équipe cycliste invitée, *in extremis*, à participer au Tour de France 1992, était aux abois. Il ne lui restait que cinq à six semaines pour sauver sa cinquième, qu'il avait créée trente ans auparavant et qui réalisait un chiffre d'affaires annuel de plus de 7 milliards de francs.

Comment imaginer, en effet, lancer sur les routes de France ses concurrents au moment où la justice serait saisie ? Comment imaginer pareil affront alors que les coureurs de RMO pouvaient triompher sur les Champs-Élysées ? « J'étais à dix jours de ne plus rien avoir, de ne plus exister. J'ai essayé par tous les

moynes de trouver de l'argent. *C'était ma dernière chance* », se la suite issue. Qui, je fus naïf », reconnaît Marc Brailion. Les négociations avec Becham Zantah, un croyen syrien alors âgé de vingt-huit ans, qui se disait membre d'une famille royale égyptienne chrétienne, lui-même se socialiste des placements spéculatifs en devises à haute rentabilité et qui se faisait appeler « prince Becham », avaient abouti, le 20 juin 1992, à la signature d'un contrat aux contours et au contenu très flous. Ce dernier stipulait que le « prince », qui n'apposa pas sa signature au bas du contrat — « en raison de son rang », expliquèrent ses collaborateurs — apporterait au PDG de RMO 200 millions de francs avant le 7 juillet 1992. Mais, au préalable, Marc Brailion avait dû lui remettre une somme de 5,5 millions de francs, destinée à amorcer l'opération dite spéculative.

« JEUX SPÉCIALISÉS »

Finalement, Marc Brailion allait être mené en bateau du début à la fin, l'escroc se recevant dans un hôtel de luxe installé à Cense-am-Bois (Belgique) aménagé comme une résidence personnelle le temps de ses rendez-vous d'affaires. Un million de francs fut récupéré par Marc Brailion, pour partie de la main à la main. Le reste a disparu avec Becham Zantah et ses complices, qui sont toujours recherchés par la police.

Le procureur adjoint de la République, Jean-Pierre Dages-Desgranges, écartere cette fois-ci la prétendue « naïveté » du PDG de RMO. Selon lui, il n'espérât plus transférer son groupe. Au contraire, il pensait alors utiliser les actifs de celui-ci, soustraits aux créanciers et aux liquidateurs, pour se livrer à « des jeux spécialisés hasardeux destinés à récupérer, à titre personnel, le maximum de fonds et "rebondir" après la liquidation judiciaire. Mais il apparaît tout aussi évident qu'il s'est partiellement grugé » par des escrocs. Le magistrat, estimant à 19 millions de francs le total des sommes détournées par M. Brailion, a requis contre lui une peine de trente mois à trois ans de prison, dont quinze mois ferme, et 500 francs d'amende et la faillite personnelle pendant dix ans.

Claude Francillon

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 15 NOVEMBRE 1996

DÉCHETS La loi que Brice Lalonde a fait adopter en 1992 prévoit que toutes les décharges recensées, au nombre de 7 000, devront avoir disparu d'ici 2002. A cette date, les or-

dures ménagères seront soit incinérées, soit recyclées. Seuls les déchets ultimes seront entreposés dans des décharges spéciales. ● CETTE PERSPECTIVE effraie nombre d'élus

locaux dont les finances ne sont pas en état de faire face à une telle conversion, estimée à plus de 60 milliards de francs. ● EN PRATIQUE, cette élimination des décharges im-

plique des changements importants dans les comportements individuels. Les ménages devront de plus en plus trier leurs ordures ou se rendre dans des déchetteries. ● LE DÉPARTEMENT

du Haut-Rhin, lui, a d'ores et déjà réussi à se débarrasser des 300 décharges de son territoire. Ce succès repose sur une prise de conscience environnementale des populations.

Le Haut-Rhin aura éliminé toutes ses décharges ménagères en 2000

Dès la fin des années 70, le département a entrepris de supprimer les 300 sites où s'entassaient des rebuts d'origine domestique. Les élus alsaciens ont anticipé la loi de 1992 qui prévoit la liquidation de ces périmètres d'ici cinq ans ; en France, l'application de ce texte coûtera 61 milliards de francs

MULHOUSE

de notre correspondant

Au conseil général du Haut-Rhin, à Colmar, on a créé il y a quelques années une structure un peu insolite, sorte de conférence informelle des chefs de service, qui se réunit dès qu'apparaît un nouveau dossier ayant un impact sur l'environnement. « L'idée consiste à envisager les incidences écologiques de nos projets et à réajuster ces derniers en amont si nécessaires », explique Philippe Arnold, directeur général adjoint des services, chargé de l'environnement, de la culture et de la jeunesse. « Tout en amont, c'est d'ailleurs le nom retenu pour notre structure. Une formule trouvée par le professeur Jean-Marie Pelt, pour qui l'initiative paraissait plus mnémotechnique... »

Un de ces coups médiatiques dont Jean-Jacques Weber, le président centriste du conseil général, ancien journaliste, a le secret ? Un état d'esprit plutôt. En matière d'environnement, les Haut-Rhinois ont admis aujourd'hui que la politique départementale ne relève plus de l'écume des jours ou de l'effet d'annonce. Elle est clairement

devenue un élément permanent de leur quotidien, au terme d'une modification des habitudes qui s'est faite sans heurts particuliers ni contraintes brutales, et plus vite qu'on ne le pensait.

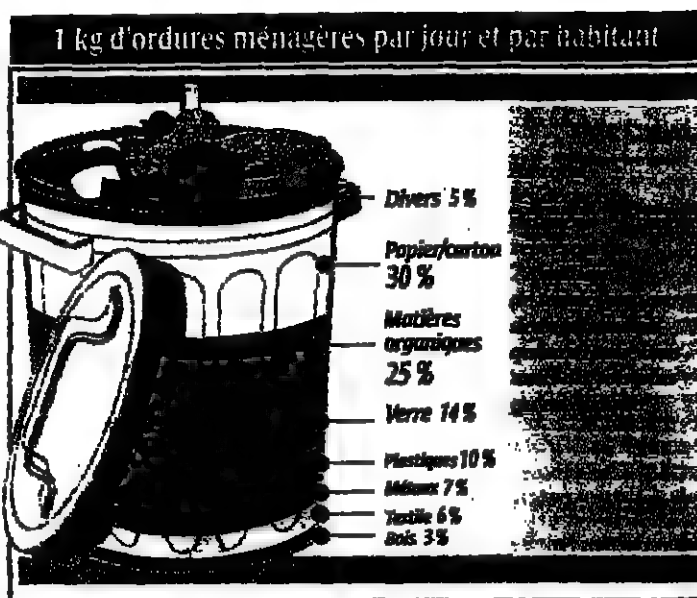
« Avant la première loi-cadre du 15 juillet 1975 sur les déchets, chacune des 377 communes du département avait, plus ou moins à l'écart des habitations, un coin où les habitants entassaient leurs ordures ménagères », observe Daniel Reutenauer, directeur de la nouvelle agence départementale de maîtrise des déchets (ADMD), créée dans le Haut-Rhin en 1995. Ces décharges dites brutes, par opposition aux décharges sauvages, qui enlaidissaient le paysage et menaçaient l'environnement, ont commencé à faire l'objet d'un traitement radical à partir de 1979. Il en subsistait alors 300. Aujourd'hui, 250 d'entre elles ont disparu et la cinquantaine restante subira, dans les trois dernières années du siècle, le même sort. Interdites aux ordures ménagères, elles n'accueilleront déjà plus que déchets verts et gravats.

Seule survivance du système : la décharge contrôlée de Retzwiller,

créée dans les terrains marneux étanches du Sundgau, proche du Territoire de Belfort. Elle vient d'arriver à saturation, avec deux millions de tonnes d'ordures ménagères collectées, et le préfet a autorisé son extension pour un volume légèrement supérieur de 2,5 millions de tonnes. Un mal en passe de devenir un bien. Mais, à terme, l'objectif est clair : Retzwiller est destinée à devenir un CSDU, un centre de stockage de déchets ultimes, les déchets de déchets, et rien que cela », affirme Daniel Reutenauer.

RESEAU DE DÉCHETTERIES

Avec des coûts échelonnés entre 150 000 francs et 6 millions de francs (le prix de la réhabilitation du Ligibel, dans la région de Colmar, où une torchère reste la partie visible d'un réseau de contrôle permanent mis en place, avec captage du biogaz et piézomètres), le Haut-Rhin a donc supprimé ses venues paysannes qui représentaient autant de risques potentiels pour la qualité de ses eaux souterraines. Les 200 000 tonnes d'ordures ménagères qu'accueillaient chaque année ces dépotoirs d'un autre âge



sont désormais recyclées à 14 %, compostées à 11 % ou incinérées à 53 %. L'étape suivante, un recyclage à 100 %, est envisagé d'ici à l'an 2000. « Pour l'équipement global du département, nous aurons

alors investi 400 millions de francs », comptabilise le conseiller général Jean-Paul Schmitt, qui préside l'agence départementale de maîtrise des déchets ainsi que le service de l'environnement du Haut-

Rhin. Un service dont on rappelle ici qu'il fut le premier créé en France, en 1985, un an avant celui de la Savoie.

Parallèlement s'est construit un réseau de déchetteries qui couvre les besoins des deux tiers de la population. Ce type de collecte sélective est remplacé en milieu rural, où l'habitat est dispersé par un ramassage en porte à porte. Le succès du compostage individuel proposé aux « foyers avec jardins », soit 75 000 ménages concernés sur 250 000, a été la bonne surprise du programme de tri des déchets : 10 000 composteurs ont été installés en un an. Au total, la région Alsace vient largement en tête des régions de France pour ce type de pratique : elle accapare la moitié des équipements de traitement des déchets organiques utilisés en France.

Sur les décharges résorbées, on a planté des arbres, de la vigne ou des arbres fruitiers, qui sont parfois devenus, comme à Moersbach, un projet école où les enfants du village s'initient aux multiples vertus de pommes locales.

Lucien Nappes

7 000 sites devront être supprimés d'ici cinq ans

ALORS QUE LEURS INQUIÉTUDES sur l'état de leurs finances ne font que grandir, les maires voient approcher l'échéance de la réglementation concernant la gestion des déchets. La loi du 13 juillet 1992 prévoit en effet que d'ici à 2002 l'ensemble des décharges classées devront fermer. Seuls les déchets ultimes, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent plus être valorisés ou qui résultent d'un traitement antérieur, pourront être stockés. La plupart des décharges communales vont donc devoir disparaître après remise en état des lieux. Au total, ce sont 7 000 décharges - autorisées ou illégales - qu'il va falloir réhabiliter pour un montant de 2 millions de francs par site.

Venus en nombre lors des Assises nationales des déchets ménagers, les 11 et 12 septembre à Agen, les élus ont découvert avec effroi qu'une simple étude préliminaire allait leur coûter jusqu'à 300 000 francs. « Les collectivités locales devront investir 61 milliards de francs d'ici à 2002 pour être en conformité avec les textes », préve-

nait un responsable de l'Agence de l'environnement et de l'énergie (Ademe). Un coût que les communes ne manqueront pas de répercuter sur les impôts locaux.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) déjà lourde sur les ménages : elle peut représenter jusqu'à un tiers des impôts locaux payés. « Les consommateurs ne peuvent être les seuls payeurs, il faut généraliser le principe pollueur-payeur et faire payer les producteurs de déchets », estime Martin Malvy, président de l'Association des petites villes de France et maire de Figeac. Les élus ne manquent pas de faire remarquer la responsabilité des fabricants de biens ménagers et des grandes surfaces dans ce domaine : « Quand une grande surface distribue un prospectus sur l'ensemble des foyers de la Communauté urbaine de Lille, ce sont 40 tonnes de déchets à collecter et à traiter, soit un coût de 34 000 francs pour la collectivité », rappelle Paul Deffontaine, vice-président de la Communauté urbaine de Lille. Pour organiser l'avenir de la ges-

tion des déchets, les élus locaux devaient établir cette année des plans départementaux des déchets. Seuls les deux tiers s'en sont acquittés, mais le résultat ne laisse pas d'espérer. Chargée d'élaborer les plans départementaux, les préfets les ont en effet élaborés avec souvent le seul souci de payer au syndicat NIMBY (de l'anglais *not in my backyard*, qui signifie « pas dans mon jardin ») : trouver des communes prêtes à accueillir les futures installations comme les décharges pour déchets ultimes ou les incinérateurs.

TENDANCE TOUT-INCINÉRATEUR

« La plupart des préfets ont oublié l'obligation qui est la leur d'organiser les filières de récupération, à savoir la collecte sélective, le recyclage et l'usine de valorisation », constate Pierre Radanne, chercheur à l'Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement (Inestese), qui s'avoue « catastrophé par la tendance tout-incinérateur qui se dessine dans les plans ». Selon Alain Cabanes, président d'Amorce, une association de col-

lectivités territoriales spécialisées dans les déchets, les communes ont prévu un taux de déchets à incinérer en moyenne de 65 % à 70 % du total à traiter. Une tendance qui pousse les communes à s'équiper d'incinérateurs surdimensionnés par rapport à leurs besoins réels. « La France a abordé le problème des déchets avec une approche industrielle où ce sont les projections de l'eau (Lyonnaise et Générale des eaux) qui ont déterminé la politique d'élimination en créant une capacité industrielle de traitement avant toute réflexion sur la valorisation », explique M. Radanne. Une tendance tout-incinérateur qui sous-estime le marché de la valorisation : « Une tonne de déchets va valoir en l'an 2000 une fois et demi la tonne de pétrole. Cela devient une matière économique noble et le premier gisement d'emplois en matière d'environnement », rappelle l'Inestese. Certains départements comme le Nord ont compris et tablent notamment sur ce secteur pour relancer l'offre d'emplois.

Sylvia Zappi

SNCF : report de l'expérimentation de la régionalisation des services-clients

LE REPORT DE L'EXAMEN par le Parlement du projet de loi modifiant les structures de la SNCF (Le Monde du 6 novembre) met en suris un autre volet important de la réforme envisagée : l'expérimentation de la régionalisation des services régionaux de voyageurs qui devait être mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 1997 pour deux ou trois ans dans six régions volontaires : Alsace, Centre, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Conformément au vœu de ces régions, la quote-part de la contribution financière que l'Etat verse à la SNCF devrait leur être versée pendant la période expérimentale. Il appartiendrait alors à ces six régions de convenir avec la SNCF des services à assurer. Le principe de l'urgence n'étant pas posé, il faudra attendre, au plus tôt, le deuxième semestre de 1997 (si le projet de loi est présenté au Parlement dès le début de l'année) pour que s'engage cette phase expérimentale.

DÉPÊCHES

■ **POITOU-CHARENTES** : les associations regroupées autour de Poitou-Charentes nature viennent de lancer un observatoire de l'eau indépendant. Elles entendent ainsi dénoncer « une situation grave pour les cours d'eau et les nappes phréatiques » de la région. Les associations demandent au préfet d'intervenir en attaquant « le mal à la source, c'est-à-dire aux surfaces irriguées et aux autorisations de prélèvement ».

■ **LIMOUSIN** : la Région s'inquiète sur la délocalisation du Cnaesea (Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles), programmée pour 1997, qui doit amener à Limoges trois cents emplois tertiaires. Le ministère de l'Agriculture, pour faire face aux restrictions budgétaires, a décidé de prélever cent cinquante millions de francs sur les crédits du Cnaesea. Selon les élus, c'est précisément le coût estimé de la délocalisation. (Corresp.)

■ **HÉRAULT** : chargé de mission pour la reconversion du site de Lodève où la Cogema projette de fermer ses mines d'uranium, Yves Piétrassanta, le maire écologiste de Mèze, propose d'y créer un « éco-site ». Il pourrait accueillir des laboratoires de chimie de l'université de Montpellier ainsi qu'un pool d'entreprises spécialisées dans les problèmes d'environnement. (Corresp.)

LANG MALRAUX

Une lettre amicale et critique

Edition 1

CULTURE
EN
RÉGIONS

THÉÂTRE DE LA
RENAISSANCE
7, rue Orsel - 69600 Oullins
04 72 39 74 91

L'OPÉRA DES GUEUX
d'après The Beggar's Opera de
John Gay (théâtre musical)
création Compagnie Anonyme
du 12 au 23 novembre

SALLE GÉRARD PHILIPPE
THÉÂTRES DU SHAMAN
Bruno Meyssat - August Strindberg
ORAGE

15 - 16 novembre - 20 h 30
48, cours de la République-Villars
RÉSERVATIONS : 04 78 85 79 97

Le Cargo Grenoble
Théâtre

Comment ça va ? Au secours !
de Vladimir Malakoski
mise en images Laurent Pelly
du 19 au 23 novembre
relâche dimanche
traduction en langue des signes
réservations : 04 76 25 91 91
Le Cargo 4, rue Paul Claudel

Chaque semaine retrouvez notre Rubrique CULTURE EN RÉGIONS
Pour vos annonces publicitaires contactez le ☎ 01 44 43 76 15 Fax : 01 44 43 77 30

هكذا من الاصل

HORIZONS
ENQUÊTE

96 / III

Les voyantes remettent l'avenir à demain

DANS la publicité qu'elle glisse chaque semaine dans un journal gratuit, elle ne promet pas de « prédictions lumineuses », juste « une réelle écoute ». Sur sa carte de visite, elle a inscrit « Médium-therapeute conseil ». Voyante, mais qui sait tendre l'oreille, se taire et conseiller autant que prédire, Marie-France se définit elle-même comme un « fait de société, le fait d'une société qui va mal ». Et ajoute, modeste : « Le voyant, n'est pas un dieu. C'est un baromètre. » Bonté l'aiguille, à l'en croire, reste bloquée sur le gros temps et les dépressions de la société française. Marie-France, en tout cas, est à l'abri de la tourmente. « Avec ma manière très artisanale de travailler, je ne pensais pas que la voyance chercherait pour moi », s'étonne-t-elle d'une voix douce qu'on devine capable d'exprimer, en temps voulu toute la compréhension du monde. L'ancienne secrétaire de direction, qui rend ses oracles en tailleur pied-de-poule et tente en permanence de discipliner ses longs cheveux bouclés, a connu le chômage. Elle gagne, dit-elle, l'équivalent d'un salaire de secrétaire : elle s'est déclarée « profession libérale » et annonce, avec la fierté d'un directeur du marketing, un « budget publicitaire » de 3000 francs par mois. Bien sûr, elle quittera son modeste studio des beaux quartiers de Paris pour aller s'agrandir ailleurs.

Avant même qu'on ne l'en soupçonne, elle se défend de tirer profit de détresses actuelles. Non, préfère-t-elle raconter, ce qui l'a poussé, il y a trois ans, vers les tarots de Marseille, « c'était ce "ressenti" sur les gens, cette médiumnité qui était en moi, depuis l'enfance... ». Un phénomène qui, prétend-elle, se développe avec le temps, ce qui, paraît-il, est « normal ».

Comme chez Marie-France, on se bouscule chez Nina, chez Anita et chez Claude, tous trois installés depuis des années, bien connus dans leur quartier grâce au bouche à oreille. Les confrères de la jeune femme éprouvent le même besoin de se justifier : ils ont eux aussi ressenti une force étrange qu'ils ont d'abord rejetée, parce qu'elle les singularisait, et qu'ils ont fini par exploiter.

« Ah ! Ça pour me dépasser, ça m'a dépassé ! C'est un don. C'est inexplicable », explique tout de même Anita, soixante-quatre ans, qui habite à Paris une charmante maisonnette dans le 18^e arrondissement. Une cuisine intégrée, un chat qui n'est pas noir, des tableaux faits maison, figuratifs et gais, rien ne trahit l'activité de la propriétaire, tirée à quatre épingles. Anita se souvient que, pendant la guerre d'Espagne, elle refusait obstinément de suivre sa grand-mère dans les ruisseaux secs, sous les oranges, quand les sirènes annonçaient les attaques aériennes. « Je savais qu'ils ne lâcheraient pas leurs bombes sur nous ! Mais on ne m'écoutait pas... »

Tout au long de sa vie, Anita a eu qu'elle appelle « ses clichés ». Ils l'ont aidé à retrouver son père, qu'on croyait mort, à voir son mari infidèle avec dans les bras un enfant illégitime, et à prédire, après une vision pénible de Valéry et Ann-Aymone Giscard d'Estaing, cherchant désespérément un appartement, la victoire de François Mitterrand. Cartes, astrologie, numérologie, tout est bon pour la connaissance du futur, « mais, fait observer Anita, quand une personne entre dans la pièce, avant même de tirer les cartes, j'ai des "clichés". Par exemple, le jour où les éditeurs du Guide des voyants sont venus pour me piéger, je les ai tout de suite devinés ». Anita, du coup, a décroché une étoile dans leur guide.

Nina et Claude ne désiraient pas plus prendre l'habit de Madame Irma. Nina n'a pas de mots assez terribles pour décrire, quand elle était enfant, ce film d'anticipation que déroulait devant ses yeux : « Roi, je n'avais rien demandé. » Contre l'avis de son père qui lui avait pourtant conseillé de bien cacher ce don sulfureux, et de son mari, qui, dit-elle, « voyait cela d'un mauvais œil », Nina a fini par s'installer comme voyante, un beau jour de 1987, dans sa maison cossue de la banlieue ouest. Vêtu



Confidants des inquiétudes et des angoisses dans une société frappée par le chômage, certains professionnels des prédictions se détournent des boules de cristal pour devenir psychothérapeutes. Ils acceptent avec réalisme cette reconversion lucrative

de noir, le tire et le geste facies, Nina, à cinquante-cinq ans, a gardé du Caire, où elle est née, un délicieux accent qui roule. Elle tire les cartes, lit dans les astres, palpe les photos et pousse la sympathie jusqu'à ressentir les douleurs physiques de sa clientèle.

Tout comme Claude, trente-cinq ans, qui exerce depuis déjà treize ans son « métier d'avenir ». Blond, une boucle à l'oreille, il fait, dit-il, de la voyance « à temps plein mais pas tous les jours », seulement quand le courant passe. Il officie alors dans la cure volée au sol rouge d'un « Centre de parapsychologie » où s'entassent des boules de cristal, des cierges, des encensoirs, des disques de méditation cosmique et des recueils pour apprendre à maîtriser Les Rituels de magie blanche ou L'Art de l'extase sexuelle. « En regardant les gens, j'ai comme une télévision devant moi. Je n'ai qu'à décrire ce que je vois », raconte-t-il.

deux ans, ils ne posaient de questions politiques, alors qu'aujourd'hui les trois quarts demandent si le gouvernement va changer, à partir de quand les choses vont s'améliorer. Travail-argent-sentiments et non plus sentiments-argent-travail, l'ordre des préoccupations s'est inversé. Autrefois je ne voyais presque que des femmes, aujourd'hui de plus en plus d'hommes entre quarante-cinq et cinquante ans viennent me consul-

ter : ils craignent de perdre leur emploi ou de ne plus en retrouver. » Devant ces angoisses de la crise qui ne plaisaient pas avec leur avenir, Claude doit se montrer performant : leurs demandes sont précises et ses réponses doivent l'être aussi : « Quelles questions seront posées à l'entretien de motivation ? » ; « Quel type de contrat de travail vais-je signer, quand et où ? » Souvent, les clients venus chercher l'espoir dans ses tarots ont du mal à joindre les deux

bouts : « Pas une semaine ne passe sans que je reçoive quelqu'un à qui je n'ose rien demander à la fin de la consultation. » Un emploi stable, un avenir pour les enfants, quelqu'un avec qui partager sa vie, ils ne réclament rien de plus. Pas la vie de château, mais des conseils pratiques pour le petit dernier qui, à vingt-huit ans, n'a toujours pas quitté le nid. « Pour les gens, dit Marie-France, les choses ne suivent plus leur cours

« Nous remplaçons les curés, nous apportons de l'apaisement aux personnes en détresse qui viennent se confier à nous, payent en liquide, ne laissent pas d'adresse ni de nom »

normal. » Les rencontres ne se font plus naturellement, l'ascenseur social est en panne, tout se dégrade et devient plus imprévisible. La jeune voyante ne cesse d'écouter des mêmes célibataires qui « cherchent une épouse pour se reposer un peu », des divorcés en quête d'un « second souffle ». Elle ne s'explique pas autant de « terrible solitude » : « Peut-être les amis manquent-ils parce qu'ils sont eux-mêmes saturés par la crise ? Peut-être qu'on ne se parle plus en fa-

mille ? Faire part d'un problème tout simple devient impossible et on s'en fait une montagne. Vous ne pouvez imaginer le nombre de fois où l'on m'a dit "je n'ai personne à qui parler". » Sur le même mode compassionnel, Anita constate : « Mes clients sont mes souffrants. Ils ont d'abord un énorme besoin de raconter leurs misères. Et ils se mettent à parler, à parler... A tel point qu'ils me bloquent dans mes prédictions. » Elle rêvait autrefois d'entrer dans les ordres, elle a trouvé une autre voie pour aider son prochain : « Nous remplaçons les curés, nous apportons de l'apaisement aux personnes en détresse qui viennent se confier à nous, payent en liquide, ne laissent pas d'adresse ni de nom. » Sauf, se reprend Anita, dont le pendule ne perd jamais le nord, si elles consultent par téléphone, parce qu'il faut bien « remplir la facturette de Carte bleue et relancer s'il y a un problème. Mais, s'empresse-t-elle de préciser, je n'en ai jamais, contrairement aux mauvaises voyantes... »

Des Français « angoissés », manquant de « confiance en eux », « de croyances en des valeurs incontestées », « déstabilisés, stressés, désorientés », des Français toujours plus pessimistes, ayant besoin d'être « à tout pris rassurés, sécurisés », chacun de nos voyants dresse en des termes différents le même constat. Claude, auquel le

mot « patients » échappe parfois, mais qui aussitôt se corrige en affirmant qu'il ne se considère pas comme un médecin, observe que la peur du lendemain est si grande que les projets à long terme ont disparu. « Avant, les clients me demandaient si, dans les cinq ou dix années suivantes, ils allaient se marier, avoir des enfants, acheter une maison. Maintenant, quand je leur annonce que demain tout ira bien ils ne veulent pas en savoir plus. » La crise rend les professionnels maussades, et Nina en arrive à ce sombre constat : « Il faut une sacrée dose de générosité pour être voyante aujourd'hui, avoir du tact quand on devine un avenir peu réjouissant, car, si je ne suis pas honnête et que je promets n'importe quoi, la déception sera encore plus douloureuse. »

MARIE-FRANCE ne veut pas non plus appartenir à cette catégorie de voyants qui assurent sur facture « monts et merveilles aux gens paumés ». Elle suit d'ailleurs une formation de psychothérapeute pour mieux savoir réagir lorsque, comme c'est fréquemment le cas, un client éclate en sanglots sur son canapé. « Un tiers de ceux que je vois auraient vraiment besoin d'une thérapie de soutien, mais les "pay" leur font peur. » Dire la vérité tout en ménageant l'auditeur « puisque dans la voyance il y a toujours une marge de 0,5 % d'erreur » (sic) ; détourner parfois la conversation de telle façon que le client « ne se rappelle plus en repartant pourquoi il est venu » ; donner des conseils de bon sens, des adresses d'associations... et mentir, quelquefois, « pour secouer la force d'inertie des gens, en leur disant par exemple qu'on les voit, le mois suivant, s'adonner à tout un tas d'activités » : Marie-France a appris, à force de pratique, à concocter une mixture de « deux tiers de prédictions et un tiers d'écoute, de conseils et de psychologie » qui « redonne l'espoir, parfois ».

Si bien qu'un nombre grandissant de clients consulte très souvent – trop souvent, avouent, gênés, les voyants. Sur son cahier de consultations téléphoniques, Anita montre les pages entières consacrées à quelques habitués : « Quand je pars me ressourcer dans mon potager, à la campagne, je dois basculer ma ligne téléphonique car certains disent qu'ils ne peuvent se passer d'entendre le son de ma voix, que cela les rassure. » A tous ceux qui l'appellent avant un rendez-vous chez leur banquier, Claude répond qu'il leur faut prendre leur vie en main : « Ils imaginent qu'on est connectés en permanence avec je ne sais quoi, qu'on est des sortes de messies. Il y a des clients que je recevrais toutes les semaines si je les écoutais. »

Certains des quelque quarante mille voyants en exercice ne se privent pas d'exploiter le filon. En fulminant, Claude dénonce les messages enregistrés, les serveurs Minitel « derrière lesquels se cachent des étudiants qui gagnent 30 francs de l'heure... » « Tout ça, ça nous fait par terre, nous, les vrais voyants ! », s'empare Anita, furieuse d'avoir à dépenser 40 000 francs l'an en publicité pour exister face aux « charlatans qui se paient des pages entières dans les magazines, cassent les prix, gagnent beaucoup d'argent puis plient bagage du jour au lendemain ».

Pour s'enrichir encore plus vite, expliquent-ils tous en prenant grand soin de le déplorer, il suffit de vendre des « travaux occultes », de demander une photo et 10 000 francs pour faire revenir un mari ou faire changer d'avis un chef de service. Récemment, Nina a aidé sa coiffeuse, à qui une voyante avait réclamé 4 500 francs pour piquer d'épingles une photo de sa belle-mère, à récupérer ses deniers. « J'inventerais une bougie rouge et verte, je dirais "Vous l'allumez, vous faites un vœu, et vous obtenez ce que vous voulez", je la vendrais. Il suffit d'un peu de bagout, d'une belle gueule, et on se saigne pour vous », reconnaît Claude. Après un temps de réflexion, il ajoute, sur un ton grave comme pour souligner sa bonne foi : « Nous, les voyants, il vaudrait mieux qu'on travaille moins, qu'on disparaisse même, et que les gens soient moins désespérés. »

Pascal Krémer
Dessin : Stanislas Bouvier

lité
sou-
Elle
he in-
lequel
yée à
s très
nt re-
elle a
et po-
ement
noma-
t son
com-
soi, et
make
vingt
e...

serait
stère
long-
me la
de
de
Bor-
naire
sion
le, on
pré-
trava-
ustice
le in-
s, on
adue,
iales
mar-
rôle-
is Le
vend
se
t que

Jo. S.

Le hasard, nouvelle frontière L'histoire à l'estomac

par François Cusset

Au sud-ouest de Las Vegas, tout au long de l'Interstate 15, seul d'un côté d'une barrière rocheuse de vastes étendues de sable durci, plates, remarquables toutefois, pour qui les foule, aux infimes boursoufflures, aux craquelures innombrables qui strient leur surface. Pareil entrelacs, dans sa sécheresse, sa complexité et l'impossibilité que l'ordonne aucune hiérarchie, évoque au promeneur incertain de cette fin de XX^e siècle comme le dessin exact du monde de réseaux intriqués, arbitraires qui est en train de se substituer à nos sociétés réglées.

C'est dans ce décor, dominé de ses néons par l'immense casino Whisky Pete's, qu'avec quelques complices universitaires la productrice Chris Kraus, de l'Art Center de Los Angeles, a réuni du 8 au 10 novembre une foule d'artistes, d'intellectuels et de jeunes étudiants autour du thème du hasard. Tandis qu'étrangers à ces spéculations les clients du casino, solitaires et compulsifs, continuaient à s'évertuer sur quelques milliers de « boudins manchots », la grande salle de conférences du Whisky Pete's - significativement à l'abri du tintamarre des jackpots - accueillait ce cudeux symposium, « Chance: Three Days in the Desert », sous-titré « Rave philosophique ».

Anthropologues, musiciens, sinologues, internautes, chefs indiens, spécialistes des « théories du chaos » ou des produits boursiers dérivés, ainsi que le philosophe français Jean Baudrillard annonçaient le glas de l'ère des déterminismes et du destin linéaire pour qu'advienne enfin le règne, incontrôlable, du fragmentaire et de la multiplicité. Finalement, sur un terrain de jeu d'un sujet omniscient, progressiste ou, même, utopiste. Perdus les illusions du finalisme et de la vieille causalité. La dictature des sexes conformes et des catégories immuables vit ses derniers instants. Seule réponse possible: le hasard et ses combinaisons en guise d'avenir radial.

Depuis que le mathématicien Henri Poincaré a mis au jour, il y a maintenant un siècle, les turbulences, les effets de retour et l'indéterminabilité du hasard jusqu'au cœur de la science, les chaînes du chaos, de la systémique ou de l'imprévisible, diversement écoutées, ont ébranlé avec un succès croissant, de la physique au social, du politique à la génétique, toutes les anciennes certitudes du déterminisme. Plus récemment, la « comédie du virtuel », que jouent depuis dix ans les essayistes de la sacro-sainte « communication », a relancé la rengaine des rencontres arbitraires, des clones interchangeables et du casino des réseaux.

L'opération « Chance », outre quelques transes occasionnelles, qui n'ont pas gêné les croupiers à l'œuvre à l'étage au-dessous, a en au moins un grand mérite: celui de poser, sans vraiment la formuler, mais par le fait même de réunir de tels ingrédients, la question de la marge de manœuvre dont dispose « en cette fin de l'ère mécanique » (selon le leitmotiv des conférenciers), entre l'accident, le hasard et la démultiplication, cette génération censée « bâtir l'avenir », ces vingt-cinq-trente-cinq ans qui forment, sans intervention, la majorité du public.

Que peuvent-ils faire pour que le système qui se trame ne leur échappe pas complètement, pour que l'« auto-organisation », qui advient au rythme où déclinent tous les pouvoirs centraux, ne tombe pas dans l'« autoconservation »? Pour que, selon l'ancienne distinction d'Aristote, le *tuché* (ce qui arrive en prenant l'apparence d'une finalité), désormais démasqué, ne laisse pas tout le champ au seul *automaton* (à ce qui arrive inéluctablement, par soi-même)?

Soit la vieille question d'une prise possible sur l'avenir, que les sociologues de magazines pensaient avoir clos sous l'étiquette de « *bof* (ou *K*) génération », de « *génération de crise* » ou sacrifiée, capable seulement, malgré sa maîtrise de dispositifs techno-culturels sans précédent, des retours les moins féconds: à la morale des grands-parents, au style « *rétro* » des

années 70, à la seule liberté du marché. Car le hasard, sous sa forme de risque imprévisible ou, plus rarement, de chance sans précédent, est bien le lot de cette génération, la nôtre. La légèreté d'un inventaire en rend certes la liste indécise, mais illustre bien l'éclatement des termes de l'équation. Il y a le *sida*, favorisé par des croisements accrus, par la sophistication des combinaisons relationnelles, et contre lequel n'a pu parfaitement prémunir, dans une décennie débridée, que l'abstinence for-

ethnique, sexuel ou cognitif, victoires d'un « *hasard objectif* », comme l'auraient appelé les surréalistes, contre les ignorances d'une époque, résisteront-ils longtemps au retour du fondamentalisme, du révisionnisme, de la spécialisation? Les « *crépuscules* » de tous ordres que brandit une pensée en vogue: ceux du sujet, du travail, des grands mythes politiques (Bill Clinton défini par les éditeurs américains comme le premier « *président virtuel* », forme ouverte à tous les discours),

Les grands décloisonnements, ethnique, sexuel ou cognitif, contre les ignorances d'une époque résisteront-ils longtemps au retour du fondamentalisme, du révisionnisme, de la spécialisation?

cée ou la clairvoyance précoce. Il y a le *chômage*, parvenu au stade de la désocialisation de masse par l'effet du décalage entre les prévisions à long terme (la fameuse « *fin du travail* ») et l'actualité des pouvoirs (l'extension des seules lois du marché par-delà ses anciens garde-fous), et que ne parvient à éviter au « *Nord* », et dans un contexte économique différent du nôtre, qu'une certaine jeunesse américaine, rompue à l'extrême mobilité professionnelle et au cumul des emplois.

Il y a le cyberspace, cette galaxie des hasards informationnels, dont la fameuse zone d'autonomie temporaire risque de faire long feu, rattrapée par le grand capital et le médium publicitaire, ne laissant plus souffler l'esprit libertaire de ses premiers moments que sur quelques îlots de subversion.

Les grands décloisonnements,

désignent surtout, pour le moment, l'obscurité d'une heure tardive à la faveur de laquelle des meurtres nouveaux sont commis, en toute impunité.

La fatalité du réseau est intrinsèque, sans dénucléage possible. C'est de l'intérieur seulement, en s'y laissant glisser, non dans le vieux modèle de l'espionnage mais sous la forme d'une porosité active à tous ses flux, que le réseau peut être libéré, éprouvé plus que démonté, traversé et non pas contrôlé, comme l'attestent les expériences éthérées d'une nouvelle génération. La génération des craquelures ténues, labyrinthiques du plateau désertique. Celle du réseau en acte. La génération du hasard incorporé.

François Cusset est directeur du Bureau du livre français de New York.

Suite de la première page

Si le PCF demande un argumentaire sur le déroulement des procès de 1952 à Prague, aux fins de s'en servir pour des débats animés au sein du Mouvement de la paix, que Jean-Paul Sartre vient de rejoindre, il invoquera par diplomatie la nécessité de fournir des analyses plus fouillées, destinées à de grands sympathisants plus exigeants que le commun des militants, et agitera le nom de l'auteur de *La Nausée* afin de mieux se faire comprendre. Mais pour un Bartoszek qui fait avouer les archives, son bout de papier prouve la complicité « *objective* » de Sartre là où un historien plus mesuré verra plutôt la trace d'une discussion animée et difficile entre le philosophe et Laurent Casanova (1906-1972), le responsable d'alors des intellectuels communistes.

Nous atteignons le sommet de l'aberration avec le document concernant Raymond Aubrac. Ce dernier n'a jamais et nulle part fait mystère de ses sympathies et engagements aux côtés du PCF; il a cofondé, comme il le relate avec force détails dans ses propres Mémoires, une société d'ingénierie, le Berin, qui deviendra vite la principale entreprise du PCF, en relation d'affaires constantes avec l'Est. Raymond Aubrac s'était vu proposer auparavant de nombreuses fonctions officielles, notamment au cabinet du général de Gaulle, qu'il avait toutes refusées pour se consacrer à ses engagements militants, ce qui est à l'évidence le contraire absolu du comportement d'un agent ou d'un clandestin.

Les archives exposées avec force ricanelements par Bartoszek ne font que confirmer ce que l'on savait depuis fort longtemps et qui, une fois de plus, se révèle tout à l'honneur de Raymond Aubrac, devenu indésirable aux stalinistes locaux à partir de 1952, en raison de ses liens d'amitié avec plusieurs des inculpés du procès de Prague, notamment London et Margolius.

Avec Arthur London, dont le cas occupe le chapitre ultime et le plus développé du livre, l'auteur se livre

à un règlement de comptes de bien plus grande ampleur. Là aussi, la méthode est étrange: montrer en importance ce qui blesse ou ce qui nuit et était le plus souvent parfaitement commode, écarter d'un revers de main ce qui compte aux yeux de tous et, pour finir, nous livrer, après la pesante traversée d'une documentation mal maîtrisée, des considérations qui s'apparentent à la haine pure et simple. Nous voyons ainsi l'auteur brandir de façon perverse le texte d'une des confessions extorquées à London par ses bourreaux dans le but de le détruire moralement aux yeux des lecteurs, en passant sciemment sous silence le document secret

Si l'on veut la paralysie du sentiment moral, l'atrophie de la volonté collective, il faut que l'on croie que Jean Moulin était un espion, Raymond Aubrac un affidé du stalinisme et « L'Aveu » une simple plaisanterie de bureaucrates

qu'il avait fait au même moment passer à sa famille dans une boîte d'allumettes, où il proclamait clairement son innocence.

Enfin, atteignant le comble du grotesque, Bartoszek cherche à faire de la rédaction de *L'Aveu*, en 1969, un contre-fen du Parti communiste français à l'implosion communiste du stalinisme. Il s'agit, même avec les atténuations que l'auteur a apportées à son manuscrit original, d'une thèse historiquement insoutenable, tant par l'invraisemblance que par la mauvaise foi aux limites de l'indignité.

Rien n'arrête notre auteur dans sa charge enflammée, tant l'emprise des thèses de la « nouvelle école » historiographique semble puissante sur son esprit. Il s'agit d'affirmer - et pour cela tous les coups seront permis - une thèse fondamentale: le communisme était un bloc de mal, et tous ceux qui y ont pris part des étreintes également royalement dégradées.

Cette « histoire à l'estomac » a pour but de démolir autant que faire se peut le consensus des plus grands historiens du communisme, l'Anglais Carr, le Tchèque Hajek, le Russe Leibson, l'Italien Spriano, qui avaient patiemment mis au jour la trame de lignes opposées au sein du mouvement communiste, depuis la renaissance de politiques unitaires après 1933, jusqu'à leur réémergence explicite en 1956 avec la désalinisation.

L'opposition de droite soviétique des années 30, groupée autour de Boukharine (1888-1938), le grand maréchal Toukhatchevski (1893-1937) et ses subordonnés qui voulaient passionnément l'alliance contre Hitler avec Paris et Londres, tout l'entourage de Georges Dimitroff (1882-1949), la plupart des membres des Brigades internationales une fois installées de l'autre côté du rideau de fer, les deux tiers des chefs communistes de la Résistance française, tous ces hommes de grande valeur intellectuelle, et le plus souvent morale, n'ont pas été assassinés, torturés ou au moins incarcérés, ou encore vilipendés, détruits politiquement au nom d'un culte arctique indéchiffrable dont on veut nous faire croire qu'ils se faisaient les desservants passifs et apeurés.

C'est le contraire qui est vrai: sans toujours bien comprendre la portée de leurs actions et les nouvelles règles abominables qu'on leur imposait peu à peu, ces hommes, sans concertation, se levaient tout à tour pour réclamer

une véritable politique antifasciste, plus tard la fin du pacte germano-soviétique, l'établissement de régimes non dictatoriaux en Europe de l'Est après 1945, des coalitions politiques durables avec les autres forces issues de la Résistance en France ou en Italie, un soutien affirmé et enthousiaste à l'Etat d'Israël en 1948. C'est pour cela, dont Staline et les stalinistes ne voulaient à aucun prix, que ces hommes ont tant payé.

La portée morale de cette affaire n'est pas moindre. Bartoszek et les siens observent une sorte de fidélité mimétique à la démarche inquisitoriale de la police de Staline, accumulant les accusations, cherchant à humilier leurs victimes, à les déshonorer avant toute chose. Pour Staline, à l'évidence, il fallait détruire moralement des hommes courageux et dignes dont

l'existence jusqu'alors sans tache était par elle-même un désaveu de son entreprise. Nous voyons ici cette démarche suivie pas à pas avec la même conception du monde selon laquelle l'antifascisme n'a pas existé, ne doit pas exister.

Curieuse époque que la nôtre, qui, après les explosions violentes et déchirantes des années 30 et 40, nous fait vivre à présent une implosion qui n'est sans doute pas moins redoutable. L'un de ses symptômes est la haine implacable qui s'exprime envers tout être d'exception, toute forme d'excellence. Elle aboutit naturellement à la haine du héros et du saint. C'est bien logique.

Si l'on veut la paralysie du sentiment moral, l'atrophie de la volonté collective, la guerre impitoyable des individus, l'abandon des faibles et le pogrome tranquille, tandis que l'extrême droite rôde dans nos villes, il faut en effet des hommes et des femmes courbes, ployés, déjà consentants au pire. Il faut donc bien, à la fin des fins, que l'on croie que Jean Moulin était un espion, Raymond Aubrac un affidé du stalinisme et *L'Aveu* une simple plaisanterie de bureaucrates. Bref, que les héros sont illusoire, à moins qu'il ne faille les chercher chez les conformistes de toutes les latitudes, tous profonds philosophes habillés par le souci du bien public.

Eh bien, à tous ceux qui pensent de la sorte, il faudra bien dire et redire que nous sommes encore nombreux, très nombreux, à savoir, par les archives et le raisonnement historique, que les héros sont les héros, le combat de l'Espagne républicaine le bon combat, les sacrifices exceptionnels du couple Aubrac l'honneur de la France, Arthur et Lise London les symboles destructibles de l'authenticité passion communiste. Quant à Jean Moulin, il reste le pur archange de la révolution nationale, la vraie, pas celle de Pétain, mais celle qui sut unir à des moments décisifs de l'histoire nationale le général de Gaulle et la France libre, la tradition républicaine et jacobine, la révolte ouvrière et communiste.

Demain encore ces forces, motifs hétérogènes qu'on ne le croit souvent, et qui n'ont pas encore donné, sauveront une fois de plus notre pays de la débâcle, d'abord intellectuelle et morale, que certains entendent lui préparer.

Alexandre Adler

AU COURRIER DU MONDE

QUELLE LOGIQUE?

Nous avons tous été informés que le docteur Gubler a été lourdement sanctionné pour avoir violé le secret professionnel. Et voici maintenant qu'on demande à tous les médecins de France et d'outre-mer de le violer en inscrivant des diagnostics sur un carnet de santé!

Les pharisiens qui furent si sévères avec l'un inclinent les autres au même péché. La Fontaine a dit bien des choses à ce sujet. C'est d'utilité publique, dites-vous? Mais alors, cela ne l'était-il pas en posant la question comme semble l'avoir fait Gubler: peut-on laisser gouverner un chef d'Etat physi-

quement ou psychologiquement diminué? Evidemment, les médecins ne connaissent rien aux problèmes de santé. Les politiques et les juristes sont seuls capables de les appréhender correctement. C'est bien ce qui est écrit dans le jugement condamnant notre confrère: en un mot, il n'avait pas à se mêler de ces questions qui ne peuvent que le dépasser.

Alors, nous continuerons de voir s'accrocher à leur couronne tout un tas de chefs d'Etat et d'hommes d'Eglise. Plus ils sont atteints, plus ils deviennent insaisissables ou dangereux, et plus ils s'accrochent, perdant ainsi toute dignité.

Dr Abraham de Voogd, Grenoble

"La présence de l'humanitaire est indispensable. Elle permet de SAUVER, de rassurer, de faire SAVOIR, de montrer que ces gens ne sont pas seuls, abandonnés dans un conflit qui les dépasse toujours."

Raymond Depardon

ACTION CONTRE LA FAIM

9, rue Bureau 75014 Paris
Tél : 01 53 80 88 88 - 3615 ACTIONFAIM

ACTION CONTRE LA FAIM est une association reconnue d'Utilité Publique qui intervient dans 27 pays

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 15 NOVEMBRE 1996

DEVISE EUROPÉENNE L'introduction de la monnaie unique européenne bouleversera la vie financière des entreprises françaises. Leurs responsables n'ont pris conscience

que tardivement de l'ampleur de ce choc monétaire. UN « M. EURO », issu généralement de la direction financière, a été désigné au sein de certains groupes afin de préparer cette

échéance. Son premier travail consistait à faire l'inventaire de toutes les conséquences qu'aura, pour l'entreprise, l'arrivée de l'euro. D'IMPOR-

TANTES MODIFICATIONS comptables et fiscales sont à prévoir. Toutes les relations de l'entreprise avec ses actionnaires, ses fournisseurs, ses clients et ses salariés seront aussi à redéfinir. EN TANT QU'ACTEURS sur les marchés

financiers, les trésoriers des sociétés seront concernés dès le 1^{er} janvier 1999 par la création de la monnaie unique. A cette date, leurs opérations monétaires s'effectueront en euros.

Les entreprises découvrent l'ampleur des bouleversements liés à l'euro

L'introduction de la monnaie unique modifiera en profondeur la vie financière des groupes. Leurs dirigeants tentent aujourd'hui de rattraper le retard pris à préparer les changements informatiques, comptables ou fiscaux

ESSILOR n'a pas encore commencé à y réfléchir. Air liquide n'en est qu'aux balbutiements, tandis que Renault juge prématuré de livrer ses pistes de réflexion. A 800 jours du passage à la monnaie unique, l'état d'impréparation des entreprises françaises est flagrant. Les groupes les plus avancés dans la réflexion avouent ne s'être emparés du problème que depuis le printemps. Ils ont désigné un « Monsieur Euro », issu généralement de leurs directions financières, pour animer de petites équipes chargées de mesurer l'impact du changement monétaire.

Pour l'instant, le sujet ne débordait pas ces petits comités. « Mais il va falloir très vite accélérer et impliquer l'ensemble de l'entreprise », constate Gilles Gleyze, animateur du groupe monnaie unique chez Rhône-Poulenc. « Si j'avais su qu'en votant pour Maastricht, je votais pour un tel bouleversement ! Mais comme d'habitude pour tout ce que qui touche l'Europe, on ne découvre les implica-

tions que par la suite », peste un autre responsable. « Surtout » des conséquences de l'instauration de l'euro.

En commençant leur étude, les entreprises pensaient que le passage à la monnaie unique n'était que l'arrivée d'une autre devise. Un problème s'apparentant à celui de la « règle de trois ». Elles imaginaient de coûteuses transformations informatiques et de nouvelles complexités comptables. Mais ces difficultés devaient, dans leur esprit, être gommées par les formidables avantages procurés par la monnaie unique. Chacun reconnaît avoir sous-estimé l'ampleur du changement : l'euro n'est pas une devise de plus, mais la future monnaie, qui, dès son arrivée, va bouleverser toutes les habitudes, les références et les symboles.

Selon les décisions de la Commission européenne, le passage à la monnaie unique doit se faire progressivement. Au 1^{er} janvier 1999, les marchés financiers pourront utiliser l'euro, mais son entrée

en vigueur auprès des particuliers ne deviendra effective qu'au 1^{er} janvier 2002, avec la mise en circulation des billets.

« L'arrivée de l'euro va mettre à bas toute une partie du marketing »

La perspective d'avoir à travailler, pendant la période de transition, avec deux monnaies en parallèle est jugée ingérable par la plupart des entreprises. Mais quelle monnaie choisir, le franc ou l'euro ? Quand changer ? « L'idéal pour nous serait de décréter un grand big bang et de tout changer au 1^{er} janvier 1999 », explique Patrice Bouton, chargé de mission sur l'euro auprès du directeur financier de PSA-Peugeot-Citroën. Certains responsables re-

connaissent, toutefois, qu'il leur serait difficile de basculer toutes leurs opérations en euro dès 1999, ne serait-ce que pour des problèmes informatiques. Ils souhaitent pouvoir choisir le moment où ils adopteront, pour l'ensemble de l'entreprise, la monnaie unique. « Il faut que le processus soit tiré par le marché. Les contraintes sont telles que nous devons avoir le plus de souplesse possible », souligne M. Gleyze.

Pour l'instant, ce souhait ressemble à un vœu pieux. Faute de s'être penchée sur la question, l'administration n'a pas révisé ses règles : les comptabilités doivent être établies en franc jusqu'au dernier jour, le 31 décembre 2001. Pour la fiscalité, la situation reste confuse. Les pouvoirs publics n'ont pas encore fait savoir s'ils étaient prêts, durant toute la période de transition, à accepter le règlement en euros de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales, sans parler de la TVA qui risque de devenir « un casse-tête

infernol ». Toutes les relations de l'entreprise avec ses actionnaires, ses fournisseurs, ses clients et ses salariés vont être redéfinies. Les actions inscrites à la Bourse de Paris, par exemple, devront être cotées en francs et en euros dès le 1^{er} janvier 1999. Mais comment transformer un capital social de 50 000 francs ou une action au nominal de 10 francs ? La conversion en euro, qui vaut autour de 6,49 francs, ne pourra jamais donner un chiffre rond. Les experts européens ont déjà recommandé d'arrondir à l'euro supérieur ou inférieur, selon les besoins. Mais ces conversions risquent de modifier le nombre d'actions. Certaines minorités de blocage, chèrement acquises, pourraient s'évanouir au passage.

Entre les entreprises, les échanges vont devoir être revus, même si Bruxelles a réaffirmé la continuité juridique des contrats. Afin d'éviter de trop grandes fluctuations sur les prix, de nombreuses sociétés ont signé

des accords incluant des mécanismes d'indexation. Tous devront être rediscutés sur la base de l'euro, ce qui laisse présager quelques débats houleux entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants.

Sur les marchés de grande consommation, la situation s'annonce plus limpide : le franc est appelé à rester jusqu'en 2002. Mais de nombreuses entreprises appréhendent le moment où l'euro sera installé. Tout un monde de références, de seuils psychologiques va perdre en un jour son sens. Les prix, soigneusement étudiés pour atteindre 99,90 francs ou 1 999 francs, vont perdre toute signification, une fois convertis en euros. Pour les entreprises, les conséquences apparaissent redoutables. « L'arrivée de l'euro va mettre à bas toute une partie du marketing », constate Alain Moty, consultant chez Coopers & Lybrand. Certains groupes se demandent s'ils ne vont pas devoir revoir leurs politiques commerciales, des tarifs d'appel aux dimensions de l'emballage. En arrière-plan, ce sont les calculs minutieux de production - qui ont eu parfois de lourdes conséquences sociales - pour arriver à fabriquer des objets à 99,90 francs avec une marge qui risque de voler en éclats.

Cette perte de référence monétaire pourrait être explosive pour la gestion salariale, à en croire les groupes. Comme les prix, les salaires vont donner l'impression de diminuer, une fois convertis en euros. Des passages symboliques autour de 6 000 francs mensuels ou de 10 000 francs, ou les frontières entre le statut de cadre et de non-cadre vont être effacées. « Nous allons devoir faire de gros efforts d'adaptation », dit un responsable. Certains redoutent que l'information ne soit pas suffisante, notamment auprès des syndicats, qui auront, eux aussi, perdu leurs références revendicatives.

Aucune entreprise comme aucun comité n'est capable d'estimer la facture induite de l'installation de l'euro. Les « Messieurs Euro » appellent à être vigilants pour limiter les frais stériles. Une inflation des coûts serait, selon eux, insupportable pour les consommateurs.

Pierre-Antoine Delhommais

Martine Orange

Les trésoriers des sociétés doivent s'adapter à la nouvelle donne

EN TANT QU'ACTEURS, directs ou indirects, sur les marchés financiers, les entreprises seront concernées, dès le 1^{er} janvier 1999, par l'introduction de l'euro. Alors que les particuliers n'auront en théorie accès à la monnaie unique qu'à partir du 1^{er} janvier 2002, les opérations de gros, sur les marchés monétaires ou obligataires, s'effectueront en euros trois ans plus tôt.

Les trésoriers d'entreprise devront s'adapter à cette nouvelle donne, qui affectera toutes leurs activités : gestion des encaissements et des décaissements, des risques de change et de taux d'intérêt.

« Le problème du basculement de la trésorerie des entreprises n'est pas clair », reconnaît la mission exploratoire sur les modalités du passage à la monnaie unique dirigée par Benoît Jollivet, président du comité consultatif du Conseil national du crédit. « La trésorerie sera le point de rencontre de flux en francs et en euros. »

POSITION STRATÉGIQUE

De fait, les trésoriers se retrouveront, dès le 1^{er} janvier 1999, dans une position aussi délicate que stratégique, au confluent précis de la monnaie nationale et de la devise européenne. Par exemple, ils devront se charger de dégager les sommes nécessaires au versement en francs des salaires des employés alors qu'ils emprunteront sur le mar-

ché monétaire en euros. « Ce sera sans nul doute un moment difficile à passer. Plus la transition sera rapide, mieux cela sera », estime Gérard Soularue, vice-président et responsable du groupe de travail sur la monnaie unique à l'Association française des trésoriers d'entreprise (AFTE).

Les trésoriers ont plusieurs motifs d'inquiétude. Le premier tient au risque d'instabilité sur les marchés de devises européennes entre le moment où la liste des pays sera établie, normalement début 1998, et la naissance de l'euro. Les futures parités n'étant ni fixées ni connues, les cours des monnaies pourraient connaître d'importantes fluctuations pendant cette période et exposer les entreprises à des risques de changes, mais aussi de taux d'intérêt, durant cet intervalle. « Il est plus prudent d'éviter d'emprunter avec des échéances comprises entre début 1998 et janvier 1999 », souligne M. Soularue.

Il estime aussi que le fonctionnement du marché des billets de trésorerie, qui permet aux entreprises de se financer directement à court terme, sera profondément modifié. « Aujourd'hui, tous les intervenants du marché des billets de trésorerie se connaissent, ce qui diminue les risques de contrepartie. L'élargissement du marché monétaire à d'autres pays demandera une plus grande surveillance », juge M. Soularue. Une autre

interrogation concerne les bouleversements attendus dans l'organisation des places financières européennes. « Aujourd'hui, les contrats libor trois mois proposés par le Matif sont parfaitement adaptés à nos besoins, mais l'on peut craindre que les marchés à terme ne se déplacent à Francfort ou à Londres après le 1^{er} janvier 1999, ce qui serait pour nous une source de complication », estime-t-on à la direction financière d'une grande société.

SÉCURITÉ ACCRUE

Les trésoriers d'entreprise estiment toutefois que les avantages liés à l'introduction de la monnaie unique devraient largement l'emporter sur les inconvénients. Avec l'euro, les risques de change disparaîtront pour les entreprises réalisant des échanges commerciaux dans la zone monétaire européenne commune. Pour les sociétés, le coût - élevé - des opérations de couverture destinées à se protéger contre des fluctuations de cours sera réduit à zéro. De façon plus générale, le nombre d'opérations de change diminuera sensiblement, ce qui permettra de réaliser d'importantes économies.

Les trésoriers des grandes entreprises s'attendent à une sécurité accrue des transactions grâce à la plus grande taille et à la plus grande « profondeur », comme disent les spécialistes, des marchés. Pour le placement de leurs excédents de trésorerie, ils

auront à leur disposition une gamme plus large de produits financiers, complétant celle des OPCVM monétaires français. Autre avantage, plus précisément pour les petites et moyennes entreprises, qui ont l'habitude de déléguer tout ou partie de la gestion de leur trésorerie à des établissements financiers : l'introduction de l'euro devrait se traduire par une concurrence accrue entre les banques.

« La naissance de l'euro va obliger les entreprises à faire un check-up de leur trésorerie », résume un professionnel. « Elle va les amener à identifier précisément quels sont leurs besoins réels. Cette opération leur permettra de rationaliser leurs structures et de réduire les coûts. » Ce bilan devrait peu concerner les grands groupes.

Leurs trésoreries sont à la pointe de la modernité financière, et constituent de véritables salles de marché qui n'ont rien à envier, en matière de technologie et d'utilisation de produits, à leurs homologues des banques spécialisées. Les petites et moyennes entreprises, en revanche, devraient mettre à profit ce choc monétaire pour établir avec précision les risques de taux d'intérêt et de change auxquels elles sont exposées, ce qui n'est aujourd'hui que rarement le cas.

La révolte des porteurs d'obligations de Dapta Mallinjoind

COLETTE NEUVILLE, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires (Adam), prend la défense des porteurs d'obligations convertibles de l'entreprise de décolletage et d'ameublement Dapta Mallinjoind. L'entreprise a été mise en redressement judiciaire le 29 février, entraînant la ruine des porteurs d'obligations. Le 4 octobre, le pôle de décolletage de l'entreprise a été attribué, par le tribunal de commerce de Thiers (Puy-de-Dôme), à Michel Coencas, PDG du groupe de mécanique et de fonderie Valois, tandis que les six sociétés de meubles ont été attribuées à 70 % à M. Coencas et à 30 % à Hervé Guillaume, ancien du groupe Pinault (Le Monde des 6 et 7 octobre).

Les malheurs de Dapta Mallinjoind ont commencé en mai 1992, lorsque son président, Bernard Roques, ancien du groupe Pinault, a acheté à François Pinault son pôle meubles pour 835 millions de francs, avec l'aide du Crédit lyonnais, banquier traditionnel de M. Pinault. Ce pôle a été payé trop cher, notamment à cause de Lafa, une filiale basée à Aurillac (Cantal), dont les comptes se sont révélés inexacts.

Selon le rapport de M. Le Quére, un expert commis par le tribunal arbitral chargé de régler le conflit entre M. Roques et le groupe Pinault, la comptabilité de Lafa « présentait des anomalies d'un montant cumulé de 109 451 000 francs à la date du 31 mars 1992 ». Ces erreurs concernaient, pêle-mêle, une surévaluation des stocks de 30 millions de francs, la comptabilisation d'une créance contestée de 15 millions, la minoration des comptes fournisseurs pour 11,4 millions ou encore des créances clients irrécouvrables non provisionnées pour 5,4 millions.

Sur la base de ce rapport, dans une sentence prononcée le 24 avril 1993, le tribunal arbitral a conclu que « le vendeur a trompé l'acquéreur sur le montant des actifs nets de la société cédée à concurrence de 64,4 millions de francs » et condamné le groupe Pi-

nault à verser à M. Roques « une provision de 100 millions de francs à valoir sur la réparation de son préjudice ». Le groupe Pinault a contesté les conclusions de l'expert, M. Le Quére. Toutefois, André Dana, expert comptable auquel Pinault a demandé d'examiner les comptes de Lafa, arrivait à des redressements de 50 millions de francs au 31 décembre 1991, auxquels s'ajoutaient des ajustements de 27 millions pour 1992. Le groupe Pinault a fini par transiger et verser plus de 200 millions de francs à M. Roques. M. Pinault s'est ensuite retourné contre son propre commissaire aux comptes, le cabinet KPMG, qui avait certifié les comptes de Lafa.

Cette affaire ne serait qu'un litige entre vendeur et acheteur si la société Dapta Mallinjoind n'avait pas émis, en juillet 1993, 240 millions de francs d'obligations convertibles. A cette époque, MM. Roques et Pinault sont déjà en conflit sur le prix de vente de Lafa, comme en témoignent des courriers échangés entre les deux groupes. Les souscripteurs d'obligations convertibles et les créanciers de Dapta Mallinjoind, eux, ne sont tenus au courant de rien. Aucune trace du litige sur Lafa n'apparaît dans les comptes de Dapta Mallinjoind. Ceux-ci, visiblement inexacts, ont pourtant été certifiés sans réserves par les deux commissaires aux comptes, dont KPMG.

« L'information financière donnée aux porteurs d'obligations dans la note COB est apparemment fautive. Ils ont été trompés sur la valeur et la solidité de la société à laquelle ils ont apporté leur épargne », déclare, M^{me} Neuville, qui n'exclut aucun moyen pour faire rembourser les obligataires. « S'ils se révèlent établis, ces faits pourraient être constitutifs des délits de faux bilan, d'information trompeuse et mensongère et d'escroquerie à l'épargne », affirme-t-elle. La COB a ouvert une enquête à la suite de la faillite de Dapta Mallinjoind.

Arnaud Leparmentier

Mecatherm et M 6, meilleures valeurs du second marché

POUR LA QUATRIÈME ANNÉE consécutive, le Crédit national-BFCE et la SBF-Bourse de Paris ont établi le palmarès des entreprises cotées au second marché de la Bourse de Paris. Ce palmarès est établi à partir de critères économiques, financiers et boursiers. Trois ratios ont été retenus pour le premier critère : taux de croissance du chiffre d'affaires, résultat courant avant impôts rapporté au chiffre d'affaires et résultat courant avant impôts rapporté aux capitaux mis en œuvre.

Trois ratios ont également été retenus pour établir les critères financiers : fonds propres sur endettement, résultat net sur fonds propres, et endettement par rapport à la capacité d'autofinancement. Les critères boursiers, qui tiennent compte des cours ajustés, ont pris en considération la performance (variation de cours au 31 août 1996 par rapport au 31 août 1994) ainsi que la liquidité des titres.

Rendu public mercredi 13 novembre, le palmarès a distingué 12 entreprises sur 267 sociétés co-

tées au second marché. Parmi ces 12 élues, 7 figuraient déjà au palmarès 1995, démontrant ainsi la constance de leurs performances.

Introduit sur le second marché en 1995, Mecatherm, constructeur d'équipements pour la boulangerie industrielle, arrive en tête du classement devant M 6, la chaîne de télévision, et Altran Technologies, spécialiste du conseil en hautes technologies (aéronautique, espace, transports, télécommunications, énergie...). Cette dernière a, par ailleurs, reçu un prix spécial récompensant l'entreprise qui réunissait les meilleures performances lors des trois précédents palmarès. Onzième du classement en 1995, Altran affiche une remarquable régularité : elle occupe depuis 1994 la troisième place du classement.

D'autres entreprises figuraient déjà au palmarès l'an passé comme But, Hermès International, Stédim, Médiascience et Broche Pasquier.

Emmanuel Rodocanachi, président du Crédit national-BFCE, a souligné que les entreprises primées représentaient un large éventail d'activités, de tailles différentes, et qu'elles géraient de mieux en mieux l'introduction et l'animation de leurs titres en Bourse.

François Bostnavaron

Les dix premiers du palmarès 1996

1. - Mecatherm, capitalisation boursière de 1,02 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 201,1 millions de francs.
2. - M 6, capitalisation boursière de 5,90 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 2,04 milliards de francs.
3. - Altran Technologies, capitalisation boursière de 3,55 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 1,02 milliard de francs.
4. - Groupe Partouche, capitalisation boursière de 2,14 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 722,2 millions de francs.

5. - But, capitalisation boursière de 3,16 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 1,90 milliard de francs.
6. - Infogrames Entertainment, capitalisation boursière de 1,19 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 262,3 millions de francs.
7. - Christian Dalloz, capitalisation boursière de 1,4 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 788,8 millions de francs.
8. - Hermès International, capitalisation boursière de 16,1 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 3,82 milliards de francs.

Face à la multiplication des protestations le gouvernement interrompt la privatisation du CIC

L'offre de la BNP avait été préférée à celle de la Société générale

Le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a annoncé, jeudi 14 novembre, la décision « d'interrompre la procédure actuelle de privatisation du groupe

bancaire CIC, pour prendre le temps d'expliquer, en raison des interrogations que suscitait ce processus ». Le gouvernement « maintient le principe

de privatisation » du CIC. L'offre de reprise de la BNP « avait été jugée conforme au cahier des charges » par la commission de privatisation.

LE MINISTRE des finances, Jean Arthuis, a annoncé jeudi 14 novembre que le gouvernement a décidé « d'interrompre la procédure actuelle de privatisation du groupe CIC, même s'il maintient le principe d'une privatisation de ce groupe ». La procédure lancée fin juillet par un décret du premier ministre était arrivée tant bien que mal dans sa phase finale. Le 7 octobre, après le désistement des Caisses d'épargne sur lesquelles le gouvernement avait fondé beaucoup d'espoir, seuls deux candidats avaient déposé des offres fermes, la Société générale et la BNP. Le ministre a décliné que la Commission de privatisation, chargée d'étudier les offres, avait considéré l'offre présentée par la BNP « conforme aux conditions du gouvernement » et avait rejeté celle de la Société générale.

Le revirement du gouvernement n'est en fait qu'une demi-surprise tant les objectifs assignés à cette vente étaient multiples et contradictoires : d'une part, permettre au GAN, sa maison mère, de se désendetter et éviter ainsi une recapitalisation massive de la part de l'Etat, son unique actionnaire ; d'autre part, conserver le lien existant entre le GAN et le CIC sur le distribution des produits d'assurance ; maintenir enfin l'intégrité du groupe bancaire construit sur 11 banques régionales.

Depuis la parution au journal offi-

ciel le 30 juillet du cahier des charges établi par le premier ministre mettant en vente, de gré à gré, 67 % du CIC, les difficultés n'ont cessé de se multiplier. Le prix tout d'abord. Compte tenu des 23 % que souhaitait conserver le GAN, de l'accord de distribution exclusif d'une durée de 8 ans qu'avait signé, en catimini pendant l'été, la compagnie d'assurance avec sa filiale, et, enfin, des frais de restructuration qu'allait entraîner la superposition de deux réseaux de banques commerciales, la Société générale et la BNP ont proposé un prix sur la base de 10 milliards de francs pour 100 % du capital du CIC. Or, la participation du CIC dans les livres du GAN est inscrite pour plus de 14 milliards. La cession du CIC ne répondait dès lors pas à l'objectif premier du gouvernement.

L'intégrité du groupe ensuite. Les salariés n'ont pas attendu longtemps pour se mobiliser contre la reprise de leur groupe par l'une ou l'autre banque française. Le 25 octobre dernier, à l'appel des syndicats, plusieurs milliers de personnes - 13 000 selon les organisateurs, 7500 selon la police, venues de la France entière ont manifesté pour défendre l'identité régionale de leur groupe. Le 6 novembre, c'était au tour des maires de grandes villes qui, à l'initiative du député maire de Nancy, André Rossinot (UDF), ont demandé une au-

dience au Premier ministre Alain Juppé - maire de Bordeaux - sur la privatisation du groupe bancaire. Pour les élus, la procédure choisie « dans un calendrier rigoureux et contraignant » a des « effets pervers » qui ont en pour conséquence de réduire à deux le nombre de candidats à la reprise, ce qui rend « encore plus complexe le problème de la recapitalisation du GAN ». De son côté, Laurent Fabius, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale estimait dans une question écrite au premier ministre que « la vente au profit de la BNP ou de la Générale ne viserait en réalité qu'à faire disparaître un de leur concurrents ». Enfin, le président de la compagnie financière du groupe, Bernard Yoncourt, jetait un pavé dans la mare en déclarant sur la chaîne d'information LCI que vendre le groupe à ces banques était « sauf à être contredit par les faits ou des engagements forts, la mort annoncée du CIC ».

Une telle levée de boucliers ne pouvait que faire redécouvrir le gouvernement, d'autant que la profession bancaire a annoncé une grève mas-

sive pour vendredi 15 novembre. De fait, le ministre, qui confirme sa volonté de privatiser le CIC justifie la suspension de la procédure en cours « pour prendre le temps d'expliquer et de convaincre en raison des interrogations que suscitait ce processus ». Les interrogations sont en effet nombreuses non seulement chez le personnel mais également dans les organes de direction du GAN comme du CIC. Jean-Jacques Bonnaud, président du GAN, affirme avoir appris la décision du gouvernement jeudi matin par une dépêche de l'AFP. Si le président du GAN avait participé à l'élaboration du cahier des charges, la suite de la procédure lui avait totalement échappé. Le déjeuner prévu jeudi 14 novembre entre l'ensemble des présidents de banques régionales et Jean Arthuis devait leur permettre d'approfondir les intentions du gouvernement. Soit attendre que les caisses d'épargne étudient le dossier à nouveau. Soit céder le CIC par une offre publique de vente.

Babette Stern

Embellie en octobre sur le marché automobile européen

LES IMMATRICULATIONS automobiles sur le marché européen ont progressé en octobre de 14,6 % à un peu plus de 1,06 million de voitures, selon les chiffres publiés, jeudi 14 novembre, par l'Association des constructeurs européens (Acea). Ce rebond est dû à la forte poussée de marchés comme l'Espagne (+31,2 %), la France (+24,5 %), l'Italie (+22,9 %) ou le Royaume-Uni (+13,3 %). Ce mois atypique n'a pas bouleversé les positions des constructeurs sur les dix premiers mois de 1996. Le numéro un Volkswagen a gagné 0,4 point de part de marché depuis janvier, à 17,1 %, tandis que Fiat a perdu 1,7 point, à 11,2 %, passant de la deuxième à la cinquième place. PSA, numéro trois, s'est maintenu à 12 % depuis le début de l'année, et Renault, sixième, est repassé au-dessus de la barre des 10 %, grâce à un mois d'octobre excellent en France.

DEPÊCHES

■ **PLASTIC OMNIUM** : le groupe français a annoncé, mercredi 13 novembre, qu'il allait créer avec l'américain Becker Group une société commune, P & B Automotive, pour développer des pièces extérieures en plastique pour les voitures destinées au marché nord-américain.

■ **DÉFENSE** : le Crédit local de France a annoncé, mercredi 13 novembre, le prêt de 2 milliards de francs aux collectivités locales pour financer des projets de reconversion à la suite des restructurations dans le secteur de la défense.

■ **TELECOMMUNICATIONS** : dans le cadre des discussions sur la libéralisation des télécommunications au sein de l'Organisation mondiale du commerce, les Etats-Unis ont levé, mercredi 13 novembre, les restrictions sur les licences pour câbles sous-marins donnant accès au marché américain.

■ **ALCATEL CIT** : le groupe de télécommunications devait proposer aux syndicats, jeudi 14 novembre, une annulation du temps de travail sur 222 jours, ramenant la semaine de travail 34 ou 35 heures sur 4 jours, ainsi qu'une préretraite totale maison pour les salariés entre 55 et 57 ans, qui auront opté auparavant pour une préretraite progressive à 52 ans.

■ **INTEL** : le fabricant américain de semi-conducteurs s'apprête à investir 8 milliards de francs dans deux nouvelles usines au Texas et au Costa Rica, à l'indiqué le groupe, mercredi 13 novembre.

■ **APPLE** : le constructeur américain d'ordinateurs a annoncé, mercredi 13 novembre, l'ouverture d'Apple Cafés avec Mega Bytes International, groupe spécialisé dans les restaurants à thème.

ualité

ils sou-
ce. Elle
iche in-
: lequel
nyée à
lus très
nent re-
blement
; elle a
ie et po-
ellement
l'onoma-
ent son
r com-
rquoi, et
remake
vec vingt
rôle »...

qui serait
mystère
ls long-
omme la
que » de
une fille
ns, Bon-
aginaire
passion
sque, on
une pré-
littéra-
injustice
illible in-
puis, on
pandue,
sociales
une mas-
ses sur-
s drôle-
dans Le
mprend
dresse »,
a, et que

Jo. S.

Un réseau de onze banques régionales

● Le groupe CIC est constitué de onze banques régionales : la Lyonnaise de Banque, la Banque Bonnamme (Marseille), la Société Bordelaise, le Crédit industriel de l'Ouest (CIO), de Normandie (CIN), d'Alsace-Lorraine (CIAL), la Banque régionale de l'Als, la Banque régionale de l'Ouest, Scalbert Dupont (Nord-Picardie), la Société nancéenne Varin-Bernier et le CIC Paris.

● Il comprend six filiales

spécialisées dans l'affacturage, la gestion de titres ou le financement des entreprises : Florid, EIFB (société de bourse), Bail Equipement, FactoCIC (affacturage), UBR, Socapl.

● Le bilan global du groupe est de 582 milliards de francs, dont plus de 100 milliards pour le seul CIC Paris. Le total des fonds propres est de 27,5 milliards, et le bénéfice net a atteint 533 millions de francs au premier semestre 1996.

Les pilotes de ligne lancent une grève contre « l'inaction » du gouvernement

AVANT MÊME la grève nationale prévue à la fin du mois, les pilotes d'Air Inter Europe lancent une grève surprise les vendredi 15 et samedi 16 novembre pour dénoncer les modalités de la fusion de leur compagnie avec Air France. Ce mouvement de grève sans préavis devait être déclenché dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'appel de tous les syndicats (SNPL, SPIT, SPPNAC, USPNT).

L'ensemble des syndicats de pilotes français s'apprête parallèlement à déposer un préavis de grève de 48 heures, qui devrait affecter les vols de toutes les compagnies nationales (Air France, Air Inter Europe, Air Liberté, AOM, TAT...) mercredi 27 et jeudi 28 novembre. Ce préavis sera adressé directement aux pouvoirs publics, principaux responsables, selon les pilotes, de la situation fortement dégradée du transport aérien en France à la veille de l'ouverture totale du ciel à la concurrence européenne, en avril 1997.

Les pilotes demandent au gouvernement de remédier aux distorsions de concurrence provoquées par les différences de législation sociale dans les quinze pays européens, tels que les écarts de charges sociales entre la France et le Royaume-Uni, qui coûtent 3 milliards de francs par an au seul groupe Air France. Pour y remédier, les compagnies françaises renégocient les conditions de travail et développent une politique d'affrètement et de franchise, dont les pilotes demandent l'arrêt immédiat (*Le Monde* des 10 et 11 novembre).

Le groupe Air France a ainsi demandé à City Jet et Eurowings d'exploiter certaines de ses lignes moyennant une rémunération forfaitaire, et s'apprête à franchiser certaines de ses lignes à une compagnie aérienne basée à Jersey. Jacques Maillot, président de

Consafr, filiale de Nouvelles Frontières, veut de son côté « utiliser, pour recruter le personnel d'Aéro Lyon, tous les règlements européens à sa disposition pour embaucher les salariés européens les moins chers ».

Les syndicats de pilotes dénoncent d'autre part « l'incapacité du gouvernement français à assurer l'affectation des capacités aéroportuaires en faveur des compagnies nationales ». Alors que British Airways a verrouillé l'aéroport d'Heathrow à son avantage, le gouvernement tarde à accepter l'augmentation des capacités de Charles-de-Gaulle et la construction de nouvelles pistes. A Orly, dont le groupe Air France a fait le point de convergence de ses vols intérieurs, les compagnies américaines qui y sont implantées bénéficient de cet apport de clientèle hexagonale. Les syndicats de pilotes critiquent aussi le rôle du gouvernement dans la reprise d'Air Liberté par British Airways et son incapacité à constituer « un pôle aérien privé ».

« LOGIQUE POLITIQUE »

Enfin, certains syndicats n'hésitent plus à soutenir leur compagnie aérienne face aux intrusions du gouvernement dans leur gestion. Bernard Pons, le ministre des transports, a demandé à Air France d'acheter des longs-courriers Airbus, de préférence à des Boeing.

Le SNPL « souligne le risque important de tensions sociales que pourrait générer un comportement de l'Etat substituant une logique politique à une logique industrielle cohérente, en faisant porter, par Air France et ses salariés, le surcoût lié au choix d'un avion qui ne serait pas le mieux adapté aux besoins de la compagnie ».

Christophe Jakubyszyn

BOUCHERON
PARFUMS
PARIS

Plus qu'un parfum, un bijou...

BOUTIQUES PARFUMS : 134, AVENUE VICTOR HUGO - 26, PLACE VENDÔME - 78, RUE DES SAINTS-PÈRES
INFORMATIONS : 3616 CODE BOUCHERON

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 14 NOVEMBRE
Liquidation : 22 novembre
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12h30

CAC 40
PARIS
+0,09 %
CAC 40 : 2219,25

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%
ANP (T.P.)	526	525	-0,10
CAJONNALS (T.P.)	795	795	0,00
Renault (T.P.)	1601	1601	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	1850	1850	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1200	1200	0,00
Thomson SA (T.P.)	1018	1018	0,00
Accor	648	648	0,00
ACF-Asiatic France	163,50	163,50	0,00
Air Liquide	770	770	0,00
Alcatel	441	441	0,00
Alcatel	318,50	318,50	0,00
Alcatel	321	321	0,00
Ball Inco	769	769	0,00
Banque Paribas	564	564	0,00
Bazart H&C	695	695	0,00
Bertrand Fabre	130,40	130,40	0,00
BIC	789	789	0,00
BIS	335	335	0,00
B.P.F.	312,70	312,70	0,00
Bouffier Techno	556	556	0,00
Bouffier	2030	2030	0,00
Bouffier	511	511	0,00
Bouffier	123,50	123,50	0,00
Cap Gemini	242,90	242,90	0,00
Carbone Lorrain	755	755	0,00
Cassini	3120	3120	0,00
Cassini	239,80	239,80	0,00
Cassini	170,40	170,40	0,00
Cassini	885	885	0,00
Cassini	248,80	248,80	0,00
Cassini	44,80	44,80	0,00
Cassini	164,10	164,10	0,00
Cassini	121	121	0,00
Cassini	1213	1213	0,00
Cassini	1245	1245	0,00
Cassini	725	725	0,00
Cassini	174,80	174,80	0,00
Cassini	382	382	0,00
Cassini	780	780	0,00
Cassini	211,50	211,50	0,00
Cassini	257	257	0,00
Cassini	645	645	0,00
Cassini	9,45	9,45	0,00
Cassini	2479	2479	0,00
Cassini	411,70	411,70	0,00

Cred Fon. France	69,15	69,15	0,00
Credit Local	455	455	0,00
Credit Lyonnais	139	139	0,00
Credit National	277,40	277,40	0,00
CS Sigmas (CSB)	238,50	238,50	0,00
Danone	4150	4150	0,00
Danone	721	721	0,00
Danone	1085	1085	0,00
Danone	436,50	436,50	0,00
Danone	240,50	240,50	0,00
Danone	389,10	389,10	0,00
Danone	40,50	40,50	0,00
Danone	130	130	0,00
Danone	124,20	124,20	0,00
Danone	632	632	0,00
Danone	214	214	0,00
Danone	423,40	423,40	0,00
Danone	274,80	274,80	0,00
Danone	815	815	0,00
Danone	1460	1460	0,00
Danone	1100	1100	0,00
Danone	2278	2278	0,00
Danone	10,50	10,50	0,00
Danone	1087	1087	0,00
Danone	7,20	7,20	0,00
Danone	408	408	0,00
Danone	82	82	0,00
Danone	482	482	0,00
Danone	430	430	0,00
Danone	1830	1830	0,00
Danone	117	117	0,00
Danone	440	440	0,00
Danone	2130	2130	0,00
Danone	356	356	0,00
Danone	436	436	0,00
Danone	373,80	373,80	0,00
Danone	108	108	0,00
Danone	225,40	225,40	0,00
Danone	829	829	0,00
Danone	1665	1665	0,00
Danone	358	358	0,00
Danone	666	666	0,00
Danone	805	805	0,00
Danone	320	320	0,00
Danone	79	79	0,00
Danone	213,50	213,50	0,00
Danone	913	913	0,00
Danone	257,50	257,50	0,00
Danone	699	699	0,00
Danone	890	890	0,00
Danone	157,80	157,80	0,00
Danone	264	264	0,00
Danone	198	198	0,00
Danone	900	900	0,00
Danone	108	108	0,00
Danone	213	213	0,00
Danone	740	740	0,00
Danone	1758	1758	0,00
Danone	1267	1267	0,00

Lyonnais Bank	466,90	466,90	0,00
Marine Wende	473,50	473,50	0,00
Marine Wende	46,90	46,90	0,00
Marine Wende	13,50	13,50	0,00
Marine Wende	156,70	156,70	0,00
Marine Wende	110,50	110,50	0,00
Marine Wende	127,80	127,80	0,00
Marine Wende	380,20	380,20	0,00
Marine Wende	657	657	0,00
Marine Wende	16,90	16,90	0,00
Marine Wende	307	307	0,00
Marine Wende	1270	1270	0,00
Marine Wende	222	222	0,00
Marine Wende	284,18	284,18	0,00
Marine Wende	190	190	0,00
Marine Wende	192	192	0,00
Marine Wende	450	450	0,00
Marine Wende	550	550	0,00
Marine Wende	142	142	0,00
Marine Wende	123,80	123,80	0,00
Marine Wende	121	121	0,00
Marine Wende	150	150	0,00
Marine Wende	169	169	0,00
Marine Wende	23,70	23,70	0,00
Marine Wende	1355	1355	0,00
Marine Wende	4630	4630	0,00
Marine Wende	11,20	11,20	0,00
Marine Wende	5156	5156	0,00
Marine Wende	709	709	0,00
Marine Wende	1276	1276	0,00
Marine Wende	463	463	0,00
Marine Wende	470	470	0,00
Marine Wende	1680	1680	0,00
Marine Wende	724	724	0,00
Marine Wende	114,40	114,40	0,00
Marine Wende	196,50	196,50	0,00
Marine Wende	41	41	0,00
Marine Wende	8	8	0,00
Marine Wende	145,20	145,20	0,00
Marine Wende	174,40	174,40	0,00
Marine Wende	334,80	334,80	0,00
Marine Wende	150	150	0,00
Marine Wende	27,20	27,20	0,00
Marine Wende	144	144	0,00
Marine Wende	45,50	45,50	0,00
Marine Wende	472	472	0,00
Marine Wende	403,30	403,30	0,00
Marine Wende	2,07	2,07	0,00
Marine Wende	41	41	0,00
Marine Wende	291	291	0,00
Marine Wende	146,90	146,90	0,00
Marine Wende	159,90	159,90	0,00
Marine Wende	46,50	46,50	0,00
Marine Wende	17,20	17,20	0,00
Marine Wende	530	530	0,00
Marine Wende	280	280	0,00
Marine Wende	380	380	0,00
Marine Wende	36,70	36,70	0,00
Marine Wende	77,80	77,80	0,00
Marine Wende	4,65	4,65	0,00
Marine Wende	40	40	0,00
Marine Wende	47,10	47,10	0,00

HOECHST	289	289	0,00
HOECHST	685	685	0,00
HOECHST	64,25	64,25	0,00
HOECHST	257,50	257,50	0,00
HOECHST	85	85	0,00
HOECHST	341,20	341,20	0,00
HOECHST	408,20	408,20	0,00
HOECHST	61,50	61,50	0,00
HOECHST	595	595	0,00
HOECHST	443,60	443,60	0,00
HOECHST	5720	5720	0,00
HOECHST	67,40	67,40	0,00
HOECHST	253,30	253,30	0,00
HOECHST	246	246	0,00
HOECHST	1538	1538	0,00
HOECHST	504	504	0,00
HOECHST	185	185	0,00
HOECHST	135,60	135,60	0,00
HOECHST	330	330	0,00
HOECHST	264	264	0,00
HOECHST	26,30	26,30	0,00
HOECHST	357,60	357,60	0,00
HOECHST	830	830	0,00
HOECHST	76,15	76,15	0,00
HOECHST	207,70	207,70	0,00
HOECHST	31	31	0,00
HOECHST	504	504	0,00
HOECHST	1,21	1,21	0,00
HOECHST	82	82	0,00
HOECHST	251	251	0,00
HOECHST	317,50	317,50	0,00
HOECHST	314	314	0,00
HOECHST	109,90	109,90	0,00
HOECHST	33,50	33,50	0,00
HOECHST	888	888	0,00
HOECHST	684	684	0,00
HOECHST	100,30	100,30	0,00
HOECHST	2076	2076	0,00
HOECHST	109,20	109,20	0,00
HOECHST	173	173	0,00
HOECHST	100,80	100,80	0,00
HOECHST	6,60	6,60	0,00

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
JEUDI 14 NOVEMBRE

OBLIGATIONS	Cours précéd.	Derniers cours	%
BPCE 9% 01-02	119	119	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	108,50	108,50	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	110,70	110,70	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	121,50	121,50	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	123,10	123,10	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	118,20	118,20	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	110,90	110,90	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	104,01	104,01	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	114,30	114,30	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	117,77	117,77	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	188,48	188,48	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	121,55	121,55	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	116,36	116,36	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	109,20	109,20	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	112,22	112,22	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	101,55	101,55	0,00
CEPAME 6,5% 05-07	121,60	121,60	0,00

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%
Arhel	108	108	0,00
Bain C. Monaco	485	485	0,00
B.N.P. Intercom	481	481	0,00
B.N.P. Intercom	119	119	0,00
B.N.P. Intercom	1,60	1,60	0,00
B.N.P. Intercom	380,10	380,10	0,00
B.N.P. Intercom	20	20	0,00
B.N.P. Intercom	329,50	329,50	0,00
B.N.P. Intercom	117,77	117,77	0,00
B.N.P. Intercom	4,62	4,62	0,00
B.N.P. Intercom	800	800	0,00
B.N.P. Intercom	450	450	0,00
B.N.P. Intercom	480	480	0,00
B.N.P. Intercom	390	390	0,00
B.N.P. Intercom	720	720	0,00
B.N.P. Intercom	1220	1220	0,00
B.N.P. Intercom	29,50	29,50	0,00
B.N.P. Intercom	340	340	0,00
B.N.P. Intercom	13,80	13,80	0,00
B.N.P. Intercom	310	310	0,00
B.N.P. Intercom	217	217	0,00
B.N.P. Intercom	435	435	0,00
B.N.P. Intercom	13,80	13,80	0,00
B.N.P. Intercom	1365	1365	0,00
B.N.P. Intercom	2090	2090	0,00
B.N.P. Intercom	1085	1085	0,00

190	190	
100	100	
61	61	
54,50	54,50	
♦ 172	172	
♦ 380	380	
	7,35	
	76,30	
♦ 281	281	
1080	1080	
230	230	
25	25	
♦ 1720	1720	
961	1009	
310	310	
365	365	
♦ 90	90	
♦ 409	402	
♦ 740	748	
♦ 190	190	
♦ 54	54	
♦ 4050	4050	
350	350	
1441	1480	
220	220	
♦ 400	400	

DISPARITIONS

L'AYATOLLAH HOSSEIN MOSTAFAVI, dit Passandideh, frère aîné de l'ayatollah Ruhollah Mostafavi, dit Khomeiny, fondateur de la République islamique d'Iran, est décédé mardi 12 novembre. Agé de cent trois ans, l'ayatollah Passandideh n'a jamais eu de fonctions officielles, mais était considéré comme très proche de l'imam Khomeiny, lui-même décédé en juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Présentant devant le Parlement ses condoléances, le président du Parlement, Ali Akbar Nategh-Nouri, a affirmé que l'imam Khomeiny, qui avait perdu son père dès son enfance, considérait l'ayatollah Passandideh comme son père spirituel.

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL
Sur proposition du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 13 novembre a procédé au mouvement préfectoral suivant : Pierre-Étienne Bissch, conseiller officieux chargé des affaires corses au cabinet de M. Debré (*Le Monde* du 31 octobre), est nommé préfet de la Savoie. Il remplace François Léonelli, nommé préfet du Gard. Francis Perrin, préfet du Gard, est placé hors cadre. Francis Léonelli, délégué interministériel à la ville et au développement social urbain, est nommé préfet du Val-de-Marne, en remplacement de Bruno Fontenault, nommé préfet

de Poitou-Charentes (*Le Monde* du 1^{er} novembre). Jean-Yves Audouin, directeur du cabinet de Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre, est nommé préfet de la Loire. Il remplace Jean Danbigny, qui, sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, est nommé délégué interministériel à la ville et au développement social urbain. Michel Souffiane, sous-préfet des Sablons-d'Orléans, est nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

[Né le 19 octobre 1951 à Lorient (RFA), ancien élève de l'ENA, Pierre-Étienne Bissch a été directeur du cabinet des préfets des Côtes-du-Nord (1978), du Pas-de-Calais (1979), sous-préfet de Montbard (Côte-d'Or) et de Metz (1982), conseiller au tribunal administratif de Metz (1984-1987), avant d'être chargé de la sous-direction des affaires juridiques et contentieuses au ministère de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'aménagement du territoire (1987). Antérieurement à l'Institut des hautes études de défense nationale (1989-1990), il devient sous-directeur chargé des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur (1990-1993). En mai 1993, il est nommé conseiller technique au cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. Depuis juin 1995, il était directeur de l'administration

territoriale et des affaires politiques à la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur.]

[Né le 9 juin 1939 au Fay (Haute-Loire), ancien élève de l'ENA, François Léonelli est directeur du cabinet du préfet de la région Centre (1971), puis sous-préfet de Toulon (1974). Nommé conseiller technique au cabinet de Norbert Ségard, secrétaire d'État aux postes et télécommunications (1976), il est ensuite secrétaire général de l'Orléans-Cher (1977), sous-préfet de Vichy (1979), de Brive (1982), de Saint-Quentin (1985), secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin (1987) puis du Rhône (1990). Il est préfet des Hautes-Pyrénées (1991). Depuis le 3 novembre 1995, François Léonelli était préfet de la Savoie.]

[Né à Paris le 1^{er} octobre 1946, ancien élève de l'ENA, Francis Perrin a été secrétaire général de la préfecture du Tarn-et-Garonne (1977) avant d'être nommé directeur du cabinet de Nicole Pasquier, secrétaire d'État chargée de l'emploi (février 1979-1980). Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne (1981), il est ensuite chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. De 1982 à 1986, il est directeur adjoint du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, avant d'être secrétaire général de la préfecture des Yvelines (1986-1988), sous-préfet d'Argenteuil (Val-d'Oise) (1988-1993), directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France (1993). Il est nommé délégué interministériel à la ville et au développement social urbain, en janvier 1994. Il est l'époux d'Anne-Marie Léonelli, secrétaire d'État chargée des transports.]

[Né le 4 juillet 1942 aux Sablons-d'Orléans (Vendée), ancien élève de l'ENA, Jean-Yves Audouin a été directeur du cabinet du préfet de l'Aude (1968-1971), de la région Champagne-Ardenne (1971-1974), secrétaire général de la préfecture du Tarn-et-Garonne (1974-1977), chargé de mission auprès du préfet d'Ile-de-France (1977-1980), sous-préfet de Narbonne (1980), secrétaire général de la préfecture de la Réunion (1982) puis de la Loire-Atlantique (1985). Nommé préfet du Lot (1989), puis de la Vendée (1992), il est ensuite chargé de mission auprès du secrétaire général du Conseil interministériel pour les questions de coopération économique européenne pour la convention de Schengen et les affaires intérieures et de justice (1994). Depuis novembre 1995, il était directeur du cabinet de Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre.]

VILLE
Jean Danbigny a été nommé délégué interministériel à la ville et au développement social urbain par le conseil des ministres du mercredi 13 novembre, sur proposition de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. [Né le 18 mai 1948 à Troyes (Aube), Jean Danbigny est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA (1974-1976). A sa sortie de l'ENA, il entre à la Cour des comptes. En 1977, il est notamment rapporteur au comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance, avant d'être membre du comité d'application du

rapport rédigé par ce comité. En 1978, il est rapporteur au comité national de prévention de la violence et de la criminalité. A partir de septembre 1980, détaché à la préfecture, il est successivement directeur du cabinet du préfet de la région Corse (1980-1981), sous-préfet de Châtelleraut (1981-1983), chef de cabinet, puis directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris (1983-1984). De juillet 1984 à janvier 1991, il est conseiller technique au cabinet de François Mitterrand, président de la République, chargé de l'Intérieur et des DOM-TOM. Préfet du Vaucluse de 1991 à 1993, Jean Danbigny était préfet de la Loire depuis juillet 1993.]

COUR DES COMPTES
Sur proposition du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, le conseil des ministres du mercredi 13 novembre a nommé Jean Marmont président de chambre à la Cour des comptes. Cette affectation sera précisée ultérieurement.

[Né le 19 août 1937 à Rabat, Jean Marmont entre à la Cour des comptes en 1963, à sa sortie de l'ENA. De février 1981 à juillet 1983, il est directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. En février 1984, il entre au Commissariat à l'énergie atomique, dont il est un temps secrétaire général. Depuis janvier 1987, il est secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, tout en étant, depuis juillet 1993, président du Comité économique du redressement.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 10 novembre est publié :

● Organes : un arrêté portant homologation des règles de répartition et d'attribution des greffes prélevés sur une personne décédée en vue de transplantation d'organes.

Au Journal officiel daté lundi 11-mardi 12-mercredi 13 novembre sont publiés :

● Régulation collective : une loi relative à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communau-

taire, ainsi qu'au développement de la négociation collective (*Le Monde* du 5 octobre) ; plusieurs décisions du Conseil constitutionnel validant cette loi (*Le Monde* du 9 novembre) ; les observations du gouvernement en réponse aux saisines du Conseil constitutionnel.

● Comptes des partis : les comptes des partis et groupements politiques afférents à l'exercice 1995, publiés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (500 pages en annexe).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Pascal et Martine GUYOT sont heureux de faire part de l'arrivée à leur foyer de

Anne-Florence, née le 2 juillet 1996.

Crémieux, Savignieu-en-Forez, 7, allée Leprince-Ringnet, Saint-Rémy.

Le Vidéon Louis (ANB)

et **Michelle de Raffin** ont le plaisir d'annoncer, à l'occasion de leurs quarante-cinq ans de mariage, la naissance de

Anriane, leur petite-fille,

sœur de

Arthur et Alex, Paris, Saint-Cloud, 7 novembre 1996.

Virginie et Christophe FERLET sont heureux de faire part de la naissance de

Benjamin, le 17 octobre 1996.

petit frère de

Jérémy, qui est enchanté.

— Depuis le 25 octobre 1996, j'ai un petit frère. Il s'appelle

Laurent Alatair.

Je l'aime beaucoup, et mes parents aussi.

Christine, Since the 25th of October 1996, I have a little brother.

His name is

Lawrence Alatair.

I love him very much, so do my parents.

Christine, Graham et Anne-Françoise Cutting, L'Epinay, 73370 Bourdeau (France), Tél. : (33) 04-79-25-07-75.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

CAHEN & C^{ie}
Rompes Funéraires - Morbier

Le premier site funéraire, français et indépendant sur Internet.

POUR UN DEVIS PRÉVISIONNEL : www.cahen-cie.fr

24, boulevard Edgar-Quinet 75014 PARIS - Tél. 01 43 20 74 52

M. Louis DUPEUX et **M^{me} Edith CHAMPAGNAC** sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Min, le 27 octobre 1996.

Chez Cécile et Daniel, 41, rue des Bacheliers, 67000 Strasbourg.

Anniversaires de naissance

— Un talent tout de finesse, entièrement consacré au théâtre de service public, depuis le 10 novembre 1946 qui vit ses débuts, à dix-neuf ans tout juste.

Bon anniversaire, Gérard.

Décès

— Ses neveux, ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marcelle BURAT de Gargy, survenue à Paris, le 5 novembre 1996, dans sa centième année. Elle a été inhumée dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, le 12 novembre.

— M. et M^{me} Bernard Deutsch, M. Emmanuel Deutsch, M^{me} Denis Perrier-Duval, M. et M^{me} Laurent Perrier, qui n'oublient pas

M^{me} Michel DEUTSCH, décédée le 5 juillet 1996, ont la douleur de faire part de la disparition de

Michel DEUTSCH, médecin, le 8 novembre 1996.

— Les obsèques ont eu lieu à Orléans, le 12 novembre, dans la plus stricte intimité.

335, rue Lacourbe, 75015 Paris.

— Best, Paris.

Anne Le Bover, son épouse, Hervé Olivier, et Pierre-Yves Geoffroy, ses enfants, ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques GEOFFROY, ingénieur en chef des travaux maritimes (C.N.R.S.), chef de l'École nationale du Mérite, survenue le 5 novembre, à Breil, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Breil, le 14 novembre 1996.

14, rue Beauregard, 75002 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Mariette Harmi-Muckensmann, Marie, Lella, Mehdi, Samuel, Zacharie, ses enfants, Dominique Gocher, ses parents, Sa famille, ses amis,

ont l'immeuble douleur de faire part du décès de

Ahmed HARMI, serviteur dans sa quarante-neuvième année.

Il s'est tenu courageusement et a donné à tous ceux qui l'ont connu un exemple de dignité hors du commun.

Ses obsèques auront lieu en cinémasurveur d'Ermenonville (Val-d'Oise), rue du Syndicat, le vendredi 15 novembre 1996, à 11 h 30.

7, place des Marchands-Labourets, 95130 Ermenonville.

— Françoise Modigliani, née Pichard, son épouse, Cécile, Vincent, Rami Modigliani, ses enfants, André-Paul, Anne-Marie, Suzanne, Michel, Jean, Chantal, Philippe Modigliani et leurs conjoints, ses frères et sœurs,

Pascal Modigliani, sa belle-sœur, son beau-frère et sa belle-sœur, Jean Pichard et Denise Arnaud et leurs conjoints et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

François MADIGNIER, survenue subitement le 10 novembre 1996, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La messe de fondation aura lieu le vendredi 15 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugrassat, Paris-19.

L'inhumation à Yverdon (Rhodé) sera précédée d'une cérémonie d'adieu en l'église d'Yverdon, le samedi 16 novembre, à 11 heures.

7, avenue Charles-Laurin, 75015 Paris.

— Yvonne Menotti, ses enfants, ses petits-enfants et ses proches, font part à tous ceux qui l'ont connu du décès de

Norbert MENOTTI, survenue le 10 novembre 1996, à l'âge de soixante-deux ans, marié des sacrements de l'Eglise.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Nous souhaitons une pensée affectueuse de la part de tous ceux qui l'ont connu.

Ni fleur ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, avenue de Charny, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

— Ses collègues du Centre d'études des religions du Livre, laborateur de l'École pratique des hautes études, section des sciences religieuses, associé au CNRS (URA 152), ont appris avec regret le décès de

Jean-Claude PICARD, chargé de recherche CNRS, chargé de conférence à l'EPHE,

survenue le 12 novembre 1996.

Il nous tient à rendre hommage auprès de la communauté scientifique à sa culture, à ses exigences intellectuelles et scientifiques, à son travail et à ses initiatives, et à la douleur de sa famille et de ses amis.

— Jean-Marie Drot, président de la Société civile des auteurs multimédias, François Cony, président de la Société des gens de lettres et les membres des conseils d'administration,

profondément peints par la disparition de leur ami,

Michel MITRANI, auteur en loi des créateurs les plus talentueux de l'audiovisuel français, défenseur rigoureux d'un service public conscient de ses responsabilités.

Ils adressent à tous les auteurs l'expression de leur profonde tristesse.

— Les obsèques ont lieu ce jeudi 14 novembre 1996, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Rendez-vous, entrée principale, 43, avenue Marx-Dormoy.

SCAM, SGDL, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris.

(*Le Monde* du 13 novembre.)

— M^{me} José Muracciolo, Marie Muracciolo, Alice et Raphaël, Bruno Muracciolo, Marie, Benoît Muracciolo, Marisa Minelli, Xavier et Anne Muracciolo, Margaux et Pauline, Collette et Fernand Urvois et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de

capitaine de vaisseau (e.c.) José MURACCILO, docteur en lettres, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaille des érudits, membre de l'Académie du Val

Une messe sera célébrée le vendredi 15 novembre, à 10 h 30, en la paroisse Saint-Paul à Toulon, suivie de l'inhumation au cimetière de Caudebec, à Nice, à 16 h 30.

Ni fleurs ni couronnes mais des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Henri Perret, son épouse, M. et M^{me} Bernard Perret et leurs enfants, M. et M^{me} Robert Perret, M^{me} Marie-Thérèse Walras, ses frères et sœurs, Les familles Garand, Ingouin, Perret, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri PERRET, professeur honoraire de l'Université de Bordeaux, chevalier de la Légion d'honneur, survenue dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 novembre 1996, à 15 h 30, en l'église de Badach (Pyrénées-Atlantiques).

19, rue Jean-Jaures, 64200 Biarritz.

CARNET DU MONDE
Télécopieur : 01-42-17-21-36

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre RÉVEILLAUD, avocat honoraire, à la Cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenue le 12 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année, en son domicile.

De la part de Son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Et de toute la famille.

Un office religieux sera célébré le samedi 16 novembre, à 15 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Contambert, à Paris-16.

« Soyez toujours joyeux », (Première épître de Paul aux Thimotheïens, ch. 5, v. 16.)

78, rue La Fontaine, 75016 Paris.

— Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Avalon (Yonne).

Patricia Ribon, son épouse, Valérie et Damien Broutelle, Elodie Ribon, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-François RIBON, survenue à Semur-en-Auxois, le 12 novembre 1996, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 15 novembre, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame de Semur-en-Auxois, ou l'ont se Roulant.

Condoléances sur registres.

L'inhumation se fera au cimetière de Montalet-le-Bon (Yvelines), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Général-Leclerc, 92000 Nanterre.

— Le conseil d'administration de l'Association de retraite des travailleurs, ex-secrétaires des sociétés d'assurances (ARTISA).

Le président du conseil d'administration, La direction générale, Et le personnel de l'Union des caisses de retraite et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances (UCRPPSA), ont le regret de faire part du décès de

M. Claude Henri VILLETTE, président du conseil d'administration de l'ARTISA, officier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 11 novembre 1996.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le jeudi 21 novembre 1996, à 12 h 15, en la chapelle de l'École militaire, 15, place Joffre, Paris-7, à l'initiative de

Jacques AUBERT, rapet à Chén à Tournai, le 11 septembre 1996.

CARNET DU MONDE
Téléphone : 01-42-17-29-94
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Hommages

— Le Fonds social juif unifié, Le Centre universitaire d'études juives (CUEJ), En collaboration avec l'Alliance Israélite universelle,

organisent à l'occasion du *Yom HaShoah* du Rav Léon Askéni (Mantova) z"l, le mardi 19 novembre 1996, à 18 h 30, à l'Esplanade Rachi, 39, rue Biot - 75005 Paris,

une soirée d'hommage au regretté maître dont l'enseignement a marqué plusieurs générations de notre communauté.

De nombreuses associations ont souhaité s'associer à cet hommage, parmi lesquelles : Le Centre communautaire de Paris, l'Association des Israélites de l'Oranie, le DEIJ, les EBIF, la Revue de la Union des maîtres de Toulon, l'UEJF, l'Union des associations intercommunales et des communautés juives de la région parisienne, et le comité Yair de Paris.

Informations : 01-42-17-10-44 et 10-36.

Communications diverses

BOURSES DE RECHERCHE

Centre de Recherche sur les Juifs du Maroc (CRJM) Président-Fondateur : Robert Assaf, 181, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS

Tél. : 01-45-49-61-40 Fax : 01-45-48-24-83

Pour l'année universitaire 1996-1997, le CRJM :

• attribue trois bourses d'un montant annuel de 10 000 F.

• Bénéficiaires : étudiants inscrits dans une université française et préparant une thèse de doctorat.

• Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire mais doit porter impérativement sur les Juifs du Maroc.

• Demander à demander par écrit au par télécopie au 01-45-49-61-40.

Séminaires

— Dans le cadre de ses activités culturelles, le Centre de recherche « Les Juifs du Maroc » invite à prendre part au séminaire annuel par M. Assaf Shalom, professeur de musicologie à l'Université hébraïque de Jérusalem, sur

Les perspectives musicales entre passé et présent

Prendre séance mardi 19 novembre 1996, à 18 h 30. Réservations obligatoires au : 01-45-49-61-40

Soutenances de thèses

— M^{me} Emmanuelle Devere soutiendra sa thèse de doctorat, spécialité : géographie, option : géomorphologie, le vendredi 15 novembre 1996, à 14 heures, au laboratoire de géographie physique Pierre-Henri URA 151, CNRS, Meudon.

L'enseignement du réseau hydrographique dans le bassin supérieur de la Loire.

Contributions à l'étude des rythmes d'évolution géomorphologique en moyenne montagne volcanique

Jury composé d'Alain Godard, directeur de thèse, Brigitte Coque-Delvalle, Yannick Lapeste, Jean-François Boute, Michel Turlet

صلى الله عليه وسلم

AUJOURD'HUI

SCIENCES

BIOLOGIE moléculaire. Dans les années 60, tout était simple. Pour les biologistes, à chaque gène de nos chromosomes correspondait sa protéine. ● CE DOGME est au-

jourd'hui sérieusement ébranlé. L'ADN n'est pas exclusivement dédié à la seule production des protéines. Chez les êtres non bactériens, environ 90 % de cette longue

chaîne en double hélice ne participe pas à cette fonction. ● EN 1977, plusieurs équipes, notamment françaises et américaines, ont montré qu'une partie de cet ADN « inutile »

constituait les parties non codantes des gènes. ● APPELÉS « introns », ces fragments de matériel génétique se révèlent en fait essentiels à l'évolution des organismes supé-

rieurs. ● AUTRE VOLET de ces recherches : la technique des empreintes génétiques, utilisée pour les affaires criminelles ou pour les reconnaissances de filiation.

L'ADN « inutile » constituerait un réservoir essentiel pour l'évolution

Environ 90 % de nos gènes ne gouvernent la synthèse d'aucune protéine. De récents travaux ont montré cependant que cette inactivité n'était qu'apparente. L'analyse de certaines de ces zones a permis la mise au point de tests d'identification par empreintes génétiques

DANS LA FULGURANTE histoire que connaît depuis un demi-siècle la biologie moléculaire, il fut un temps, très court, où l'on put croire que les lois de la génétique étaient entièrement élucidées. C'était à la fin des années 1960. On savait alors que le patrimoine héréditaire de tous les êtres vivants se transmettait sous la forme de molécules géantes d'ADN (acide désoxyribonucléique). On connaissait la manière dont cet ADN, formé de base (les nucléotides), gouvernait la synthèse de molécules chimiquement différentes et indispensables au

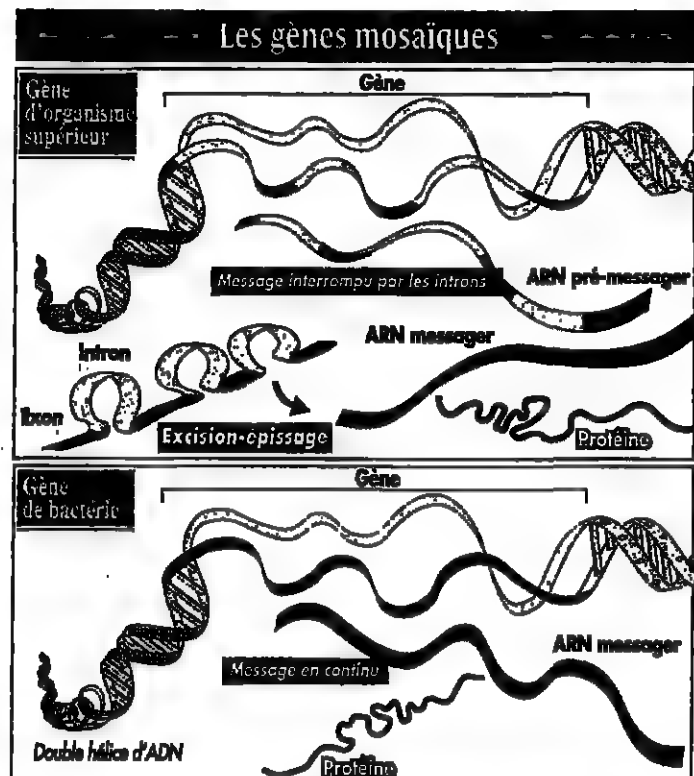
durent bientôt reconnaître que l'ADN n'était pas exclusivement dédié, il s'en faut, à la fabrication des protéines. Très vite, en effet, d'étranges observations s'accumulèrent. « On savait par exemple que le génome des mammifères est environ mille fois plus complexe que celui d'Escherichia coli, donc en principe capable de coder plusieurs millions de protéines. Comment expliquer ce paradoxe de complexité, cet énorme excès d'ADN, puisque le nombre réel de protéines différentes fabriquées par un mammifère ne dépasse vraisemblablement pas 150 000 ? », rappelait il y a deux ans le biologiste Pierre Chambon, dans sa leçon inaugurale au Collège de France. On connaît aujourd'hui les raisons de ce décalage : la majeure partie – plus de 90 % ! – de l'ADN des mammifères ne gouverne la synthèse d'aucune protéine.

Le rôle de cet ADN non codant ? Pour l'essentiel, il reste à découvrir. Faut-il mieux, les pionniers de la génétique moléculaire l'ont donc qualifié d'ADN « inutile ». Mais ce terme, probablement, ne sera que provisoire. Loin de ne servir à rien, une partie non négligeable de ce matériel héréditaire apparaît en effet essentielle à l'évolution des organismes supérieurs. Il s'agit des « introns », des régions non codantes des gènes dont l'importance vait à deux de leurs découvreurs, les biologistes américains Richard J. Roberts et Philip A. Sharp, le prix Nobel de médecine en 1993.

UNE FASCINANTE ENIGME

Pour comprendre l'étonnement que suscita leur observation, il nous faut tout d'abord accorder un troisième coup d'oeil à la structure et de fonction. Le biologiste français Jacques Monod, qui avait largement contribué à le démontrer, pouvait sans risque d'être démenti énoncer son célèbre aphorisme : « Ce qui est vrai pour Escherichia coli est vrai pour l'éléphant. » Et pourtant, l'aphorisme était faux. Ou du moins irréversible. Car, on ne tarda pas à le découvrir, ce qui était vrai pour l'éléphant ne l'était pas forcément pour Escherichia coli.

L'ARABIE ET LA FORÊT L'essentiel des études moléculaires menées dans les années 60 avaient en effet porté sur l'unique chromosome de cette bactérie, micro-organisme vedette des généticiens. L'arbre, si l'on ose dire, avait caché la forêt. Et les chercheurs de cette glorieuse époque, confrontés à l'extraordinaire complexité du génome des organismes supérieurs,



Les gènes des organismes supérieurs sont organisés différemment de ceux des bactéries. Chez les bactéries, le message héréditaire est directement traduit en protéine à partir d'un seul et unique ARN messager. Chez les eucaryotes, il est interrompu par de longues portions d'ADN non codantes, les introns. Cette structure en mosaïque impose, lors des processus de réplication, un traitement en deux étapes : d'abord, la transcription de l'ADN en ARN pré-messager, puis l'élimination des introns (exon-cisajonage) et la jonction des exons, pour former un ARN messager continu, capable d'être traduit en protéine.

protéine. Chez la bactérie, l'ARN messager est une copie quasi conforme de l'ADN du gène, et celui-ci se présente comme un segment continu, d'un seul tenant.

Cette représentation simple de la structure du matériel génétique fut modifiée du tout au tout, en 1977, par le travail de plusieurs équipes.

Travaillant chacun de son côté, Roberts et Sharp découvrirent tout d'abord, presque simultanément, que les gènes de l'adénovirus (un virus des voies respiratoires dont le génotype présente de grandes similitudes avec celui des organismes supérieurs) pouvaient avoir une structure discontinue. La même

année, l'équipe française de Pierre Chambon faisait la même observation sur un gène animal de l'ovalbumine, et montrait que ses segments codants (par la suite appelés « exons ») étaient séparés par des régions non codantes (les « introns »). La structure « en mosaïque » des gènes apparaissait, et avec elle une des plus fascinantes énigmes de la biologie moderne.

A quoi servent les introns ? Pourquoi ces fragments d'ADN, apparemment dépourvus de sens, sont-ils présents chez les organismes supérieurs et absents chez les bactéries ? Les biologistes pensent aujourd'hui que les introns existaient dès le début de l'évolution biologique, et qu'ils furent ensuite

Jacob -, de réassortir et de renouveler le matériel génétique avec infiniment plus d'efficacité que ne peuvent le faire de simples mutations.

« L'intérêt physiologique principal de la structure des gènes en mosaïque réside dans ce que l'on appelle l'« épissage alternatif ». C'est-à-dire la possibilité d'associer de différentes façons les transcrits des exons pour produire plusieurs ARN messagers codants pour des protéines possédant des propriétés partiellement différentes », précise Pierre Chambon. Plus surprenant encore : de récentes études menées sur la mouche drosophile ont montré que les introns autorisent certains gènes à se chevaucher (un gène étant inséré dans

Le mystère des « transposons »

Ils se déplacent et se multiplient dans le génome sans raison apparente. On les retrouve chez tous les êtres vivants. On s'interroge sur leur rôle dans l'évolution et on leur soupçonne une parenté avec les rétrovirus. Ce sont les « gènes sauteurs » (ou « transposons ») qui forment la plus belle machine à créer de la variabilité génétique que l'on connaisse. Découverts dans les années 40, sur le maïs, par l'Américaine Barbara McClintock (elle reçut pour cela le prix Nobel de médecine... en 1983), assidûment étudiés par de nombreuses équipes depuis une vingtaine d'années, ces fragments d'ADN mobiles constituent une énigme. On ne sait toujours pas – du moins dans le détail – comment les gènes sauteurs sautent, ni quel peut être leur rôle dans l'apparition de certaines maladies, comme l'hémophilie, la dystrophie de Duchenne et certains cancers.

éliminés, pour d'évidentes raisons d'économie, du génome des bactéries telles qu'Escherichia coli. Leur épanouissement dans les organismes supérieurs aurait en revanche joué un rôle essentiel dans les processus de l'évolution. La structure morcelée des gènes permet en effet, « en faisant du neuf avec du vieux, en liant ensemble des morceaux d'ADN, bref, en bricolant » – autre formule célèbre de François

un intron d'un autre gène), ouvrant ainsi la voie à une nouvelle approche des modes de régulation de l'expression génétique. A l'évidence, les régions non codantes des gènes permettent de tirer le maximum d'informations possibles d'une même structure élémentaire. Elles sont donc loin, très loin, de constituer de l'ADN « inutile ».

Catherine Vincent

Maladies neurologiques et microsatellites

LES RELATIONS qui existent entre certaines maladies – pour la plupart neurologiques – et de très petites zones de l'ADN « inutile » connues sous le nom de microsatellites sont parfois surprenantes. Ces morceaux d'ADN répétitif, qui ne comportent plus de trois à six bases (contre plusieurs dizaines pour les minisatellites, utilisés pour les empreintes génétiques), sont sources d'erreurs lorsqu'ils sont copiés par le système répliquatif de l'ADN contenu dans les cellules.

Lors de ce processus de réplication, certains de ces segments répétitifs peuvent être supprimés, d'autres ajoutés. L'ADN qui contient ces microsatellites étant par nature instable, des problèmes se posent s'ils se situent dans des

gènes gouvernant des fonctions vitales. Il suffit d'une erreur dans la copie de la séquence d'un ADN important, qui se trouve par hasard être répétitif, pour que naisse un microsatellite.

On sait aujourd'hui que plusieurs maladies sont « liées » à la présence de microsatellites, soit en expansion, soit en contraction.

C'est le cas du syndrome de l'« X fragile », forme courante de retard mental héréditaire, et aussi de la maladie d'Huntington, une démence d'apparition tardive. C'est aussi celui de la dystrophie myotonique, affection neuro-musculaire dévastatrice. C'est encore celui de nombreuses autres affections où apparaît presque toujours – et c'est intéressant – une association avec des af-

fections neurologiques. Enfin, des liens existaient entre l'ADN répétitif et certaines formes de cancer.

D'autre part, les chercheurs s'interrogent sur d'autres singularités des microsatellites liés aux troubles neurologiques. En effet, l'étude de certaines de ces maladies dans des familles qui y sont exposées a montré que ces affections avaient tendance avec le temps à frapper plus tôt, et à s'accompagner de symptômes plus sévères au fil des générations. Une évolution qui pourrait s'expliquer par l'allongement, au cours du temps, du microsatellite qui leur est associé.

H. G.

Les généticiens sont devenus des auxiliaires de la justice

Fascinantes, les techniques d'identification mettent en œuvre des tests complexes qui ne peuvent être totalement dépourvus de risques d'erreurs

EN 1985, Alec Jeffreys, chercheur à l'université de Leicester (Royaume-Uni), mit au point avec son équipe la technique dite des « empreintes génétiques ». Aujourd'hui utilisée dans plusieurs pays par l'appareil judiciaire, tant dans les procès criminels que dans certains procès civils (reconnaissance de filiation), cette technique d'identification, issue des progrès de la biologie moléculaire, pose un certain nombre de problèmes. Si rigoureux soient-ils, les tests complexes qu'elle met en œuvre ne peuvent en effet être totalement dépourvus de risques d'erreurs. La technique n'en est pas moins fascinante par sa précision, et représente actuellement le seul véritable usage de l'ADN « inutile ».

D'une manière générale, l'ADN d'une personne est singulièrement semblable à celui d'une autre. A l'exception des groupes sanguins et des groupes d'histocompatibilité, peu de différences d'« allèles » (on versions d'un même gène) sont aisément décelables d'un individu à l'autre. Pendant longtemps, les scientifiques ne disposaient ainsi que de rares outils dans l'étude des variations génétiques de l'homme. Il leur fallut pour

progresser découvrir l'existence de courts segments d'un ADN extrêmement variable, hérité de telle sorte que sa parenté puisse être établie avec précision, tout en laissant à chaque individu son propre schéma distinctif.

PLAGES DE VARIABILITÉ

A partir de 1980, les biologistes commencèrent à trouver dans nos chromosomes, presque toujours par hasard, de telles plages de variabilité. Il s'agit de brèves séquences d'ADN répétées de nombreuses fois, comme les wagons identiques d'un même train. Chacune d'entre elles est beaucoup trop courte pour coder la moindre information utile, si l'on excepte l'altière proclamation de son existence. Ces segments, appelés « minisatellites », représentent l'ADN inutile par excellence.

En 1984, Alec Jeffreys et son équipe se consacrèrent à l'étude d'un minisatellite associé à une partie non codante du gène d'une protéine, la myoglobine. Leurs travaux furent publiés dans la revue américaine Cell. Ils poursuivirent leur étude en s'intéressant au nombre croissant de minisatellites apparus,

entre-temps, au grand jour. Deux phénomènes en ressortaient. Le premier est que les minisatellites ont tendance à varier, non pas dans leurs séquences propres, mais dans le nombre des segments d'une section donnée. Le second est que ces multiples minisatellites, dispersés dans le génome humain, possèdent en commun une courte séquence d'ADN, le « noyau ». Les chercheurs conçurent une sonde génétique radioactive qui reconnaît toute région de l'ADN contenant cette séquence. Cet outil leur permet désormais d'extraire, à partir de n'importe

quelle préparation d'ADN humain, un éventail de minisatellites qui varient par le nombre de leurs répétitions.

PROFIL PROPRE

Les minisatellites étant extrêmement changeants, les chances sont infimes que deux personnes – vrais jumeaux mis à part – possèdent le même nombre de répétitions pour chacun d'eux. Chaque individu possède ainsi un « profil », élaboré à partir du nombre – qui lui est propre – de répétitions des minisatellites. On n'en hérite pas moins de l'ADN

Au cheveu près

Les applications des empreintes génétiques sont évidentes en médecine légale. Cette technique permet aujourd'hui d'identifier les suspects à partir d'un cheveu, de quelques gouttes de sang ou de sperme trouvées sur le lieu d'un crime. Confrontées à celles de la mère et de l'enfant, ces empreintes servent également à établir une paternité. Telle fut d'ailleurs, en 1987, la première application légale de cette méthode d'identification, utilisée par Alec Jeffreys et son équipe. Il s'agissait d'établir les origines d'un jeune immigré ghanéen dont l'identité et la filiation étaient contestées par les autorités britanniques, qui lui refusaient une autorisation de séjour. L'empreinte génétique apporta la preuve de cette identité. Le gouvernement dut renoncer à ses poursuites et accorder au jeune homme le droit de rester au Royaume-Uni.

de ses parents, ce qui permet – toujours par les répétitions – de retrouver les filiations. C'est cette double constatation qui est à l'origine de la technique des empreintes génétiques, dont la première application légale date de 1987.

Dans ce domaine, la grande innovation enregistrée depuis lors fut la PCR (« polymérase chain reaction »), une technique qui permet d'effectuer, à partir de quelques cellules, l'amplification et l'étude de très petites sections d'ADN. Cette innovation technologique permet également l'émergence d'une nouvelle méthode, plus fiable, pour établir les empreintes génétiques. Celle-ci fut annoncée en 1991, et mise au point, une fois encore, par Alec Jeffreys.

Jeffreys et son équipe savaient depuis longtemps qu'il existe dans le génome deux types de minisatellites. Le premier, on l'a vu, varie par le nombre de ses segments et non par leur nature. C'est donc leur quantité, et non la séquence d'ADN de chacun d'eux, qui constitue l'empreinte. Ce détail, apparemment insignifiant, soulève en fait un problème. Il peut en effet se révéler très difficile, dans la pratique, de déterminer si des mi-

nisatellites possédant presque le même nombre de segments sont semblables ou différents. Parce que la justice en dépend, des juges – et des scientifiques – contestent dans certains cas l'utilisation de telles « preuves ».

Le second type de minisatellites, au contraire, ne varie pas tant par le nombre que par la nature de ses segments. Au début des années 90, Alec Jeffreys et son équipe étudièrent ainsi un minisatellite essentiellement formé de deux sortes de segments, réunis au hasard et dont l'ordre put être déterminé grâce à la PCR.

Peaufinée depuis lors, la méthode, cette fois, permet d'obtenir des empreintes génétiques aussi précises qu'un « code barre » de supermarché. A condition bien sûr d'excepter les risques, toujours possibles, de contamination par de l'ADN étranger.

Henry Gee

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature. Traduction Sylvette Gleiza.

alité

Is sou-
ce. Elle
che in-
lequel
uyée à
ius très
rent re-
blement
; elle a
le et po-
llement
onoma-
ent son
ir com-
quoi, et
remake
ec vingt
de »...

ul serait
mystère
: long-
omme la
ue » de
une fille
ns, Bon-
aginaire
passion
sque, on
une pré-
littéra-
injustice
lible in-
puls, on
pandue,
sociales
ine ma-
ses sur-
s drôle-
dans Le
mprend
dresse »,
a, et que

Jo. S.

adité,
tion
adité,
Monde

que
La Vie

La danse sur glace est devenue le point fort des patineurs français

Le trophée Lalique débute jeudi 14 novembre, à Bercy

MARINA ANISSINA et Gwendal Peizerat sont devenus, en l'espace d'une saison, les leaders de la danse sur glace française. Sophie Moniotte et sa malléole fracturée les y ont un peu aidés. Cette blessure a condamné, il y a un an, le couple qu'elle forme avec Pascal Lavanchy à une saison de « chômage », après avoir obtenu la médaille de bronze aux championnats du monde 1995.

On gagerait pourtant qu'Anissina et Peizerat devraient gagner leurs galons « à l'ancienneté » dans cette hiérarchie quasi immuable qui caractérise leur discipline. Mais la bouillante danseuse d'origine russe et son opérateur cavalier n'ont jamais accepté ce système désemparément figé. Ils avaient décidé de le combattre du temps où ils étaient encore juniors et où ils partageaient les distinctions mondiales, chacun avec un partenaire différent. Le succès de leur entreprise désormais commune est indéniable.

« Après avoir été une nation dominante, notamment grâce à deux individualités comme Surya Bonaly et Philippe Candeloro, nous ne parvenons pas à endiguer la pression »

Avec Sophie et Pascal, ils ne partagent « rien de plus qu'avec les compétiteurs étrangers ». Cette capacité à se concentrer d'abord sur leur travail a mené Marina et Gwendal au pied des podiums européen et mondial la saison dernière. Après échouer d'un rien à déculer leur motivation. Ils viennent de se classer deuxième de la Coupe continentale et du Skate Canada. Au trophée Lalique, étape du circuit international du « Trophée des champions », qui devait débiter jeudi 14 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy, ils incarnent les meilleures chances françaises de médaille d'or.

« Admettre qu'il faut se mettre à la queue et attendre son tour pour monter sur les podiums, dit Gwendal, reviendrait à tuer la notion

même de compétition. Notre ascension et notre première place aux derniers championnats de France devant Sophie et Pascal prouvent que notre boulot paie et que tout n'est pas toujours joué d'avance. » Non désignés pour cette épreuve, Moniotte et Lavanchy, qui viennent de terminer troisième du Skate America, ne patineront que pour le traditionnel gala du dimanche. Ils avaient réappris doucement la gestion des rythmes d'une compétition.

Les individus français affichent encore moins d'assurance. Philippe Candeloro, en proie au doute et à une douleur persistante au pied depuis son opération, n'en finit plus de retarder une rentrée qui pourrait ne jamais avoir lieu cette saison. Eric Millot, Thierry Cerez et Laurent Tobel auront bien du mal à tenir en respect l'Américain Todd Eldredge, champion du monde en titre, ou le Canadien Elvis Stojko, double champion du monde en 1994 et 1995. Les nouvelles de Surya Bonaly, qui s'était rompu le tendon d'Achille, sont rares, même si sa présence est également annoncée pour le gala. Vanessa Gusmeroli, dix-huit ans, paraît paradoxalement encore trop tendue face à l'insolente jeune garde américaine composée de la championne du monde Michelle Kwan, seize ans, de sa sœur aînée Karen et du prodige bondissant de quatorze ans, Tara Lipinski.

« Même si ça donne aux jeunes une chance de s'aguerir, commente Gwendal Peizerat, je suis peiné de voir notre équipe de France si affaiblie. Mais il faut bien admettre qu'après avoir été une nation dominante du patinage, nous ne parvenons pas à endiguer la pression que nous imposent les autres pays. »

Soucieux de limiter la crise actuelle aux évolutions en solo, Gwendal et sa partenaire n'hésitent pas à enrichir leurs séances d'entraînement avec des interventions de « consultants » de luxe comme la chorégraphe britannique Betty Calloway, spécialiste des danses imposées, qui avait contribué au succès de Jayne Torvill et Christopher Dean, ou les danseurs russes triple champions du monde et champions olympiques Marina Klimova et Sergueï Ponomarev. En l'absence d'Olksana Grischuk et Evgeny Platov, les Russes champions du monde, d'Europe et champions olympiques en titre, ses conseils avisés devraient rapporter l'or à Anissina et Peizerat samedi soir à Bercy.

Patricia Jolly

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE GRAND CHANTIER DE LA RÉFORME FISCALE

A l'occasion du projet de loi de finances pour 1997, et de la réforme de l'impôt sur le revenu, ce numéro fait le point sur ce débat qui n'en finit pas de faire des vagues.

LES NOUVELLES MIGRATIONS

Les bouleversements politiques ont lancé sur les routes des millions de réfugiés. A ces migrations liées aux guerres s'ajoutent celles liées à la misère économique, alors même que l'Union européenne limite le droit d'asile.

NOVEMBRE 1996

UNE PUBLICATION DU « MONDE » CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le retour au premier plan des footballeurs lillois reste fragile et leurs ambitions encore modestes

Paris-SG conserve sa place de leader du championnat de D1 en battant le LOSC (3-1)

Malgré une entreprenante équipe lilloise, battue au Parc des Princes (3-1) pour la 17^e journée du championnat de France de D1, les Parisiens ont

conservé leur avance au classement sur Monaco - victorieux de Strasbourg (2-0) - et distancé Auxerre, tenu en échec à Guingamp (0-0). Bastia

s'est imposé au Havre (0-1) et Bordeaux à Lens, à l'issue d'un hâletant match pourvalle (4-3), entre deux prétendants aux Coupes d'Europe.

IL EST DES CLICHÉS qui vieillissent vite. La photographie officielle de l'équipe 1996 du Lille olympique sporting club (LOSC) n'avait que quelques mois, des couleurs encore vives, mais il a fallu la refaire : elle ne plaisait plus au président du club nordiste, Bernard Lecomte.

« Mauvaise qualité de l'image », a-t-il prétexté pour demander à ses joueurs de reprendre la pose sur la pelouse du stade Grimonprez-

Jooris, mardi 12 novembre. Le président lillois avait-il remarqué quelques imperfections techniques sur la prise de vue réalisée avant le début du championnat de France de football ? Ou ce cliché lui renvoyait-il une image qu'il ne veut plus voir sur les murs de son club, celle d'un groupe de joueurs encore marqués par leur longue fréquentation des profondeurs du championnat de France ?

L'an dernier, les « Dogues » lillois avaient frôlé la catastrophe, sur le plan sportif. Auteurs d'un départ calamiteux (deux points en neuf matches), ils n'avaient échappé que de justesse, au der-

nier moment, à la relégation. « Les joueurs ont effectué toute la saison dernière avec la peur au ventre. Ils ont commencé celle-ci de la même manière, mais maintenant, cela va mieux », assure l'entraîneur du LOSC, Jean-Michel Cavalli. Après seize journées de championnat, à la veille de défier, mercredi 13 novembre au Parc des Princes, le Paris-Saint-Germain, les lillois occupent en effet une inattendue quatrième place au classement.

Depuis une vingtaine d'années que le club n'a pas quitté l'élite, les supporters lillois avaient pourtant fini par s'habituer aux résultats décevants du LOSC et même à envier les bons résultats de leurs voisins lennois. Après quelques tentatives sans lendemain, le monde économique local s'était lui aussi désintéressé du sort du LOSC. Aujourd'hui encore, Bernard Lecomte regrette que « les grosses locomotives de l'économie régionale ne soient pas à nos côtés ».

Malgré les aides des collectivités locales, le trou financier a atteint 80 millions de francs au début des années 90, et le club se trouve actuellement astreint à un plan de redressement imposé par la Délégation nationale de contrôle de gestion (DNCG). Mais Bernard Lecomte, délégué général de la Générale des eaux, aux commandes du LOSC depuis juin 1994, conserve bon espoir.

LES DIX GLOIREUSES. Chantre du développement de « Lille métropole régionale », il compte sur la réussite de son équipe pour assurer la promotion de l'agglomération : « Dans la papauté d'une grande ville européenne, il doit y avoir une équipe de football. L'orchestre national de Lille est à la hauteur, le club de foot doit l'être aussi. »

Pour le moment, ses attentes sont comblées : le parcours actuel du LOSC rappelle des souvenirs vieux de quarante ans à ses anciens supporters, qui désespèrent de revoir un jour leur club briller comme au temps de Jean Baratte, le « capitaine courageux » des « dix glorieuses » (1946-1956).

A Paris, les jeunes joueurs de Jean-Michel Cavalli espèrent secrètement rééditer leur exploit de la saison précédente, lorsqu'une victoire (1-0) au Parc des Princes avait assuré leur maintien en D1, et compromis les chances du PSG dans la course au titre.

« LES ONT-ILS MONTÉ ? » Au bris des deuxièmes brassins de Paris, Leonardo et Rai, ils ont répondu par une bonne organisation et par davantage de volontarisme dans la récupération du ballon en milieu de terrain. Comme l'année dernière, Patrick Collot a inscrit un but assez « miraculeux », sur une grosse erreur du gardien parisien Bernard Lama (42'), mais deux contre-attaques cochées victorieusement par Julio Cesar Delgado (27', 54') et un coup franc de Bruno Ngotty (33') ont mis un terme aux espoirs lillois.

Défaits, les Nordistes avaient tout de même fait bonne impression à leurs adversaires : « Lille est l'équipe qui a le plus joué et qui nous a posé le plus de problèmes au Parc cette saison », reconnaît Ricardo, le coach parisien, après la rencontre. « Ils ont bien joué le soir », se félicite également Bernard Lecomte, qui se refuse encore à évoquer une possible qualification pour une Coupe d'Europe : « Nous ne sommes prêts ni structurellement ni financièrement », assène-t-il.

Eric Collier

Le championnat de France de football de D1

17^e journée

Nantes-Nancy	2-0
Paris SG-Lille	3-1
Monaco-Strasbourg	2-0
Guingamp-Auxerre	0-0
Metz-Reims	2-0
Lens-Bordeaux	3-4
Le Havre-Rouen	0-1
Evry-Nice	3-1
Caen-Marseille	0-0
Montpellier-Cao	0-0

Les équipes

Avance 2ème

Caen	0 - 28
Lens	0 - 31
3 Nantes	0 - 33
18 Le Havre	4 - 36
19 Nice	5 - 32
20 Marseille	8 - 28

Les buteurs

1 Guivarch (Nantes)	12 buts
2 Zibali (Strasbourg)	10 buts

Classement

Points	J	G	N	P	Diff	Cl.
1 Paris SG	28	17	11	5	1	1
2 Monaco	26	17	9	7	2	2
3 Auxerre	25	17	7	7	2	3
4 Metz	25	17	7	7	2	4
5 Bordeaux	25	17	7	6	3	5
6 Amiens	24	17	7	6	3	6
7 Lille	24	17	7	6	3	7
8 Strasbourg	23	17	6	8	2	8
9 Lens	23	17	5	7	3	9
10 Nantes	23	17	6	7	3	10
11 NARBONNE	22	17	5	8	2	11
12 REIMS	22	17	5	8	2	12
13 MARSEILLE	21	17	5	8	2	13
14 GUINGAMP	21	17	5	8	2	14
15 CAEN	21	17	5	8	2	15
16 EVRY	21	17	5	8	2	16
17 MONTPELLIER	20	17	4	9	2	17
18 ANGERS	19	17	3	10	2	18
19 NICE	18	17	3	10	2	19
20 METZ	17	17	2	11	2	20

Les équipes

1 Monaco	32 buts
2 Nantes	29 buts
3 Paris SG	27 buts

Les défenses

1 Paris SG	7 buts
2 Auxerre	9 buts
3 Metz	13 buts

18^e journée (jeudi 14 octobre)

Nantes-Guingamp / NARBONNE-Lens / Auxerre-Angers / Nice-Le Havre / Lille-Evry (Renard 17), Bordeaux-Paris SG / Marseille-Lens / Strasbourg-Caen / Caen-Monaco / Nancy-Montpellier

18^e journée (jeudi 14 novembre) : Nantes-Guingamp (1-0), Caen-Metz (1-1), Evry-Angers (1-1), Montpellier-Nice (1-1), Strasbourg-Caen (1-1), Caen-Metz (1-1), Metz-Montpellier (1-1).

A Lyon, l'Indien Dhanraj Pillay est l'interiminaire de luxe du hockey sur gazon

LYON. de notre correspondant régional. C'était il y a quelques jours. Les hockeyeurs du Football club de Lyon (FCL) bataillaient sur leur gazon face à Amiens. Rien n'allait dans le jeu lyonnais, les joueurs se cherchaient et ne se trouvaient pas. Alors Dhanraj Pillay a jeté sa crosse et est sorti du terrain. Sur le bord de touche, Tony Fernandes, son mentor, l'a rappelé à l'ordre, en hindi. Colère à peine rentrée, l'Indien est revenu sur le gazon - synthétique - du stade. Cela n'a pas empêché son équipe de perdre (2-0), une défaite qui tord au moins le cou à l'idée que le FCL, club de première division du championnat de France de hockey sur gazon, gagne quand Pillay l'Indien est là et qu'il perd lorsqu'il retourne dans son pays natal.

Dhanraj Pillay, né il y a vingt-huit ans à Bombay, considéré comme l'un des meilleurs joueurs du monde, évolue depuis trois saisons sous les couleurs du FCL, sauf quand l'équipe nationale indienne l'appelle. C'est-à-dire souvent. Notamment cette année en raison des Jeux olympiques d'Atlanta. D'où

cette réputation qui traîne dans le petit milieu du hockey sur gazon français : il serait un interiminaire de luxe pour le FCL, et sa présence à éclipse fausserait même le championnat.

Faux procès, répond en substance Christian Soubeyran, président du FCL, soulignant que d'autres clubs utilisent des joueurs étrangers sans qu'on vienne leur chercher querelle. Cet ancien joueur international estime que « comme l'arrivée des basketteurs américains a fait considérablement progresser le basket hexagonal, les joueurs indiens nous apportent une culture et une expérience précieuses ».

PIRE INDIVIDUELLE. Le FCL compte un autre Indien dans ses rangs, Ari Singh. Il y a quelques années, Jude Felix, alors membre de l'équipe nationale indienne, jouait aussi au club. Cette « filière » a un père : Tony Fernandes. Ce hockeyeur indien est arrivé à Lyon dans les années 60. Il y est resté. C'est par lui que les joueurs sont contactés ; il est leur traducteur, leur conseil-

ler, leur guide. Nourri, logé, blanchi, mais « sans prime », précise Christian Soubeyran, puisque le hockey sur gazon est un sport amateur, Pillay vit dans une chambre juste au bord du terrain.

La semaine, il entraîne les jeunes Lyonnais qui sont sous le charme de sa technique. Le dimanche, le temps, par ses chevauchées, ses dribbles, son coup d'œil, ses intuitions, d'influencer le jeu de l'équipe. Pas toujours avec succès. Le FCL traîne en milieu de classement et ses dix titres de champions de France successifs (de 1968 à 1978) sont rangés sur les étagères des souvenirs.

Dimanche 17 novembre, le FCL se déplace à Lille pour le dernier match de la première partie du championnat. Le lendemain, Pillay s'envolera pour l'Inde où l'attend la préparation du Tournoi des champions à Madras. Il ne reviendra à Lyon qu'en février. Après avoir joué des rencontres devant quarante mille spectateurs, il retrouvera les très chères assistances du championnat de France.

Bruno Coussé

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : Pau-Orthez s'est imposé à Séville (69-61), mercredi 13 novembre, dans la 7^e journée du tour préliminaire de l'Euroleague. Grâce à cette victoire, les Béarnais occupent désormais seuls la première place du groupe D devant le club turc d'Efes Pilsen d'Istanbul. (AFP)

■ **OMNISPORTS** : pour soutenir le sport britannique, près de 40 millions de livres (320 millions de francs) vont être déboursés chaque année des recettes de la loterie, dont la moitié sera versée directement aux fédérations. « Nous espérons pouvoir aider 4 500 athlètes dès l'année prochaine et soutenir nos sportifs à un niveau encore jamais vu dans ce pays », a indiqué Sir Rodney Walker, le président du Conseil des sports. Avec seize médailles, dont une seule d'or, la Grande-Bretagne a fini 36^e au tableau des médailles à Atlanta, et ce fiasco a été ressenti comme une humiliation. (AFP)

■ **FOOTBALL** : 70 % des habitants de Rio de Janeiro ont peur d'aller au stade et préfèrent regarder les matches à la télévision, révèle un sondage réalisé en octobre par le journal do Brasil auprès de 2 700 personnes de l'Etat de

Rio. La violence des bandes de supporters est la principale cause de cette désaffection. A peine 16 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles continueraient à fréquenter les stades. (AFP)

■ **CYCLISME** : l'italien Maurizio Fondriest rejoint l'équipe Cofidis, dont il sera le leader aux côtés du Suisse Tony Rominger et de l'Américain Lance Armstrong, qui lutte actuellement contre un cancer (Le Monde du 10 et du 26 octobre). Champion du monde en 1988, deux fois vainqueur de la Coupe du monde (1991 et 1993), Fondriest est le dix-neuvième coureur recruté par l'équipe française dirigée par Cyrille Guimard.

■ **FOOTBALL** : 70 % des habitants de Rio de Janeiro ont peur d'aller au stade et préfèrent regarder les matches à la télévision, révèle un sondage réalisé en octobre par le journal do Brasil auprès de 2 700 personnes de l'Etat de

national, sur la « compatibilité » entre ses fonctions de ministre de la jeunesse et des sports et celles de membre du Comité international olympique (CIO). « On ne saurait être juge et partie », a déclaré M. Mazeaud. Or le CIO entend les candidats, les villes, et par là même les Etats candidats aux Jeux olympiques, et il désigne souverainement la ville organisatrice. Autrement dit, membre du CIO, vous allez être de ceux qui vont choisir telle ou telle ville, et comme membre du gouvernement, vous allez être celui qui va dire : « Il faut l'aider ». »

■ **GUY DRUT** a été interpellé par Pierre Mazeaud, député RPR, mardi 12 novembre à l'Assemblée

RÉSULTATS

FOOTBALL

Championnat de France D2

19^e journée

Marignane-Châteauroux

1-0

Evry-Le Mans

1-2

Guingamp-Troyes

0-0

Angers-Nantes

0-0

Mont-Saint-Basile

0-1

Limoges-Rod Star

2-1

Boulogne-Mulhouse

1-2

Sedan-Epinal

0-0

Lorient-Cherbourg

0-0

Saint-Etienne-Louhans-Cosne

0-3

Troyes-Valenciennes

0-1

Classement : 1. Marignane, 33 pts ; 2. Troyes, 33 ; 3. Le Mans, 31 ; 4. Châteauroux, 31 ; 5. Sedan, 29 ; 6. Troyes, 28 ; 7. Mont 27 ; 8. Saint-Etienne, 27 ; 9. Sedan, 26 ; 10. Rod Star, 26 ; 11. Guingamp, 25 ; 12. Boulogne, 25 ; 13. Angers, 25 ; 14. Lorient, 25 ; 15. Limoges, 24 ; 16. Louhans-Cosne, 24 ; 17. Valenciennes, 24 ; 18. Troyes, 23 ; 19. Mulhouse, 22 ; 20. Boulogne, 21 ; 21. Cherbourg, 17 ; 22. Epinal, 14

CONGRÈS INTERNATIONAL - EDUCATION 2000

Leipzig 28 novembre - 30 novembre 1996

« Formation permanente 2 000 - Challenge et Chance »

* Nécessités et possibilités de coopérations intenses

* Projets dans le cadre de l'Union Européenne

* Liens avec des partenaires étrangers

Inscription : VSBI, M. Weber

Tél : 49/341/490-59-37 - Fax : 49/341/490-59-40

Des journées entières dans les arbres

Pour retrouver la gestuelle de Tarzan, une association propose de plonger dans le grand vert

« RESPIRE, prends ton temps. Et va voir la vue en haut. » Amicale, rassurante, la voix de Marc Douillet, technicien de la grimpe, et l'un des fondateurs des Accro-brançhes, monte jusqu'à Loïc, dix ans, bloqué au beau milieu d'un épicéa de 30 mètres. L'après-midi est bien doux au « Petit paradis », une hêtraie-sapinière du parc naturel du Pilat, près de Saint-Étienne.

Pénombre du sous-bois, troupes de lumière, odeur mêlée d'écorce, de troncs d'arbres morts et de copeaux... Là, une dizaine de « petits accros de la forêt » - c'est le nom du stage proposé par l'UCCA - découvrent leur terrain de jeu. Baudriers, cordes, mousquetons, la technique utilisée est celle de l'escalade, transposée en milieu arboré.

Pour créer en 1991 leur association, les Accro-brançhes, Marc Douillet et ses amis, tous grimpeurs-éclaireurs, se sont inspirés de leur savoir-faire. « A force de passer nos journées perchés au sommet des arbres, nous avons fini par être drogués au bruissement des feuilles, au balancement des branches, au contact de l'écorce », explique Marc, promoteur de ce loisir vert, et défenseur d'une écologie de l'« accro-branche ».

Signataires d'une « charte internationale des grimpeurs d'arbres » avec les Américains du Tree Climber International d'Atlanta, ces pirates revendiquent leur spécificité. Plaisir d'abord ! Mi-tumbale, mi-écolo, le maître se mue en pédagogue pour revenir aux règles de base. « On n'est pas des gignols, rappelle Sébastien, jeune écolier venu d'Avignon pour encadrer le stage. En six ans, on n'a pas eu un seul accident. Pas même un doigt foulé. »

La saison (d'octobre à avril) terminée, ce sont les vacances pour ce travailleur acrobate, habitué aux hauteurs testé des 15-20 kilos de la

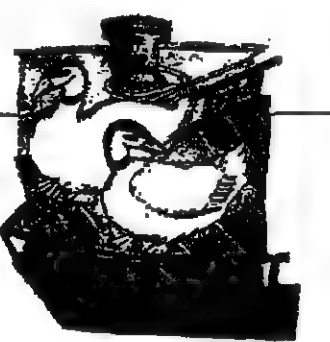


DESSIN NATALI FONTIER

tronçonneuse... Première étape de la joyeuse troupe : choisir son arbre. « Le hêtre, feuillu à écorce lisse, c'est la Rolls de l'accro-branche. Le résineux, plus branchu, comme l'épicéa... un fût qui monte haut, 30 mètres, et droit », est plus facile à grimper, mais moins ludique. « Les forêts mixtes permettent de varier les plaisirs », précise Marc, poète des futaies à la démarche souple.

Les groupes de deux sont formés, un qui monte, l'autre qui assure. « Ravale le mou ! » les conseils ou les ordres fusent. Hélas, Marie, juchée sur son hêtre, a peur de tomber. « Laisse-toi tomber, justement. Assieds-toi dans le boudoir. Tu vois, ça tient. On en met cinquante comme toi au bout du mousqueton ! », plaisante Marc.

Accessible à tous, jeunes et moins jeunes, l'Accro-branche requiert un minimum d'agilité et d'équilibre. Tout le corps travaille, en équilibre plus qu'en force, mais il faut aussi de la concentration, pour construire son itinéraire, et apprivoiser le vide omniprésent. « Ni pions ni crampons, car la matière que nous escaladons est bien vivante », c'est la philosophie de ces nouveaux Tarzans. Ça et là, juste une échelle de cordes pour équiper un tronc nu sur les dix premiers mètres.



L'AIR DU TEMPS

Elle enjambe l'eau docilement là où se trouve un coude. Là-bas, tout là-bas, roule vers l'avant un minuscule mémo. L'eau du canal, plus haute que les deux chaussées qui la longent, n'effleure que les gros communs glissant dans le ciel. Le mémo s'évanouit, l'air s'estompe au rythme des mages, et flotte bientôt sur le canal un soupçon de Hollande... Vous descendez, quel de Valmy, dans l'aire de jeux en bordure de l'écluse, l'une des neuf du canal Saint-Martin. Il y a là, tout frais tout

Pour mériter le label « enforçable », Marc propose aussi aux volontaires de monter les yeux bandés, et pieds nus. « Même avec un groupe d'ados turbulents, c'est efficace », assure Sébastien. Concentré, le grimpeur, assuré, progresse centimètre par centimètre, titonne de la main et du pied sent le

Pratique

■ Association. Les Accro-brançhes (marque déposée et agréée par le ministère de la jeunesse et des sports) organise des stages d'entreprise pour des groupes constitués. Ils proposent aussi des week-ends pour adolescents et adultes à partir de 1 000 francs au château des Célestins, Colombier-le-Cardinal (Ardèche), tél. : 04-75-34-89-91. Renseignements : Les Accro-brançhes, BP 4-07103 Amouy Cedex, tél. : 04-75-67-52-20.

■ Jeunes. Des stages de sept jours à la découverte des chutes des arbres, avec VTT et environnement sont proposés par l'UCCA, en collaboration avec l'association Les Accro-brançhes pour les enfants de huit à douze ans. Lieu : les monts du Pilat, hébergement à la Maison de l'eau et de l'environnement à Maudes (Loire). Renseignements : l'UCCA, 62, rue de la Glacière, 75013 Paris, tél. : 01-43-36-05-20. Minitel : 3615 UCCA.

neuf, deux petits dadas à ressort et un jeu en forme de train, au-dessus d'un sol amortissant placé en réception », comme il est dit sur la pancarte. Mais, peu à peu, la péniche Mirador s'en vient vers l'océan. Elle monte en douceur, coincée dans l'écluse, avec ses deux gros tas d'un blanc cassé, du gravillon ou du sable. Du côté de la cabine, près d'une fillette blonde et de pensées en pot, se laisse apercevoir une marinière exotique, un ventre des plus ronds. A l'avant, flaque d'un fier chien gris, le maître s'affaire à l'arrimage, et son léger bedon fait une espèce d'éclat. Au sommet de l'un des deux tas, trois petites bassines en plastique contiennent mangleilles et eau. A côté d'elles, trois canards domestiques immobiles et serrés. Ils sont là, en plein cœur de Paris, à vous jouer un beau tableau naïf, et semblent ne pas perdre une miette de la manœuvre.

Daniel Percheron

VENTES

L'école de Barbizon

VERS 1830, le village de Barbizon (Seine-et-Marne) devient le lieu de rendez-vous d'un groupe de peintres désireux de renouveler le genre du paysage. Saturés des compositions artificielles chères au XVIII^e siècle, ils entendent faire un retour au réalisme et se veulent portraitistes de la nature. Sous l'égide de Corot, Jean-François Millet et Théodore Rousseau, Barbizon attire bientôt de nombreux artistes qui s'éparpillent dans la campagne environnante pour planter leurs chevalets.

Bords de rivière, entrées de village, troupeaux, scènes de la vie paysanne sont saisis sur le vif, tout au long du XIX^e siècle. Deux fois par an, des ventes organisées sur place proposent une sélection de toiles et de dessins barbizoniens. Dimanche 24 novembre, environ 200 lots seront mis aux enchères dans une fourchette d'estimation allant de 1 000 à 120 000 francs.

LE « RAPHAËL DU MOUTON »

Représentant attiré du groupe de Barbizon, Louis Cabat (1812-1893) marque une préférence pour les paysages austères, empreints de gravité. Il compte parmi les premiers pensionnaires de l'auberge Ganne, transformée depuis en musée. Il a laissé son nom à deux sites de la forêt, la Mare à Cabat et la Roche Cabat, où de nombreux peintres ont ensuite gravé leur nom sous forme de rébus. Une de ses toiles, *Bergère à l'entrée de la forêt*, est estimée 20 000 à 25 000 francs.

Camille Fiers (1802-1868), dont Cabat était le disciple, se distingue par une vision bucolique. *La Chaumière au pont de bois*, bien caractéristique, est annoncée à 25 000 à 30 000 francs. Grande figure du groupe, Narcisse Diaz de la Pena (1807-1876) oriente sa recherche vers l'opposition et le mélange des couleurs. Les harmonies blondes et rousses de sa période barbizonnienne sont les plus recherchées.

On trouvera ici une *Jeune femme au chapeau fleuri* sur fond de paysage (45 000 à 50 000 F).

Charles Daubigny (1817-1878), spécialiste des effets de lumière, s'est affirmé comme une bonne valeur du paysage du XIX^e. Son fils Karl Daubigny (1846-1886), longtemps étouffé par la célébrité de son père, sort peu à peu de son purgatoire : *Maisons au bord de la Seine*, une huile sur panneau, obtiendra sans doute 60 000 francs. Autre pilier du mouvement, Charles Jacque (1813-1894), surnommé le « Raphaël du mouton », s'est limité presque complètement à la représentation de troupeaux, de poulailleurs et de basses-cours. On attend 25 000 à 30 000 francs du *Chien de berger veillant sur le troupeau*.

L'œuvre la plus chère de la vente mesure 2 x 3 mètres. Signée Charles-Ferdinand Ceramano (1829-1909), elle s'intitule *Bergère et ses moutons en forêt de Fontainebleau* (100 000 à 120 000 F). Admirateur de Charles Jacque, il s'est cantonné à l'imiter, abordant les mêmes thèmes avec une technique semblable. En 1848, à la suite d'une épidémie de choléra qui sévissait à Paris, Jean-François Millet (1814-1875) s'installe à Barbizon, où il est le premier à peindre des scènes de la vie paysanne. Une suite de huit eaux-fortes sur ce thème voient leur prix varier de 1 000 à 15 000 francs.

Catherine Bedel

* Salle des fêtes, rue Théodore-Rousseau, Barbizon (Seine-et-Marne), dimanche 24 novembre. Exposition le vendredi 22 de 14 heures à 19 heures, le samedi 23 de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, le matin de la vente de 9 heures à 11 h 30. Étude Péro-Champin, 746, rue du Maréchal-Juin, 77000 Meaux, tél. : 01-64-37-02-12. Expert : Michel Rodriguez, 14, rue Favart, 75002 Paris, tél. : 01-42-61-09-87.

ESCAPADES

SORTIES

■ SALON DE LA PISCINE. Près de 80 professionnels présenteront, du 29 novembre au 9 décembre, lors du Salon nautique de Paris, les dernières nouveautés de la piscine, des saunas et hammams ainsi que l'équipement lié à l'installation des bassins tels que les abris, les systèmes de filtration et les produits d'entretien.

* Salon de la piscine, Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris.

■ UN WEEK-END A REIMS. Cité royale réputée pour son champagne et sa cathédrale, Reims mérite une visite. L'office du tourisme propose, jusqu'au 31 mars 1997, un forfait à partir de 360 francs par personne incluant deux nuits en chambre double avec petits déjeuners, une visite audio-guidée de la ville et de la cathédrale, la visite des caves du champagne Mummé suivie d'une dégustation, un passeport-découverte des musées et une bouteille de champagne par couple. A visiter aussi le Salon du vin et des caves particulières (du 15 au 18 novembre).

* Renseignements et réservations au 03-26-77-45-09.

ANTIQUITÉS

■ Vichy (Allier), Palais du Lac, 45 exposants, entrée 20 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre de 10 à 19 heures.

■ Mantes-la-Jolie (Yvelines), Parc-Expo, 30 exposants, entrée 15 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre de 10 à 19 heures.

■ Saint-Émy-le-Cher (Yvelines), Espace Racine, 30 exposants, entrée 20 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre de 9 h 30 à 19 heures.

■ Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse), salle Philippe-Dufays, 40 exposants, entrée 20 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre, de 10 à 19 heures.

■ La-Roche-sur-Yon (Vendée), Parc Expo, 100 exposants, entrée 20 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre, de 9 à 19 heures.

■ Saint-Germain-lès-Corbeil (Essonne), salle des fêtes, 35 exposants, entrée 10 francs, samedi 16 et dimanche 17 novembre de 9 à 19 heures.

BROCANTE

■ Paris, Boulevard Richard-Lenoir, place de la Bastille, 180 exposants, jusqu'au samedi 16 novembre.

■ Brest (Finistère), samedi 16 et dimanche 17 novembre.

■ Limoges (Vienne), Parc-Expo, 120 exposants, samedi 16 et dimanche 17 novembre.

■ Strasbourg (Bas-Rhin), Wacken, 150 exposants, samedi 16 et dimanche 17 novembre.

■ Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), 200 exposants, samedi 16 et dimanche 17 novembre.

SPORTS D'HIVER

LOCATIONS

(France et étranger)

Sur Minitel

3615 LEMONDE

Apprenez le

CHINOIS

Dans une grande université de Chine

Débutants acceptés.

Une année : 38 000 F.

Un semestre : 23 500 F.

Cours, logt. avion A/R inclus

CEPES - 42, avenue Biquet

75007 PARIS (1) 45-50-28-38

Un soupçon de Hollande

Au 102 du quai de Jemmapes, devant le canal Saint-Martin, se dresse toujours la même façade, étroite et blanche. Elle porte encore l'inscription « Hôtel du Nord » en caractères de faïence bleue. Onfilez un peu les alentours, faites un zoom avant sur les onze lettres bleues, dites-vous que vous êtes dans un film de Marcel Carné, au milieu du décor reconstruit en studio par Alexandre Trauner.

A l'entrée, sur une vieille affiche Byrrh, figure la date de 1939. C'est peut-être l'année de la sortie du film, songez-vous en notant que Byrrh est « l'âme du raisin ». Pour mieux vous pénétrer de l'âme du film, vous pouvez essayer la salade folle « Atmosphère » qui figure sur la carte. Et peut-être qu'en mâchant

ANTIQUITES
BROQUANTES

ANTIQUITÉS de L'ILE-ST-LOUIS
ACHETE
Meubles anciens, objets d'art, tableaux, bibelots, bronzes, pendules, etc.
Or, diamants, bijoux, montres.
Successions complètes.
Bagagerie : Hermès, Chanel, L. Vuitton.
 Paiement comptant immédiat
01.43.29.27.77
20, rue des Deux-Ponts
75004 PARIS (4^e) Pont-Marie

33^e SALON DE LA PISCINE
SPA SAUNA
29 novembre - 9 décembre
PARIS EXPO - Porte de Versailles - Hall 22
Tous les jours de 10h30 à 20h
Noël : Vendredi 6 jusqu'à 23h
Organisation : REED OIP
Informations : 01 36 63 00 37
Minitel : 36 16 SALONS 1 2945 00

36^e SALON NAUTIQUE
30 NOVEMBRE - 9 DÉCEMBRE
PARIS-PORT DE VERSAILLES
Bienvenue à bord !
Tous les jours 10h30 - 20h
Machines à réfrigérer jusqu'à 23h
Accueil face à face
Avion et canot kayak
Bateaux à moteur
Bateaux à voile
Cours
Distributeur nautique
Embarcadere
Fourniture de matériel
Location
Moteurs
Planage
Pneumatiques
Presse
Régulation
Remorques
Services
Tourisme
Voile

Chaque semaine retrouvez notre nouvelle rubrique
"ANTIQUITES - BROQUANTES"
Pour vos annonces publicitaires contactez le
01.44.43.76.26 - (Fax : 01.44.43.77.30)

SPORTS D'HIVER
LOCATIONS
(France et étranger)
Sur Minitel
3615 LEMONDE

Apprenez le
CHINOIS
Dans une grande université de Chine
Débutants acceptés.
Une année : 38 000 F.
Un semestre : 23 500 F.
Cours, logt. avion A/R inclus
CEPES - 42, avenue Biquet
75007 PARIS (1) 45-50-28-38

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 15 NOVEMBRE 1996

THÉÂTRE Créé en 1994, *Chimère* est le cinquième spectacle du Théâtre équestre Zingaro fondé en 1984 par Bartabas. Après avoir connu un important succès en Eu-

rope, ce spectacle a été présenté, à guichets fermés, du 17 septembre au 12 novembre à New York, dans le cadre du Festival Next Wave de la Brooklyn Academy of Music, l'une

des institutions les plus importantes de la vie artistique américaine. 50 000 NEW-YORKAIS ont fêté Zingaro à la faveur de quarante-deux représentations plusieurs fois

interrompues par l'enthousiasme des spectateurs. ● « NOIR ET BLANC » est le thème du prochain spectacle de Zingaro, qui, sur des musiques coréennes, sera créé au

printemps prochain en Europe, en prélude d'une tournée qui devrait s'achever en Asie à la fin de 1999 après être passée, une nouvelle fois, par Manhattan.

Comment Bartabas et son Théâtre Zingaro ont séduit l'Amérique

En présentant « Chimère » pendant deux mois à New York, Bartabas, ses vingt-six chevaux et ses quarante-six artistes et techniciens sont entrés dans la légende des troupes françaises admises dans la cour des grands américains

NEW YORK
de notre envoyé spécial
Qu'y a-t-il de commun entre Harrison Ford, un éleveur de chevaux du Middle West et le ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charette ? Rien ? Si, le Théâtre équestre Zingaro qu'ils ont allés applaudir au bout du bout de Manhattan, à Battery Park, où la troupe française avait installé le chapiteau de Chimère, inoubliable voyage musical, acrobatique, chorégraphique et équestre conçu par Bartabas en 1994. Depuis sa création au Festival de Recklinghausen, en Allemagne, jusqu'à son ultime représentation à New York le 12 novembre, *Chimère* aura été donné 399 fois et aura réuni plus de 400 000 spectateurs en France, en Europe et à New York, où le spectacle a joué les prolonge-

La presse est de la revue

Sous le titre « Le monde magique de l'homme et de la bête », la bible des amateurs d'art new-yorkais, le *New York Times*, estime que *Chimère*, « communion mystique », « est un travail théâtral qui célèbre le monde animal et l'esprit qui l'habite grâce à une compréhension bouleversante de la beauté éphémère de la vitalité physique ». Le *Daily News* tient ce spectacle, en titre, pour « la chevauchée de votre vie ». « Il se pourrait que ce spectacle devienne la performance la plus intense connue sur cette terre ». *The Village Voice* n'a pas résisté à « ces chevaux de rêve ».

Du côté du *Wall Street Journal*, on tempère un peu cet enthousiasme. Sous le titre « La sagesse de la bête », le quotidien économique trouve « étrange cette combinaison de vraie et fausse spiritualité dans un même spectacle, dans un même homme. Cela dit, ça n'est pas inhabituel. Et, à cause des chevaux, ou, pour rendre à Bartabas ce qui lui appartient, à cause de sa relation avec les chevaux, le spectacle sonne plus juste que faux ».

tions pour accueillir plus de 50 000 Américains qui n'en croyaient pas leurs yeux.

Jamais une troupe française n'avait connu ici un tel engouement. En moins de deux mois, Zingaro a rejoint Edith Piaf, Yves Montand ou Charles Aznavour au panthéon des artistes français ayant séduit le public new-yorkais. Critiques élogieuses dans les plus grands journaux, interviews, reportages et commentaires sur tous les réseaux nationaux de télévision, guichets fermés de la première à la dernière représentation ; défilé ininterrompu de stars aux portes du chapiteau, qu'il s'agisse de Diana Ross, Mel Gibson, Glenn Close, Robin Williams, Demi Moore, tant d'autres encore qui ont décidé d'admettre Bartabas dans leur cercle très fermé. Avec eux, une pléthore d'agents, de producteurs, de milliardaires versés dans l'élevage qui exigeaient de recevoir chez eux ce drôle de bonhomme qui sait danser avec les chevaux. L'épisode le plus drôle de cette furia aura été écrit par un producteur de Las Vegas qui voulait donner un peu de cachet à un complexe de loisirs à thème français en installant Zingaro au pied d'une réplique de la tour Eiffel réduite de 30 % de sa hauteur. Contrat de trois ans, constitution d'une deuxième troupe, deux représentations par jour.

« Ils sont dingues ou quoi, dit Bartabas en riant. Zingaro, cette équipe-là, ça peut pas se cloier ! » Ce producteur ne voulait pas croire que l'argent puisse être impuissant à faire dégrader Bartabas à la règle sacrée qui ordonne la vie de Zingaro. « Chaque spectacle, explique-t-il, nécessite un an de préparation - choix des chevaux, auditions des artistes, esquisse d'un thème... - et cinq mois de répétition avec toute la troupe ainsi constituée. Il est donné en priorité dans les villes qui ont manifesté très tôt leur confiance à Zingaro - Recklinghausen, Lausanne, Vienne (Autriche), Avignon, Bordeaux, Bruxelles, Anvers, Toulouse, Montpellier » et désormais à New York où, après neuf



ANTOINETTE POUPELZINGARO

années de réticences, Bartabas a accepté de répondre à l'invitation du directeur de la Brooklyn Academy of Music, Harvey Lichtenstein, qui tenait à présenter *Chimère* dans le cadre de son Festival Next Wave.

Habitué à voyager en caravanes, vans et camions, Zingaro redoutait pour les animaux l'épreuve de l'avion. Début septembre, deux 747 Cargo d'Air France s'envolaient de Paris avec à leur bord vingt-six chevaux et les quarante-cinq acrobates, danseurs, chanteurs, musiciens et techniciens qui constituent la troupe de *Chimère*. Aussitôt pas-

sé le décollage, Bartabas était rassuré : « Les chevaux ont très bien supporté le vol ; c'était beaucoup moins stressant que le transport en vans qui a suivi, de Kennedy Airport à Newburg, à 100 kilomètres de New York, où ils sont restés deux jours en quarantaine. » Une quarantaine qui a duré jusqu'à leur départ, reclus qu'étaient les chevaux dans des écuries de fortune installées au bord de l'Hudson où seules pouvaient accéder les personnes dûment accréditées par les services sanitaires.

L'atterrissage à Kennedy a pris,

lui, un caractère totalement surréaliste. Tous étaient attendus par un comité d'accueil des plus chics, mené, sous les objectifs spécialement convoqués, par Marie-Paule Hermès, épouse du président de la société homonyme, principal sponsor du séjour new-yorkais de Zingaro - aux côtés de Visa et de l'Association française d'action artistique, à hauteur de 450 000 francs. M^{me} Hermès tenait dans ses bras un bouquet composé de pommes, de poires et de carottes, ficelé par du raffia, destiné à réconforter les bêtes déboussolées. En prime, chacune avait droit à une couverture griffée (d'une valeur de 4 200 francs environ) et les personnalités présentes purent s'arracher un carré de sole spécialement réalisé pour l'événement.

Au pays du cheval-roi, Zingaro a surpris par sa manière extrêmement chorégraphique, sensuelle, de considérer un animal tenu ici communément pour l'ancêtre de la Harley Davidson. Bartabas, qui fête cette année le trentième anniversaire de la fondation à Paris de sa première compagnie, le Théâtre emporté - il avait alors dix-neuf ans et moins de vingt-deux quand il a créé en 1979 l'ancêtre de Zingaro, le Cirque Alligre - est passé maître dans l'art du « transformisme » appliqué au cheval. Objet utilitaire sur le continent américain, il s'est hissé subitement aux yeux d'un peuple cavalier au rang d'objet d'art, et de représentation. Il n'en fallait pas plus pour déclencher les passions et le commentaire élogieux du mensuel *Horses* : « *Chimère* crée une collection d'images magiques, mythiques, qui rappelle et célèbre un temps ancien qui vénérait la riche mystique des chevaux et de la culture équestre. » Fermez le ban. L'attention des spectateurs, à New York plus qu'ailleurs, se portait sur le pas des chevaux, beaucoup goûtant le moindre changement de pied ou d'allure.

Face à un tel engouement, on se demandait dans quel état on allait retrouver Bartabas, dont on connaît le penchant, qui se manifeste quelquefois avec agressivité, à la grosse tête. Au sommet d'un bâtiment début de siècle construit à Battery Park pour les besoins du Manhattan Athletic Club, sorte de Racing Club local, il s'est installé dans un petit appartement à l'avant-dernier étage, surplombant Ellis Island et la statue de la Liberté au sud, et son chapiteau, hutte minuscule en contrebas de l'immeuble. A quelques heures de l'ultime représentation de *Chimère*,

une aventure de trois ans, il savourait tranquillement le succès de Zingaro, le verbe toujours aussi vif, mais la tête froide. « Je n'ai jamais flashé sur le "rêve américain", confiait-il tranquillement. J'avais pour seule ambition de faire "réver les Américains". Evidemment, là, on a vécu un peu comme des stars ; c'est allé à une vitesse incroyable. En France, on m'a longtemps fait le coup de "t'es pas de chapelle", "t'es pas fait le Conservatoire"... Ici, personne ne te demande ce que tu as fait, d'où tu viens. Ils viennent au spectacle, ils aiment, ils le disent. »

Depuis sa création au Festival de Recklinghausen, jusqu'à son ultime représentation aux Etats-Unis, ce spectacle aura été donné 399 fois et aura réuni plus de 400 000 spectateurs

Pas question pour autant de rester en Amérique un jour de plus. Certaines propositions sont pourtant tentantes, et Bartabas les garde dans un coin de la tête : la réalisation d'un film inspiré de *Chimère* en Imax - une vidéo produite par France 2 vient d'être achevée ; réalisée par Renato Berta, elle sera diffusée en décembre sur Supervision et en janvier 1997 sur France 2 ; les studios de cinéma lui ont proposé aussi de faire des films et Bartabas ne renonce pas à l'idée de réaliser un jour un western à sa mesure. En attendant, il se consacre à la préparation de son prochain spectacle dont le thème est « Noir et blanc ». Après les musiques indiennes du Rajasthan, Zingaro se lance à la découverte de la musique coréenne. « Y'a rien qui va moins bien avec le pas des chevaux », dit Bartabas en riant, rêvant déjà de la neige noire qui recouvrira bientôt l'épaisse robe de Zingaro, son cheval, complice de dix ans.

Olivier Schmitt

« Michael Collins » suscite une vive polémique en Angleterre

Le film de Neil Jordan réveille de douloureux souvenirs sur la lutte des Irlandais pour l'indépendance

LONDRES
de notre correspondant
Michael Collins, le film de l'Irlandais Neil Jordan sur le héros de la lutte contre les Britanniques entre 1916 et 1921, est sorti en salle le week-end du 8 novembre. Rarement en Angleterre, et peut-être jamais en Irlande, un film n'aura tant fait parler de lui avant d'être montré au public. Les ressentiments vieux de trois quarts de siècle sont encore assez présents à Londres pour avoir soulevé une levée de boucliers dans la presse conservatrice, comme chez les unionistes d'Irlande du Nord.

Il faut dire que lorsque Neil Jordan a convaincu la Warner de fi-

nancer son projet de « biofilm », le cessez-le-feu de l'IRA semblait fait pour durer. L'épopée du *Big Fella* - le « Grand Mec » assassiné en 1922 à l'âge de trente et un ans - semblait donc appartenir à l'histoire. Le temps était peut-être venu de porter à l'écran, comme l'ont fait les Américains avec la guerre du Vietnam, des conflits révolus. Hélas, *Michael Collins* a été terminé alors que l'IRA avait mis fin à la trêve. Le film est donc ressorti par certains comme une provocation. Au point que le *Daily Telegraph* a réclamé dans deux éditoriaux qu'il ne soit pas distribué en Angleterre.

Il a accusé la Warner de « souffler sur le feu du conflit en Ulster ». Inquiet de la redoutable efficacité hollywoodienne de l'œuvre de Jordan, le *Sunday Telegraph* l'a comparé au *Parrain*, dont le succès serait dû davantage aux règlements de comptes entre truands qu'à une genèse - sanglante il est vrai, mais de part et d'autre - pour arracher à Londres l'indépendance de l'Irlande. Pour l'historien de Belfast Paul Bew, Collins est « le géniteur du terrorisme urbain, le père spirituel de l'IRA d'aujourd'hui » et Jordan a « assassiné la vérité en tournant le film ». Dans le *Sunday Times*, il compare son film à ceux de la cinéaste nazie Leni Riefenstahl.

Une des principales critiques faite à *Michael Collins* porte sur des inexactitudes historiques. En particulier sur l'explosion d'une voiture piégée qui n'a pas eu lieu et qui rappelle par trop les attentats perpétrés au Nord depuis

vingt-cinq ans. Mais ce qui choque le plus, c'est la romantisation d'un chef de guerre qui, en détruisant les services de renseignement britanniques, poursuit les meilleurs au monde, force Londres à négocier. Une vision qui, au contraire, enflamme le public irlandais en faveur de l'homme qui lui rappelle sa lutte pour l'indépendance.

Le « Daily Telegraph » a accusé la Warner de « souffler sur le feu du conflit en Ulster »

La censure irlandaise, souvent tatillonne, a autorisé *Michael Collins* pour tout public. Un autre historien, Joe Lee, de l'université de Cork, a demandé qu'il soit inclus dans les programmes scolaires, ne serait-ce que pour susciter un débat sur l'histoire de la jeune République. Et, s'il reproche lui aussi au metteur en scène des indécences avec les faits, ce ne sont évidemment pas les mêmes. En particulier, Jordan, marqué par sa jeunesse sous le premier ministre De Valera (l'adversaire de Collins pendant une sanglante guerre civile et qui fit tout pour oblitérer le souvenir de son jeune rival), le dépeint comme le traître du mélodrame ; ce qui est pour le moins exagéré.

Ce film est un triomphe pour la jeune industrie cinématographique irlandaise, soutenue politiquement et financièrement par le ministre de la culture, Michael D. Higgins. Tout comme *Braveheart*, le mélo historique de Mel Gibson sur la lutte de l'Ecosse contre l'invasion anglaise à la fin du XIII^e siècle et au début XIV^e, qui est devenu le film culte des nationalistes écossais. Ce dernier long métrage avait aussi été critiqué par les Anglais, qui semblent avoir toujours du mal à voir leur histoire réécrite par les peuples qu'ils ont subjugués.

Du moins est-ce le cas d'une partie de ses élites. Car, remarque l'écrivain John Ardagh, auteur d'ouvrages sur l'Irlande et la France, le public anglais ne connaît pas grand-chose à l'Irlande et ne s'y intéresse guère. S'il va voir *Michael Collins*, il le voit comme le film d'action qu'il est et non comme une œuvre à thème, lui réservant d'ailleurs un succès considérable avec un box office de 1,4 million de livres pour les cinq premiers jours (dont 160 000 livres à Londres, où il est sorti dans onze salles).

Londres et Dublin regarderont donc les aventures de Liam Neeson et de Julia Roberts avec des lunettes différentes. Comme nous le disait un protestant irlandais : « Le problème avec les Irlandais, c'est qu'ils n'oublient jamais ; le problème avec les Anglais, c'est qu'ils n'apprennent jamais ! »

Patrice de Beer

cité de la musique

Pierre Boulez,
Ensemble Intercontemporain
20 novembre < 20h

Brian Ferneyhough
Ensemble Contrechamps
Nieuw Ensemble
21 novembre < 20h

Porte de Pantin

réservations
01 44 84 44 84

APERGHIS COMMENTAIRES

Du 12 au 30 Novembre

RESERV : 01 48 14 70 00

ralité

Ils sou-
ce. Elle
iche in-
lequel
nuyée à
lus très
nent re-
blement
; elle a
le et po-
tellement
l'onoma-
ient son
ir com-
quoil, et
i remake
vec vingt
rôle »...

qui serait
mystère
la long-
comme la
que » de
une fille
ma, Bon-
taginaire
passion
sque, on
une pré-
a littéra-
l'injustice
illible in-
puis, on
épandue,
sociales
une ma-
ses sur-
des drôle-
dans Le
omprend
adresse »,
ia, et que

Jo. S.

Le « Mercredi » de Karlheinz Stockhausen

apôtre d'une musique planétaire

Le compositeur allemand a présenté à Paris un extrait de son gigantesque opéra

En 1977, Karlheinz Stockhausen se lançait dans la composition d'un opéra qu'il a divisé en sept journées, sorte de lointain descendant de la Trilogie de Wagner. Le compositeur, qui ne respecte pas la chronologie des jours de la semaine, a presque achevé *Mercredi de Lumière*.

PARLEMENT DU MONDE (extraits de *MERCREDI DE LUMIÈRE*), pour chœur mixte a cappella, de Karlheinz Stockhausen. Par le Chœur de la Radio de Stuttgart, Rupert Huber (direction). AMPHITHÉÂTRE DE L'OPÉRA-BASTILLE, dans le cadre du Festival d'automne à Paris, le 9 novembre.

Depuis 1977, l'activité compositionnelle de Karlheinz Stockhausen ne concerne qu'une seule œuvre, un gigantesque opéra intitulé *Lumière* et divisé en sept journées. Ce cycle aux proportions exceptionnelles touche aujourd'hui à sa fin : cinq volets ont déjà été créés, et la réalisation du sixième, *Mercredi*, est en bonne voie.

Hélas ! seul le disque permet au public français de suivre le développement de cette entreprise assimilable à une lointaine descendant de la Trilogie wagnérienne. Or comment apprécier, sans la dimension visuelle, la richesse fondamentale d'une musique conçue dans une étroite relation avec les danses, les actions et les gestes ? D'un tel contact, épique et fragmentaire, un grandement résolu une considération plutôt dédaigneuse d'un Stockhausen soi-disant stérilisé par

sa fantasque mégalomanie. Huit ans après la dernière création française (*Lundi de Lumière*, déjà présenté à l'initiative du Festival d'automne) de ce dérangeant apôtre d'une « musique planétaire », il ne fallait donc pas rater l'occasion offerte à l'Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille (salle vite engorgée par la foule de mélomanes flairant l'événement) de vérifier qu'en était vraiment le compositeur.

La scène initiale de *Mercredi de Lumière* est dédiée au premier parlement du monde, appelé à débattre du thème de l'amour. Elle utilise un chœur a cappella dont les membres sont répartis en douze groupes de trois. La version de concert proposée à Paris conserve un caractère fondamentalement dramatique, indispensable à une bonne perception d'événements musicaux plutôt insolites. Ainsi les choristes entrent-ils selon un cérémonial qui tient autant du rite symbolique que du prélude d'ouverture. En tenue de ville, l'air pincé, ravis, égarés, supérieurs ou craintifs, ils s'installent lentement en simulant une liturgie vocale (qui, par son amorce à la cloche, se polarise sur la note ré et son principe d'amplification, rappelle curieusement la dernière séquence de l'opéra *Les Soldats* de Bernd Alois Zimmermann) conduite à un haut

degré de sophistication par l'usage de métronomes réglés sur des tempos légèrement différents. Sous la houlette du président (l'excellent chef de chœur Rupert Huber), qui donne à l'occasion de la voix et du maillet (sur les cloches-tubes), ces parlementaires d'un avenir utopique échangent des propos intelligibles, sauf lorsque se dégagent des solistes, de manière fort théâtrale.

INVENTION LUXURIANTE. Le travail sur la « formule » (matrice inséparable de l'acte compositionnel de Stockhausen depuis *Parlement du monde* un remarquable équilibre entre permanence et renouvellement. L'essentiel de cette œuvre, qui dure environ quarante minutes, s'apparente à un flux hétéroclite d'où se détachent occasionnellement des lambeaux de mélodie (solos, duos, trios). Nullement systématique, la gestion de cette spirale phonétique s'appuie sur un minutieux contrôle de la vitesse de rotation (de la révolution hypnotique à la planète immobile) ainsi que des variations de texture (sylvain, glissandos, etc.) et de harmonie (à partir d'une sorte d'harmonie vocale). Stockhausen obtient

alors une construction de timbres (la notion de timbre englobant aussi bien des valeurs de couleur que de rythme, d'intensité et d'espace, comme il s'en est expliqué dans une communication très appréciée du public entre les deux exécutions de l'œuvre) d'un effet grandiose. Son utilisation du chœur (une formation qu'il a investie une trentaine de fois avec un rare bonheur expérimental, comme en témoignent par exemple les célèbres *Chants des adolescents* et *Carref*) procède d'une invention luxuriante sans danger d'anarchisme tant le sens dramatique du compositeur opère en profondeur.

Parlement du monde s'inscrit d'abord dans une tendance malicieuse puis se stabilise dans un fervent recueillement (autour du mot « Musik ») avant de basculer dans une sensualité et une intimité amoureuses finalement boudées par des phrasés comiques. Interprété avec aisance par le Chœur de la Radio de Stuttgart (créateur et commanditaire de l'œuvre), cet impressionnant extrait de *Mercredi* nous invite à redécouvrir vigoureusement la présentation à Paris d'une journée intégrale de *Lumière*. Que l'on n'attende pas la semaine des quatre jeudis.

Pierre Gervasoni

Tombeau pour un rêve polaire

Klaus Michael Grüber crée une pièce de Nabokov, inspirée par l'expédition de Robert Falcon Scott dans l'Antarctique

LE PÔLE, de Vladimir Nabokov. Mise en scène : Klaus Michael Grüber. Avec Bruno Ganz, André Wilms, Robert Hunger-Bühler et Sven Wälsby. Décor de Gilles Allard. Musique de György Kurtág. Direction musicale : Valeria Szervanszky. MC 93, 1, boulevard Lénine, 93000 Bobigny. M° : Bobigny Pablo-Picasso. Tél. : 01-41-60-72-72. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche 15 heures. 140 F. Jusqu'en 1^{er} décembre.

Est-ce parce qu'il était saisi, ou qu'il n'a pas accepté ? Le soir de la première, le public a réservé un accueil glacial au Pô. Quatre hommes sautaient sur le plateau de Bobigny, Johnson, Kingsley, Fleming et Scott. Les membres de l'expédition britannique qui se fit souffler la conquête du pôle Sud par le Norvégien Amundsen, en 1911, et disparut sur le chemin du retour. Vladimir Nabokov avait vingt-quatre ans quand il repartit cette histoire à son compte, dans une pièce ressassée dans le temps et l'espace comme la tente de Scott, point minuscule dans la blancheur de la banquise, ultime refuge, tombeau des hommes. Il est à croire que *Le Pô* était destiné à Klaus Michael Grüber : tout en elle rassemble ce qui habite le metteur en scène. Mieux : c'est l'ultime petit caillou blanc dans son voyage en théâtre vers la mort, aussi évident qu'inconscient.

1984. Dans une friche industrielle de la Seine-Saint-Denis, Grüber débouche une usine où il pose les corps blancs d'hommes endormis dans une attente infinie : *Sur la grand-route*, de Tchekhov. La mort a un cadavre. En 1994, Grüber crée *Splendid* de Jean Genet. Sous les ors de l'Odéon, un gangster habillé en

femme s'avance vers les policiers qui vont l'abattre, à sa dernière aube. *Le Pô* s'étend sur le plateau de Bobigny. Le dessin tremblant de la trace d'un bateau oscille contre un mur métallique où s'inscrit le point rouge d'une aurore boréale. Au sol, des pans de glace. Devant, une tente ouverte au vent, qu'on n'entend pas. Parfois, seulement, les ailes défilantes d'une éolienne tournant dans le silence. Une luge attend les quatre hommes qui n'attendent plus. Vêtus de blanc, livrés dans la neige, les explorateurs sont au bout de la « grand-route ». Leur capitale, Scott, a l'élégance du chef des gangsters de Genet. C'est un potte perdu dans la neige : Bruno Ganz, le seul à pouvoir sourire aux étoiles absentes. Fleming (André Wilms) regarde sa carte. Kingsley (Robert Hunger-Bühler) parle à sa fiancée, au-delà du temps. Johnson (Sven Wälsby) se lève, dans une dernière étreinte à la vie : « Voilà - c'est ça, la mort : un seul de verre. »

« L'AMOUR DE VOS MÈRES ». La musique de György Kurtág joue les Lorette. Elle est douce comme un baiser d'adieu. Bruno Ganz s'agenouille après de quoi la joue (cinq musiciens et une soprano habitent le plateau). Il dit : « Ma vie, comme une aiguille de boussole, a tressaillé et a montré le pôle, et ce pôle, c'était toi... J'avais laissé une trace de moi sur l'égout de tes neiges. C'est tout. Voilà, c'est tout. » Alors il n'y a plus de mort. Juste ces traces - des signes dans un infini où la neige se tait de couleurs, bleue, rouge. La neige la plus belle, comme Malevitch l'a peinte en 1912. Un an après la conquête du pôle, dont Grüber recouvre le tombeau. Silence.

Brigitte Saline

Maurice Blanchot et le débat sur la « nouvelle droite »

DANS SON DERNIER NUMÉRO (1^{er}-15 novembre), *La Quinzaine littéraire*, que dirige Maurice Nadeau, reproduit une lettre de l'écrivain Maurice Blanchot protestant contre la publication, en 1995, chez son propre éditeur, Fata Morgana, d'un ouvrage d'Alain de Benoist - intitulé *L'Empire intérieur* - l'un des inspirateurs intellectuels de la « nouvelle droite ». Né en septembre 1907, Maurice Blanchot est à la fois l'auteur de romans - dont *Thomas l'obscur* -, d'essais littéraires - dont *L'écriture du désastre* (tous deux parus chez Gallimard), *L'Amérique* et *Sade* (Minuit) -, et d'essais philosophiques - par exemple *L'Amitié*, livre dans lequel il évoque sa proximité avec Emmanuel Levinas. Maurice Blanchot a publié chez Fata Morgana plusieurs de ses livres les plus récents, dont son dernier court récit, *L'Instant de ma mort*. Il demeure depuis de nombreuses années à l'écart de la vie publique, sortant difficilement de sa réserve ; ses rares interventions sont donc très remarquées.

Maurice Blanchot, dans la lettre envoyée le 2 septembre à Bruno Roy, directeur de Fata Morgana, et

reproduite dans *La Quinzaine*, estime que « le seul fait que Benoist a collaboré à ces revues antisémites, naturellement camouflées, puisque la loi les interdit, si elles sont trop déclarées, l'en rend complice. Il est antisémitisme par le lieu où il a écrit et édité. Enfin, il a fondé le *Grèce*, dont *Le Pen* a été président ».

Il convient de signaler ici que c'est par erreur que Maurice Blanchot attribue à Jean-Marie Le Pen la présidence du Groupement de recherches et d'études sur la civilisation européenne - le *Grèce* -, dont Alain de Benoist est par ailleurs l'un des principaux animateurs, de même qu'il est une signature régulière de l'organe de ce groupe, la revue *Éléments*. « J'ai publié, continue Maurice Blanchot, des livres de Fata Morgana lorsque cette maison d'édition était convenable. La publication que vous avez faite du livre incohérent de Benoist m'en écarte désormais, du moins aussi longtemps que vous ne l'aurez pas rayé de votre catalogue, et retiré de la vente. »

De son côté, Bruno Roy a envoyé à *La Quinzaine littéraire* une lettre dont le bimensuel reproduit le passage suivant : « Cependent, si

Maurice Blanchot prend l'initiative de rendre publique cette querelle, et si *La Quinzaine* met en cause Fata Morgana, je me verrais contraint d'user du droit de réponse que me donne la loi et de rappeler que moi, je n'ai jamais écrit de texte antisémite... J'en serais triste et je n'aimais pas me voir dans l'obligation de rappeler des textes qu'il est préférable d'oublier. J'espère qu'il n'est pas trop tard pour que vous puissiez rappeler à Maurice Blanchot que, depuis Oscar Wilde, il est rarement raisonnable de renouer de la boue. »

UNE JEUNESSE ANTISÉMITISME

Face à ce qu'il appelle un « *charlatan* », Maurice Nadeau s'est alors tourné vers Maurice Blanchot, qui lui aurait déclaré que cette « menace » de Bruno Roy le laissait totalement indifférent. Philippe Mesnard, dans l'ouvrage le plus récent consacré à Maurice Blanchot - *Le Sujet de l'engagement* (L'Harmattan) -, rappelle que c'est en 1962, dans *L'Action française* (Hachette-Pluriel), que l'historien américain Eugen Weber a mis au jour l'activité politique de Blanchot d'avant-guerre, militant dans une des branches de l'extrême droite et écrivant des articles antisémites et xénophobes dans diverses publications comme *Combat* (à ne pas confondre avec le quotidien issu de la Résistance) ou *L'insurgé*. Dans *La droite ni gauche* (Complexe), Zeev Sternhell voit dans le Blanchot des années 30 « la définition parfaite de l'esprit fasciste », tandis que l'Américain Jeffrey Mehlman a cherché à établir une relation entre les textes politiques d'avant-guerre et la réflexion littéraire qui la suit (voir son

article dans le n° 92 de la revue *Tel Quel*, été 1982, et son essai *Legs de l'antisémitisme* en France, Denoël, 1983). Après la guerre, Maurice Blanchot a totalement rompu avec l'extrême droite, et ses manifestations d'engagement politique se sont portées vers la gauche, voire l'extrême gauche : pendant la guerre d'Algérie, où il fut l'un des rédacteurs de la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » (le titre est de lui), mieux connue sous le nom de « Manifeste des 121 » ; en mai 68, où il participe avec Marguerite Duras et Dionys Mascolo au comité d'action étudiants-écrivains.

Quant à Alain de Benoist, si l'on ne peut qualifier son œuvre d'antisémitisme à proprement parler, notons qu'il dirige dans une maison d'édition du nom de *Parole* - sans rapport avec la revue du même nom publiée par les éditions du Cerf - une collection, « Révolution conservatrice », qui propose les œuvres du racologue nazi Hans Günther. Les éditions allemandes Grubert font figurer les ouvrages d'Alain de Benoist aux côtés de ceux du fondateur français du négationnisme, Paul Rassinier, de l'historien négationniste britannique David Irving, ou du nazi belge Léon Degrelle. Enfin, le nom d'Alain de Benoist est cité dans un courrier adressé le 6 novembre au ministre de la culture par Jean-Yves Le Gallou, secrétaire national du Front national, qui proteste contre l'absence de ses livres, ainsi que des ouvrages de Gustave Thibon, Jean Madiran et Guillaume Faye, dans certaines bibliothèques.

Nicolas Weil

Le Festival d'Automne à Paris et Les Cahiers du Cinéma présentent



Les samourais à Paris

UGC CINÉ CITE LES HALLES

13 AU 26 NOVEMBRE

PROGRAMME 01 42 96 96 94

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au 01-48-00-20-17 ou sur minitel, 36-17 Drouot

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.

Régisseur G.S.P., 136, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. 01-48-40-28-08.

LUNDI 18 NOVEMBRE

S.1- Dessins et tableaux anciens. Bel ensemble de mobilier régional en bois massif. Mes LOUDMER.

MERCREDI 20 NOVEMBRE

S.1- Importants tableaux et meubles. Me BINOCHÉ.

S.4- Livres anciens, romanesques et modernes. Ouvrages de médecine. Mes LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD.

S.7- Dessins anciens et du XIX^e. FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS. Expert : M. de Beyer.

S.10- Meubles et objets mobiliers. Me de RICOLES.

JEUDI 21 NOVEMBRE

S.9- Collection Henri M. PETIT. Importants estampes modernes. 11e vente. FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS. Experts : MM. Bonafant-Musat et Romand.

VENDREDI 22 NOVEMBRE

S.3- Bijoux, orfèvrerie dont CHAUMET et Cie. Mes LIBERT et CASTOR. Expert : M. Pordier.

S.6- Tableaux modernes et contemporains. Atelier Paul PETIT. Œuvres des années 1920-1930. Mes LOUDMER.

BINOCHÉ, 5, rue de la Boétie (75008) 01-47-42-78-01
LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, 12, rue Drouot (75009) 01-42-46-61-16
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009) 01-48-24-51-20
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 01-44-79-50-50
FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS, 5, rue Drouot (75009) 01-53-34-10-10
de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01-48-74-38-93

Culture

Publié depuis 8 ans par le Ministère de la Culture

le guide culturel de l'hiver vient de paraître :

La Saison culturelle, France 1996/1997

736 pages - 60 francs

Ce guide présente les programmes des spectacles, festivals et expositions organisés aux quatre coins de la France, d'octobre 1996 à juin 1997.

Conçu comme un annuaire, chaque manifestation indique les dates, horaires, adresses, téléphones et le détail des programmes.

Soit plus de 12 000 manifestations.

- 420 organismes de spectacles
- 200 festivals
- 600 musées ou centres d'art contemporain.

Regroupées par région, département et ville, ces informations sont également accessibles grâce à quatre index : régions, départements, villes et organismes de spectacles et de festivals.

En vente par correspondance et au Ministère.

A envoyer sous enveloppe à Association D.O.L.I.C. Ministère de la Culture Département de l'information et de la communication 3, rue de Valenciennes - 75002 Paris cedex 01

Je souhaite recevoir : exemplaire(s) du guide la saison culturelle, France 1996-1997 (736 pages) au prix unitaire de 60 francs TTC.

Montant total de votre commande : francs

Prière de joindre au présent bon de commande votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'association D.O.L.I.C.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Une femme appelée Virginia Woolf

Une pièce dirigée par Anne-Marie Lazarini

« Tout est gel. Gel immobile. Flambée blanche. Quelle est cette phrase que je me rappelle toujours ou que j'oublie ? Jette un dernier regard sur toute la beauté. » Ces mots qu'écrivait Virginia Woolf auraient pu lui servir d'épithaphe. Une vie entre l'écriture, la beauté, la lumière, la folie et la maladie, avec, au bout, son corps qu'elle jette dans une rivière anglaise, le 28 mars 1941, à cinquante-neuf ans. Une Irlandaise, l'écrivain Edna O'Brien (née en 1930), a mis au jour les « trous d'ombres » de cette vie dans une pièce qui s'appelle, tout simplement, *Virginia*. Une pièce à trois voix : celle du mari, Leonard, celle de Vita Sackville-West - l'amour qui lui inspira *Orlando* - et celle de Virginia.



Michel Cournot signe l'adaptation de *Virginia*, dont il dit : « C'est une pièce de théâtre. Alors ce sont des voix. Il s'agit d'écouter des courts-circuits de voix qui plus ou moins se prolongent. » Dirigée par Anne-Marie Lazarini, un trio de comédiens choisit interpréter la pièce : Alexis Nitzer dans le rôle de Leonard, Pascaline Pointillat dans celui de Vita et Martine Pascal dans le rôle-titre, Virginia for ever.

★ Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^o Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-47-27-81-15. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 28 décembre.

UNE SOIRÉE À PARIS

Les Tréteaux de maître Pierre, La Vie brève

Peu fêlée, l'année Folia l'est avec l'Orchestre national qui propose deux ouvrages représentant les pôles opposés de la création du compositeur. *La Vie brève* est un opéra véritable tandis que *Les Tréteaux* sont une œuvre réduite à l'essentiel, brillante comme la glace. Maria Aragon (Camilla), Maria Oran (Salud), Mabel Perlestein (la grand-mère), Antonio Ordoñez (Paco), Carmelo Martínez (guitare), Laure Glatard (clavier). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. 20 heures. Le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 220 F. Sebadoh Longtemps spécialiste du *lo-fi* (anthologie de la bi-fi) - cet art d'accommoder des chansons dans le plus grand dénuement technique -, Lou Barlow, leader de Sebadoh, tend aujourd'hui vers un classicisme plus pop. Sans perdre sa verve insolente. *Le Divan du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 19 heures, le 15.

Tél. : 01-44-92-77-66. De 105 F à 120 F. Le Fest-nox Grande nuit celtique, signe évident de la montée en force d'un nouveau renouveau du folk breton, après celui du milieu des années 70. Les animateurs de ce bal païen ont redonné chez eux les règles du genre, en intégrant des influences rock, jazz, world. Ti Jaz, Hastan, Ar Re Yaouank (« les jeunes ») naviguent sur tous ces rythmes, introduits comme il se doit par un bagad, celui de Keriz, une formation de vingt-cinq musiciens. *Elysée-Montmartre*, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 21 heures, le 15. Tél. : 01-44-92-45-45. Location Plac, Virgin. 30 F. Art Mempo Il vient d'acquiescer des chansons pour Philippe Léotard, il a la dégaîne des grands blessés d'amour qui savent utiliser leurs déchirures pour inventer des mots doux. Reste à Art Mempo à occuper la scène. Le Pigali's est un trépan honnorable. *Pigali's*, 77, rue Pigalle, Paris 9^e. M^o Pigalle. 20 h 30, les 14, 15 et 16. Tél. : 01-42-80-52-52. 12 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Espace du regard Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris 7^e. M^o Sévres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Du 17 novembre au 29 décembre. 10 F.

André François Musée Taver Delacour, 4, rue Lemercler, 95 Pontoise. Tél. : 01-34-43-34-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Du 16 novembre au 28 février. 20 F.

Lilith Hamdani Galerie Rens Xipias, 108, rue Ville-du-Temple, Paris 3^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-40-27-05-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 14 novembre au 11 janvier.

SSS à travers les archives de la CGT et diverses collections Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrière, 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1^{er}. M^o Châtelet-Les Halles. Tél. : 01-40-26-87-12. De 13 heures à 18 heures ; samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé dimanche. Du 20 novembre au 26 janvier. 10 F.

Les Pêches captaux : la colère Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Du 20 novembre au 6 janvier.

De Vermeer... à Van Moortel : Portraits de femmes Bistrot des Pensées, 19, rue Pascal, Paris 8^e. M^o Gobelins. Tél. : 01-43-31-95-63. De 9 heures à 1 heure. Fermé dimanche. Du 19 novembre au 30 décembre. Entrée libre.

EXPOSITIONS PARIS Georges Baselitz Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^o Alma-Marceau. Tél. : 01-53-57-40-20. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 40 F.

Daniel Buren Rens Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. M^o Rue-du-Sac. Tél. : 01-43-80-22-99. De 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 décembre. Entrée libre.

Jean-Marc Bustamante, Sean Scully Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 27 F.

Les Immobiles et Immortals, photographies de Bruno Barbey Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^o Jussieu, Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 décembre. Entrée libre.

Luciano Fabro Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 27 F.

Publité

Slaves ! Kushner, Lavelli Dernière le 1^{er} décembre

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

COUP DE VICE (*)

Film français de Patrick Levy, avec Patrick Levy, Sami Naceri, Fred Quiring, Sophie Carle, Karine Nuri (1 h 25). UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er}, George-V, 8^e ; UGC Opéra, 8^e ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

DISJONCTE

Film américain de Ben Stiller, avec Jim Carrey, Matthew Broderick, Leslie Mann, George Segal, Diane Baker (1 h 35). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e.

LE DROIT DE TUER ?

Film américain de Joel Schumacher, avec Matthew McConaughey, Sandra Bullock, Samuel L. Jackson, Charles S. Dutton, Kevin Spacey (2 h 29). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

FEELING MINNESOTA

Film américain de Steven Baigelman, avec Keanu Reeves, Vincent D'Onofrio, Cameron Diaz, Delroy Lindo (1 h 35). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; UGC Danton, 8^e ; UGC Triomphe, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

IRMA VEF

Film français d'Olivier Assayas, avec Maggie Cheung, Jean-Pierre L  aud, Nathalie Richard, Antoine Badier, Nathalie Boutefeu, Bulle Ogier (1 h 38). Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby,

2^e (01-47-30-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Paquette, dolby, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Publiés Champs-  lys  es, dolby, 8^e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er} ; George-V, 8^e ; UGC Opéra, 8^e ; Les Montparnasse, dolby, 14^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LOS ANGELES 2013 (*) Film américain de John Carpenter, avec Kurt Russell, Steve Buscemi, Stacy Keach, Peter Fonda (1 h 41). VO : UGC Ciné-côté les Halles, 1^{er} ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Georges-V, dolby, 8^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79).

MÛRIE-TOI DE BEAU QUI DORT Film français de Jacques Deschamps, avec Robin Renucci, Maruschka Detmers, Jean Benguigui (1 h 50). 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Haute-Seine, dolby, 8^e (01-46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81) ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).

LA MÉMOIRE EST-ELLE SOLUBLE DANS L'EAU ? Film français de Charles Najman, avec Solange Najman, Jean-Christien Sibertin Blanc, Henia Goldzajder (1 h 35). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Haute-Seine, 8^e (01-46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES d'Aki Kaurism  ki. Finlandais (1 h 36). VO :   p  e de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Saint-André des Arts 1, 6^e (01-43-26-48-18).

BOUND (*) de Larry et Andy Wachowski. Américain (1 h 48). VO : UGC Ciné-côté les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-47-10-10-00) ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Rotonde, dolby, 8^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

BREAKING THE WAVES (*) de Lars von Trier. Danois (2 h 38). VO : UGC Ciné-côté les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Ciné-côté les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-53-93 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Breugnot, dolby, 6^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, 8^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

PARFAIT AMOUREU (*) de Catherine Breillat. Français (1 h 50). 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LA SERVANTE AIMAANTE de Jean Douchet. Français (2 h 46). Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40).

UN AIR DE FAMILLE de Cédric Klapisch. Français (1 h 50). UGC Ciné-côté les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-53-93 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Saint-Germain-des-Pr  s, Salle G. de Beaugrenelle, 6^e (01-42-22-87-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 8^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Métro, 14^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

REPRISES DRÔLE DE DRAME de Marcel Carné, avec Françoise Rosay, Michel Simon, Louis Jouvet, Jean-Pierre Aumont, Jean-Louis Barrault, Nadine Vogel. Français, 1937, noir et blanc (1 h 45). Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40).

SUNSET BOULEVARD de Billy Wilder, avec Gloria Swanson, William Holden, Eric von Stroheim, Buster Keaton, American, 1949, noir et blanc (1 h 50). VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-25-72-07).

THE SERVANT de Joseph Losey, avec Dirk Bogarde, James Fox, Sarah Miles, Wendy Craig. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 55). VO : Reflet M  dicos, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. M^o Concorde. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1^{er} décembre. 35 F.

Cherchez le monde arabe, musée, 1^{er} étage 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu, Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 décembre. 25 F.

Christo Galerie Boule  ria, 20, rue Bonaparte, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Pr  s. Tél. : 01-43-26-56-79. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi matin. Jusqu'au 30 janvier.

Co  cidences, repérages Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6^e. M^o Mabillon. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1^{er} février. Entrée libre.

James Colman Centre Georges-Pompidou, Musée, 3^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 11 novembre. 35 F.

De l'impressionnisme à l'art nouveau à l'art contemporain Dou  ble vue, Dou  ble vue Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^o Raspail. Tél. : 01-42-16-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 décembre. 30 F.

Egalité-parité-  t  rit  , la photographie à deux Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^o Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'à 5 janvier. 36 F.

Le monde est un village Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^o Raspail. Tél. : 01-42-16-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 décembre. 30 F.

Luciano Fabro Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 6 janvier. 27 F.

Les Immobiles et Immortals, photographies de Bruno Barbey Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^o Jussieu, Cardinal-Lemoine. Sully-Morland. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 22 décembre. Entrée libre.

Le temple du Kokufuji Grand Palais, galeries nationales, square Jean-Perrin, entrée avenue du Général-Eisenhower, Paris 8^e. M^o Champs-  lys  es-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 9 décembre. 31 F et 45 F.

L'origine du monde, autour d'un chef-d'œuvre de Gustave Courbet Musée d'Orsay, niveau médian, 62, rue de Lille, entrée : 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^o Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 5 janvier. 36 F.

Picasso gravures 1900-1942 Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. M^o Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30    17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'à 20 janvier. 28 F.

La Révolution de la photographie instantanée : 1880-1900 Bibliothèque nationale, galerie Colbert, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs, Paris 2^e. M^o Bourse ou Palais-Royal. Tél. : 01-47-03-51-10. De 12 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'à 4 janvier. Entrée libre.

Willy Ron  s : 70 ans de d  dic  s Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautr  mont, Paris 1^{er}. M^o Châtelet-Les Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30    18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'à 4 février. 30 F.

Les Sixties, années utopiques France et Grande-Bretagne, 1962-1973 Musée d'histoire contemporaine, hôtel national des Invalides, Paris 7^e. M^o La-tour-Maubourg. Tél. : 01-44-42-36-39. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé lundi et dimanche matin. Jusqu'à 29 décembre. 30 F.

Les Trois Grandes   gyptiennes Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. M^o Bastille, Saint-Paul. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'à 5 janvier. 25 F.

Ed Van der Elken entre films et photos Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. M^o Assemblée-Nationale. Tél. : 01-53-59-12-40. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 8 décembre. 20 F.

G  r Van Elk Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. M^o Bastille. Tél. : 01-46-06-92-23. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 30 novembre.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE Olivier Debré Centre national de la gravure contemporaine, Maison Levanneur, Ile des Impressionnistes, 78 Chatou. Tél. : 01-39-52-45-35. De 11 heures à 17 heures ; samedi et dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 12 janvier.

Schuffenecker, 1851-1934 Musée départemental Maurice-Denis, le Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, 78 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-39-73-77-87. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 12 janvier. 35 F.

Les Trésors de la sainte Ros  lie Musée de l'Hôtel-Dieu, rue Thiers, 78 Mantes-la-Jolie. Tél. : 01-34-97-91-40. De 11 h 30 à 18 heures ; vendredi jusqu'à 22 heures ; samedi jusqu'à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 12 janvier. 30 F.

Vermeer (1664-1721) et son cercle Musée Condé, Institut de France, château, 50 Chantilly. Tél. : 01-44-57-08-00. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi.

Aider les jeunes à décrypter l'information

Chaque vendredi, à la même heure que le journal télévisé, le nouveau magazine de M 6 tente d'expliquer avec pédagogie l'actualité aux enfants, et à leurs parents

UNE BONNE IDÉE. Ça fait longtemps qu'on y pensait à M 6. Des news pour les jeunes, il y en a partout en Europe, mais personne n'avait repris le modèle en France. Il y a vingt-cinq ans, la BBC a été la première à créer *News Round*, dix minutes chaque jour à 17 heures. Les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Suède ont leur formule, quotidienne ou hebdomadaire.

« Les JT - tels que nous les connaissons correspondent assez mal aux jeunes, explique Christine Lenz, directrice des magazines de M 6. Ils n'ont pas le back-ground nécessaire. Créer une émission d'actualités qui s'adresse aux enfants fait partie de notre démarche. Les sciences, l'économie, l'histoire ne sont pas des thèmes évidents, mais au lieu de se dire : « C'est compliqué, on ne le fait pas », ou de les programmer très tard, on préfère chercher la forme et le format qui les rendent accessibles. » Après « Capital », « Turbo », « Passé simple », « E = M 6 » et « E = M 6 Junior », voici donc « Dis-moi tout ». Vingt-six minutes, le vendredi, à 20 heures, juste en face des « infos », quel culot !

Critères de convergence, déficit budgétaire, processus de paix, autant de sujets déversés chaque jour dans les journaux télévisés, avec le Dow Jones, la vache folle ou les primaires aux États-Unis. Faut-il le dire ? Parfois, même les adultes ne maîtrisent pas le pourquoi du comment des informations. « La télévision est souvent plus réactive qu'explicative,



constate Christine Lenz. Typique, ces jours derniers ! On a eu droit aux réactions des hommes politiques avant même d'expliquer le phénomène qui les avait provoqués - les « infos », quel culot !

« Dis-moi tout » a été confié à VM Productions (Nicolas Goldzahl). La société, qui fabrique déjà « E = M 6 », « E = M 6 Junior », « Passé simple » pour la chaîne privée, « L'Aventure des sciences » et « Cinq sur cinq » pour la Cinquième, est rompue à la dé-marche, les consignes de Pierre Thiviolet, le rédacteur en chef. « Pas question de faire du JT ». On

n'est pas là pour commenter l'actualité mais pour l'expliquer. Pas de langue de bois, pas de persiflage, mais une petite dose d'irrévérence.

Le premier numéro (le 1^{er} novembre), présenté par la très jeune et très « flashy » Caroline Corvaisier, était un peu décevant. Trop dense, mais des cartes utiles, des chiffres et des tableaux-repères, et un vocabulaire simple mais pas réducteur. Le dossier sur les élections américaines (comparaison des systèmes de gouvernement, en France et aux États-Unis) était intéressant. Celui sur le « trou » de la Sécurité sociale aussi (création

de l'organisme, qui paye ? qui en profite ?). Dès le deuxième numéro, l'équipe a rectifié le tir. Moins de sujets et plus de légèreté. Caroline Corvaisier s'est montrée moins paperasse. Le dossier sur la Corse était exemplaire. Histoire et particularité de l'île, évolution de son statut, géologie (sous forme d'arbre) des mouvements nationalistes. Qui sont-ils, que veulent-ils ? Pas de jugement, les faits. Le micro-trottoir, procédé souvent simpliste, permet d'appréhender les connaissances des jeunes.

« On va alléger, systématiser les cartes et l'interactivité », confie Pierre Thiviolet, journaliste professionnel qui a travaillé à la radio et à la télévision (il a animé « Transit » sur Arte). L'expérience le passionne. Il avait lui-même proposé l'idée à des chaînes. Parmi les prochains dossiers, « Dis-moi tout » en prévoit un sur l'espionnage : les grands services secrets dans le monde, le système en France, plutôt que d'enquêter sur Charles Hernu (« on n'en a pas les moyens »). Puis les « affaires », sous forme d'abécédaires : qu'est-ce qu'un délit d'initié, comment la justice se met en marche ? Donner des clés, être didactique et vivant. 8,5 % des parts de marché pour le premier numéro. « Dis-moi tout » va-t-il toucher les jeunes de 6 à 66 ans ?

Catherine Humblot

★ « Dis-moi tout », M 6, le vendredi à 20 heures.

Pardons

par Agathe Logeart

UNE VOITURE qui double maladroitement sur une autoroute et se rabat trop vite, broyant celle qu'elle voulait dépasser. Deux toutes petites filles, éjectées, et qui sont mortes. Le chauffard est jugé, condamné à une minuscule amende, et repart du tribunal au volant de sa voiture. Voilà avec quoi Geneviève Jurgensen a dû apprendre à vivre. Elle ne crie pas, elle n'a pas de mots méchants. Sa voix est douce, et presque tout le temps incroyablement ferme pour décrire l'épouvante qu'elle a vécue, il y a seize ans, et qui ne la lâche plus. Elle a eu deux autres enfants, ensuite, et elle dit qu'elle a, en fait, quatre enfants, deux morts et deux vivants. Les âmes sont présentes, chères. Elles sont là, malgré l'absence et le deuil. La jeune femme qui parle de cette tragédie, de cette famille coupée en deux, a des yeux incroyablement bleus. Sur les plaies qui ne pourront jamais se refermer, elle a posé des mots qui nous disent le chagrin intact, pas même finé par le temps qui a passé.

Jean-Marie Cavada, qui l'interroge et lui demande, puisque c'est le thème de cette « Marche du siècle » consacrée au pardon après la mort violente d'être chers, si elle pardonne. Elle répond qu'il ne faut tout de même pas trop demander. « J'ai fait de la révolte », dit-elle. Cette phrase toute simple se brise dans sa voix. Et les yeux bleus, un court instant, deviennent liquides, imposent le silence, nouent les gorges. Il ne faut pas aller plus loin. A quel bon aller plus loin, fouiller encore plus profondé-

ment dans ses blessures... Cette femme impose le silence, le respect, comme c'est rarement le cas. Elle vit dignement, tendrement, avec ce cauchemar qui lui a fallu approcher ; on ne peut guère lui demander plus.

Mati Girtanner, elle, a pardonné à son tortionnaire. Jeune résistante, elle a passé cinq mois pendant la guerre aux mains de médecins-bourreaux qui, dans des sévices qu'elle a la pudeur de ne pas décrire, l'ont laissée à jamais physiquement à vif, les centres nerveux de la douleur déréglés pour toujours faisant de son corps celui d'un grand brûlé que le moindre contact écorche. A la fin de sa vie, Léo, le jeune médecin nazi qui l'avait torturée, l'a retrouvée. Ils ont parlé ensemble, de la mort. Elle lui a donné le baiser du pardon, en un geste qui peut paraître fou. Chrétienne, elle a senti que c'était celui qu'elle devait faire et qui l'apaiserait malgré l'horreur.

Le père de Céline Figard, la jeune fille violée et tuée par un routier anglais qui vient d'être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, a du mal à desserrer les dents. Le pardon lui est impossible, à lui qui ne parvient pas à prononcer le nom de l'assassin de sa fille. Il doit, explique-t-il, à ses autres enfants de ne pas pardonner. C'est déjà bouleversant qu'il ne réclame pas vengeance. Pourquoi avaient-ils accepté de venir nous parler, cet homme, ces deux femmes ? La question, chaque fois que l'on est devant de tels témoignages, revient, identique : et nous, à leur place, que ferions-nous ?

ralité

ils sou-
bce. Elle
riche in-
c lequel
nuyée à
plus très
ment re-
ablement
» : elle a
ole et po-
tellement
d'onomas-
ient son
oir com-
uoi, et
remake
avec vingt
rôle »...

qui serait
: mystère
is long-
comme la
ique » de
eune fille
ans, Bon-
naginaire
passion
esque, on
une pré-
la littéra-
l'injustice
zillible in-
: puis, on
épandue,
sociales
une ma-
ses sur-
des drôle-
dans Le
comprend
ndresse »,
na, et que

Jo. S.

TF 1

12.50 A vrai dire.
Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes.
Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
Fénelon.
14.35 Dallas.
Réalisation.
La machination.
15.30 Hôtel.
Série, Confessions.
16.25 Une famille en oc-
cub.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Art.
Série, Le surdout.
18.10 Le Rebelle, série.
Péne de cœur.
19.00 L'Or à l'appel.
Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

20.50

LES ANNÉES TUBES
Ouvrage.
Invités : Christophe, Michel Fugère,
Florent Pagny, Fine Young Cannibals,
Daniel Gendron, Spic Girls, Jimmy
Chix, François Valéry, Dorothée,
Shirley, Cécile.
(125 min). 41818028

22.55

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté
par Julien Courbet.
Les autres SDP.
Les homosexuels.
Invités : Lucie Peyron,
Avec Marie Leclerc,
maître Didier Bergis
(110 min). 108844
0.45 Très chaste.
Documentaire
de Claude Calhoun.
Le grand gibier,
les courants
(35 min). 9515142
1.40 et 2.40, 3.45 TF1 mat. 1.35 et
3.55, 4.25, 5.00 Informations.
2.55 Chés à la dérive. Série, [30].
4.55 Musique (5 min).

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Les Grands Fleuves. [24]
Le Gange.
21.00 Bon week-end.
21.35 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata.
Invités : Franco Gal, Princess
Erin.
(France 2 du 31/10/96).
23.45 Ca cartonne.
Invité : Henri Salvador.
0.30 Sol à Météo.
suivi du grand jeu
des grands personnages.
de 107 clics.

Planète

20.35 Le Démantèlement
des armes nucléaires.
21.25 La Colline
aux militaires.

France 2

12.15 Pyramide.
12.50 Spéc sécurité routière.
13.35 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.45 Point route.
13.50 Dérivés.
Série, Le testament.
14.35 Le Réal.
Série, Les 100.
14.05 et 5.15 La Chance
aux chansons. [24].
14.55 Des chiffres
et des lettres. Jeu.
17.25 Sauvés par le gong :
La nouvelle classe.
17.35 Hartley, cœur à vif.
Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits.
19.25 et 1.35 Studio Gabriel.
Invité : Raymond Devos.
20.00 Journal, A Cheval.
Météo, Point route.

20.55

R.G. de
Régis de Benay
Léon, L'Amour
(90 min). 8080283
Au cours d'un reportage, une
journaliste est témoin d'un
meurtre. Coupé l'assassin-t-il à
la prison ?
22.35 Journal, Bouze, météo.

22.45

BOUILLON
DE CULTURE
Magazine. Les petites bêtes
qui meurent, qui meurent...
Invités : Claude Mauriac, Marie
Perennou, réalisateurs du film
Microcosmos : le peuple de l'herbe ;
Jacques Perrin ; Bernard Werber
(La Révolution des Jumeaux) ; Anne
Lou Steinbocker (La Médecine d'être
meurtre) (70 min). 685941
23.35 Présentation
du Ciné-Club.
Par Frédéric Mitrand.
23.55 « La guerre est finie »
Film d'Alain Resnais
(1964, N, 120 min). 3691841
23.55 Spécial jazz. 4.25 La Compagnie.
4.55 City et Chant. (20 min).

France 3

12.55 Journal.
13.30 Spéc. Jeu.
13.35 Parole d'expert !
Invité : Perichou.
14.45 Le Pirat.
Téléfilm de Ken Annakin,
avec Franco Nero (24)
(95 min). 9972285
14.10 Secrets de famille.
14.40 Les Millepertuis.
Timin : Les tortues Ninja...
17.45 Je passe à la télé.
18.30 Questions pour
un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Casiers de Provenç,
de Michel Biehn.
18.55 Le 19/20
de l'information.
19.10, Journal régional.
20.05 Pa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté
par Georges Pernod.
Captain Critique
(60 min). 7044841
La Crique est un quartier
« chaud » de Capenne où les
pêcheurs cohabitent avec les
prostituées et les immigrés,
souvent clandestins.

21.50

FAUT PAS RÉVER
Magazine. Invité : Jérôme Szwed.
Honneur : le village des jumeaux ;
France : la ville fantôme de Sausalito
(60 min). 9971784
22.50 Journal, Météo.
23.15 Pégase.
Magazine. Oiseau des îles :
portrait de Simon Hayot ;
Sails au pays des merveilles
(55 min). 1728985
0.10 Capitain Caill. A l'écuse
du Remmes. Invités : Louis
Berthoin, Titi Moïse,
Comany Segundo, Daddy
Nottas (50 min). 8869790
1.00 Capitaine Pégase. 1.30 Musique
gratuite. Populaire. La gomme qui fait
déborder le jazz (15 min).

France Supervision

20.30 Taratata.
Invité : Céline Dion.
21.35 Escrima.
Championnat d'Europe.
22.25 Base-ball.
Championnat de France.
22.55 Place Kléber.
23.45 Ecran Large.
0.15 Première escal.

Ciné Cinéfil

20.30 The Cinqs.
off de Fly
Film de Don Sharp
(1965, N, v.o., 85 min).
21.55 Les lions sont lâchés II
Film d'Henri Verneuil (1961,
N, 110 min). 4637577
23.45 L'immortel
n'est pas un jeu
(In this Our Life) III
Film de John Huston (1942,
N, v.o., 100 min). 57237825

La Cinquième

12.00 Tout savoir. 12.30 Détours de France.
L'imprimerie nationale. 12.55 Attention santé. Idée
cœur : l'olive, on peut s'en servir un trisme de cerveau.
13.00 Un monde nouveau (M13) (matin). 13.30
Derniers les métiers. Les jeux vidéo. 14.00 Le Japon.
15.00 Les Elections américaines (24) (re-
diff.). 16.00 Les Français : histoire d'un combat.
Présenté par Claude Hagège (1970) (rediff.). 16.30 Les
Grands Châteaux d'Europe. 17.00 Jeunesse.
Café : 17.25 AF 18.00 Histoire de l'alimentation.
18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Le Gange, fleuve sacré.
Documentaire de Pijro Honkassio (60 min). 5115
20.00 Reportage. Moby Dick en Méditerranée.
Guerre du poisson au large de la Sicile.
Documentaire d'André Orti (90 min). 1318
Une opération menée par Greenpeace.
20.30 et 1/2 Journal.
20.45

20.45

DIFFAMINATION
Téléfilm de Carlo Rota, avec Günther Maria Halmer.
André Vézina (90 min). 7179194
L'ouvrier Abel et son assistant Jean tentent de
déjouer une odieuse machination orchestrée par
un ancien client journaliste.

22.15

GRAND FORMAT :
LA FABRIQUE
DE L'HOMME OCCIDENTAL
Documentaire de Gérard Callet (75 min). 317882
A la recherche des fondements de la société
occidentale.
23.30 Profil : Par un jour de violence ordinaire,
mon ami Michel Seurat. Documentaire
d'Omar Amrouty (50 min). 73870
Le 22 mai 1983, Michel Seurat et Jean-Paul
Kaufmann sont enlevés par le Dihad
islamique. En mémoire de celui qui fut son
ami, Omar Amrouty raconte l'histoire de
Michel Seurat, mort durant cette détention.
0.20 Le Dessous des cartes. Magazine. Une géographie poli-
tique de l'Indonésie (rediff.). 0.30 La Main droite du diable
(rediff.). 0.35 Costa-Gavras (1988, rediff., 120 min). 5809500
2.30 Dérive. Court métrage d'Olivier Panchot (1995,
rediff., 15 min).

Ciné Cinémas

21.00 Les Années Toubert.
Film de Stephen Frears (1990,
110 min). 11822757
22.50 Komodo la Bleeding III
Film de Peter Madcat
(1993, v.o., 105 min).
0.35 Warlock III
Film de Steve Miner
(1990, 100 min). 75813887

Série Club

20.20 Flipper le dauphin.
The Gulf Between.
20.45 Commando Garrison. La
guerre des diamants.
21.40 et 0.40 Mies. Mies
et la mort de Mozart.
22.30 Sherlock Holmes.
Le paradis de Glasgow.
23.00 Sécession contre enquête.
Le petit génie.
23.50 Quincy, la relève.

M 6

12.25 Les Routes du paradis.
Série, [24].
13.25 Tout savoir.
Téléfilm de Peter Werner,
avec Timothy Daly
(105 min). 1887221
15.10 Ordes de dames.
Série. En deux temps trois
mouvements.
16.45 Télé casting.
Magazine.
17.05 Hit machine. Magazine.
18.00 Les Anges du bonheur.
Série.
Un bébé pour la vie.
18.55 Highlander.
Série. Jusqu'à la mort.
19.54 Six minutes
d'information.
20.00 Dis-moi tout.
Magazine.
0.10 et 1.00.
20.35 Capital 6. Magazine.

20.50

MEURTRES
PAR PROCURATION
Téléfilm de Claude-Michel Rome,
avec Graci de Capitani
(105 min). 841880
Une psychologue enquête, avec
l'aide d'un inspecteur, pour
innocenter un de ses malades
accusé de meurtre.

22.35

POLTERGEIST
Série, avec Derek de Lin.
La vallée perdue
(50 min). 4883808
23.25 Hiroshima II :
les cendres de l'enfer
Téléfilm de Peter Werner,
avec Max von Sydow
(105 min). 6880880
La veille du 6 août 1945,
un bombardier
américain s'écrase sur
Hiroshima.
1.10 Best of groove.
2.15 Movie opus 3 : un rock heavy
metallic. Documentaire. 3.05 Gits de
St-Tropez. Documentaire. 4.00 Turbo.
Magazine. 4.25 E = M 6. Magazine
(rediff.). 4.30 Fréquentast. Magazine
(rediff., 35 min).

Canal Jimmy

20.30 Star Trek.
[24] Le ménage.
21.20 The New Statesman.
California, ne va.
21.45 Destination séries.
[17] Le nain rouge.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream on.
Vieilles de l'amour.
23.05 Seinfeld. Le code secret.
23.30 The Ed Sullivan Show.
0.05 La Semaine sur Jimmy.

Eurosport

20.00 Karaté.
21.00 Tennis.
En direct. Championnat du
monde (ATP) en double à
Hawford (États-Unis)
(120 min). 537738
23.00 Sumo.
Tournoi Basho. 4^e partie à
Tokyo, au Japon.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 Don Juan, de Marco
Film de Jeremy Laven
(1994, 95 min). 6382405
15.10 Travailler autrement.
100 ans de turbin.
15.35 et 6.40 Surprises.
15.45 Mille Châteaux
Jette un sort.
Film de Clara Peipke
(1994, 100 min). 9784389
17.25 Les Billabongs,
oasis d'Australie.
Documentaire.
17.45 Travailler autrement.
Le lundi à la campagne.
17.55 Flash Gordon.
Dessin animé.
► En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

MON PÈRE
AVAIT RAISON
Téléfilm de Roger Vadim,
avec Claude Rich (85 min). 246370
22.00 Travailler autrement.
Un fauconnier pour deux.
22.05 Jean Seberg,
portrait d'une actrice.
22.50 Flash d'information.

23.00

SPEED
Film de Jan de Bont
(1994, 114 min). 7848405
Première réalisation d'un
chef-opérateur qui semble doué
pour le suspense et l'action.
C'est bien ficelé, et très bien
interprété.
0.55 Barbarella
Film de Roger Vadim
(1967, 100 min). 20372005
2.35 Only You
Film de Norman Jewison
(1994, v.o., 105 min). 1784887
4.15 Chaplin
Film de Richard
Attenborough (1991,
v.o., 140 min). 48018498

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
22.30 La Maison du diable. Film de Lucky Romano (1988,
85 min), avec Patricia Morison.
0.40 Innocent Compagnie d'alarme. Film de John Schlesinger
(1992, 115 min), avec Isabelle Rossellini. Exploitation.
2.35 Le Toubou du régime. Film de Nando Cicero (1976,
90 min), avec Edwige Fenech. Cinéma.

TSR

20.05 Poèmes de femmes. Film de Herbert Ross (1989,
120 min), avec Sally Field. Comédie dramatique.
22.05 Jeux d'adultes. Film d'Alan J. Pakula (1992, 100 min),
avec Kevin Kline. Thriller.
23.55 Crimes et délits. Film de Woody Allen (1989,
100 min), avec Mia Farrow. Comédie dramatique.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Yann Queffelec (1957).
Lacrymæ : réflexion sur une
chanson, David de
Benjamin Britten.
20.30 Radio archive.
Bernard Guy Calvo 1920-1981 :
le temps comploté.
21.32 Musique : Black and
Blue. La discographie du
bassiste, Philippe Combes.
22.40 Les Nuits magnétiques.
Les entrées des colonies.

France-Musique

20.00 Concert.
franco-allemand.
En direct de Leipzig, par
le Chœur de la Radio
de Leipzig et l'Orchestre
du Gewandhaus de Leipzig,
dir. Kurt Maass. Œuvres
de Brahms : Le Chant
du désert pour chœur
et orchestre op. 54. Un
requiem allemand op. 45.
Ruth Ziesak (soprano), Kulan
Hagegard (baryton).
22.30 Musique pluriel. Œuvres
de Debussy, Poulenc, Messiaen.
23.07 Miroir du siècle.
Les créations de la Radio
nationale de Maurice
Delage : Le Bateau ivre, par
l'Orchestre national de la RTF,
dir. Alphonse Rochemont.
Symphonie concertante pour
soprano et orchestre
d'Henry Sauguet, Yves
Couffé (trompette). Love
Craft de Claude Ballif, par
l'Orchestre philharmonique de
FORTY, dir. Charles Bruck.

Radio-Classique

0.00 Jazz-Club. En direct du
Petit-Opéra, à Paris. Le trio
d'Antoine Hervé, piano, avec François
Mourin, contrebasse et Louis Mourin,
batterie. 1.00 Les Nuits de France-
Musique.
20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Le chef d'orchestre Nelli
Konradine. La valse de
Ravel, par l'Orchestre du
Concertgebouw
d'Amsterdam : Concerto pour
violin n° 1 de Prokofiev, par
l'Orchestre symphonique de la
radio d'URSS ; 4 Duets BWV
602-605 de Bach ; Symphonie
n° 1 en fa mineur op. 10
de Chopin ; Concerto pour
l'Orchestre philharmonique de
Moscou.
22.40 Les Soirées. (Suite). Œuvres
de Morley, Weelkes, Wilbye, Byrd,
Dowland, Tallis, Tomkins, Will-
iams. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification
des symboles :
► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».
■ Ne peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou
classique.
♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

acidité.
l'exion
mixité.
e Monde
nique
e La Vie

Chapitre fin

par Pierre Georges

LA PYRAMIDE DES ÂGES ? Voilà un concept qui était respecté de façon pharaonique chez les Baron, magasin d'armes et cycles à Orthez, Pyrénées-Atlantiques. Le tribunal prud'homal de Pau a eu, en effet, à examiner, mercredi, une douloureuse affaire comme il en arrive dans les meilleures familles de commerçants.

Robert Baron, soixante-deux ans, le fils, y poursuivait Robert Baron quatre-vingt-trois ans, le père au motif, selon lui, que son paternel l'aurait exploité sans le moindre scrupule pendant presque un demi-siècle. Le plaignant, en effet, est venu dire aux prud'hommes que depuis 1947, date de son entrée en esclavage dans la maison Baron, il n'avait jamais touché un sou de salaire, ni une once de reconnaissance. Bien plus : parvenu à l'âge de la retraite et voulant procéder, en 1993, à une reconstitution de carrière, il s'adressa à la caisse de sécurité sociale. De carrière, point. L'organisme répondit que, socialement, Robert Baron n'existait tout simplement pas. Son père ne l'avait jamais déclaré et n'avait jamais versé de charges sociales.

Bref, la vie laborieuse de Robert Baron fils fut, affirme-t-il, un enfer. Son père avait inventé le concept de travailleur dépendant et assigné à résidence. Il le logeait dans un local commercial, sans chauffage ni confort. Il le battait pour soldes de toute revendication. Il lui apportait à manger pour entretenir la machine. Il lui refusait tout jour de congé, à fortiori payé. C'était, dira le malheureux, le « Moyen Âge ».

Le patriarche n'est pas venu devant le tribunal. Simplement, il s'y est fait représenter par son avocat, qui a réfuté « ce tableau de la Zola ». Pour lui, il s'est agi « d'une affaire de famille », car il

existait « une société de fait entre le père et le fils ». De « fait », effectivement.

Cette histoire, appuyée sur des témoignages, n'a rien de bien extraordinaire au chapitre largement fourni des tyrannies domestiques. Mais ce qui laisse toujours un peu pantois, c'est cette capacité des victimes à subir le joug et les chaînes, des décennies sans broncher. Baron contre Baron, roman social noir à épilogue tardif. Il reste aux prud'hommes à y écrire le mot « Fin ».

Un autre tribunal, espagnol celui-là, est saisi d'une affaire tout à fait différente et encore plus douloureuse, une demande de mot « Fin ». Un ancien marin, Ramon Sampredo, cinquante-trois ans et tétraplégique depuis un accident, sollicite des juges le droit « de mourir dignement » grâce à un « suicide assisté ».

Ramon Sampredo, paralysé des quatre membres, vit depuis 1968 cloué dans son lit. Il ne peut que bouger la tête. Sa vie, dit-il, est un enfer. Et il vient d'ailleurs de publier un livre, écrit à l'aide d'un stylo actionné à l'aide d'un système buccal et intitulé *Letras de l'Enfer*. Le malheureux n'en peut plus, n'en veut plus. Il veut mourir, se donner la mort, mais ne le peut.

Depuis trois ans maintenant, il essaie d'obtenir de la justice que quelqu'un l'y aide dans une sorte d'assistance au suicide, crime puni par le Code pénal espagnol. Il réclame « le droit personnel de décider de sa vie » et a reçu l'appui de l'Association espagnole pour le droit de mourir dignement. Le tribunal se prononcera prochainement sur cette requête, cette supplique ultime. Douloureuse justice !

Un nouveau médicament devrait améliorer la prévention des affections cardio-vasculaires

Commercialisé, en principe, à partir de 1998 par Sanofi, il concurrencera l'aspirine

LES DIRIGEANTS de la multinationale pharmaceutique française Sanofi ont annoncé, mercredi 13 novembre à Paris, la commercialisation prochaine d'une nouvelle molécule permettant de prévenir, chez les personnes à risque, certaines affections vasculaires très fréquentes. Cette annonce coïncidait avec la publication, le jour même à La Nouvelle-Orléans, des résultats d'une étude internationale comparant l'efficacité de cette molécule - dénommée clopidogrel - à celle de l'aspirine, substance habituellement utilisée dans la prévention de ces affections.

Présentés dans le cadre du congrès de l'American Heart Association, ces résultats sont issus d'un travail conduit, durant trois ans, dans 384 centres hospitaliers de 16 pays auprès de 19 185 personnes ayant souffert d'un infarctus du myocarde, d'un accident vasculaire cérébral ou d'une artériopathie des membres inférieurs. Ces trois affections, souvent récidivantes, sont la conséquence de la présence, en différents endroits du

système artériel, de lésions obstructives dues à la présence d'athérome, plaques constituées de dépôts lipidiques qui obstruent la circulation sanguine. Les personnes participant à cette étude recevaient quotidiennement, soit 325 mg d'aspirine (traitement habituellement prescrit pour prévenir les récidives), soit 75 mg de clopidogrel.

« UN TIERS DES CAS »

Ces deux molécules ont la propriété d'avoir un effet « antiagréant plaquettaire ». En d'autres termes, elles s'opposent à la faculté qu'ont les plaquettes sanguines de s'agréger, mécanisme naturel qui, en présence de lésions athéromateuses, facilite la formation de caillots sanguins (ou thrombus). Ces derniers, lorsqu'ils obstruent partiellement ou complètement les artères, provoquent, selon leur topographie, des accidents thrombotiques cardiaques, cérébraux ou au niveau des membres inférieurs. Les très nombreuses études conduites ces

dernières années avec l'aspirine avaient permis de démontrer que cette molécule permet, chez les personnes à risque, de réduire d'environ 27 % le risque d'accidents cérébro-vasculaires ou cardiaques. Pour d'évidentes raisons éthiques, le nouveau produit ne pouvait être expérimenté contre un placebo. Les résultats présentés à La Nouvelle-Orléans montrent qu'une augmentation notable de l'efficacité peut être obtenue grâce au nouvel agent anti-plaquettaire de Sanofi.

« L'aspirine prévient un quart des accidents vasculaires cérébraux, infarctus du myocarde ou artériopathie oblitérante des membres inférieurs. Le clopidogrel, lui, prévient environ un tiers de ces accidents », a déclaré Gérard Le Fur, directeur de la recherche et du développement de Sanofi.

Les responsables de cette étude, cofinancée par le Sanofi et le groupe Bristol-Myers Squibb, ont par ailleurs déclaré que l'efficacité du nouvel antiagréant plaquettaire ne s'accompagnait d'aucun

effet secondaire de type hémorragique. Seuls quelques effets indésirables mineurs (diarrhées, éruptions, démangeaisons) ont été observés. « Cette étude a montré que les patients traités avec le clopidogrel avaient moins de risques de souffrir d'hémorragies gastro-intestinales sévères que ceux traités par aspirine, fait valorisé la Sanofi. Ce résultat est particulièrement frappant dans la mesure où les patients concernés par l'étude avaient été rigoureusement sélectionnés en excluant tous ceux ayant un antécédent d'ulcères ou d'hémorragies gastro-intestinales. »

Le groupe pharmaceutique français demandera les autorisations de mise sur le marché aux États-Unis et en Europe au début de 1997 et espère que son médicament sera commercialisé en 1998. Sans donner d'indication sur le coût d'un tel traitement, il précise que la recherche et le développement de cette molécule se situent « entre 1,250 et 2 milliards de francs ».

Jean-Yves Nau

Les mouvements sociaux se multiplient

PLUSIEURS SECTEURS devaient être affectés par des arrêts de travail les 14, 15 et 16 novembre, notamment dans les transports parisiens.

● **AIR INTER** : les pilotes d'Air Inter Europe ont décidé de lancer une grève surprise vendredi 15 et samedi 16 novembre pour protester contre la fusion avec Air France (lire page 19).

● **RATP** : plusieurs syndicats prévoyaient des arrêts de travail vendredi, à quelques jours des élections professionnelles qui se tiendront le 3 décembre. Selon la direction, 50 % à 60 % du trafic devrait toutefois être assuré dans le métro et le RER, 80 % dans les bus.

● **BANQUE** : 400 000 salariés du secteur bancaire étaient appelés par leurs cinq fédérations syndicales à une grève de 24 heures, vendredi 15 novembre, sur le thème de l'emploi. Une manifestation des salariés d'Ile-de-France s'ébranlera à Paris de la place de l'Opéra à 13 h 00, en direction de Matignon. Des manifestations étaient également prévues à Marseille, Nice, Toulouse et Bordeaux.

● **PRESSE** : les syndicats de journalistes organisaient une journée de

grève nationale jeudi 14 novembre pour protester contre le projet de suppression de l'abattement fiscal de la profession, entraînant de nombreuses perturbations ce même jour dans l'audiovisuel. La presse écrite devait être affectée par ce mouvement le vendredi 15, certains journaux ne paraissant pas, d'autres sortant avec une pagination réduite.

● **EDF Corse** : jeudi 14 novembre, les syndicats des centrales EDF de Lucciana et du Vazzio, en Corse, poursuivaient leur mouvement avec occupation des locaux commencé le 22 octobre, et annonçaient la gratuité de la fourniture du courant. Les négociations, reprises le 12 novembre, n'ont donc pas suffi à stopper un mouvement qui s'est généralisé dans l'île depuis le 4 novembre, bien que les syndicats aient réussi à obtenir le maintien de l'effectif global d'EDF en Corse en 1997. Les syndicats réclament aussi la levée des sanctions disciplinaires, le paiement des jours de grève, ainsi que la classification des postes de chefs de quart dans les centrales, qui permettrait à quatorze agents de maîtrise de devenir cadres.

● **ESPACE** : la société Arianeespace a lancé avec succès de Kourou, en Guyane, mercredi 13 novembre à 23 h 40 (heure française), deux satellites de télécommunications, l'un pour le compte de la Ligue arabe (Arabsat 2 B), l'autre pour celui du groupe américano-malais Binarian (Measat 2). Cette opération a été assurée par une Ariane 44 L, la plus puissante des fusées européennes.

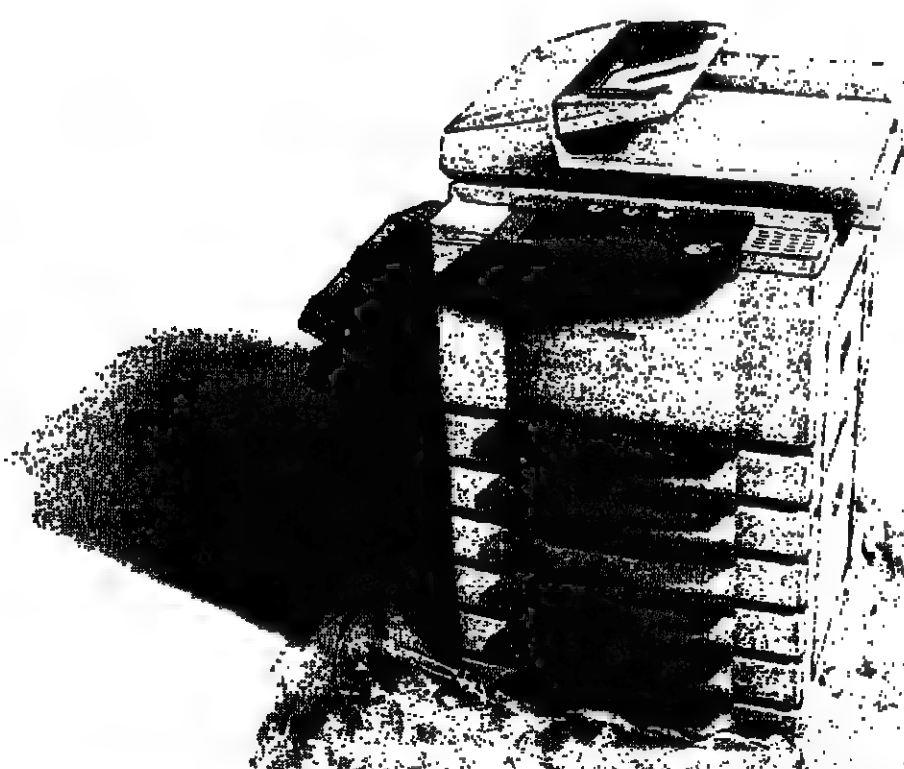
BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 14 novembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
	Var. en %		Var. en %
Tokyo Nikkei	+1,07	Paris CAC 40	+0,54
Hong Kong index	+1,07	Londres FT 100	+0,51
		Zurich	+0,07
Tokyo Nikkei sur 3 mois		Nikkei NIB 30	+13,42
		Frankfurt Dax 30	+1,47
		Bruxelles	+12,42
		Suède SMI	+0,54
		Madrid Iboex 35	+0,41
		Amsterdam CBS	+0,05

Tirage du Monde daté jeudi 14 novembre 1996 : 472 181 exemplaires

La fiabilité numérique est à toute épreuve, même celle du prix.



Copieur numérique

Le nouveau système de reproduction numérique est beaucoup plus fiable, tout en restant au prix d'un copieur analogique. Le numérique, c'est surtout la technologie de demain, totalement indispensable à votre entreprise. Pour nous, c'est une évolution. Pour vous, c'est une révolution. Pour recevoir une documentation ou consulter la liste des points de vente : 3615 Canon (1,29 F/mn). Tel : 08 36 68 13 03 (2,23 F/mn). Renseignements sur Internet : <http://www.canon.fr>

De la force pour vos idées.

Le feuillet
de Pierre LepapeROBERT ANTELME
Textes inédits sur *L'Espèce humaine*
Essais et témoignages
Gallimard 304 p., 120 F.

Il n'est de faire semblant : le livre dont il est question n'est qu'un prétexte. Lui-même d'ailleurs ne prétend pas être autre chose qu'un rapet. A la foule de ceux qui ne l'ont pas encore lu, à la foule de ceux qui ne savent même pas qu'il existe, il signale que *L'Espèce humaine* est, selon les mots de Georges Perec, « l'exemple le plus parfait, dans la production française contemporaine, de ce que peut être la littérature ».

Le livre de Robert Antelme a paru pour la première fois en 1947 dans la petite maison d'édition qu'il avait fondée l'année précédente avec Marguerite Duras et Dionys Mascolo. Dix ans plus tard, sur l'intervention de Camus, il reparait dans une version définitive chez Gallimard. Il figure depuis longtemps sur le catalogue des livres de poche de cette maison (1). Il ne s'agit donc pas d'un livre oublié. Pas davantage d'un livre manqué par la critique. Dès sa sortie, Maurice Blanchot, dans *L'Entretien infini*, en a, de manière éclatante, souligné la grandeur et la portée. Puis ce furent Perec, Sarah Kofman, d'autres encore. En 1994, la revue *Lignes* a publié un numéro spécial intitulé « Présence de *L'Espèce humaine* », qui a d'ailleurs servi de base à l'ouvrage présent. Pourquoi, dès lors, cette insistance ? La seule réponse possible est qu'un lecteur de *L'Espèce humaine* supporte mal l'idée que tout le monde n'ait pas lu ce livre. C'est un texte qu'on ne se résigne jamais à garder pour soi. C'est une expérience si importante qu'il manquera toujours quelque chose à ceux qui ne l'ont pas eue.

Il s'agit d'un récit de camp de concentration, comme il en parut, comme il en paraît tant. Duras, dans *La Douleur*, en a raconté les circonstances. Résistant au sein du réseau que dirigeait François Mitterrand, Robert Antelme est arrêté en juin 1944 et déporté à Ganderheim, un camp où la direction SS est assistée par des criminels de droit commun. En mai 45, sauvé par miracle, réduit à l'état de squelette, il commence, à peine remis des séquelles de ce séjour en enfer, la rédaction de son récit : « Il y a deux ans, durant les premiers jours qui ont suivi notre retour, nous avons été, tous je pense, en proie à un véritable délire. Nous voulions parler, être entendus enfin. Et cependant c'était impossible. A peine commençons-nous à raconter que nous suffoquions. A nous-mêmes, ce que nous avions à dire commençait alors à nous paraître "inimaginable". » Antelme comprend que si témoignage est indispensable, témoin ne suffit pas : les femmes et les hommes qui viennent de vivre cela ont vu « ce que les hommes ne doivent pas voir » et ils ne peuvent être crus et compris que s'ils inventent un langage pour l'exprimer. *L'Espèce humaine* est l'expérience d'une réappropriation corporelle du langage humain après sa destruction dans les camps de la mort.

Dire d'une chose : « C'est horrible ! » ne dit rien de l'horreur. Pis : cela l'évacue, la banalise, la livre à l'usure des mots. Antelme traque la trahison des

« *L'Espèce humaine* » est un livre unique. De sa détention en camp de concentration, Robert Antelme apporte plus qu'un témoignage, il offre une expérience.

Celle d'une réappropriation corporelle du langage humain après sa destruction. Un langage qui dit l'inexprimable

mots. Chaque phrase de son livre est déchirée par cette tension faite d'un vieux langage menteur qui se détruit et d'un langage nouveau qui luit doucement sous les décombres, à la limite de la mort. Antelme dit ce qui est arrivé, mais de façon telle que cela devient, insupportablement, indissolublement, croyable. Comme l'écrit Leslie Kaplan : « A celui qui traverse le livre de Robert Antelme, il est donné de vivre le paradoxe le plus grand : éprouver en même temps le désespoir devant l'existence de l'enfer réel et la joie devant la force de travail active de la pensée. Éprouver : il s'agit d'un sentiment physique, qui concerne tout l'être. »

Ce paradoxe est celui-là même qui se découvre dans l'existence quotidienne du camp. D'abord, celui d'une stupeur désespérée liée à la révélation de la monstruosité. Elle n'est jamais donnée chez Antelme comme une évidence : elle émerge, elle s'impose, elle submerge les explications et les raisonnements : ceux qui veulent vous tuer, mais qui désirent au préalable détruire votre humanité, sont aussi des hommes. Ceux qui s'alignent à la boue, à la faim, au froid, aux coups pour vous priver de visage, pour vous confondre avec les bêtes ne sont pas des bêtes. Ils appartiennent à l'espèce humaine ; ils font partie de

notre continent, de notre civilisation, de notre histoire. C'est ici, à cette limite extrême, que la pensée risque de vaciller, d'abandonner, de se laisser glisser dans le nihilisme du renoncement. Et c'est là, au fond de la détresse, au contact de l'innommable, qu'Antelme la voit ressurgir. Quand la pensée n'arrive plus à penser, c'est l'enfer : « L'enfer », écrit Antelme, ce serait « le lieu où tout ce qui se dit, tout ce qui s'exprime est vomi à égalité comme dans un dégoût d'ivrogne ». Mais la machine SS échoue à extraire la pensée : « Le bourreau peut tuer un homme, mais il ne peut pas le changer en autre chose. » Blanchot commente : « Quand l'homme, par l'oppression et la terreur, tombe comme en dehors de soi, là où il perd toute perspective, tout repère et toute différence, ainsi livré à un temps sans délai qu'il endure comme la perpétuité d'un présent indifférent, alors son dernier recours, au moment où il devient l'inconnu et l'étranger, c'est-à-dire destin pour lui-même, est de se savoir frappé, non par les éléments, mais par les hommes et de donner le nom d'homme à tout ce qui l'atteint. » Si le sujet est détruit, reste la conscience. S'adressant aux bourreaux, Antelme signe leur bulletin de défecte : « Comprenez bien ceci : vous avez fait en sorte que la raison se transforme en conscience. Vous avez refait l'unité de l'homme. Vous avez fabriqué la conscience irréductible. »

Antelme ne se contente pas de redéfinir la vérité de la littérature : réussit à dire toute la vérité du monde ; il élabore conjointement les bases d'une éthique. Ne pouvant plus être construite sur le « je » individuel, ni même sur l'illusion de la solidarité entre individus, elle en appelle à ce qu'Antelme nomme l'« amitié ». Dans un article de 14 juillet, la revue fondée par Antelme, Mascolo et Jean Schuster en 1958 et que reproduit le recueil, l'auteur de *L'Espèce humaine* la décrit ainsi : « L'histoire de chacun se fait à travers le besoin d'être reconnu sans limite ; l'amitié désigne cette capacité infinie de reconnaissance. Imaginer que ce besoin soit constamment celui d'autrui, que l'autre comme nous-mêmes soit livré à cette exigence et acharné à obtenir réponse, qu'il se dévot lui-même et soit comme une bête si la réponse ne vient pas, c'est à quoi l'on devrait s'obliger et c'est l'enfer de la vie quand on y

manque (...). Reconnaître autrui est le souverain bien, et non un pis-aller. » Comprendre le prochain, comme on s'en vante si gentiment, n'est qu'une odieuse et facile caricature : nous sommes cet autre que nous ne sommes pas. A partir de l'oppression concentrationnaire, mais au-delà d'elle, Antelme redessine le champ de la politique : « On aura découvert ou reconnu qu'il n'y a pas de différence de nature entre le régime "normal" d'exploitation de l'homme et celui des camps. Que le camp est simplement l'image nette de l'enfer plus ou moins voilé dans lequel vivent encore tant de peuples. » Antelme est exclu du Parti communiste après la répression de la révolte hongroise de 1956.

L'*Espèce humaine* est un livre unique ; pas seulement parce qu'il fut le seul qu'Antelme n'ait jamais écrit. Le bonheur d'avoir trouvé les mots pour le faire l'avait, disait-il, « définitivement blessé ». Non que l'effort l'eût épuisé ; c'est sa réussite même d'écrivain qui était insupportable : de devoir être reconnu comme un écrivain ; de pouvoir éprouver du bonheur à l'être. Peut-on dire pour autant, comme le fait Michel Surya dans le recueil que « *L'Espèce humaine* appartient à la littérature de manière qui condamne la littérature » ? La formule est elle-même trop littéraire. Surya ne cesse d'ailleurs ensuite de la corriger, avec rigueur.

Il est vrai, en revanche, que le livre d'Antelme fait plus que pécher certains usages de la littérature : il les rend haïssables. Il rend haïssables et ridicules tous les livres qui, sous tous les prétextes, cherchent à se détourner et à nous détourner de l'explication du monde. Parce que les mots mentent, parce que le réel est trop compliqué, parce que l'insupportable est plus séduisant que l'explication, parce que l'art, parce que la beauté, parce que la vie, parce que la nature et les petits oiseaux... *L'Espèce humaine* rend beaucoup de livres lisibles, beaucoup d'écrivains suspects.

Dans Robert Antelme, textes inédits... quelques écrivains interrogent ce livre inouï comme Antelme a voulu qu'on le lise, avec amitié. D'autres parlent de l'homme qu'il était. Tous parviennent à échapper aux discours convenus : de Blanchot à Döblin, de Nancy à Morin, de Nadeau à Louis-René des Forêts et à Perec (2). Antelme tire son lecteur vers le meilleur de lui-même, loin sous la surface. Mais le plus beau de cet ouvrage est un texte d'Antelme lui-même qu'il avait, par crainte de tuer à la mémoire d'un déporté, retiré de la seconde édition de *L'Espèce humaine*. « On m'a volé mon pain » offre un raccourci saisissant de la démarche d'Antelme : « A la place du pain, il fallait au moins savoir. Si je sais qui m'a volé, il me semble que je ne serai plus volé abominablement. Savoir qui a volé, c'est sortir à demi de la catastrophe. »

(1) Collection « Tel », n° 26. A l'occasion de la sortie de Robert Antelme, textes inédits... Gallimard réédite *L'Espèce humaine* dans sa collection blanche.

(2) Publié en 1963 dans la revue *Partisans*, le texte de Perec, Robert Antelme ou la vérité de la littérature, initialement repris ici, a été republié en 1992 dans L. G. Une ouverture des années 60 (Seuil, collection « La librairie du XXI^e siècle »).

version originale

Long courrier

THE LETTERS
OF NANCY MITFORD
AND EVELYN WAUGH
edited by Charlotte Mosley.
Hodde & Stoughton,
532 p., £ 25

Les femmes le savent bien, il y a deux sortes d'Anglais intéressants. Les premiers sont longs, minces, et affreusement, terriblement, merveilleusement décadents, comme Jeremy Irons ; les autres sont petits et gros, et affreusement conservateurs, terriblement prétentieux et merveilleusement provocateurs, comme Winston Churchill. Evelyn Waugh appartenait à la seconde catégorie. Quant à Nancy Mitford, elle venait d'une de ces familles britanniques où toutes les jeunes filles sont charmantes, comme de bien entendu. Sa sœur Unity tenta de se suicider par amour pour Hitler, sa

sœur Diana (surnommée Honks) épousa le chef des fascistes anglais, Sir Oswald Mosley, mais - heureusement - sa plus jeune sœur, Jessica (Decca), commença par épouser un cousin, Edmund Romilly, qu'elle avait suivi pendant la guerre d'Espagne. Il mourut quatre ans plus tard. Elle se maria alors avec Robert Trehaft, un avocat américain spécialisé dans la défense des droits civiques, et adhéra au parti communiste avec lui. Curieusement, Nancy, qui se réclama toujours d'idées socialistes, fut beaucoup plus proche de Diana que de Decca. Ce qui ne l'empêcha pas de dénoncer Diana aux autorités en 1940 comme quelqu'un de très dangereux. Peu rancunière, Diana Mosley se rapprocha de Nancy après son exil en France au début des années 50 (et lui raconta toutes ces merveilleuses corréas que Franco organisait en l'honneur des Mosleys).

Nancy Mitford résidait en France, Evelyn Waugh en Angleterre. De cet éloignement est née une pétillante correspondance... à fleuret moucheté

Nancy avait tendance à tomber amoureux d'hommes qui ne faisaient pas grand cas d'elle. Son premier amour était homosexuel, et elle lui consacra cinq années de sa vie avant de se décider à aller voir ailleurs. Elle eut alors une aventure avec un jeune officier de la France libre, qui se termina par une grossesse extra-utérine et l'impossibilité d'avoir des enfants par la suite. Elle épousa, en 1933, Peter Rodd (Prod), qui la trompa allégrement dès les premiers jours et qui vécut aussi longtemps que possible à ses crochets - ils ne divorcèrent qu'en 1957. Mais le grand amour de sa vie fut Gaston Palewski, autre compagnon du général de Gaulle. C'est pour être près de lui qu'elle s'installa à Paris alors que lui multipliait les aventures féminines et finit par épouser une autre, Violette de Talleyrand-Périgord, en 1969. En revanche, son amitié, qui ne fut jamais rien d'autre, avec Evelyn Waugh, dura jusqu'à la mort de celui-ci, en 1966 - elle-même est morte en 1973 -, et leur correspondance est un régal, car ils partageaient le même goût de l'écriture et du trait d'esprit.

Ils s'amusaient surtout aux dépens de leurs contemporains et de leur cercle d'amis (ce qui peut entraîner parfois une certaine confusion : on finit par avoir l'impression qu'ils n'écrivent que des romans à clés qui les mettent tous en scène, chacun écrivant à propos des autres, avec toutes les flèches que cela peut entraîner). Héros et victimes : Cyril Connolly,

Randolph Churchill (fils de Winston et cousin de Nancy) ou le Sergeant Preston (un jeune Américain qui avait séduit toutes les *young bright things* de Londres pendant la guerre, mais qui finira chauve !) et toute la famille Sitwell, excentriques et mondains. On écoute Evelyn espérer qu'il a été tué en se battant en Espagne, ce à quoi Nancy rétorque qu'il ne se fait jamais tirer dessus, et que c'est une des choses agréables qu'on peut dire à son propos. Mais Evelyn a carrément des bêtes de turc, comme Picasso, qui lui sert à caractériser tout ce qu'il déteste (le moindre changement), ou Proust, qu'il commence par lire en « écosais » (le traducteur était écossais) et qu'il trouve totalement stupide parce qu'il n'a en particulier « aucun sens du temps » (...). Bien entendu, Picasso comme Proust sont grandement admirés par Nancy. En revanche, elle déteste les Américains, qui lui aiment bien.

C'est surtout politiquement qu'ils s'opposent. Elle n'hésite pas à le traiter d'ami de Kaltenbrunner ou de lui dire qu'elle sait bien qu'il est plutôt « pro-colaborateur », et lui écrit en majuscules « FUCK THE SOCIALISTS ! » et ne rate pas une occasion de lui demander si elle a fêté la libération du marquis de Sade, le 14 juillet, ou d'ironiser sur le fait qu'elle serait sûrement ravie de reverser tous ses droits d'auteur au fisc.

Ils échangèrent aussi beaucoup de nouvelles familiales, en particulier à propos de Harriet, la filleule de Nancy, qu'elle soit surprise dans une fâcheuse crise de masturbation (délicieusement dédramatisée par sa marraine attentive), ou comblée de cadeaux souvent inadaptés à son âge.

Une grande partie de cette correspondance est consacrée à leur travail d'écrivains et Evelyn comble son amie de conseils avisés, qu'il assène d'un ton vigoureux - elle se montre toujours beaucoup plus souple et amène. Il corrige tout, la grammaire, la ponctuation, et même l'intrigue,

mais lui demande des renseignements, en particulier sur les habitudes françaises. Il lui explique avec beaucoup de drôlerie comment répondre au courrier de ses admirateurs.

Tout cela est très rigoureux-

ment annoté et présenté par Charlotte Mosley. Mais, comme avec le temps, les deux correspondants sont moins gais donc moins brillants, il faudrait peut-être commencer le livre par la fin.

Martine Silber

ESPRIT
Novembre
1996Mythes et réalités
de la mondialisation

Chômage, emploi des jeunes : quelle autre politique ?

La réduction du temps de travail :
à quelles conditions ?

La fragmentation du monde

Christine Afriat, Didier Demazière, Mireille Elbaum,
Jean-Baptiste de Foucauld, Yves Lichtenberger, Olivier Mongin,
Daniel Moshé, Bernard Perret, Ghassan Salamé, Patrick VivaretJournalisme et pouvoir aux États-Unis
Éric FassinLe Rose et le Noir : retour sur une polémique
Frédéric MartelLe numéro : 82 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 560 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - tel 01 48 04 08 33Le Monde
LIVRES

daté vendredi 22 novembre

12 pages intégralement consacrées à :

ANDRÉ MALRAUX

BERTRAND HERVÉ
JEAN VARD
AU BONHEUR
DES CAMPAGNES
99 / 144 pages
l'aube

Pour l'amour de Varenka

Depuis Auschwitz jusqu'à la fin de l'empire soviétique, Ana Novac et ses personnages singuliers témoignent d'une vitalité qui l'emporte sur la démente de l'époque

LES BEAUX JOURS
DE MA JEUNESSE
d'Ana Novac.
Balland, 222 p., 100 F.

LES NOCES DE VARENKA
d'Ana Novac.
Calmann-Lévy, 279 p., 110 F.

Lorsqu'elle gribouillait à Auschwitz les pages qui restituaient l'horreur absolue, Ana Novac, âgée de quatorze ans, était déjà en germe l'écrivain d'aujourd'hui. Un demi-siècle plus tard, le temps que le français lui devienne aussi intime que ses langues maternelles, le hongrois et le roumain, elle trouva la traduction de son journal, paru à Paris en 1968 (1), diluée, en deça de la dimension faite de perplexité cosmique et de détachement souverain que recherchait l'enfant-témoin. Ana Novac a donc entièrement retraduit le livre en français. La récompense en est cette réédition dense, épurée.

Rapatriée d'Auschwitz en Roumanie, la jeune fille se fait piéger par l'illusion d'un monde sans barrières. Elle continue à écrire, du théâtre cette fois-ci, mais bientôt ses comédies grinçantes, qui remplissent les salles, sont interdites par les nouveaux dirigeants. Le talent mis au service de la vérité fait peur aux tyrans. A la faveur de plusieurs voyages en Ukraine et en Russie, où ses pièces connaissent des avatars semblables, elle y retrouve encore le visage du socialisme réel, la grisaille, l'incertitude et l'enfermement quotidiens. « Les moments les plus radieux de ma vie, je les ai passés dans le train entre Budapest et Paris (...). C'est dans cette ville que j'ai compris que la réalité de la liberté - comme celle de l'air - n'est perceptible qu'en son absence », écrit-elle en conclusion de ce journal. Justement, cette non-ignorance d'un socialisme pervers par

le mot national (placé avant ou après, ne désigne-t-il pas le même niveau sous des formes différentes ?) vient nourrir maintenant son inspiration. Ainsi, tout au long d'une histoire où l'amour de la musique, l'amour et la musique, l'amour tout court, demeurent les thèmes majeurs, elle décrit sans complaisance l'agonie de l'imposture lugubre qu'est devenue une grande et généreuse utopie. Après trois romans (2), publiés depuis qu'Ana Novac vit en France, *Les Noces de Varenka*, notes somptueuses et funèbres, peut être considéré comme le plus accompli.

En toile de fond s'étend la terre russe immémoriale, où les marchands d'illusions, faux messies et prophètes, tsars et petits pères du peuple, vrais libérateurs aussi, se font attendre avec le même enthousiasme teinté d'humour macabre. Au temps où les jours de l'Union soviétique sont déjà comptés, la gardienne d'un immeuble de Kiev, grotesque et sublime ivrogne, militante de toutes les causes perdues, incarne pour son enfant Varenka, qui ne connaît pas encore son père, ce qu'elle déteste le plus : méfiance, soumission aveugle, petits mensonges et grandes compromissions. Pour la fille, la gamine s'encanaille avec les voyous du quartier et, pendant la nuit, dévore les classiques français, jusqu'à ce que l'irruption insolite d'un viol instrument de musique devant leur loge change sa vie. Douée d'une vitalité et d'un talent extraordinaires, Varenka, dirigée par un professeur terrifié par son ambition, devient, peu d'années après, une virtuose de la harpe. Le public, aussi nombreux qu'exigeant, ce public russe pour qui la musique est l'un des rares antidotes contre la misère et la médiocrité, l'applaudit. La voilà célèbre. C'est alors que Varenka décide de retrouver son père. Elle le retrou-

vera avant son concert, dans le hall d'un grand hôtel de Moscou. Davantage artiste que père, Alexandre, peintre, s'épuise à traquer d'insaisissables formes abstraites. Comme Varenka, il tourne le dos à la réalité, mais la pugnacité de sa fille lui fait défaut. Il vit donc en marge de la bohème exclue par les potentats momifiés qui règnent encore au Kremlin. C'est l'amour exquis de la harpe pour son tsar, ce père présent-absent, élégant et volage, récupéré dès leur première rencontre, que nous raconte Ana Novac.

DÉSIR INDICIBLE

Servi par une écriture nerveuse, ondoyante et synopée à la fois, ponctuée d'allers et retours imbriqués selon une logique sans faille, le récit porte le lecteur depuis Kiev et Moscou jusqu'au mirage parisien devenu enfin accessible. L'amour de Varenka pour son père trahit-il une volonté affirmée d'inceste ou bien s'agit-il d'un complexe oedipien hypertrophié ? Détrompons-nous ! « Le désir le plus troublant n'est pas incestueux, même pas sexuel mais (...) indicible, s'inscrivant comme une lacune douloureuse dans notre mémoire », écrit Mathieu, l'époux français de Varenka après sa disparition. En effet, ce n'est pas l'eros qui préside à son destin (elle se demande si Loth était encore désirable lorsque ses filles vivaient avec lui), mais bien Thanatos. Enfoulée au plus profond de la chair et du sang de la jeune musicienne, la mort attendait patiemment son heure. Malade, Varenka se trouvait en France grâce à l'intervention de Mikhaïl Gorbatchev, sollicité par Alexandre qui l'avait croisé, lors de leur jeunesse, dans un modeste foyer pour étudiants.

Enfant de la Grande Guerre et d'une magnifique illusion, nourri de mensonges et grandi sous la terreur, l'Etat soviétique se décompose, pressé par les peuples

assoiffés de liberté, en dépit des efforts réformateurs de celui qui mit fin à l'ignominie. Les voyous d'autrefois deviennent les mafieux d'aujourd'hui alors que les foules, moroses et désenchantées, cultivent la nostalgie de leurs anciens oppresseurs. Alexandre, lui, comme tant d'autres peintres, expose ses toiles, connaît la consécration, rejoint sa fille déjà mariée à Paris. Ils découvrent ainsi l'Occident - ses mythes et ses réalités - qui, à leur tour, les découvriront, avant qu'ils ne célèbrent, presque ensemble, et malgré leur incroyable vitalité, leurs dernières noces, celles avec l'éternité.

Au cours d'une émission consacrée par Arte au chef d'orchestre Sergiu Celibidache, ce monstre sacré affirmait que la beauté en soi ne justifie pas l'ultime but de l'art. Selon lui, il existe une dimension mystérieuse qui transcende la perfection artistique ; l'interprète devrait s'efforcer de la surprendre dans sa structure secrète, dans ses articulations. Illumination fulgurante ou bien accomplissement d'un travail harassant, d'une permanente réflexion ? Si l'on quitte l'univers de la musique pour celui de la parole écrite, la même exigence se retrouve chez certains romanciers en quête d'un sens, d'une dimension fuyante, qu'ils s'acharnent à transmettre. Ainsi, la démarche et la réussite d'Ana Novac, interprète de la folie d'une époque maudite, viennent confirmer les propos du chef d'orchestre. Il faut donc lire ce roman foisonnant et fastueux, ne serait-ce que pour l'amour de Varenka l'indomptable qui, au-delà de la mort, semble la délier.

IL R.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 25 septembre 1992.
(2) *Les Accidents de l'âme*, Balland. Comme un pays qui ne figure pas sur la carte, Balland. Un lit dans l'Hexagone, Calmann-Lévy.

Sagan retrouvée

Un théâtre, une pièce, un trio, les pièges de l'amour... et les délices d'une singulière tonalité

LE MIROIR ÉGARÉ
de Françoise Sagan.
Plon, 226 p., 120 F.

On croyait l'avoir perdue dans un roman faussement sérieux, où un homme, pendant quelques jours interminables, se pensait condamné par une maladie incurable - seul le titre, *Un chagrin de passage*, semblait appartenir à son univers, à sa mythologie (1) -, et voici que Françoise Sagan réapparaît avec les délices de légèreté, de détachement, de snobisme, qui font son charme depuis quarante ans, même si l'on en est parfois irrité, même si l'on s'agace de l'entendre dire à la télévision qu'elle n'a jamais pu lire *Ulysse* de Joyce (dommage pour elle), suggérant qu'« au fond » la littérature « trop compliquée » serait condamnable. On n'aime pas la voir tomber dans ces stéréotypes-là.

Le *Miroir égaré*, c'est du « pur Sagan », avec cette manière de créer, d'emblée, une atmosphère - ce qui fait bien d'elle une petite sœur française de Carson McCullers, même si leurs mondes romanesques sont presque totalement antinomiques. L'histoire - un théâtre, une pièce, un trio et les pièges de l'amour - ne vaut que par la justesse de ton de Sagan. François et Sybil, quelque dix ans de vie commune, sont deux jeunes gens d'aujourd'hui, un peu trop portés peut-être sur « une insouciance que toute leur époque dénonçait comme dangereuse (en plus de coupable) ». Ils rencontrent Mouna Vogel, qui

possède le théâtre où ils souhaitent monter une pièce. Elle est la veuve d'un très riche industriel allemand avec lequel elle s'est beaucoup ennuyée à Dortmund ; elle n'est plus très jeune mais « agréablement rebondie, ferme et incroyablement douce de peau, partout » ; elle a « cette voix aimable, frivole et poétique, si démodée (...) mais tellement plaisante dans ce siècle d'onomatopées ». François devient son amant, sans bien savoir comment, encore moins pourquoi, et se croit parfois dans un remake du *Diable au corps*, « avec vingt ans de plus dans chaque rôle »...

MYSTÈRE

Voilà bien un roman qui serait assez ennuyeux sans ce mystère qu'on a désigné depuis longtemps, faute de mieux, comme la singulière « petite musique » de l'étrange et éternelle jeune fille qui écrivait, à dix-neuf ans, *Bonjour tristesse*. Dans l'imaginaire de Sagan, on aime la passion amoureuse et le romanesque, on n'a aucune illusion sur une prétendue égalité devant la littérature, car on connaît « l'injustice de tout cela... Cette infatigable injustice du talent... ». Et puis, on sait que la volonté, si répandue, de préférer les images sociales aux destins privés est une manière de rejeter la vie, ses surprises, ses blessures, ses drôleries : ce moment où, dans *Le Miroir égaré*, François comprend qu'il éprouve « de la tendresse », simplement, pour Mouna, et que cela ne se refuse pas.

Jo. S.

(1) Plon/Julliard, 1994.

La maison mère

Sarcastique mais tendre, le roman-légende de Marie Le Drian transfigure tous les pièges de la confession intime

HÔTEL MATERNEL
de Marie Le Drian.
Julliard, 166 p., 89 F.

Parmi les romans de la rentrée qui se vouent à l'exploitation exubérante du moi, Marie Le Drian désamorce tous les poncifs qui alourdissent traditionnellement le genre. *Hôtel maternel* est une fiction perverse. Le désespoir ne s'y étale jamais, il rôde sous le vernis consolateur d'une apparente désinvolture. De midinette consolée par les rictus du bonheur, sa narratrice - une femme fiouée par une maternité accidentelle - se métamorphose en héroïne kafkaïenne et son périple obstiné de mère célibataire rappelle - habilement recomposé version *siccom* - celui de K., l'arpenteur du *Château*.

Se placer dans l'ombre de Franz Kafka est une épreuve délicate que l'auteur traverse avec simplicité et talent. Clairvoyante mais soumise, drôle et résignée, clouée en toute conscience à un destin sans appel, le personnage central d'*Hôtel maternel* ne dispense aucun pardon, n'écoute aucune morale, ne ressasse aucun regret. Elle préserve juste ce qu'il faut de lumière pour entrevoir au bout du voyage la consolation de prendre pour amour



Marie Le Drian, dans l'ombre de Kafka

comptant une éventuelle compassion masculine. La phrase de Marie Le Drian, fragile mais grinçante et précise, s'empare avec orgueil d'une déchéance sans éclat. Elle saisit l'éclair de lucidité qui ramasse dans le même soufflé la trivialité du symbole et l'impénétrable mystère de la réalité symbolisée. Le lecteur continue de sourire d'une aventure sinistre.

Une jeune femme vit avec ses deux enfants dans un « hôtel maternel ». Dans la mesure où elle en accepte la froideur administrative, elle est délivrée de tout souci matériel et moral. Seul codicille au règlement, seule percée vers la société

« normale », chaque dimanche après-midi elle doit déambuler dans la cour, escortée de ses deux enfants, un garçon et une fille jumeaux, enchaînés à son poignet par un élastique discret. Derrière la grille, des hommes les observent et peuvent les choisir, mettant fin à l'immorale solitude des repentins. La société protectrice des humains a donc tout prévu. Abusé par la proximité physique de la mère et de ses petits, un anonyme propose à la direction de l'établissement de fournir à cette femme une maison dans le Nord, près de la mer. Ils doivent quitter le lieu protecteur. Seule contrepartie à l'angoisse de la prisonnière : l'es-

poir que cet inconnu soit le même qui, cinq ans plus tôt, lui a fait l'amour furtivement la laissant mère ébahie. *Hôtel maternel* est une caricature de conte de fées. Marie Le Drian le sait bien qui - comme son lecteur - veut en rire mais refuse ses sanglots à mesure que la victime, piégée par l'absurde enchevêtrement des opportunités et du hasard, gravit, sans amertume, les étapes d'un calvaire mixte.

La fin du roman - admirable - décolle complètement du récit traditionnel. La jeune mère célibataire et ses enfants prennent un car dont ils sont les seuls passagers, jusqu'au terminus où se cache dans la brume épaisse la maison ensablée. Ce roman sobre puise sa force dans l'utilisation minutieuse du réalisme fantastique, traduction cruelle de nos peurs qui s'inventent un univers parallèle où la souffrance se fatigue d'être ruminée.

Quelque chose en l'homme ne saurait mourir, nous suggère timidement Marie Le Drian lorsque la jeune femme découvre dans la maison triste un fauteuil à bascule, souple comme le plaisir. Enfin un meuble oisif qu'elle transporte près des enfants endormis. Elle se berce doucement, découvrant une paix qu'elle n'ose pas encore appeler liberté.

Hugo Marsan

38F
Lucrèce
N°35 de la collection
PHILOSOPHE
Quintette

Gisèle Pineau

Prix Terre de France
La Vie / La Poste



Répit d'enfance bouleversant, exercice d'humour et de lucidité. L'Exil selon Julia est une invitation discrète à une réflexion aujourd'hui capitale sur le déracinement, l'accueil et la mixité.
Hugo Marsan, *Le Monde*

C'est chaleureux, peuplé de tous les rêves, les peurs, les audaces de l'enfant et de sa mère-grand. La Martinique est là. Paris aussi.
Dominique Mobailly, *La Vie*

Stock

BERTRAND HERVIEU
JEAN VIARD
AU BONHEUR
DES CAMPAGNES
89 F., 143 pages
l'aube
le choix de la campagne

Deux romans, l'un publié en version intégrale dans une nouvelle traduction, l'autre inédit, ressuscitent l'un des plus importants et singuliers auteurs de ce siècle

MOSCOU HEUREUSE
(*Sitchestivaia Moskva*)
d'Andrei Platonov.
Traduit du russe
par Anne Coldefy-Faucard,
Robert Laffont, coll. « Pavillons »,
« Domaine de l'Est »,
189 p., 119 F.

Au temps où la guerre civile ravageait la Russie, un certain Andreï Kimov, né en 1899, fils de cheminot, ancien élève d'une école paroissiale, chemineur lui aussi mais surtout poète, combattait les blancs au sein de l'Armée rouge. Plus tard, il obtiendra le diplôme d'ingénieur et affrontera la nature hostile, inondations et sécheresse, désert et steppes arides. Pour lutter contre la bureaucratie montante, Kimov se tourne vers la littérature. Il prend comme nom de plume celui de son père, Platon, choix significatif d'un jeune homme pour qui le beau et le vrai, le bien et le juste devraient triompher dans une république idéale dirigée par des sages. Hélas, de ces vertus on n'aperçoit que la trompeuse apparence, et c'est justement l'écart entre les concepts platoniciens et la réalité qui sous-tend l'ensemble de l'œuvre d'Andreï Kimov-Platonov et la situe au-delà des avatars de l'utopie communiste. Cet écrivain engagé, prosaïte par ses fonctionnaires de la culture, que Gorki rejetait - tout en lui reconnaissant quelque mérite -, que Staline traitait de « saleau », était-il l'un des premiers dissidents ? Bien au contraire, Platonov, malgré

l'influence qu'exerçait sur lui un curieux penseur chrétien (Nikolaï Fedorov, 1828-1903), et malgré son marxisme teinté de mysticisme, se voulait un communiste exemplaire. Et pourtant, ses textes, à l'instar de ceux de Beckett, de Cervantes ou de Kafka, demeurent « dissidents », car ils remettent le monde en question, le détruisent pour en recréer un autre.

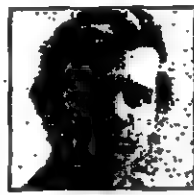
La NEP, Nouvelle Politique économique, laisse un bréchet à la Russie épuisée. Platonov publie un premier volume de nouvelles, *Les Ecluses d'Épiphanie* (1). Celle qui donne son titre au recueil est inspirée des travaux gigantesques entrepris pour la domestication de la nature. Pour décrire leur coût en misère humaine, Platonov, écrivain salaire, poète des bagages et des canaux d'irrigation, se réfugie dans l'histoire cruelle de son pays et convoque la mémoire de Pierre le Grand. En 1927, la critique salue le livre, le public l'acclame, et, l'année suivante, des revues publient quelques fragments de *Tchevengour*, son chef-d'œuvre, avant que la censure ne l'interdise. Une version russe expurgée paraît deux ans plus tard, quatre ans plus tard en France (2). Aujourd'hui, en dépit des difficultés d'un texte où la langue de bols (mise en dérision ?) alterne avec les jargons populaires, Louis Martnez nous en donne la fluide traduction.

Tchevengour a été rédigé entre deux famines terribles, l'une au tournant des années 20, conséquence du communisme de guerre, l'autre dix ans après lorsque Staline ordonnait la confiscation des terres et la liquidation des koulsaks. Œuvre noire du chambardement, *allégorie* homérique de l'utopie et de ses métamorphoses, cette épopée hallucinante met en scène une foule de gueux en marche vers le paradis communiste, Tchevengour, une bourgade perdue dans la steppe.

La malédiction du travail abolie, chaque habitant n'y est plus rétribué selon ses mérites, mais selon ses besoins. Les responsables du projet, Dvanov, rêveur d'une égalité sans entrave, et Kopionikine, républicain du Chevalier à la triste figure sur son casanovon dénommé Force du prolétariat, veillent à l'installation de ces affamés dans la cité idéale débarrassée de la « vermine capitaliste » par Tchepounov ; ce dernier, prophète de la nouvelle utopie, n'a jamais lu Marx, mais son idole demeure Rosa Luxemburg, figure maternelle et martyre.

Le Kremlin décide d'envoyer sur place un commissaire chargé d'inspecter les lieux. Que sont devenus les damnés de la terre dans ce laboratoire où se prépare

André Planchon
Né en 1959, diplômé de l'École nationale d'administration, employé à la mairie de Paris, il dénonce le racisme et l'antisémitisme.
Terminé en 1991, *Herbes folles* sera publié en 1992. L'histoire de la lutte stalinienne contre le fascisme et la vie des koulaks.
Pendant la guerre, Planchon a vécu dans la misère, signifiant qu'il n'a rien fait.
Il réussit à se faire une place, mais en 1991, il est victime de l'oppression des puissances.



l'avènement de la parousie ? Le paradis de l'homme nouveau est noir ! Désœuvrés, ses locataires déplacent les maisons sans autre raison que celle du mouvement perpétuel jusqu'à ce que cette capitale du communisme planétaire rétrécisse comme une peau de chagrin. Ils fabriquent des vêtiles échangés contre d'autres objets inutiles et contemplent les herbes folles qui envahissent Tchevengour. Les douze derniers

(nombre des apôtres) périront sous les coups de la contre-révolution. C'est baroque, onirique et intemporel. Métaphore peuplée de personnages angéliques ou fous, *Thevegnou*, avec ses accents desotologiques, demeure l'un des grands romans épiques de l'Espoir trahi. Un livre aussi prophétique ne pouvait être toléré par les censeurs staliniens. Les réchis suivants de Platonov, *Makar pris de dotte* et *En chantier* (3) déclenchent la fureur de la critique et pourtant les thèmes de Platonov restent les mêmes, la révolution, le peuple orphelin et les progrès techniques qui doivent assurer le bonheur pour tous.

A partir de 1933, la police archaïque commence à s'intéresser à lui. Il ne sera pas arrêté mais puni autrement dans une famille d'ouvriers, l'école polytechnique, il est la bonification des steppes arides, il est en vers. Dès 1927, il a l'œuvre mortifère des idéologies. 1929, son roman anti-utopique de Tchekhov est censuré : il ne me URSS qu'en 1988. Sous la révolte, il rédige sa *Chronique de la*, féroce satire de la collectivisation. La Foaille et La Mer de jouvence. années 50, Platonov vit dans la de ses articles sous pseudonymes. Il publie ses récits de guerre, *Le Retour* lui vaut de nouveau en 1951, il meurt, usé par les persécution.

ment : son fils, âgé de quatorze ans, accusé d'« espionnage », se retrouve en prison. Pourquoi cet acharnement alors qu'avait *Moscou heureuse*, roman commencé en 1953 (remarquablement traduit en français), Platonov semble se couler dans le lit de Procuste d'une littérature imposée, cette *novlangue* chère aux apparatchiks ? En effet, les personnages de ce récit qu'il n'a pu terminer - loin de nuire à sa beauté, l'achèvement

soufflage l'utopie brisée – gardant l'apparence du « héros positif ».

La femme Moscou Tchestvona (en russe *chestny* signifie honnête) est un enfant de la révolution, tout comme la capitale russe qui remplace Petrograd. Libre, comble elle l'aspirée de contribuer au bonheur de l'humanité, à l'instar de ses amants : Sartorius, l'ingénieur vainqueur des calamités, Belko, l'internationaliste obsédé par l'invention d'une balance idéale. « instrument de l'honneur et de la justice ». Semblable, le chirurgien en quête d'immortalité, tous pressés d'en finir avec l'inconfort terrestre et de rejoindre le paradis d'un humanisme au-delà des limites de la gravitation pour la grandiose éducation de la Terre et la non moins grandiose éducation de la raison ».

Les ennemis de Platonov ne se sont pas trompés, qui ont décelé sous ces lignes l'ironie subtile de l'auteur, de même qu'une réflexion de l'un de ces Don Quijotte du « communisme triomphant » : « La capacité de l'homme à une double pensée... *Le fait est que l'homme est capable de la perfection, mais la perfection, elle, est impossible.* » Les paradis de Moscou Tchekostova sont aussi gais que ceux de Tchekhov-Goussier. Elle sait que la dictature du prolétariat n'est pas l'amour, que les passions sont tristes. Les jambes arrachées dans les entrailles de la terre lors de la construction du métropolitain, elle les dispareillat, tout comme ses amants soupirants, vers un crépuscule teinté de cendres et de pluie.

La mort avait-elle surpris l'auteur de Tchevengour lorsqu'il exerçait les fonctions de gardien à l'Institut Gorki de Moscou ? Une légende le prétend, mais rien n'est moins sûr. Victime de la ficelle littéraire, censeurs et critiques à la solde du KGB, malade d'une tuberculose

contravertu auprès de son fils, revenu de déportation, il s'efforça en 1951, marginalisé et interdit de publication. Depuis bientôt un quart de siècle, universitaires, chercheurs et traducteurs, de Michel Heller à Louis Martinez, de Georges Nivat à Anne Coldefy-Faucard, ne ménagent pas leurs efforts pour faire connaître ses livres. Les personnages fabuleux de Platonov expriment-ils l'*"angoscioso et l'êcher"* au cours d'un itinéraire régressif qui les conduirait à la vie prénotale, lieu révolutionnaire, de sécurité absolue », comme l'affirmait Anne Epelboim dans sa préface analytique de *La Mer de jouvence* (4) ?

de *La Mer de jouglaire* (4) ?

Vaste interrogation ! Quelle explication pour la mansuétude que lui témoignèrent les bourgeois, en lui épargnant la vie pendant les grandes purges, à la fin des années 30 ? Platonov, malgré son génie, ne réalisait peut-être pas la charge subversive de ses livres, lui qui sollicitait respectueusement le bienveillance des Gorki, et était tant de fois l'objet de leurs éloges publics ! C'est sans doute à sa réputation d'innocent, de « *doux dingue* », qu'il partageait avec ses personnages (des « *cinglés* », disait Gorki), qu'il dut sa survie, à l'époque où ses confrères, Malafovski et Essénine, Babel et Mandelstam, Bounine et Boulgakov, Gorki aussi, se suicidaient, étaient assassinés, prenaient le chemin du Goulag ou, au mieux, celui de l'exil.

Edgar Zechmann

(1) Gallimard, 1988, traduit par L.R. Denis.
(2) Version qui a servi à une première édition, incomplète, la traduction étant due à Cécile Loeb, Stock, 1972.
(3) A paraître en 1997.
(4) Albin Michel, 1976, traduit par Annie Epelboim, postface de Iosif Brodski.

Lorsque les chemins de la mort ouvrent ceux du cœur, Ludwig Fels dénoue les liens filiaux

**LE CIEL ÉTAIT
UN GRAND PRÉSENT**
(Der Himmel war eine grosse
Gegenwart, Ein Abschied)
de Ludwig Fels.
Traduit de l'allemand
par François Mathieu,
éd. Maren Sell/Calmann-Lévy,
92 p., 70 F.

L'agonie est un combat. Pour ceux qui vont mourir ; pour ceux qui vont rester en vie avec la béance d'une absence qui chaque jour devient plus certaine. Mais quelle fut la vie de cette femme ? Domestique à la femme, des enfants, un homme qui est parti, à peine un chez-soi. Et de nouveau être traitée comme du bétail à l'hôpital, parce qu'on demande trop peu, parce

qu'on ne se plaint pas assez, qu'on se méprise au fond. A quoi bon écrire sur cette vie qui s'en va, se demande le fils, puisque cette écriture ne délivre d'aucune douleur, ne fait qu'ensevelir la mourante sous des mots dérisoires ? Pour la retenir, pour rattraper le temps perdu ? Pour que deux étrangers de même chair et de même sang apprennent enfin à se connaître ?

Peut-être que les morts et les vivants sont seuls capables de s'aimer — quand il est trop tard : quand va disparaître celle qu'on aurait voulu autre, celle dont on n'a jamais composés les combats et les renouements, qu'on a aimée d'un amour stérile parce qu'on a épuisé ses forces à lutter d'abord contre elle. Lorsque la mort frappe trop tôt celle qui vous a mis au monde, celle que l'on n'a pas su aimer, celle qui n'a pas su assez vous aimer, c'est le monde entier qui se vide. Vient alors ce vouloir, comme un enfouissement : épouser la mourante, « mourir un petit bout de chemin avec elle, mourir à sa rencontre », comme si la mort, en même temps que la perte, était l'instant de la découverte. Le livre de Ludwig Fels, né en 1946 en Bavière, n'est ni un hymne à l'amour, ni une dissection des sentiments : il est bien plus que cela, sans complaisance : la traduction sismographique d'une catastrophe.

Pierre Desbusses

Porté par une vaste érudition, avec le français comme arme de combat, le musicien et romancier espagnol offre une tétralogie épique sur les quatre derniers siècles. Pour penser l'impensable du monde moderne

CE NOM SANS ÉCHO
Tétralogie romanesque
de Rodrigo de Zayas.
La Brigue et le Talion (I),
Les Faussaires (II),
Shéol (III), La Pourpre
prophétique (IV à paraître),
éd. L'esprit des péninsules
(15, rue Troussau, 75011 Paris),
344 p., 139 F (I), 304 p., 135 F (II),
224 p., 129 F (III).

On annoncerait ceci : dans la farandole des mille petits récits, qui racontent autant de saynètes passionnantes : enfances comiques, incestes miniatures, chagrins d'amour, ravages de la jalousie se glisse une tétralogie dont trois tomes sont en librairie : *Ce nom sans écho*, par Rodrigo de Zayas.

On annonçait que *Ce nom sans écho* est l'histoire du monde, de la chute du royaume de Grenade à la création d'Israël. Or'il y a là, en majesté, l'Amérique et l'Europe, l'Espagne, la Palestine et Israël. On dirait que l'enchânement des faits navigue à travers les guerres, les résistances, les clandestinités et la Shoah. On précéderait que Rodrigo de Zayas ajoute une érudition de fer sur le traumatisme fondateur de ce qui détruit et façonne les relations euro-arabes : la *sanitisation* du morisque, ce musulman converti au catholicisme, par l'Espagne de l'inquisition ; le racisme d'État inventé par la loi sur la pureté du sang.

On manquerait bien à quel point les trois premiers actes de cette tétralogie se parcourent avec des bottes de sept lieues, qu'il y a une vitesse de la pensée sensible dans les actions et les faits, espionnage, secrets, vengeance, travestissement, Alexandre Dumas plongé dans les batailles des quatre derniers siècles, personne n'y croirait. On suggérerait enfin qu'il y a là un extravagant roman d'aventure des hommes et des femmes, des hommes et des hommes de l'his-

toire de l'art et du faux, et des femmes entre elles. Personne ne voudrait y croire. Le nom de Rodrigo, déjà, de Zayas, est trop chargé d'écho pour qu'on ne pense pas à quelque pseudonyme.

Les faits sont là. Hugo dit que l'épopée, c'est l'Histoire écoutée aux portes de la légende. De Zayas laïcise l'épopée en en faisant l'Histoire écoutée aux portes de l'Histoire. Il l'effectue sous son nom de Zayas qui est le nom de son père. Marius de Zayas a à qui il porte une vénération. Derrière a soixante ans, vit à Séville, redresse une façade sobre, dans un petit palais à l'intérieur, dont la bibliothèque qui résume du croisement de plusieurs trésors familiaux et de la curiosité ardente de sa mère comprend 35 000 volumes, est connue dans le monde entier, se consulte sur place et joue un rôle crucial dans plusieurs domaines : les manuscrits, les incanables, la démonologie, mais aussi bien la littérature surréaliste. Marius de Zayas, brillant peintre et caricaturiste d'origine mexicaine, découvreur d'art primitif, proche de Picasso, ouvert en 1915, avec Paul Haviland, Francis Picabia et Agnes Meyer un des pôles surréalistes de la pensée moderne : La Modern Gallery de New York, au n° 500 de la V^e Avenue.

TRUCULENCE

On a connu Rodrigo de Zayas dans une autre vie. Comme les chats, il aura sept vies. Il doit être en train d'aborder la quatrième. Il y a moins de dix ans encore, il est internationalement considéré comme un musicien de talent. Il dirige le Taller Ziryab avec Anne Perret-de Zayas, cantatrice. Après une vie de concertistes itinérants, le groupe se consacre à Séville à l'ethnomusication, la transcription et l'enregistrement de la musique du temps de la Découverte. 1992 marque évidemment l'apogée du Taller Ziryab. Bien avant, de Zayas a arpenté le monde, reçu une éducation française à De-

mas, Grenoble et Paris, comme le temps d'un été une sorte de jeunesse dorée, lui Nietzsche en fumant au Liban avec un philosophe, effectué le chemin de Compostelle en compagnie d'un chien, parcourut avec la même ardeur l'amour, l'amitié, les expériences et les rencontres, vécu dans sa chair ce qu'il donne à ses livres leur tonalité, leur truculence, leur rythme et leur rayonnement. On mesure le comique de ce résumé. Il n'est personne de plus discret, timide, presque un peu raide en société. Il semble enraciné dans plusieurs siècles. Sa façon de parler de ses maîtres pourrait paraître ancienne. Pour son salut, le monde actuel n'a qu'à espérer qu'il est déjà un homme de demain. Ces derniers temps, il a animé un petit parti très rigoureux à la gauche de la gauche libérique. Il parle et lit évidemment plusieurs langues, et il les parle avec un mélange très détonnant d'élégance usagée et de gaieté familière.


N'oubliant jamais que sa langue (maternelle) ? non : c'est plus complexe) est l'espagnol, il choisit le français pour écrire. Ce nom sans écho. Pourquoi ? Très clairement, par amour de ce qui pour lui n'a rien d'une utopie, ce temps parfaitement réel du lien de la civilisation arabo-andalouse où son pays, l'Andalousie, parlait arabe, hébreu et latin, avant que l'espagnol ne devienne la langue de l'oppression. Il pense avec décision que la France et sa langue, quelles que soient les difficultés de surface et de profondeur, peuvent jouer aujourd'hui ce rôle d'accueil et de croisement. Il revendique une dette profonde pour l'école publique, laïque, et même, ce qui aurait pu gêner une jeune aristocrate en exil — ses parents ont quitté l'Espagne franquiste au milieu de la guerre civile — obligatoire. Il choisit le français comme on choisit une arme. Son livre est le plus jubilant des livres de combat.

C'est surtout le plus injustifié

l'érudition y a quelque chose de charnel, jusque dans les détails. C'est ce qui la rend si insidieuse. Détails : s'il est question de Francisco Guerrero, compositeur (p. 247 du premier tome) ou de Prout (détail philantropiques polémiques p. 273), c'est parce que, dans cette saga déclinée, ce sont des noms, des motifs, on le sait d'expérience, qui tracent au premier degré leur auteur. Pour de Zayas, comme pour les esprits les plus défilés, rien n'a d'importance. A condition que ce soit dans une sorte de légitimité du style. On ne parle pas que du style d'écriture. Guerrero ! c'est le précédent de Zayas, musicien, qui y'a remis à l'honneur. Prout ? il restera sans doute un de ses sujets de distrait dans sa septième vie. Ce qui compte, c'est l'inspiration discrète de ses vies dans la fable la plus dominée et la plus vivable qu'on ait eue à lire ces derniers temps. Au centre, une extraordinaire figure de femme, Judith Penel, fille de riche diamantaire new-yorkais qui, par revanche historique, s'engage le jour de ses vingt-quatre ans auprès des républicains espagnols. Des histoires de mitraillettes, des secrets sur la cathédrale de Burgos, ce que savent entre eux les frères et les sœurs (leurs grains de beauté, par exemple), le contrepoint du récit d'un modeque, Shams ben Fares, torturé par l'Inquisition, le tout pouvant se lire ensemble, séparément, à l'endroit à l'envers.

Ah oui ! de Zayas est également l'éditeur *Mes secrets à Florence* (1993), manuscrit de Stefano Francesco Di Romolo Roselli, qu'il a retrouvé dans sa bibliothèque et dont il a supervisé la publication (Jean-Michel Place, 290 p., 165 F) et des partitions remarquablement présentées (Les cançons des Troubadours), *L'histoire des morisques et le racisme d'Etat* (La Différence, 1992) qui révéla de vifs scandales. Et il y a tout ce qu'on ne sait pas.

Francis Marmonde

Librairie  *Historique*
"LE CONSERVATEUR"
BENOIT YVERT
Expert
Histoire
Mémoires
Idées politiques
XVIIIe - XIXe
CATALOGUES SUR DEMANDE
98, bis boulevard
de Latour-Maubourg
75007 Paris
Tél. : 01.44.18.08.65
Fax : 01.44.18.34.77
e-mail : yvert@cclub-internet.fr
Du mardi au vendredi
de 14 h 30 à 19 h
Le samedi de 11 h à 17 h.

BERNARD KAYSER
ILS ONT CHOISI
LA CAMPAGNE
19 F / 208 pages

l'aube
le choix de la campagne

Gudbergur Bergsson, dos à la mer d'Islande

Les écrivains islandais sont les invités d'honneur des Boréales de Normandie. Parmi eux, le « volcanique » Bergsson. Grand perturbateur de la littérature islandaise dans les années 60, il est aujourd'hui l'une des plumes les plus respectées et les plus atypiques de l'île

L'AILE DU CYGNE (Svartinn) de Gudbergur Bergsson. Traduit de l'islandais par Catherine Eyjolfsson, Gallimard, 192 p., 98 F.

D'un mouvement quasi-imperceptible, la lame courte et large du couteau lève les filets du carrelé. Un geste visiblement mille fois répété qui laisse toute place à la parole presque murmurée de Gudbergur Bergsson. Celle d'une colère douce rentrée si profond qu'elle prend le ton de la conversation. Dans sa cuisine minuscule, le plus secret, le plus redouté et, avec Thor Vilhjálmsson, le plus respecté des écrivains islandais dévide lentement son propos tout en cuisinant. « Pourquoi suis-je devenu écrivain ? Pour ne pas devenir pêcheur. Pour ne pas vivre l'œil rivé à la mer, et devant son immensité, n'apercevoir qu'une vie étriquée. »

Né en 1932, dans le village de Grindavík, sur la côte sud de l'île, c'est naïve pêcheur. Comme ses parents, comme ses frères. Tout juste si Gudbergur fait un détour par la mer à neuf ans. Il trait les vaches, prépare et cuit le pain. Puis revient travailler au port jusqu'à l'âge de treize ans. Pas de livre à la maison, la misère est immense, l'isolement total. Jusqu'à l'installation des Américains à la fin de la guerre. « Je n'ai rien derrière moi. Je ne suis pas cultivé. Mes origines expliquent pourquoi ma littérature est complètement différente des autres. L'Islande n'était pas un pays civilisé alors. Maintenant elle l'est. Parce qu'on va à l'étranger. »

Son pays, dit-il, est « classique ». Pas seulement parce qu'une vingtaine de familles, dont le pouvoir peut excéder celui du Parlement, régente l'économie, mais parce qu'il y a ce besoin de chacun d'appartenir au groupe, plus nécessaire et plus visible dans un environnement désertique. Classique et volcanique : la

rive médio-Atlantique qui coupe l'île en deux s'offre comme métaphore au champ social et à celui de l'écriture : « Il y a ceux qui écrivent parce qu'ils ont des livres chez eux et veulent être célèbres. » Et puis ceux qui, comme lui, contre toute attente, « naissent avec l'écriture. » Des déviants de nature, qui se sentent toujours clandestins. « A la maison, il fallait cacher cette tendance, parce que le père vous aurait battu s'il l'avait découverte. »

CUISINIER, INFIRMIER

A seize ans, il part. Il est cuisinier près de Reykjavík chez les Américains (qu'il accuse aussi d'avoir « tout détruit » en installant une base militaire dans le pays). Il rêve de Paris, où l'un de ses frères va peindre, travaille six ans dans une usine textile pour économiser de quoi partir. Il va à la rencontre des écrivains islandais et se découvre irrémédiablement différent d'eux. « Je n'ai jamais voulu appartenir à leur monde. Je ne me suis jamais considéré comme écrivain. Je ne sais pas si je le suis. » Il quitte l'île pour la première fois en 1956. Il a choisi l'Espagne. Il en ignore la langue. Pas pour longtemps.

Il se sent chez lui dans les bars littéraires de Barcelone. Personne ne lui prête attention, parce qu'il est « considéré comme une personne, pas comme un écrivain ». Mais, insiste-t-il, les écrivains espagnols ne toléreraient pas que l'on écrive en espagnol (comme Conrad en anglais ou Kundera en français). Ils m'ont accepté parce qu'ils étaient exilés dans leur propre pays sans Franco, comme moi. C'est différent aujourd'hui. A la mort de Franco, même le sens de l'humanité a disparu. Tout de même, il y a eu quelques inflexibles qu'il admire, comme Juan Benet, mais il fulmine contre Javier Marías et ses semblables, qu'il rencontrera plus tard à Madrid, « et qui ne pensent pas qu'il y a de la vie dans les livres ».

A Reykjavík, alors, il fallait être bien né pour obtenir une bourse à



« Je ne sais pas et ne veux pas savoir pourquoi j'écris »

l'étranger. Pour retourner en Espagne, pour écrire, il est infirmier à l'hôpital psychiatrique, puis gardien de nuit dans un hôtel. Il y écrit son deuxième roman : *Thomas Jonsson Bestseller* (1966), dont les neuf cents exemplaires vont s'écarter. Le livre sera considéré comme un tournant dans la littérature islandaise. Une éruption soudaine, inconvenante. Il a voulu « écrire en homme libre, sans s'embarasser de règles », et il est bien conscient qu'en détruisant le style, l'idéal du pays était détruit. On ne lui pardonne pas de casser la narration. Même l'Eglise estime sa liberté intolérable. « Il aurait fallu ressembler aux autres. Ce qu'ils refusaient, c'était l'individu au sens européen. »

C'est l'époque où il entreprend ses traductions. Une œuvre à elles seules. Il ouvre les portes de l'islandais au monde. Dans les deux sens. Il a appris le catalan et l'espagnol, le portugais, l'italien et le français, après l'anglais et l'allemand – on lui

de communistes. L'œuvre avait rapporté de si bonnes nouvelles d'URSS ! Il disait la vérité (les écrivains ne peuvent dire que la vérité). Il était un idéal. Et il mentait. C'est une tragédie. Il n'y a plus d'idéal dans ce pays, plus de grands hommes, et L'œuvre a perdu la mémoire. C'est bien pratique de se sauver ainsi soi-même. Personne ne peut plus lui demander de comptes. Pourtant les communistes ont eu une bonne influence. Ils ont combattu la réaction dans un pays très réactionnaire. L'œuvre était un peu le héros d'une colonie. Les Danois l'ont aidé par culpabilité. Il en a profité. Les auteurs venus après, comme Thor Vilhjálmsson, en ont profité. »

EXCENTRÉ

Entre 1969 et 1976, Gudbergur Bergsson publie un cycle de cinq livres où l'on retrouvera des parents de Thomas Jonsson, un village de la côte sud, une famille pesante, l'influence de la base américaine. Dans un pays de moins de deux cent cinquante mille habitants, les droits d'auteur ne permettent pas vraiment de vivre.

Il s'installe dans des maisons abandonnées de Reykjavík. Il est fort de voir sans être vu, fort d'une liberté sans précédent. On le dit excentrique, mais il est excentré, ailleurs, non par fantaisie, mais par fidélité à lui-même. Atypique et nécessaire, révélateur d'une histoire sans égale. Aujourd'hui encore, il continue à pratiquer d'humbles travaux, pour ne pas s'éloigner de ce qui l'a vu naître au texte.

« La génération qui m'a succédé a bien du succès. Ils écrivent des livres faciles à digérer. Mais sans idéal. Sans rébellion. Il n'y a pas de rébellion dans ce pays. Avec Station atomique, L'œuvre avait inauguré ce type d'écriture. Je n'ai rien à voir avec cela. Maintenant, c'est le marché qui commande. Il faut écrire pour le marché. Comme les poissonniers. Mais en Islande on n'écrit pas pour le marché. Il n'y a pas de marché. Je comprends que Montalban écrive pour le marché. Il peut le faire. Ici, ce n'est pas possible. Il y avait bien le marché communiste avant. On écrivait pour ceux qui croyaient. On écrivait pour le marché de l'Eglise. Et maintenant pour celui des femmes, des lectrices. C'est bien le seul marché qui reste. Les féministes ont critiqué Le Vol du cygne : comment un homme peut-il parler d'une petite fille ? »

Il distille sa joie de voir *L'Aile du cygne* (1990) traduit en français, affecté de le considérer comme moins intéressant que son premier roman. Il l'a pourtant écrit avec le rêve de tout écrivain de se rejouer en

retourant aux origines pour retrouver sa force d'écriture. Il s'est engagé sur le terrain de l'enfance au côté d'une fillette de neuf ans envoyée à la campagne. « au pays des sujets de récitation ». Il dit ce que c'est que tourner le dos à la mer pour plonger dans l'intérieur du pays. Il fait entrer un à un les signes du temps en scène, comme si le récit s'était non pas sur un été mais au long d'un demi-siècle, entre l'enfance de l'auteur et le moment où il écrit. Les pueux d'un tracteur apparaissent dans l'herbe haute. Des jumelles surgissent entre toutes les mains pour s'épauler de ferme en ferme. L'ordinateur s'installe sur les tables pendant que se prépare une scène de débâche collective qui paraît venir du Moyen Âge.

Gudbergur Bergsson a un sens rare de la crudité. En quelques mots, il dit l'immédiateté des sensations, la brutalité de leur perception, le désir de leur répétition, l'espoir d'y découvrir un ordre ou à tout le moins une direction, un fil qui permettrait de s'orienter dans le monde. Chez lui, animalité et spiritualité restent intimement mêlées, comme des blocs inséparables d'interrogations sans réponses. La trivialité devient une haute exigence, un trouble et difficile accès au vrai. Il aime choquer, au sens propre. Faire avancer le récit par chocs. La fillette tombe de cheval : « Quelque chose s'échappa d'elle en une ribambelle de morceaux : les maisons de la côte, la mer, ses camarades de jeu. » Ainsi s'opère sa mue : par secousses. « Elle s'échappe d'elle-même, abandonne son image de petite fille et ressemble à la femme par la parole et à l'homme de la pensée. »

Le cygne, animal fabuleux, « dit ce qu'il sait des autres » à celui qui parvient jusqu'à lui. Il ouvre au savoir avant de s'enfermer (ou de plonger) avec l'Élu. Dire le monde pour le maîtriser tout en lui échappant, voilà un aboutissement bergssonien. « Dans ce désert où nous sommes, c'est mon journal qui me tient lieu de petite amie », explique l'homme de peine, écrivain caché, aux yeux empreints de tous les désirs de marginalité de l'auteur. « Je ne sais pas et ne veux pas savoir pourquoi j'écris, aime à dire Gudbergur Bergsson. Je pense à Calderón, à La Vie est un songe et me dis que si je m'éveille, je vais mourir, que si je suis, ma littérature mourra. » Il souhaiterait que l'on trouve « un sens cosmique du mystère » à ses livres et invoque le parrainage de Wilde : « L'imagination est la réalité et la réalité n'est rien. »

Jean-Louis Perrier

Les Boréales de Normandie

Les Boréales de Normandie, qui se tiennent à Caen du 19 au 26 novembre, se sont affirmées en cinq années comme la principale manifestation littéraire consacrée aux pays nordiques. Les Islandais en sont cette année les invités majeurs. Fait exceptionnel : huit d'entre eux viennent d'être traduits en français, et six devraient être présents. Outre Gudbergur Bergsson, ce sont Thor Vilhjálmsson pour *Nuits à Reykjavík*, traduit de l'islandais par François Emion (Actes Sud, 256 p., 128 F) ; Vigdís Grimsdóttir, pour *Je m'appelle Isbjorg, je suis lion*, traduit également par François Emion (Presses universitaires de Caen, 288 p., 100 F) ; Kristjana Gunnars, pour *La Marmade*, traduit de l'anglais par Anne Malena (Léonard, 112 p., 75 F) ; Alfrun Gunnlaugsdóttir, pour *Brances*, traduit de l'islandais par Régis Boyer (PUC, 240 p., 100 F) ; et Steinn Sigurdardóttir, pour *Le Voleur de vie* (lire *Le Monde* du 3 novembre 1995).

Après un colloque, les mardi 19 et mercredi 20 novembre, où Frédéric Durand, François-Xavier Dillmann, Steinnur Lebreton, Régis Boyer, Fridrik Rafnsson et Torfi Tullius, notamment, présenteront la littérature islandaise des origines à nos jours, Les Boréales proposeront les samedi 23 et dimanche 24 novembre à partir de 14 h 30 à l'auditorium du Musée des beaux-arts de Caen des « lectures croisées » entre écrivains français et islandais. Seront associés : Edouard Glissant et Thor Vilhjálmsson, Paule Constant et Gudbergur Bergsson, Emmanuelle Bernheim et Steinnur Sigurdardóttir, Agota Kristof et Alfrun Gunnlaugsdóttir, Marie Ndoye et Vigdís Grimsdóttir, Pierre Bergougnoux et Kristjana Gunnars.

Dans le domaine islandais, signalons également la parution de choix de poèmes de Stefan Húrdur Grímsson, traduits par Régis Boyer (*La Barbacane*, 168 p., 130 F) ; *Deux sagas islandaises légendaires*, traduites et présentées par Régis Boyer (*Les Belles Lettres*, 158 p., 135 F) ; et l'étude de Torfi H. Tullius *La « Matière du Nord », sagas légendaires et fiction dans la littérature islandaise en prose du XIII^e siècle* (Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 304 p., 180 F). Lire également l'analyse de François-Xavier Dillmann sur les ruines dans la littérature norroise dans la dernière livraison de *Proxima Thulé* (Société des études nordiques, Sorbonne, 45, rue des Ecoles, 75005, Paris). Les Boréales, qui rayonnent sur une douzaine de villes de Basse-Normandie, proposent une rétrospective des films de Fridrik Thor Fridriksson, des expositions, des rencontres avec des auteurs danois, norvégiens, suédois et finlandais, et un concert de Jan Garbarek (le 19 à 20 h 30).

★ Les Boréales de Normandie, Amexxe Vissol, université de Caen, 14032, Caen-Cedex, tél. : 02-31-56-64-84.

ECRIVAINS

pour vos envois de manuscrits renseignements :

Editions LA BRUYERE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.16.43

DONALD WESTLAKE

sera à la librairie L'ARBRE A LETTRES
le mercredi 20 novembre à partir de 18 heures
82 rue du Faubourg St Antoine
Paris 12^e : tél. 01 53 34 83 23

Collection La Salamandre

dirigée par Pierre Brunel

LA RENAISSANCE DES GRANDS TEXTES

Traductions nouvelles de J.-Y. Masson, M. Cazemave, P. Leyris, A. Jaccottet, M. Zagba (présentation P.-Y. Pétillon)

MICHEL CAZA
LOUANGES À LA VIERGE
ANTHOLOGIE POÉTIQUE
THOMAS HARDY
CONTES DU WESSEX
HAWTHORNE
CONTES ET RÉCITS
RILKE
ÉLÉGIES DUINISIENNES

ANNE CÉZAIRE
ANTHOLOGIE POÉTIQUE
THOMAS HARDY
CONTES DU WESSEX
HAWTHORNE
CONTES ET RÉCITS
RILKE
ÉLÉGIES DUINISIENNES

THOMAS HARDY
CONTES DU WESSEX
HAWTHORNE
CONTES ET RÉCITS
RILKE
ÉLÉGIES DUINISIENNES

Ouvrages composés avec les caractères historiques de l'imprimerie nationale. Édition de tête 10 à 30 exemplaires sur Vellin : 2000 à 3000 F Édition reliée numérotée de 1 à 450 : 250 F Édition brochée : 139 à 160 F

IMPRIMERIE NATIONALE Éditions

science-fiction

par Jacques Baudou

King double la mise

DÉSOLATION
de Stephen King.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Dominique Peters,
Albin Michel, 572 p., 140 F.

LES RÉGULATEURS
(The Regulators)
de Richard Bachman.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par William Olivier Desmond,
Albin Michel, 348 p., 125 F.

Quand on est un auteur ayant acquis la célébrité de Stephen King, plusieurs options s'offrent à vous dans la poursuite de votre carrière littéraire. Creuser obstinément le sillon qui vous a conduit à entrer sur la liste des best-sellers. Explorer d'autres territoires que ceux pour lesquels vous manifestez une nette prédilection. Et c'est bien ce qu'a fait Stephen King avec des romans comme *Jessie* et *Dolorès Claiborne*. Ou bien se lancer de véritables défis comme l'écriture d'un feuilleton, *La Ligne verte*, en temps (presque) réel.

C'est dans un challenge aussi spectaculaire que s'est lancé Stephen King dans ses deux derniers romans parus conjointement : utiliser les mêmes personnages dans des intrigues croisées. Pour ce faire, il a ressuscité son alter ego Richard Bachman, pseudonyme sous lequel il a écrit dans les années 1977-1984 plusieurs thrillers d'une veine plus nerveuse et plus noire que ses habituels romans d'horreur. *Les Régulateurs* et *Désolation* ne racontent pas la même histoire de deux points de vue différents. Si leur intrigue peut se résumer d'une même phrase : l'affrontement d'un petit groupe de personnages à une mystérieuse entité maléfique, Tak, les conditions, les péripéties, le lieu et les résultats de cet affrontement sont tout à fait différents. Et s'il utilise des personnages portant le même nom d'un roman à l'autre, ils ne sont pas définis à l'identique ni ne connaissent le même destin. De fait, les intrigues des deux romans entretiennent des relations complexes et s'esquissent l'une l'autre. A partir d'un même point de départ - la libération par la mise au jour d'une ancienne galerie de mine désaffectée de Tak, l'entité cruelle et meurtrière - Stephen King a imaginé deux récits divergents.

Dans le premier, *Désolation*, il décrit la mise en coupe réglée d'une petite cité minière du Nevada et l'odyssée du petit groupe qui finit par mettre Tak en échec sous l'impulsion d'un jeune garçon aux dons de prophète. Le combat entre le Mal et le Bien prend ici le tour profondément métaphysique d'une interrogation sur la cruauté de Dieu. Au passage, King se livre avec son personnage de « grand écrivain américain » à une satire assez verchard de l'établissement littéraire.

Dans le second, c'est la rue d'une paisible bourgade de l'Ohio qui va subir la fureur destructrice de Tak, réfugié dans le corps d'un garçon de huit ans se servant de son imagination enfantine pour perpétrer ses massacres. Chacun de ces deux volumes peut se lire indépendamment de l'autre. Mais Stephen King a tissé entre les deux un ingénieux système d'échos, de va-et-vient, d'effets de miroir qui rendent passionnante leur lecture couplée.

★ STAR CINÉ MANIAC

Au début des années 60, la firme italienne Franco Bozzelli fit paraître en France toute une série de magazines qui présentaient, dans chacun de leurs numéros, un film raconté sous la forme d'un ciné-photo-roman (c'est-à-dire d'une succession de photographies avec les textes et les dialogues lettrés à l'intérieur de l'image comme dans une bande dessinée). L'un de ces magazines, *Star Ciné Cosmos*, publié de 1961 à 1965, était voué aux films d'épouvante, aux péplums, aux films de science-fiction, bref à ce que l'on appelait à l'époque le cinéma-bis. Quelques grands classiques du cinéma de S-F furent ainsi « couchés sur le papier » : *Le Choc des mondes*, *Les Survivants de l'infini*, *Planète interdite*, *La Chose venue d'un autre monde*, *Des monstres attaquent la ville*, etc.

Gérard Thomassian et son équipe ont consacré le n° 2 de leur revue à ce *Star Ciné Cosmos* qui fit rêver aux étoiles toute une génération de cinéphiles. Ils ont ainsi ressuscité, grâce notamment à une iconographie très abondante, une page oubliée de l'histoire de la S-F en France... (publié par Gérard Thomassian, Librairie Fantasmagor, 17, rue de Belzunce 75010 Paris, 84 p., 100 F.).

● LA CAPTIVE DU TEMPS PERDU, de Vernor Vinge

Vernor Vinge réussit dans cet excellent roman une hybridation difficile : celle du récit policier et de la science-fiction. L'intégration de l'un à l'autre est parfaite : l'intrigue policière s'insère dans un univers futur qui lui assure une belle originalité et justifie nombre de ses éléments. L'anneau du crime, son mobile, de nombreux indices permettant au policier de démasquer le coupable n'ont de valeur que dans ce futur imaginé par l'auteur, où ne subsistent sur Terre que quelques dizaines de survivants, rassemblés, de tous les endroits du temps où ils s'étaient réfugiés, par la volonté farouche de deux femmes tuées par le désir d'empêcher l'extinction de l'espèce humaine.

L'énigme de la mort programmée de Marta Korolev se double d'une autre énigme, plus vaste, et qui ne reçoit pas, elle, d'explication : la nature de l'événement connu sous le nom de « Singularité », qui a vu disparaître la quasi-totalité de la population terrestre. L'enquête conduite par Will Brierlyson l'amène à se confronter à l'une et à l'autre ; ce qui lui confère une portée bien plus large. En jouant sur les deux tableaux, Vernor Vinge a signé un fort prenant roman (traduit de l'anglais - États-Unis - par Stéphane Manfrédo, éd. L'Atalante, 250 p., 91 F.).

1970
LA MORT D'ORION

« Une œuvre révolutionnaire qui risque de faire école. La mort d'Orion, c'est la transposition imaginaire, intelligente et lucide des sciences mystiques de l'indépendance anglo-saxonne. Un disque qui fera date. »
(*Star Magazine* - Mai 1970)

« La mort d'Orion est sans doute l'album musical le plus important de ces dernières années, en France tout au moins. »
(*Libération*)

« C'est la première fois le monde, qu'un disque de cette originalité et de cette perfection parvienne en France. Gérard Manfrédo a recréé une œuvre musicale à la fois de ce chef d'œuvre, marquant les modules, les fibres, les plumes, modifiant et contraindant, mille d'œuvres d'une pâte magique où la parole s'élève d'un environnement sonore imprévisible. Il faut de ces inventeurs qui rêvent et inventent un son jeune. Ce disque est un événement. »
(*Libération*)

Rédition en CD digipack avec livret d'origine

1996 : L'ALBUM MYTHIQUE DE
MANSET
ENFIN RÉÉDITÉ

AU LAC DES BOIS
(In the Lake of the Woods)
de Tim O'Brien.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Rémy Lambrechts,
Plon, coll. « Feux croisés »,
264 p., 145 F.

Le bout de l'histoire, on l'a quasiment atteint au moment où le roman commence, et Tim O'Brien lui donne déjà une réalité géographique : c'est au bord du lac des Bois, un de ces lacs immenses du nord du Minnesota dont on se demande s'ils ont une fin et qui vont se perdre quelque part dans le Canada, sorte de bout du monde qui pourrait ressembler au bord ultime de la Terre au temps où on la croyait plate. Et là, au seuil des limites, un couple voudrait pouvoir recommencer son histoire.

Recommencer, pour Kathy et John Wade, cela se passe entre la tentative de l'oubli et l'obligation de se souvenir, face à l'évidence d'un secret. Quelque chose est enfoui sous ces dix-sept années de mariage, un cauchemar dans les forêts du Vietnam qui prend la forme d'une reminiscence obstinée. Alors que Cacciato, héros de Tim O'Brien dans un précédent roman (1), finissait par désertir, submergé par l'absurdité de cette guerre aux motifs irréels et aux ennemis fantomatiques, Wade est tenté, bien des années après la fin du conflit, par une autre fuite : celle de sa mémoire, du redoutable et persévérant face-à-face avec une horreur sans nom dont il fut l'un des acteurs.

S'il peut rappeler, par son équivalente vision du monde, Joseph Heller et son célèbre *Catch 22*, qui dénonce avec une énergie bruyante, sur le mode héroïque, la petite guerre des petits chefs pendant la deuxième guerre mondiale, Tim O'Brien a l'art d'instaurer, sur un tout autre registre, une atmosphère troublée par l'inquiétante confusion de la vérité et

Emprise de guerre

Entre la tentative de l'oubli et le devoir de vérité, un ancien du Vietnam fait de sa vie une illusion.
Aux rives de la folie, Tim O'Brien dévoile un roman inquiétant et troublant



Trace d'un cauchemar

du mensonge. C'est sur fond d'incertitude, au milieu d'allées et venues entre la réalité des personnages et leur masque, que l'écrivain ressasse « son » Vietnam, où lui-même avait été envoyé comme soldat : la guerre, dans *Au lac des bois*, prend la forme d'empreintes laissées à l'état brut sur la conscience, à la fois discrètes, enfouies et récurrentes, une fantasmagorie aussi obédiente qu'elle est fondamentalement impensable, donc irréaliste : « Au cours des mois et des années à venir, John Wade se souviendrait [du village de] Thuan Yen de la manière dont on se souvient des cauchemars

chimiques, combinaisons impossibles, événements impossibles, et, avec le temps, l'impossibilité elle-même deviendrait le souvenir le plus riche, le plus profond et le mieux ancré. Cela n'avait pas pu se passer. Donc cela ne s'était pas passé. Déjà il se sentait mieux. (...) Il se souviendrait et ne se souviendrait pas, en même temps. »

C'est un roman superbe qui tient sur ce jeu de souvenirs posés au conditionnel, sur le rêve d'un avenir qui pourrait faire comme si les secrets n'avaient pas lieu d'être, à la lisière du mensonge et des illusions confortables.

John Wade, justement, est illusionniste à ses heures perdues, il sait faire de tout un tour de magie et là-bas, au Vietnam, on l'appelaient « Sorcier ». Au lac des bois, au bout de la géographie comme de sa propre histoire, il est mis au pied du mur, face aux limites de ses talents de magicien, à la fin du personnage qu'il s'est inventé, politicien coutumier du mensonge qui vient d'essayer un cuisant échec aux élections sénatoriales, époux faussement modèle, vivant à la folie à force d'avoir cru que « si le secret restait enfoui en lui, avec tous les autres secrets, il pourrait abuser le monde et s'abuser lui-même aussi. »

Le roman lui-même est un faux-semblant, une panoplie pour déguiser l'essentiel qu'il ne révèle que par fragments, autant de visions fugitives et déusées, répétées comme pour se persuader de leur vérité. Le récit ostentatoire, celui que l'on suit tout du long avec inquiétude, c'est l'enquête menée autour d'un fait divers : la disparition de Kathy Wade, volatilisée un matin, selon son mari. Parmi les chapitres se glissent de vagues procès-verbaux, des « Éléments » et des « Hypothèses ».

Mais le véritable sujet du livre tient dans sa part la plus intime et la moins visible, celle qui ne peut être avouée : le secret de Kathy, qui aspire à la transparence absolue, celui de Wade, qui s'acharne à construire l'opacité, à camoufler le carnage de Thuan Yen, pensant « pouvoir échapper aux conséquences de son meurtre ». En disparaissant au bout de l'histoire, Kathy Wade cède la place à l'irresponsabilité de l'illusion. Le mystère reste intact, et avec lui la beauté troublante de ce récit. Au fond du lac, telle Abel, Kathy Wade a les yeux grands ouverts.

Melanie Van Renterghem

(1) A la poursuite de Cacciato, couronné par le National Book Award en 1978 (Plon, 1990).

Les désarrois de Mademoiselle Ragotsky

APOCALYPSE NON !
(Gut genus)
de Birgit Vanderbeke.
Traduit de l'allemand
par Claire de Oliveira,
Stock, 151 p., 95 F.

Avec *Le Dîner de moules*, Birgit Vanderbeke avait réussi une fresque corrosive de la société allemande. Dans *Apocalypse non !*, elle choisit de recourir à la truelle pour faire de la peinture sociale. Dès les premières pages, on nous assène que la maternité n'est ni une question d'amour, ni une question d'instinct, ni un facteur économique, ni même un accident. C'est une mode. Soit ! Le seul inconvénient, c'est que le bébé n'est ni un pull-over ni un canapé déhoussable que l'on peut reléguer dans un coin, une fois la mode passée.

Mademoiselle Ragotsky, c'est le nom de l'héroïne, se trouve donc très démunie sur le parcours qui mène à ce que le commun des défilés appelle un « un heureux événement ». Quelle raison aurait-on, en effet, d'être heureux quand cette fécondation attrapée comme un Frisbee au rebond oblige soudain à penser à des tas de choses désagréables comme le « mariage », « un trois pièces-cuisine », sans parler des possibles malformations, des maladies congénitales, etc. L'horreur intégrale !

S'il est permis - et souhaitable - de penser que cette maternité est le pur produit d'une fiction de la narratrice, il en va différemment du livre dont elle a bel et bien accouché, ramassé de clichés décongelés au micro-ondes du bavardage, assortis de scènes amphigouriques qui se voudraient des morceaux de bravoure et de mots qui se vaudraient bons.

R. Des.

Sexuellement correct

Deux hommes cherchent leur voie, entre les non-dits et le désir de faire corps avec la norme... Et Grimsley de verser dans la convention

CONFORT ET JOIE
(Comfort and Joy),
de Jim Grimsley.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Claire Frédéric,
Éd. Métailié, 350 p., 135 F.

Tout à tour lumineuses ou obscures, évidentes ou noyées sous le poids du récit, les obsessions intimes d'un écrivain sont comme des frises sur un bas-relief. Des marques secrètes et impudiques, surgissant çà et là aussi nettement qu'une signature. Chez Jim Grimsley, c'est l'image de l'enfant blesé, déboussolé, martyr, qui tient le rôle de cette charpente éparpillée. C'est elle, aussi, qui relie des livres aux tons nettement différents, mais toujours centrés sur une souffrance enfouie. Discret, têtu, tout de plaies jamais guéries, l'enfant est presque aussi présent dans la trame de *Confort et joie* qu'il l'était au cœur des *Oiseaux de l'hiver* (1). Mais autant le premier roman de Grimsley se distinguait par la violence presque insupportable de son contenu, autant le second baigne dans une atmosphère feutrée qui joue sur le poids des conventions. Au risque, parfois, de s'y laisser prendre.

L'enfant effarouché perce donc sous la silhouette musclée de Ford, jeune pédicure bodybuidé d'Atlanta, comme sous celle de son ami Dan. Personnalité intéressante et tourmentée, Dan Crell est le prolongement adulte du jeune garçon dont Jim Grimsley avait fait le héros des *Oiseaux de l'hiver* - un petit hémophile encerclé par les assauts de la démence paternelle. Issus de milieux sociaux opposés, mais travaillant dans le même hôpital, les deux hommes s'éprennent l'un de l'autre et tentent de faire vivre cet amour à la lumière plus ou moins cruelle du regard d'autrui. La « peur », sans cesse évoquée, la « terreur qui accompagnait chaque moment de bonheur », sont leur lot,

comme elles sont celui des enfants maltraités.

Pour bien marquer le poids qui pèse sur les homosexuels, dans une Amérique écartelée entre un libéralisme théorique et des bouffées de puritanisme, Jim Grimsley utilise la métaphore de la distance. Soudain, les personnages se sentent isolés, exclus, séparés du monde ordinaire par un fossé rempli de glace, enfermés dans un « cocon de silence ». Soudain, ils se mettent à éprouver, comme Dan, la sécurité que peuvent représenter « le froid et la distance, ces refuges qui gardaient la valeur de repères intemporels ». En public, ce sont leurs « ombres » qui s'embrassent, ou bien des ondes de désir qui se perdent dans l'espace, faute de pouvoir se matérialiser. Le dédoublement est exprimé, de façon presque clinique, par le sentiment de flotter au-dessus de soi-même. Toutes ces sensations sont fort habilement mises en valeur par la polarisation du roman autour des fêtes de Noël, temps ordinaire du rassemblement et de la réconciliation.

Si la finesse de l'auteur et son sens de l'introspection donnent à de nombreux passages une intimité réussie, si la plupart des sentiments sont crédibles, le roman pèche lorsqu'il se met à sentir la démonstration. Il y a comme un soudé pédagogique dans cette description de l'amour homosexuel et des obstacles auxquels il se heurte. Volontairement, sans doute, l'auteur a inscrit ses héros dans un contexte professionnel très « normal », où ne manquent ni les détails pratiques sur la vie d'un grand hôpital ni les renseignements un peu « série B » sur l'efficacité professionnelle des uns et des autres. Et si le passé de Dan a la couleur du sang et des coups, sa famille est devenue à peine moins ordinaire que celle de Ford, le descendant d'une longue lignée du Sud.

Jim Grimsley semble vouloir mettre en évidence les constantes

d'une vie de couple, qu'il soit homosexuel ou pas. Du coup, le roman prend les allures d'un manifeste en faveur de la norme, dont la forme sent parfois l'eau de rose. La répartition des rôles entre les deux hommes, ses ressemblances avec le modèle parental, l'aspect relativement conventionnel des scènes amoureuses, le don d'une alliance et les rapports à l'argent, toutes ces banalités de la vie de couple sont décriées sans la distance nécessaire pour en faire un objet littéraire vraiment ambitieux. Car un sujet, si riche et complexe soit-il, ne suffit pas à porter un roman, surtout lorsque celui-ci se met à flirter avec les douceurs de la convention.

Raphaëlle Rérold

(1) Métailié, 1994.

TSCHANN
Librairie

aura le bonheur d'accueillir

SAM SZAfran
(Éditions Skira)

avec Jean Clair
qui présentera aussi
Eloge du visible et
Métamorphoses d'Eros (RMN)
Les métamorphoses d'Eros (RMN)

jeudi 21 novembre, à 19h
125 boulevard du Montparnasse, Vte
01 43 35 42 05 tschann@calv.net

La Rocque, « républicain » malgré lui

Ni philosophe ni théoricien, mais soldat discipliné. Autour de cette thèse, Jacques Nobécourt retrace l'action du chef des Croix-de-Feu. Et démontre qu'il se tint à distance du fascisme

LE COLONEL DE LA ROCQUE (1885-1946) ou les pièges du nationalisme chrétien de Jacques Nobécourt. Fayard, 1193 p., 250 F.

Cette biographie du colonel de La Rocque, fondée sur un impressionnant travail d'archives, est un régal non seulement pour l'historien professionnel, mais pour tout lecteur passionné de la France de l'entre-deux-guerres. La thèse de l'ouvrage tient en quelques phrases sans ambiguïté. Selon Nobécourt, ni philosophe ni théoricien, mais soldat discipliné jusqu'au bout des ongles, La Rocque n'aurait jamais poursuivi que des objectifs très limités : toute son action n'aurait tendu que vers « des réformes au service d'un Prince (...) qui est l'État républicain ». Ou encore : « La loyauté sans débat au Prince régnant, que ce fût la République ou la dynastie ».

Zeev Sternhell. (...) Il l'avait sèchement rappelée aux siens en mai 1936 : Léon Blum était le chef du gouvernement en toute légitimité, comme le serait le maréchal Pétain en juillet 1940, et le général de Gaulle, dès la Libération. Pas un mot de La Rocque n'appela à la subversion contre aucun titulaire du pouvoir. Une analyse aussi tranchée mérite un examen attentif.

Il est vrai que ce patriote sourcilieux, toujours en alerte devant l'ennemi et peu enclin à s'incliner devant l'étranger, n'avait pas subi dans la même mesure que tant d'intellectuels importants, l'attrait de l'Italie mussolinienne, et encore moins celui de l'Allemagne hitlérienne. Même sous Vichy, La Rocque n'a pas pris de positions fondamentalement différentes de celles de beaucoup d'autres adeptes de la Révolution nationale qui finirent par rejoindre la Résis-

tance. Nombreux étaient alors ceux qui, par haine du « matérialisme », c'est-à-dire aussi bien du libéralisme que du marxisme, s'étaient lancés dans le pétainisme militant et n'en sont revenus que par patriotisme anti-allemand. Cependant, le comportement exemplaire de La Rocque face à l'occupant n'en fait pas automatiquement un homme politique respectueux de la démocratie, de son esprit et de ses règles, ni ne fait des Croix-de-Feu un des piliers de la III^e République. Le doute s'amplifie quand il s'avère que, à partir du matériel que Nobécourt, chercheur honnête et consciencieux, met lui-même à la disposition du lecteur, on peut facilement parvenir à des conclusions opposées aux siennes. La capacité de mobilisation du PSF (le Parti social français, qui succède aux Croix-de-Feu en 1936) atteste-t-elle de l'imperméabilité de la droite à la tentation de l'autoritarisme ou au

contraire de sa fondamentale disponibilité ? En d'autres termes : le mouvement conduit par La Rocque et nourri de son « nationalisme chrétien », selon l'heureuse formule de Jacques Nobécourt, et de son « catholicisme social », se place-t-il au cœur du conservatisme démocratique ou, au contraire, représente-t-il un potentiel de type franquiste, salazarrien ou carrément un certain fascisme embourgeoisé, attendant son heure, plus prudent parce que contraint à opérer en terrain moins favorable ?

Le grand problème de Jacques Nobécourt provient du fait que, dès le départ, il a adopté une armature conceptuelle dont il est la première victime. Son La Rocque s'inscrit dans le cadre d'un raisonnement *a priori*, qui part d'un postulat simple et connu : immunisée une fois pour toutes par sa « tradition républicaine » et par ses trois droites figées dans leur conservatisme, la France n'a jamais pu dou-

ner naissance à une importante variante locale d'autoritarisme, voire de fascisme. Le fascisme, apanage de quelques groupuscules armés et bottés, n'a pu être qu'une méchante imitation de l'étranger. Il s'ensuit que tout mouvement qui prêche la destruction de la démocratie libérale, qui refuse non seulement le suffrage universel mais l'ensemble de l'héritage des Lumières, mais n'est pas une copie exacte ou très proche du Parti national fasciste italien ou du Parti national-socialiste allemand, *ipso facto* appartient, dans le contexte français, à la mouvance conservatrice. En vertu d'un même raisonnement, tout régime dictatorial, policier et brutal qui pratique la discrimination raciale et met en place des camps de « regroupement », mais non pas un système de parti unique et se contente seulement de bannir tous les partis, comme le régime de Vichy, ne peut être défini que comme un régime conservateur.

« MODE DE PRESSION »

« La Rocque proposait un mode de pression qui, nous dit Nobécourt, sans avoir reçu la légitimation du suffrage universel, entendait s'exercer dans le cadre du régime républicain. » L'auteur est conscient du fait qu'il met lui-même en avant « deux notions antinomiques », mais il n'y peut rien car toute sa démonstration s'appuie sur le « républicanisme » du colonel. Or, sur quel repose exactement le « régime républicain », sinon sur le suffrage universel ? On bien le terme « républicain » est vidé de son sens historique.

La Rocque, par réalisme, n'était pas monarchiste, mais il a exprimé, aussi longtemps qu'il le pouvait sans danger pour sa liberté d'action, sa « nostalgie » devant la décadence que symbolise le système parlementaire, c'est-à-dire la démocratie. Le contenu de ses ouvrages reprend, en des termes plus

mesurés, des thèmes aussi bien maurrassiens que fascistes classiques. La presse de province, notamment, lance sans hésitation des slogans populaires et fait ample appel à une imagerie « révolutionnaire ». Organisés en mouvement de masse structuré, les hommes de La Rocque exerçaient une constante pression dans la rue, dont on pourrait multiplier les exemples. Assurément, davantage par sagesse que par respect d'un pouvoir issu du suffrage universel, ils n'ont pas tenté de coup de force, mais il reste difficile de ne voir dans leurs démonstrations de force que du boy-scoutisme innocent. La Rocque n'avait-il vraiment jamais reculé la démocratie ?

Même après la dissolution des ligues, le PSF ne s'est pas rallié à la philosophie de la démocratie et à ses principes : La Rocque a simplement décidé de recueillir tout le bénéfice possible de l'« électoralisme ». En était-il autrement ailleurs dans l'Europe de l'entre-deux-guerres ? Connaît-on un seul exemple d'un parti de masse qui, né pour défaire l'œuvre de la Révolution française et niant la légitimité du suffrage universel, n'ait pas essayé d'en tirer le plus grand profit possible ? Les Croix-de-Feu n'ont « pas transformé l'État », non pas faute d'une idéologie de rupture, mais parce que les conditions ne s'y prêtaient pas : l'« heure H » n'a pas sonné. La France, sortie en vainqueur de la Grande Guerre, n'a pas été touchée par une crise de type italien, elle n'a pas sombré dans la catastrophe allemande - le chômage, l'inflation, la misère -, et l'armée n'y avait aucune raison de se soulever. Ce qui fait que, les expériences italiennes et allemandes aidant, le régime a pu résister au potentiel de révolte accumulé, entre autres, par les Croix-de-Feu, jusqu'au jour où la défaite a finalement ouvert la voie de la Révolution nationale.

David triomphant

La figure rayonnante de Mozart a bouleversé Mauriac et fasciné Robbins Landon. Chroniques, essais, échos d'une magie plus qu'humaine

MOZART ET AUTRES ÉCRITS SUR LA MUSIQUE de François Mauriac. Ed. Encre marine (Fougères, 42220 La Versanne), 176 p., 130 F.

MOZART CONNU ET INCONNU (The Mozart essays) de Howard Chandler Robbins Landon. Traduit de l'anglais par Dennis Collins, Gallimard, coll. « Arcades », 350 p., 95 F.

MOZART EN SON ÂGE D'OR 1781-1791 (Mozart: the Golden Years) de Howard Chandler Robbins Landon. Traduit de l'anglais par Dennis Collins, Fayard, coll. « Les chemins de la musique », 384 p., 130 F.

Presque octogénaire, François Mauriac confiait à Maurice Fleuret : « J'ai été un formidable paresseux pour la musique. » Sans doute n'en finissait-il pas de justifier ainsi la réputation abrupte que lui avait faite sa mère, mezzo-soprano qui chantait Schumann et Coumou, d'être « celui de ses enfants qui n'aimait pas la musique ». Pourtant le passionnant recueil de textes que le romancier consacra sur plus de trente ans à cet art prétendument dédaigné prouve assez quel critique aigu et profond il sut être. S'il fut de ceux que Stravinski qualifiait sans appel d'« illettrés de la musique », incapable de déchiffrer la moindre partition, Mauriac sut rivaliser, technicien du verbe, avec les praticiens qui « se laissent enchanter et rouler dans les grandes œuvres [et] que la musique "prend comme une mer" ».

Malgré une culture familiale qui l'accoutuma sans passion excessive aux symphonistes du XIX^e siècle, le vrai choc fut tardif - quarante-huit ans - et eut le vi-

sage de Mozart, découvert au sortir d'une période difficile, convalescence bouleversée par ce chant au zénith d'une « alouette invisible ». Révélation si stupéfiante que le romancier ne peut qu'en conclure « la certitude que le paradis existe ». Si c'est le disque qui livre, « voix d'ange et d'enfant », la vraie dimension de ce « génio de Dieu », le miracle a lieu à Salzbourg à l'été 1934 où Bruno Walter, en rupture avec l'Allemagne nazie, dirige un Don Giovanni de légende, quelques jours après l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss. Le rendez-vous capital avec le grand damné marqua si durablement Mauriac qu'il fit toujours retour à ces nuits salzbourgeoises où s'incarna, sur la scène conventionnelle d'un théâtre, le « combat avec l'ange », celle figure du problème du mal qui obsède ce chrétien inquiet. Par-delà sa fascination pour ce « chef-d'œuvre d'une limpidité terrible », Mauriac confesse son admiration pour l'artiste capable de « faire descendre le ciel sur la terre », sans « se guinder devant son Créateur » - « simplement, la tendresse humaine dont il débordait remonte à sa source éternelle ». Et si Pascal est cité, docte référence de cette vision eschatologique, Clara Haskil, Teresa Stich-Randall ou Renato Capecchi - Aix est le pendant français du miracle de Salzbourg - plaident de façon plus fervente pour l'« écolier de Dieu », dont la mort misérable - et le convoi funèbre abandonné de tous selon la légende - hantait Beethoven. Et Mauriac se conclure : « N'ayant pu crucifier le Fils de Dieu qu'une fois, [les hommes] boyaient son image vivante des qu'un inspiré se trouve sur leur route. » Même victorieux, son chant de joie - « la vertu la plus difficile » - est encore un cri d'alarme à l'humanité. Salzbourg 1934, à quelques kilomètres de l'autre de l'ogre nazi : « Ici la civilisation occidentale risque sa dernière mise. » 19 août : sous la

baguette de Bruno Walter, « l'Allemagne hitlérienne n'a pas aujourd'hui dans le monde un plus redoutable adversaire que Wolfgang Amadeus Mozart ». Nouveau David dont le chant s'élève pour que les hommes « se souviennent de leur âme », « secret pour le salut de la civilisation et pour la paix du monde ».

Le message est si fort qu'on oubliera la présentation un rien cuistre aux images souvent creuses de François Solennes (si « le musicien appartient, à un degré insigne, à la race des élus », que dire de Mozart et de « l'élégance d'un insubmersible sourire » ?).

Plus attendu dans le champ mozartien, le musicologue H. C. Robbins Landon s'est fait le spécialiste des dix dernières années du compositeur. Fayard a eu l'excellente idée de reprendre le texte

la hune

librairie

aura le plaisir d'accueillir

■ Jacques DERRIDA

- Le monologisme de l'autre

- Passions de la littérature

- Échographies de la télévision

(Éditions GALLILEE)

le 21 novembre à 18 h 30.

■ Eric HOLDER

Mademoiselle CHAMON

(Éditions FLAMMARION)

invite Michel HOUELLEBECQ

Marie DESPLECHIN

Domitique PAGNIER

le 27 novembre à 18 h 30.

170, bd Saint-Germain, Paris 6e

Tél. : 01.45.48.35.85

Fax : 01.45.44.49.87

AUNG SAN SUU KYI

Le plus admirable symbole de ce pouvoir que possèdent même ceux qui semblent n'en avoir aucun.

Vaclav Havel



Aung San Suu Kyi se bat à l'aide de mots et de courage. Cette femme n'a pas peur.

Sandra Levitor.

La Croix

Stock

(1) Mozart. L'âge d'or de la musique à Vienne 1781-1791, Latès, 1989.

ECONOMIE

par Philippe Simonnot

Vers la disparition des classes moyennes

L'INÉGALITÉ DU MONDE
ÉCONOMIE DU MONDE CONTEMPORAIN
de Pierre-Noël Giraud.
Gallimard, « Folio actuel » inédit, 352 p., 37,50 F.

Le résultat à venir de la mondialisation de l'économie, c'est la disparition des classes moyennes dans les pays riches. Tel est le pronostic que risque Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à l'école des mines de Paris, dans un livre que son éditeur a eu la bonne idée de mettre à la portée de toutes les bourses.

Contrairement à ce qu'indique le sous-titre du livre, Giraud s'inscrit dans la longue durée. Le point de départ de l'histoire qu'il nous conte est situé dans cet Ancien Régime où un « capitalisme nomade » s'élevait déjà à l'échelle de la planète. A cette époque, le niveau de vie moyen des grandes régions du monde était à peu près égal, avec même un léger avantage pour la Chine. Mais, à l'intérieur des États, de très grandes inégalités opposaient les plus riches aux plus pauvres. Puis, la révolution industrielle a fait décoller les pays occidentaux, accentuant l'inégalité entre États développés et le reste du monde. Mais, à l'intérieur des pays industrialisés, les inégalités se réduisaient selon un processus que Giraud nomme la « croissance social-démocrate autocentrée ». Enfin, l'ouverture des frontières, accompagnée d'une réduction fantastique des coûts de transport, a mis en contact direct toutes les économies. Il en résulterait une moindre inégalité entre les États. L'auteur souligne avec raison l'importance de l'irruption sur la scène économique mondiale des pays à bas salaires et à capacité technologique : la Chine, l'Inde, mais aussi les ex-pays socialistes, le Brésil, le Mexique, qui regroupent des milliards d'hommes. « Le XXI^e siècle, prophétise notre auteur, verra enfin les trois grandes civilisations multi-millénaires : la descendance du monde grec, la Chine et l'Inde, se faire face à des conditions économiques pratiquement égales. » Ainsi se terminerait la « désastreuse parenthèse » de deux siècles où colonialisme et impérialisme, y compris japonais, ont bloqué l'essor des civilisations indienne et chinoise.

Le XXI^e siècle verra
l'essor des civilisations
indienne et chinoise.
Mais, en contre-partie,
une croissance des
inégalités
à l'intérieur des pays
riches

Toutefois, la rançon de cette égalisation mondiale, ce serait, selon notre auteur, la croissance des inégalités à l'intérieur des pays riches, aboutissant à la disparition des classes moyennes, « des classes que les capitalistes (développés) du premier XX^e siècle avaient pourtant non seulement engendrées, mais sur lesquelles ils avaient fondé leur croissance ». Pourquoi ?

L'économiste américain Paul Samuelson l'avait déjà expliqué dans un article publié en juin 1948 dans l'*Economic Journal* - il y a déjà près d'un demi-siècle ! L'ouverture des frontières tend mécaniquement à égaliser les coûts des facteurs de production entre les pays, et donc notamment les salaires par catégorie de qualification. Cela aboutit à un resserrement de l'éventail des salaires dans les pays sous-développés où les écarts sont très grands, mais à un accroissement des écarts dans les pays développés. Le mérite de Giraud est de donner de la chair et du sang à ce théorème bien connu des économistes tout en apportant des preuves nouvelles de sa validité. « On ne voit pas pourquoi, s'exclame-t-il, un ouvrier de France gagnerait durablement beaucoup plus que l'ouvrier chinois qui fait la même chose avec une productivité qui se rapproche de la sienne à vive allure. » Les employés et ouvriers exposés à la concurrence de ces milliards de nouveaux venus sur le marché aujourd'hui mondial du travail sont condamnés à l'immobilité et à l'hyper-qualification pour sortir vainqueurs de cette compétition mortelle et accéder à la catégorie des « compétitifs », pour employer le vocabulaire de l'auteur. Sinon, ils n'ont le choix qu'entre une réduction de leurs salaires ou le chômage.

« Je soutiens, affirme l'auteur sur un ton quelque peu péremptoire, que dans la plupart des pays riches, désormais, les créations d'emplois compétitifs ne pourront compenser les destructions d'emplois exposés. En conséquence, il se créera des emplois non compétitifs, mais les inégalités de revenus s'accroîtront (le modèle européen), soit les inégalités de revenus s'accroîtront sans chômage (le modèle américain), mais dans ce cas encore plus vite et probablement avec une baisse réelle des bas revenus. »

Et que l'on ne croie pas trouver un refuge confortable dans les secteurs dits protégés du tertiaire ! Giraud montre de manière convaincante que ces secteurs ne peuvent absorber tous les chômeurs fabriqués par l'ouverture des frontières à moins de consentir à une baisse des prix de leurs productions, et donc à une baisse des salaires. Sans compter l'humiliante obligation dans laquelle les « protégés » se trouveront de servir les « compétitifs ». « Il est clair, remarque-t-il, qu'il existe une solution au chômage : lever tous les obstacles à la baisse des revenus directs et indirects (protection sociale) du travail exposé et du travail protégé. » Par conséquent, le seul choix qui nous reste est bien entre différents modes d'inégalité...

Ainsi l'Ancien Régime serait-il à la fois derrière et... devant nous, avec des activités capitalistes nomades en réseaux s'étendant sur de vastes étendues, et d'immenses différences de richesses entre des individus appartenant à la même société. Le libre-échange total n'aurait d'ailleurs rien de désagréable pour les vainqueurs de la compétition. « Il leur permettrait, note l'auteur, d'accéder rapidement au luxe suprême, qui fut provisoirement hors d'atteinte pendant un demi-siècle et qui consiste à avoir des domestiques (des employés protégés par excellence). »

Heureusement, nous dit Giraud en conclusion, il n'y a pas plus de lois du capitalisme qu'il n'y a de lois de l'histoire. Si l'avenir qu'il nous dessine est « le plus probable », il n'est pas forcément le plus sûr.

PASSAGE EN REVUE

Limes

Limes est une revue de géopolitique qui paraît en Italie. L'un des directeurs, Michel Kortman (l'autre est Lucio Caracciolo), a été jadis proche d'Yves Lacoste, le fondateur d'*Hérodote*.

Avec l'arrivée de Limes en français, c'est l'approche géopolitique, remise à l'honneur depuis les années 70, qui s'affirme comme un instrument d'analyse du monde contemporain. Ce premier numéro, composé d'articles souvent très courts, est tout entier consacré à la France. Les nombreux auteurs ont eu le souci de replacer dans un contexte international les événements de politique intérieure qui sont rarement appréhendés dans leurs prolongements internationaux. Par exemple, le « mouvement social » de décembre 1995 est entièrement analysé à la lumière des relations franco-allemandes, et s'il est question du Front national, c'est sous l'angle de la politique étrangère peu cohérente qui est la sienne. Limes s'était rendue célèbre en Italie en publiant une interview de... Bill Clinton. Le présent numéro propose de nombreux entretiens, notamment avec Malcolm Rifkind, ministre des affaires étrangères britannique, ou avec le ministre allemand chargé des affaires européennes, Werner Hoyer. Un sondage sur les diverses options européennes qui ont la faveur des opinions publiques (maintien du statu quo, constitution d'une « Francanie » - France + Allemagne, État européen) ouvre la réflexion (Limes, n°1, Gallimard, 95 F.).

INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

JÉRUSALEM. UNE HISTOIRE POLITIQUE
de Meron Benvenisti.
Traduit de l'hébreu et de l'anglais par
Katherine Werchowski et Nicolas Weill.
Solin-Actes Sud, 244 p., 148 F.ISRAËL-PALESTINE. L'HISTOIRE
AU-DELÀ DES MYTHES
de Michaël Harsgor et Maurice Stroun.
Métropolis, 414 p., 156 F.

Parmi les sujets de conflit entre Israéliens et Palestiniens, Jérusalem est sans doute le plus douloureux et le plus difficile à résoudre. C'est pourquoi l'attention sur la ville a été toujours attirée au premier rang des préoccupations des négociateurs et toujours inscrite... à la fin de l'ordre du jour. Tous les gouvernements israéliens, quelle que soit leur orientation politique, affirment la souveraineté de l'État juif sur l'ensemble de Jérusalem et, depuis la guerre de six jours, ils ont mis cet objectif en pratique. Au moment des accords d'Oslo, en septembre 1993, Yasser Arafat n'en a pas moins accepté que la question du statut soit exclue de l'arrangement intermédiaire et que des négociations sur ce point soient reportées à des jours meilleurs.

Pendant ce temps, comme le rappelle Meron Benvenisti, qui fut administrateur du secteur arabe de 1967 à 1971, les Israéliens créent des faits accomplis, en espérant que « les faits matériels établiront des faits politiques ». S'ils se sont trompés, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de solution, malgré les haines, les incompréhensions, malgré cette histoire de Jérusalem qui « s'apparente à une vaste carrière d'où chaque camp retirerait des pierres pour la construction de

POLITIQUE

par Gérard Courtois

LE FIASCO
de Ghislaine Ottenheimer.
Albin Michel, 240 p., 120 F.

En deux ans, Ghislaine Ottenheimer a mis presque autant d'énergie à soutenir et défendre Jacques Chirac que celui-ci en a mis à conquérir l'Élysée et à s'y installer. A l'automne 1994, quand personne ne pariait plus un centime sur l'avenir politique du maire de Paris, elle avait, avec ses Deux Nicolas, lancé une charge aussi vigoureuse qu'insolente contre Edouard Balladur, ce « garde-malade » d'une France apeurée et fiévreuse. Au printemps suivant, à peine Jacques Chirac élu à la présidence de la République, elle avait salué, dans l'*Impossible Victoire*, le triomphe de la volonté sur la résignation, du missionnaire sur le gestionnaire, du politique sur l'économiste.

Nous voilà dix-huit mois plus tard, et cette fidélité a été mise à rude épreuve. « Les Français ont choisi Chirac parce qu'il proposait une thérapie de cheval, pas des remèdes homéopathiques, et ils ont le sentiment que rien n'avance », admet l'auteur, avant d'ajouter, la mort dans l'âme : « Que Chirac refuse de conduire une révolution, c'est sans doute la sagesse, mais rien ne l'empêchait de faire une perestroïka audacieuse. En bien des domaines, il s'est montré prisonnier de l'"établissement" et des corporatismes. » Pire, victime de la « pensée unique », Horresco refrens ! Bref, pour ce « grand fétard » qui « se vit perpétuellement en termes de conquête » et qui est « un chef de guerre plus qu'un roi », c'est « le fiasco ».

Mutilé d'en rappeler les étapes : le tollé après la reprise des essais nucléaires, qui

SOCIÉTÉ

par Robert Solé

HABITER LE TEMPS
de Jean Chesneau.
Bayard éditions, 344 p., 150 F.

Le temps qui passe... Cette éternelle angoisse des humains prend une dimension supplémentaire avec l'accélération générale des rythmes de la vie : à l'ère du zapping et du fastfood, nos horloges s'emballent, nos repères s'effondrent. Temps de crise ou crise du temps ? La temporalité pourrait bien être la question majeure des sociétés occidentales en cette fin de siècle, comme l'affirme Jean Chesneau. Ce professeur émérite à l'université Paris-VII, spécialiste de l'Extrême-Orient et du Pacifique, n'est pas le premier à se pencher sur la question. La « bibliothèque du temps » compte un nombre incalculable d'ouvrages, philosophiques, historiques, sociologiques, ethnographiques... Jean Chesneau cite abondamment ceux qui ont nourri sa réflexion. Il nous offre à son tour un livre à mille facettes, balayant tous nos « problèmes de société », petits ou grands.

Les nouvelles technologies sont en train de brouiller les échelles du temps. Grâce à l'informatique, un calcul est réalisé à la vitesse de l'éclair. Le génie génétique peut créer instantanément des espèces vivantes qui auraient nécessité une très longue évolution. Il n'y a plus ni distances ni saisons : on mange des fruits tropicaux toute l'année, les climatiseurs empêchent d'avoir froid en hiver et chaud en été. De plus en plus - y compris dans les campagnes - le temps social se dis-

L'énigme de Jérusalem

ses mythes et pour les jeter sur l'adversaire. Sans doute Meron Benvenisti partagerait-il le pessimisme actif de Michaël Harsgor et Maurice Stroun, qui tentent de rompre avec la tendance pessimiste consistant à « chercher chez l'autre la raison de ce qu'on considère être son malheur » pour « saisir - prématurément chez soi - pourquoi historiquement la solution du conflit aboutit finalement à une convergence de destins ». Les deux universalistes n'en conviennent pas moins que « la paix ne se fera ni dans la confiance ni dans l'amitié ».

A l'issue d'un long périple dans le temps et dans l'espace qui s'achève sur une méditation dans les cimetières de la Ville sainte, où tout le monde trouve le repos, y compris d'anciens nazis, Meron Benvenisti explique qu'il ne s'agit pas, comme ont essayé de le faire les libéraux pacifistes israéliens, de « concilier des valeurs opposées : donner à la fois libre cours à [ses] sentiments patriotiques et s'efforcer de reconnaître les revendications d'autodétermination de la population non juive ». Il s'agit de mettre en œuvre une « approche progressive », sur le modèle des accords d'Oslo sur l'autonomie palestinienne à Gaza et en Cisjordanie, de rechercher une manière de vivre côte à côte, sinon ensemble, fondée sur une « ambiguïté constructive », loin des modèles théoriques qui ont foisonné dans tous les camps depuis le processus de paix.

Tous les projets, les plus anciens ressortis d'archives poussiéreuses comme les plus sophistiqués, se ramènent en fait à trois variantes : soit Jérusalem est la capitale indivisible d'Israël, soit elle est une capitale partagée entre Juifs et Arabes, soit c'est une enclave géopolitique distincte. Mais aucune de ces trois hypothèses ne permet

de résoudre ce que Meron Benvenisti appelle « l'énigme de Jérusalem, unique en son genre ».

Ni l'occupation ni la réunification de 1967 sous la houlette de l'État hébreu n'ont modifié les données du conflit ; l'incident entre Jacques Chirac et le service d'ordre israélien lors de la visite présidentielle à Jérusalem-Est a été le reflet caricatural de cette situation. Elles ont toutefois changé la réalité quotidienne. Elles ont créé dans la ville arabe une espèce de « zone grise » ; les Palestiniens peuvent continuer à y vivre en bénéficiant de droits inconnus dans les territoires autonomes et les Israéliens peuvent continuer à la considérer comme leur sol.

Ainsi pourrait se dégaier, selon Meron Benvenisti, un modèle pour Jérusalem : un espace métropolitain, divisé en deux zones ayant plus ou moins la même superficie et la même population, israélienne d'un côté, palestinienne de l'autre ; chaque entité réglerait les affaires individuelles et les besoins collectifs ; elle coopérerait avec l'autre sur les sujets d'intérêt commun, développant ainsi petit à petit un « pouvoir municipal binational ». Si cette collaboration ne peut pas être obtenue à ce niveau local, « elle se fera au niveau du pouvoir central », écrit Meron Benvenisti, entre Israël et l'Autorité palestinienne, comme il est spécifié en annexe de l'accord d'Oslo 2.

C'est bien là la faiblesse de ce « processus consensuel », encouragé par un homme de culture et d'expérience. Ayant achevé son livre peu de temps après la victoire de Benjamin Netanyahu, Meron Benvenisti espère encore que le pragmatisme l'emportera sur les promesses électorales. Les premiers mois du nouveau gouvernement inciteraient plutôt au scepticisme.

Pauvre Chirac !

éclipse le déblocage de la situation en Bosnie, les premiers mois en apesanteur, sans stratégie économique claire, le « capotage historique » de la réforme de la Sécurité sociale ne fera pas oublier, ensuite, la réforme des armées, le tout sanctionné par une dégringolade sans précédent dans l'opinion publique.

Devant l'impuissance de son héros à bousculer les obstacles sur son passage, devant son pragmatisme qui confine à l'hésitation, devant ce parti pris de la « déflation politique », Ghislaine Ottenheimer donne le sentiment de ne plus savoir à quel saint se vouer ni sur quel registre se situer. Méritant elle-même entre des éléments de récit brouillons, des analyses politiques sans éclat, des critiques sans saveur et des conseils désabusés, elle se réfugie, comme le chef de l'État, dans le « mi-mi » : lui s'est montré « mi-républicain, mi-libéral ; mi-social, mi-monetariste » ; elle ne parvient pas à être autrement que mi-figue, mi-raisin. Ne se résignant pas à l'accabler et lui trouvant, au fond, mille excuses.

Pauvre Chirac ! Bien sûr, il avait fait naître, durant sa campagne, des espoirs impossibles. Mais si promesses et attentes sont restées en rade, n'est-ce pas qu'il est entouré d'incapables ? N'est-ce pas la faute de Jacques Pihan, cet « alchimiste » mercenaire, qui avait façonné durant si longtemps l'image de François Mitterrand et que son successeur a gardé, comme fasciné par sa « syntaxe », ses « séquences » et ses images « subliminales » ? N'est-ce pas la faute de ces ministres qui « patouillent », inexpérimentés ou gaffeurs, dans le premier gouvernement Juppé ? N'est-ce pas la faute de ces diplomates dont le

chef de l'État et celui du gouvernement se sont entourés, parfaitement rôtés « à la discipline et au secret d'État », mais « trop habitués à recueillir leurs informations dans les télégrammes diplomatiques » et qui feront la démonstration, dans l'affaire des essais nucléaires, d'un « amateurisme insupportable » ? N'est-ce pas, encore, la faute d'un RPR « verrouillé, entièrement tourné vers l'élection d'un homme » et qui « ne s'est pas ouvert à des personnalités de caractère », ou d'une UDF dont les barons se disputent au couteau l'héritage ?

Enfin, et surtout, n'est-ce pas la faute du premier ministre ? Si tel est le cas, « Juppé », explique Ghislaine Ottenheimer sans ménagement, « ce qui restera surtout de ce début de règne, c'est l'incroyable incapacité de Juppé à occuper pleinement sa fonction de chef de gouvernement, à conduire le changement, à mobiliser sa majorité », attaque-t-elle. Avant de cogner à tour de bras : « Stressé par les enjeux, affaibli par l'ampleur de la tâche, en première ligne pour la première fois de sa vie, peu confiant dans ses ministres », le premier ministre donne l'impression que « rien n'est prêt » quand il s'installe à Matignon. Au point de faire naître le doute, assassin : « Juppé n'aurait-il jamais cru à la victoire de Chirac ? ».

A quoi s'ajoute la personnalité d'Alain Juppé, « machine à décider » qui a oublié que « la politique, c'est d'abord la gestion des hommes ». Comme le note un proche de Giscard, durant l'été 1995, « c'est un super-super-directeur de cabinet ». Le mot fera florès, jusqu'à aujourd'hui. Ghislaine Ottenheimer oublie simplement de répondre à une question : qui a nommé tous ces incapables ?

Prisonniers de l'immédiat

libre ne sont plus l'apanage des puissants. Au contraire, les élites se font un devoir d'être stressées : la fécondité passe aujourd'hui pour un privilège. Gérer son temps - y compris le temps de ses vacances - devient un impératif absolu. En face, les chômeurs voient disparaître leurs repères temporels : ils peuvent se réveiller à dix heures, déjeuner en milieu d'après-midi. Les excès de la société sont aussi des excès du temps.

Les pages que Jean Chesneau consacre à la vie politique ne sont pas les moins intéressantes. L'Instantanéité, souligne-t-il, va à l'encontre de la démocratie, qui demande du temps. La vie civique suppose en effet des débats, des échéances, une maturation. C'est le contraire du fondamentalisme, figé dans un passé qui n'est nullement porteur d'avenir. Dans les années 40, Vichy se voulait un régime surgi de nulle part, hors du temps. Le considérer aujourd'hui comme un vide politique et constitutionnel, n'est-ce pas se placer dans cette perspective de pseudo-temporalité ?

« Habiter le temps » n'a rien à voir avec les recettes du management qui visent à gagner une ou deux heures par jour pour s'agiter davantage. Il ne s'agit pas non plus de soustraire un temps privé (épanouissant) à un temps social qui serait forcément aliénant. « Habiter le temps », c'est retrouver le sens de la durée, dans la vie publique comme dans sa vie personnelle, en respectant des pauses, en opérant des alternances. C'est parfois, tout simplement... prendre son temps. Et c'est essentiel.

AGRICULTURE
UN TOURNANT
NECESSAIRE
191
l'aube

LA FOI ET LA RAISON
Histoire d'un malentendu
de Nayla Farouki.
Flammarion, 322 p., 130 F.

AUX CONTRAIRES
La science physique et l'exercice
de la pensée
de Jean-Marc Lévy-Leblond.
Gallimard, 448 p., 170 F.
(en librairie le 26 novembre)

Prenez le monde, coupez en deux, faites en sorte que chaque moitié soit bien séparée de l'autre. L'opération est réussie lorsqu'il n'y a plus moyen de les recoller. Vous avez, par exemple, d'un côté le vrai et de l'autre le faux, ici le réel et là le fictif, univers disjoints dont l'alignement est impossible et contradictoire. En continuant à découper, vous obtenez de belles oppositions, qui se conservent parfaitement et demeurent longtemps rafraîchissantes. Vous aurez de cette manière à votre disposition des couples de contraires fondamentaux et efficaces : avant et après, absolu et relatif, global et local. Vous vous rendez compte par vous-même qu'il est impossible de les confondre, et totalement déconseillé de les mélanger. Si d'ailleurs vous tentiez malgré tout de faire fusionner ces éléments, vous n'y parviendriez pas. La coupe pure définit à chaque fois des contraires qui s'excluent : ou bien, ou bien. Pas de troisième solution. Fini ou infini, élémentaire ou composé, l'un ou l'autre, jamais les deux ensemble. Le temps, évidemment, peut changer la donne. On ne compte plus les affirmations que l'on a crues vraies et qui se sont révélées fausses, les absolus déclassés soldés au prix du relatif, les particules prétendument élémentaires qui sont apparues truffées de composants divers. Il n'empêche qu'il n'existe pas, en principe, de zone intermédiaire où ces couples de contraires viendraient se conjuguer.

Cette antique recette a bien des avantages : de telles oppositions, dont Pythagore déjà dressait la liste, rendent possible l'analyse théorique. Mais elles entravent aussi. Il arrive en effet que leur découpe sans nuances ne permette pas de

rendre compte de toutes les réalités, impose trop vite un tri massif. La grille des contraires empêche parfois de saisir les anomalies subtiles. Plus d'une fois, d'ailleurs, la connaissance scientifique n'a progressé qu'en délaissant superbement l'échiquier des « ou bien, ou bien ». Incapables de réfléchir sans ces contraires, mais souvent bridés par leur application mécanique, pourquoi ne tenterions-nous pas de les assouplir, de rendre moins rigides les frontières ? C'est ce que tentent, de manière fort différente, Nayla Farouki et Jean-Marc Lévy-Leblond. Ils ont en commun de connaître assez exactement l'histoire des sciences pour n'être pas dupes de l'autorité scientifique. L'une et l'autre savent s'adresser à un large public, et formuler en termes simples des analyses compliquées. Leurs projets, cela dit, ne se ressemblent guère.

L'intention de Nayla Farouki est de combler une partie du fossé séparant les monothéismes et les sciences. Elle rappelle combien l'on a tort d'opposer une révélation religieuse, supposée irrationnelle, à un entendement scientifique qu'on imagine seul rigoureux. Il y a dans les monothéismes une rationalité de Dieu et de sa parole qui n'est évidemment pas étrangère à celle des sciences. En replaçant l'opposition de la foi et de la raison dans la perspective d'une invention conceptuelle permanente, il est possible de la relativiser. Imaginons, dit Nayla Farouki, un démon extraterrestre et lointain qui contemplerait sans prendre part les constructions intellectuelles de l'humanité, depuis les mythologies jusqu'aux religions monothéistes et aux sciences. Les mythes, occupant facilement les huit dixièmes de l'histoire, sont évidemment des constructions explicatives. Ils s'efforcent, comme chacun sait, de composer des récits capables de rendre compte de l'existence du monde, de la place de l'humanité, de la différence des sexes... Pour Nayla Farouki, ces élaborations ignorent encore les concepts dits « transcendants », ceux qui ne correspondent pas à une expérience sensorielle directe. En très résumé, « chat » serait un concept empirique (on peut le construire à

Recette du paradoxe au papillon



partir de rencontres avec des matous ronronnants), tandis que « mammifère » serait un concept de type transcendant, élaboré par un travail spécifique de l'entendement. « Dieu », si l'on peut dire, appartient à ce deuxième type. Ainsi les monothéismes seraient-ils finalement à rapprocher des sciences dans leur démarche première. Les analyses de Nayla Farouki sont clairement conduites et très pédagogiques, mais on ne quitte pas le livre pleinement convaincu. Son argumentation ne paraît pas aller jusqu'au terme de la vaste question soulevée.

L'intention de Jean-Marc Lévy-Leblond est, en apparence, plus modeste : faire bouger quelques-uns de ces couples de contraires, en montrant les limites et en soulignant les paradoxes. Il s'emploie donc à confronter sans cesse l'opinion commune et les schémas des sciences, avec une allégresse d'esprit

Des couples de contraires (vraux/faux, réels/fictifs) organisent la pensée. Peut-on les faire bouger ? Dans quelles limites ? Pour quelles raisons ?

qui fait plaisir à lire. La confrontation marche dans les deux sens : montrer comment nos évidences bêtes et nos classements banals sont pris à revers et tournéboulés dès que l'on regarde le monde et ses découpages avec les lunettes du physicien, mais bousculer aussi le magistère des sciences et l'imposante dignité de la connaissance exacte.

Lévy-Leblond joue de tous les registres - dialogues, dessins, problèmes, histoires... - pour confier un de ces livres intelligents et drôles qui donnent un bonheur rare. Son parcours est construit sur l'examen critique d'une douzaine de dichotomies telles que vrai/faux, continu/discontinu, certain/incertain, déterminé/aléatoire. Au passage, il ne se prive pas de démontrer quelques clichés.

Un seul exemple : le papillon déclencheur de tempêtes. Sa présence est devenue difficile à éviter, dès qu'il est question de chaos dynamique et de sensibilité aux conditions initiales. Quelqu'un s'arrange toujours pour rappeler, sans trop savoir d'où vient l'histoire, qu'un battement d'ailes de papillon au Brésil peut déclencher une tornade au Texas. Peu importe qu'en répétant la formule on substitue pratiquement n'importe quel point du globe à ces deux-là. Peu importe même qu'on

ne sache pas que la formulation donnée par le météorologue Lorenz, en 1972, à son étude des aspects « chaotiques » de la prévision du temps était une question et non pas une affirmation. On a fini par faire du malheureux lépidoptère-catastrophe un emblème neuf pour le vieux adage, « petites causes, grands effets », qui se passe fort bien de théories scientifiques pour être vrai. Or c'est tout mettre à l'envers. L'étude de Lorenz précisait en effet que si un battement d'ailes peut déclencher la tornade, tous les autres, antérieurs et postérieurs, le peuvent aussi, de même que tous les battements de toutes les ailes de tous les papillons, de même que toutes les activités, moins ténues, des autres espèces. Bref, n'importe quoi peut déclencher une tornade, ou d'ailleurs l'empêcher. Le fameux exemple signifie donc qu'on doit renoncer à remonter le fil des influences causales, et non pas, comme on le croit d'habitude, que les incidents les plus menus sont à prendre en considération.

Reste que les papillons, avec ou sans tornade, ont toujours deux ailes, et non trois ou cinq. Il se pourrait bien, en fin de compte, que ce soit pour des motifs naturels que la dualité prédomine dans la raison comme dans la langue. Droite/gauche, devant/derrrière, haut/bas, avant/après, masculin/féminin structurent notre monde. Ce ne serait donc pas à nous d'appliquer la recette et de découper le monde : il l'est déjà. Notre propre pensée est conséquence, et non pas cause, de cette partition primordiale. Il conviendrait seulement de veiller à rendre ces dualités plus mobiles. Il faudrait plus souvent se servir des sciences non pas pour durcir ces oppositions et les figer d'emblée, mais pour les mettre en mouvement, les déplacer, leur rendre un peu de légèreté, les déprendre des pesanteurs de l'histoire et des duretés de la nature. Ce serait vraiment quelque chose de nouveau si les sciences « dures » venaient à penser que papillonner est un travail sérieux.

* De Jean-Marc Lévy-Leblond également : *La Pierre de touche*, la science à l'épreuve (Folio Essai n° 801, 368 p., 47,50 F.).

Une politique de l'écriture

Adeptes de l'autobiographie, Jacques Derrida réfléchit sur la manière dont l'écrivain invente son style et refuse l'esthétique du geste

LE MONOLINGUISME DE L'AUTRE
de Jacques Derrida.
Gallimard, 144 p., 140 F.

ÉCHOGRAPHIES DE LA TÉLÉVISION
de Jacques Derrida et Bernard Stiegler.
Gallimard/INA, 200 p., 150 F.

PASSIONS DE LA LITTÉRATURE AVEC JACQUES DERRIDA
Ouvrage collectif sous la direction de Michel Lisse.
Gallimard, 432 p., 210 F.

Combien d'ouvrages a pu lire Jacques Derrida ? Pour connaître la réponse exacte, reportez-vous à la liste figurant à la fin d'*Échographies* : vingt-huit titres chez Gallimard, treize chez d'autres éditeurs - le plus ancien datant de 1962. En tout, soixante-sept livres en trente-quatre ans, soit deux par an, en moyenne, depuis un tiers de siècle. Sans compter les articles, les entretiens accordés aux journaux, les conférences demeurent inédites, etc. Comment voulez-vous, diront les mauvaises langues, que cet homme-là ne se répète pas ?

Il y a pourtant, dans la production derridienne, quelque chose qui tient du miracle : une faculté de se renouveler sans cesse, une générosité que

le temps semble incapable d'épuiser. Cette « générosité », faut-il l'attribuer - conventionnellement - à une sorte de « génie » ? Les critiques, qui le font volontiers pour les peintres, sont moins prompts à s'enthousiasmer lorsqu'il s'agit de philosophie. C'est pourquoi Derrida reste mal aimé dans son propre pays, bien qu'il soit aujourd'hui, avec Paul Ricœur, le plus célèbre représentant de la pensée française dans le monde.

Si l'on a, à une telle injustice, bien des explications, il y a aussi un moyen simple d'y remédier : lire Derrida, pour se convaincre qu'est-ce, tout simplement, une œuvre majeure. Mais par où commencer ? Par n'importe quel texte, puisque tout se tient. Par les dernières nées, par exemple : *Le Monolinguisme de l'autre*, issu d'une conférence faite en Louisiane, ou bien *Echographies*, script d'un dialogue avec Bernard Stiegler, commandité et filmé par l'INA le 22 décembre 1993. On enregistre par « Demeure », reprise d'une intervention prononcée par le philosophe dans le cadre d'un colloque (« Passions de la littérature ») qui lui fut consacré en juillet 1995 par l'université de Louvain, sous la responsabilité de Michel Lisse.

Ces écrits - très soigneusement écrits malgré leurs origines « parlées » - n'ont pas entre eux qu'un lien anecdotique : celui de paraître en même temps, chez le même éditeur. Ils révèlent aussi deux tendances significatives de la pensée derridienne : un penchant pour l'autobiographie, ainsi qu'un souci politique de plus en plus marqué au fur et à mesure que les années passent. Deux tendances qui n'en font qu'une - tant il est vrai que ce n'est pas par narcissisme que Derrida parle de lui. La confession, ici, relève d'un enjeu qui dépasse de très loin l'habituelle vanité des gens de lettres. Elle se veut, avant tout, démonstration.

Que démontre donc *Le Monolinguisme de l'autre* ? Qu'il n'est pas

évident, lorsqu'on est juif d'Algérie, né en 1930, et qu'on n'est pas allé en métropole jusqu'à l'âge de dix-huit ans, de s'exprimer en français. L'arabe est la langue des voisins les plus proches ; l'hébreu, celle des ancêtres lointains, porteurs d'une religion que l'on ne peut oublier ; le français, celle des colons qui traitent Arabes et Juifs comme des étrangers, refusant au premier la citoyenneté, et ne l'accordant que ci-contrement, sous Vichy, des revirements.

De l'analyse de cette situation forcément conflictuelle, Derrida tire autre chose qu'une plainte de circonstance. Il pose avec rigueur la question de savoir ce que peut vouloir dire parler une langue « maternelle » (la langue de la « mère-patrie »), s'approprier la langue des « autres » (qui fut celle des philosophes des Lumières, tant admirés au lycée, avant de devenir celle des colons) et réussir à la faire siennement sans pour autant perdre toute trace, à l'oral, de ce fameux accent « pied-noir » qui, malgré son charme, a toujours horrifié Derrida (il faut le croire puisqu'il l'assume).

PAS DE « MONOLINGUISME »
Bref, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas (qu'il n'y aura jamais) de monolinguisme « pur ». Que la « pureté » n'est qu'un autre fantasme morbide, dont le refus reste la condition première d'une écriture personnelle. On l'a compris : le récit d'une adolescence tourmentée, perturbée par l'antisémitisme régnant dans l'Algérie française, nous renvoie en fait à une formidable réflexion sur la manière dont l'écrivain, d'où qu'il vienne, invente son style.

C'est de style, encore, qu'il est question dans *Demeure*. Derrida s'y emploie à relire l'un des derniers textes de Maurice Blanchot, *L'Instant de la mort*, publié en 1994 mais relisant, sur un mode autobiographique à peine déguisé, un événement survenu cinquante ans plus tôt : à la fin de la guerre, Blanchot,

soupçonné de participer à un réseau de résistance, a failli être fusillé par les nazis.

Pourquoi revenir si longuement sur ce court récit ? Pas seulement pour rappeler que Blanchot, tenté dans sa jeunesse par le fascisme, a su évoluer à temps. Mais surtout pour approfondir les rapports si obscurs qui unissent l'écriture à la vie de l'écrivain. L'anecdote, une nouvelle fois, est transcendée. Le véritable objet du commentaire derridien n'est autre que la genèse du processus littéraire. Du coup, le commentaire éclaire aussi la démarche même de Derrida, sa « passion » pour la littérature, son refus d'admettre l'existence, entre celle-ci et la philosophie, d'une frontière claire et infranchissable. Au risque de faire grimacer les dents de ceux qui, de part et d'autre, croient utile de tirer sur les « passeurs » clandestins.

Echographies, enfin, donne à cette

réflexion sur le « noué » qui unit la biographie à l'œuvre un prolongement proprement politique. Ce n'est pas par hasard si le philosophe, qui se déclare « passionné » par la littérature, et qui a fait de l'écriture l'un de ses « objets » de prédilection, a si rarement accepté de paraître devant une caméra de télévision. Répondant aux questions pertinentes de Bernard Stiegler, Derrida explique ici les raisons qu'il a de se méfier de toute parole improvisée, de toute expression hâtive ou approximative. Il dit, en somme, pourquoi sa décision d'écrire est loin de se réduire à un geste esthétique.

« TÉLÉTECHNOLOGIES »
Il s'efforce également, au fil du dialogue, d'élaborer avec son interlocuteur une théorie des médias audiovisuels et, au-delà, de ce qu'il nomme les « télétechnologies », si à la mode aujourd'hui. Non pour en dénoncer frileusement les défauts,

mais pour expliquer en quoi ces nouvelles techniques de communication constituent, politiquement, des armes à double tranchant : facilitant, d'un côté, la libre circulation de l'information dans ce « village global » qu'est devenu le monde, elles peuvent aussi se transformer, entre les mains de ceux qui en contrôlent l'emploi, en instruments de domination - voire renforcer, ici ou là, les tentations « antimondialistes » qui font le lit des fondamentalismes ethniques ou religieux.

Faut-il donc renoncer au micro, aux caméras, à Internet ? Non pas. Il importe, au contraire, d'en explorer les ressources, mais également de réfléchir à ce que devraient être les règles de leur usage au sein d'une société démocratique. Réflexion difficile, dont on doit reconnaître que peu de philosophes, en dehors de Derrida, semblent avoir compris l'urgence.

Christian Delacampagne

GROUPE DE BRUGES
AGRICULTURE,
UN TOURNANT
NÉCESSAIRE
39 F. - 96 pages
l'aube
le choix de la campagne



L'œuvre de BERNANOS chez PLON

Sous le soleil de Satan • L'Imposure • La Joie
Un crime • Un mauvais rêve • Journal
d'un curé de campagne • Nouvelle Histoire
de Moncheville • Monsieur Orléans
suivi de Les Grands Cimetières sous la lune

1440 P

145 F

Chaque titre est également disponible séparément

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● **Anstral et Anatolia, fin.** Ces deux maisons d'édition éphémères ferment leur porte. Anatolia, en quatre ans d'existence, avait construit un catalogue forçant le respect, de Wodehouse aux anonymes latins en passant par Popper, Brodsky ou Pessoa. L'hérisse à ses limites, et Samuel Brussel, son directeur, a cessé de « faire le poète », selon les termes du juge chargé de prononcer la liquidation. Chant Popper, l'éditeur rappelle qu'« être optimiste est un devoir moral » et rebondit déjà avec le lancement d'un mensuel réalisé à Montpellier, *Le Lecteur*, journal de littérature d'arts et d'idées, dont le premier numéro doit paraître le 2 janvier. Le même triste sort frappe les éditions Anstral, dirigées depuis 1991 par Alexandre Koutchoumov et dont le principal éditeur était Olivier Rubinstein, démissionnaire en septembre. Créées grâce au succès phénoménal des mémoires du juge Falcone dont les éditeurs possédaient les droits mondiaux, cette maison pluridisciplinaire et originale commençait à s'imposer en littérature étrangère (Lars Gustafsson, Paul Bowles, Frigyes Karinthy) ou en sciences humaines avec, entre autres, de nombreux ouvrages concernant l'histoire du judaïsme.

● **Prix Novembre et Goncourt des lycéens.** Le prix Novembre, doté de 200 000 francs, a été attribué à Régis Debray pour *Loué soit nos seigneurs* (Gallimard). « Le Monde des livres » du 3 mai, qui a également obtenu le prix Aujourd'hui. Le Goncourt des lycéens a été décerné à Nancy Huston pour *Instrument des ténèbres* (Actes Sud). « Le Monde des livres » du 1^{er} novembre.

● **Succès de la Foire de Brive.** La 15^e Foire du livre de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), qui s'est tenue du 8 au 10 novembre, a remporté un vif succès avec quelque 110 000 visiteurs en trois jours, soit 10 000 de plus que l'année précédente. Plus de 350 auteurs ont dédié leurs livres. Plusieurs prix ont été décernés : celui de la langue française à René de Obaldia, celui de l'Académie Mallarmé à Frank Venaille pour l'ensemble de leur œuvre, ou celui de Terre de France-La Vie-La Poste à Gisèle Pineau pour son roman *L'Exil selon Julia* (Stock). Une exposition à l'occasion du trentième anniversaire du *Magazine littéraire* a permis de montrer 329 couvertures de ce magazine, dont 283 signées Moretti.

● **Prix littéraires.** Le prix de Flore a été attribué à Michel Houellebecq pour son recueil de poèmes *Le Sens du combat* (Flammarion) ; le prix Chateaubriand à Michel Rouché pour *Clovis* (Fayard) et pour l'ensemble de son œuvre ; le prix Renaudot Junior à Jean-François Kervaud pour *L'ode à la reine* (Calmann-Lévy).

Rectifications
Karel Bartošek nous demande de préciser qu'à aucun moment il ne reprend à son compte dans son livre *Les Auteurs des archives* (« Le Monde des livres » du 8 novembre) la thèse ni l'hypothèse selon laquelle l'Aveu d'Arthur London aurait été une « commande » du Parti communiste français. Par ailleurs, il y écrit que c'est à partir du 20 juillet 1955, au sanatorium de Ples, qu'Arthur London aurait rédigé la confession destinée au Parti communiste de Tchécoslovaquie, et non à partir de mai 1955, époque où il était encore détenu à la prison centrale de Pankrac. Enfin, signalons que le prénom de London, Arthur, s'orthographe bien sans « h » contrairement à ce qui a été indiqué dans nos colonnes. L'ouvrage de Yolande Földes, *La Rue du chat qui pêche*, publié chez Albin Michel en 1937 et signalé dans « Le Monde des livres » du 8 novembre comme méritant d'être réédité, est en fait disponible aux éditions In Fine.

Des druides à l'école républicaine

Histoire de l'Enseignement
et de l'Éducation en France4 volumes - 2775 illustrations noir et couleurs
- 96 cartes inédites - 54 tableauxNLF - G.V. Labat-Éditeur
36, avenue des Ternes 75017 PARIS
Tél: 01 45 72 28 88 Fax: 01 44 09 84 18

La mémoire contemporaine à Caen

L'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), qui s'est donné pour mission de conserver tant les archives d'écrivains que celles des maisons d'édition du XX^e siècle, se délocalise. L'abbaye d'Ardenne abritera prochainement Céline, Genet, Barthes, Beckett...

L'abbaye d'Ardenne, au beau nom shakespearien, va-t-elle devenir un double de celle du *Nom de la Rose*? La référence n'est pas fortuite : René Garrec, président (UDF) du conseil régional de Basse-Normandie, avait en tête le roman d'Umberto Eco lorsque, en mai 1995, il proposa à Olivier Corpet, le directeur de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), de délocaliser l'institution parisienne dans le Calvados, aux portes de la ville de Caen, et d'installer dans un ancien monastère ses quelque 12 kilomètres de rayonnages. La rencontre entre les deux hommes, à la suite d'un colloque organisé à l'abbaye-aux-Dames de Caen, était fortuite. Mais la proposition tombait à pic : l'IMEC traversait une crise de croissance, et le ministère de la Culture venait, sans préavis, de lui réduire fortement ses subventions.

René Garrec, de son côté, n'était pas fiché de trouver un client pour les murs de l'abbaye. Cet ancien couvent des Prémontrés fondé en 1160 a été sécularisé à la Révolution. Les plus beaux bâtiments ont été construits à l'époque médiévale : une vaste grange et une porte du XIII^e siècle, la nef gothique de l'église abbatiale. Il existe aussi un pavillon du XVIII^e siècle et des édifices élevés au XIX^e, quand l'ensemble devint une exploitation agricole. Le tout a été fortement endommagé pendant les combats du débarquement de 1944, en partie restauré et médiocrement transformé - sans grand succès - en centre de conférences. L'abbaye d'Ardenne, close d'un mur de

2 kilomètres de long, est entourée d'une vingtaine d'hectares de terres agricoles, inconstructibles, propriété, comme le monastère, du conseil régional de Basse-Normandie.

Qu'est-ce que l'IMEC? Une association loi de 1901, tout ce qu'il y a de plus privée, créée en 1989 par un chercheur au CNRS, Olivier Corpet, avec la bénédiction du directeur du livre de l'époque, Jean Gattégno. Le sujet de prédilection du chercheur était les petites maisons d'édition et leurs revues. Des entreprises souvent éphémères, mal représentées dans les collections publiques françaises et surtout éparpillées selon des classements aléatoires. Le premier fonds qui lui fut confié avait été constitué par un universitaire, Pascal Fouché. Ce dernier avait rassemblé à Jussieu (Paris-VII) un ensemble rare autour de La Sirène et du Sans Pareil, deux maisons d'édition nées au lendemain de la première guerre mondiale. Pascal Fouché avait, par ailleurs, réuni un fonds autour de deux écrivains majeurs du XX^e siècle : Céline et Genet. Ces deux axes, l'édition française et les écrivains du XX^e siècle, deviennent les centres de préoccupation du nouvel institut.

En sept ans, l'IMEC est devenu une mémoire vivante. On y trouve des poids lourds comme Hachette - dont les archives occupent 1,2 kilomètre de rayonnages - mais aussi les papiers d'entreprises artisanales comme l'Arbalète. « Les contrats passés avec les propriétaires de ces archives sont strictement personnalisés », note Olivier Corpet. On ne peut traiter Hachette

comme Jean-Jacques Pauvert. Les éditeurs (Flammarion, Eric Losfeld, Fayard, Larousse, Stock, la Palatine ou le Nouveau Commerce) voisinent avec les auteurs (Audibert, Albert Camus, Copi, Marguerite Duras, Félix Fénelon, Lucien Febvre, Hervé Guibert, Bernard-Marie Koltès, Kateb Yacine, Paul Nizan, Jean Paulhan, Pascal Pia), parfois des metteurs en scène (Patrice Chéreau, Antoine Vitez), des chorégraphes (Dominique Bagouet), des journalistes (Jacques Fauvet), voire des plasticiens (Jean Genet). Les vivants (Pierre Guyotat, Alain Bosquet, Jean-Pierre Faye, Michel Deguy) comme les morts (Roland Barthes, Félix Guattari, Samuel Beckett) bénéficient du même traitement. Leurs archives sont rapidement inventoriées, classées et stockées. Les fonds peuvent être retirés à l'expiration des contrats de dépôt, d'habitude d'une durée de dix ans renouvelable. Pendant ce temps, ils sont accessibles : pas de dépôt sans ouverture au public. « Les dépositaires acceptent que leurs archives soient mises à la disposition des chercheurs selon des modalités à chaque fois définies », indique Olivier Corpet. C'est toujours un travail sur mesure.

PROJET DE RECHERCHE

Le bouche-à-oreille fait merveille dans le milieu littéraire. Au point de faire grincer quelques dents du côté de la Bibliothèque nationale ou de la Bibliothèque Jacques-Doucet, les habitués des destinations de ces archives. Pourquoi ce succès? « Tout nous intéresse, explique Olivier Corpet. Les

dossiers de fabrication des éditeurs, la correspondance des auteurs, les manuscrits, les archives juridiques, voire des bibliothèques complètes. » Des bibliothèques d'écrivains, d'éditeurs (les 40 000 ouvrages scientifiques de Dumod Gauthier-Villars) ou celle du Cercle de la Librairie (15 000 volumes sur l'histoire du livre) en caisse depuis dix ans. « Le projet de l'IMEC n'est pas un projet de conservation, mais de recherche. Nous constituons systématiquement et dans tous les domaines des bases de travaux universitaires, d'édition ou d'exposition. Certains ouvrages ont pu être édités grâce à l'IMEC - les œuvres posthumes de Louis Althusser, dont *L'avenir dure longtemps*. Enfin, l'IMEC met en contact deux mondes qui se méfient l'un de l'autre : celui des ayants droit, arc-boutés sur la protection de la vie privée de l'auteur, et celui de la recherche, qui réclame le maximum d'information. Parfois, la réussite est totale : Edmund White, qui a beaucoup travaillé à l'IMEC pour rédiger sa biographie de Genet, lui a laissé les archives nées de sa recherche. « Un fonds n'est jamais passif », insiste Olivier Corpet. S'il ne s'enrichit pas, c'est que nous avons raté notre coup. »

Mais la croissance imposée par le succès engendre des problèmes de place. L'antenne primitive de la rue de Lille (250 m²) se trouve vite débordée. Il faut louer à Melun les galeries souterraines d'une carrière transformée en dépôt. Aujourd'hui, l'IMEC fonctionne avec quinze personnes et un budget de 8 millions de francs, dont 5 viennent du ministère de la Culture

et 3 de ressources propres. En mars 1995, le ministère retira brutalement 1,2 million de francs. Une catastrophe pour la jeune institution. Le monde de l'édition fit pression sur Jacques Toubon, alors rue de Valois, et la subvention fut rétablie, mais l'alerte avait été chaude. Et Olivier Corpet n'est pas mécontent de pouvoir s'adosser aujourd'hui à une collectivité territoriale.

La rénovation et l'aménagement de l'abbaye d'Ardenne coûtera 85 millions de francs, dont 60 millions à la charge de la région et 15 millions de francs à celle de l'Etat. Le projet a été adopté par la majorité de la chambre régionale - les socialistes s'abstenant. En 1999, l'abbatiale gothique rénovée pourra recevoir 250 000 volumes en libre accès pour les chercheurs. D'autres bâtiments abriteront les archives. La construction de deux nouveaux édifices sera nécessaire. Des logements sont prévus pour les chercheurs. La magnifique Grange aux dînes sera aménagée pour les colloques et les expositions temporaires. Le ministère de la Culture devra accompagner financièrement cette montée en puissance. Si la rencontre d'Olivier Corpet et de René Garrec a été une chance incontestable pour l'IMEC, elle est aussi bénéfique pour la région de Caen, qui devient le siège du plus important centre d'archives littéraires après Paris. L'université de Caen et l'antenne locale du CNRS ne peuvent qu'y gagner.

Emmanuel de Roux
● IMEC, 25, rue de Lille, 75002 Paris, tél.: 01-42-61-25-25.

Une bougie pour Actes Sud junior

Mais où diable les éditions Actes Sud trouvent-elles le ressort de leur diversification? De la littérature étrangère au roman français (le Goncourt des lycéens en sept ans), du poète au théâtre, en passant par l'ouverture de nouvelles collections (« Hébraïca », « Musiques du monde ») ou de nouveaux domaines (l'absorption du fonds Sindbad) : rien ne freine, semble-t-il, ce que le fondateur de la maison, Hubert Nyssen, appelle une stratégie d'« expansion horizontale ». Prochaine étape? « Laissez-nous respirer tout de même... »

Justement. En Arles, ces temps-ci, on souffle d'aise et de soulagement. On souffle la première bougie du dernier-né, Actes Sud junior. Avec vingt-huit titres et 200 000 exemplaires vendus, l'enfant a fait ses preuves : douze mois à peine et... il marche! Ce n'était pas gagné d'avance, dans un contexte où l'édition jeunesse, depuis cinq ans, est plutôt stagnante.

Il fallait de l'intuition et du talent pour imposer une « griffe » Actes Sud junior. Madeleine Thoby a relevé le défi. Psychologue et philosophe de formation, elle se définit d'abord comme une « pédagogue ». Après avoir entraîné ses bottes du côté du Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, cette famille de Piaget est devenue bibliothèque avant de créer le secteur jeunesse de Syros et de rejoindre, en

tant qu'éditrice, Hachette jeunesse puis Bayard Éditions.

« Actes Sud junior, mais Actes Sud d'abord! » : tel a été son credo pour les neuf collections déjà créées. Sur le plan formel, cela signifie un air de famille avec les livres pour « grands » : papier, rebats, formats... Sur celui du contenu, c'est une attention accrue au texte. « Nos livres ne relèvent pas simplement d'une esthétique littéraire ou graphique, résume Hubert Nyssen. Ils comportent une manière d'analyser le monde et les situations. » La preuve : Marguerite et la métaphysique de Virginie Lou, ou *Le Boa Cantor*, d'Hubert Nyssen ; ou encore *Monsieur Tourgis* de Monika Feth. Cette métaphore d'un « ramasseur de pensées » qui collecte les pensées éparpillées dans la ville, les classes, les plantes et admire l'éclosion de « pensées-fleurs », peut se lire sous un jour fantastique ou, plus symboliquement, comme une fable sur la transmission des valeurs et des idées.

A la fin de l'année, tous les titres du premier semestre auront été réimprimés. Pour la suite, les idées abondent : livres animés, coéditions avec l'Angleterre, le Brésil, les États-Unis. Et pourquoi pas un Paul Auster pour la jeunesse? Les tirages atteints « bousculent les traditions ». Pour la petite maison provençale, Actes Sud junior est quasiment une « révolution culturelle »!

Florence Noiville

A L'ÉTRANGER

Après la mort de Saro-Wiwa

La petite minorité ogonée - un demi-million de personnes vivant au cœur du delta pétrolier nigérian - a commémoré l'assassinat, le dimanche 10 novembre 1995, de l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants du Mouvement pour la survie du peuple ogoné (MOSOP) (*Le Monde* du 12 novembre). Une campagne vient d'être lancée depuis Londres par Doris Lesing, William Boyd et le Prix Nobel Wole Soyinka pour que la Nigeria soit exclue du Commonwealth. Cela tombe bien, juste après la publication, la semaine dernière, par le quotidien britannique *The Independent*, d'un article de l'écologiste Richard North décrivant Saro-Wiwa comme un politicien sans scrupule, manipulateur et enclin à la violence. Cette démolition en règle a suscité une réponse du fils de l'écrivain, qui admet que son père « n'était pas un saint », mais défend sa mémoire. Espérant régler à la manière « nigérienne » le problème posé par un mouvement ogoné combattif, structuré et disposant d'appuis à l'étranger, le général Abacha avait peu après son arrivée au pouvoir, en novembre 1993, offert à Saro-Wiwa, au cours d'une entrevue secrète, un portefeuille ministériel. Le refus de l'écrivain, qui voulait obtenir la création d'un Etat ogoné et des compensations financières des compagnies pétrolières, en particulier la Shell, a sans doute décidé de son sort.

● **GRANDE-BRETAGNE : A QUOI RÊVENT LES ÉDITEURS?** Il semble bien que les éditeurs anglo-saxons aient des absences. Cela fait plusieurs fois, par exemple, qu'ils annoncent comme inédits en paperback (livres en format de poche) des ouvrages pourtant déjà publiés. Dernier gag en date, la parution de *Cruising Paradise* de Sam Shepard, dont son éditeur, Secker, proclame que c'est sa « first major work of fiction » (première œuvre de fiction importante), ce qui fait oublier bien vite *Motel Chronicles* (en français chez 10/18). Après la vogue des *Number 1 Best-Sellers*, annoncés comme tels le jour même de leur mise en place chez les libraires, et les livres-cultes pas encore mis en vente, il y a de quoi se poser des questions.

● **ESPAGNE : DES INÉDITS DE BORGES** Après de longues et tumultueuses tractations, et trois ans après Gallimard, les éditions Emecé devraient inclure dans les œuvres complètes de Jorge-Luis Borges certains livres reniés par l'écrivain, mais qui apportent de nouveaux éclairages sur son travail. Ce qui ira donc au-delà de ce que souhaitait Borges, qui avait lui-même préparé, sélectionné et révisé en 1974 « ses » œuvres complètes de 1923 à 1972. Deux tomes existent, l'un qui va de 1923 à 1949, l'autre de 1952 à 1972, un troisième est attendu pour la période 1975-1985, mais il y aura aussi un *Borges inédit* d'ici quelques mois, avec des poèmes et des livres abandonnés ou transformés depuis, ou encore des articles de presse.

● JANE BOWLES (SUITE)

Alia Luque, la jeune femme qui a voulu prendre soin des restes mortuaires de Jane Bowles, risque maintenant de se retrouver devant les tribunaux! En effet, à la mairie de Malaga, on s'oppose au transfert du corps à Marbella, en affirmant que le contrat signé par l'étudiante avec l'entreprise qui gère les services funéraires n'est pas valable. De son côté, Alia confirme qu'elle a bien obtenu une autorisation de Paul Bowles et qu'elle ne changera d'avis que si elle obtient l'assurance par écrit que la romancière américaine pourra reposer en paix à Malaga, et que sa tombe sera entretenue.

EDITIONS VIGDOR PAR INTERNET

œuvres de Cl. Bernard, M. Bunge, M. Grmek, O. Hamelin, G. W. Leibnitz, R. Mitrani, H. Poincaré, B. Spinoza - sous « Lector », logiciel d'exploration de textes (intégrés) - vitrine et téléchargement: <http://www.imagnet.fr/~vigdor>